

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**UN INTELLECTUEL EN TURQUIE:
TARIK ZİYA EKİNCİ ET SON PARCOURS POLITIQUE
EN MATIERE DE L'IDENTITE ETHNIQUE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Mürüvvet Deniz ULUSOY

Directeur de recherche : Prof. Dr. Füsun ÜSTEL

Avril 2010

Préface

Dans la réalisation de ce travail, je voudrais remercier, tout d'abord, à ma famille, ma mère, mon père et mon frère, pour leur soutien, leur patience et leur amour incommensurables; à ma directrice de recherche Madame Prof. Dr. Füsün Üstel, à Monsieur Tarık Ziya Ekinci qui a gentilleme nt et généreusement partagé ses souvenirs et ses expériences avec moi, à Monsieur Mehmet Ali Aslan qui m'a enrichi avec ses idées, à Monsieur Ahmet Öner qui m'a fait guide avec ses aides inoubliables, à Monsieur Olivier Bureau qui a corrigé mon français et qui a allégé mon fardeau et à Güneş Terkol, ma meüllere amie, qui me soulage et qui me rend heureuse avec sa joie, son soutien, sa curiosité et sa présence.

Avril 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-------------|
| PREFACE | ii |
| TABLE DES MATIERES | iii |
| ABREVIATIONS | vi |
| RESUME | vii |
| ÖZET | xiii |
| INTRODUCTION | 1 |
| | |
| PARTIE I | 13 |
| LA PERIODE DE LA FORMATION DE LA CONSCIENCE POLITIQUE DE TARIK ZIYA EKINCI | 13 |
| A. L'Emergence d'une Nouvelle Elite Kurde | 13 |
| B. Une Voix Dissidente Parmi les Jeunes Kurdes : Tarık Ziya Ekinci | 15 |
| 1. De Lice à Paris | 15 |
| a. L'impact des vécus et de la mémoire collective sur la tendance politique : Les souvenirs d'enfance et la caractéristique de Lice | 15 |
| b. Les années d'études en Ecole de Médecin à İstanbul : Le Milieu du Foyer Estudiantin de Dicle et le support au Parti Démocrate des jeunes kurdes | 22 |
| c. La découverte du Marxisme à Paris: la kurdicité s'associe à l'idée de la démocratie socialiste | 29 |
| 2. Le Retour en tant que Partisan du Parti Républicain du Peuple | 32 |
| a. Le Parti Démocrate et les Kurdes: de l'espoir à la déception | 32 |
| b. Les intellectuels kurdes en quête d'une nouvelle position politique : ni le Parti Démocrate ni le Parti Républicain du Peuple | 35 |
| c. La décision dissidente de Tarık Ziya Ekici : l'adhérence au Parti Républicain du Peuple | 36 |
| d. La Section de Diyarbakır du Parti Républicain du Peuple : le choix difficile d'un socialiste kurde | 39 |

| | |
|--|-----------|
| PARTIE II | 41 |
| LA PERIODE DU PREMIER PARTI OUVRIER DE LA TURQUIE ET TARIK ZIYA EKINCI | 41 |
| A- Tarik Ziya Ekinci dans le Premier Parti Ouvrier de la Turquie | 41 |
| 1. L'Emergence de la Gauche Kurde en Turquie : Le Putsch de 1960 et Le Parti Ouvrier de la Turquie | 41 |
| 2. Tarik Ziya Ekinci et La Section de Diyarbakır du Parti Ouvrier de la Turquie | 44 |
| 3. Les attitudes des intellectuels kurdes de la région envers le Parti Ouvrier de la Turquie | 47 |
| B- Le Discours du Parti Ouvrier de la Turquie sur « la Question de l'Est » | 52 |
| 1. La dimension régionale du développement : la définition du sous-développement régional | 53 |
| 2. L'accent mis sur les réformes agraires et foncières : le premier pas afin d'émanciper les paysans des chaînes des hobereaux | 60 |
| 3. La relation entre la démocratisation et les réformes agraires-foncières : les comités de village et l'émancipation du paysan | 63 |
| 4. L'alliance entre les hobereaux (les aghas féodaux) et l'Etat aux dépens des paysans | 67 |
| 5. Contre l'Etat, pour l'Etat : La critique des pouvoirs politiques bourgeois et du secteur privé | 73 |
| PARTIE III | 80 |
| AU-DELA DU DISCOURS DU DEVELOPPEMENT INEGAL REGIONAL ET LA RUPTURE | 80 |
| A- L'Autonomisation de la Gauche Kurde | 80 |
| 1. Les Sujets de Controverse entre la Gauche Turque et les Kurdes de Gauche | 80 |
| 2. Le FRCE et les Procès de 1974 | 83 |
| a- La fondation du FRCE et ses activités | 83 |
| b- Le Plaidoyer du FRCE lors des Procès de 1974 | 91 |

| | | |
|---|---|------------|
| B- | La Thèse du Colonialisme | 96 |
| 1. | Le Primat de la Révolution Anticolonialiste sur la Révolution Démocratique : La Révolution Nationale Démocratique Kurde | 96 |
| 2. | « Un pays partagé » | 98 |
| 3. | « La Colonie des Pays Semi-Colonies » | 99 |
| 4. | La Contiguïté Territoriale | 106 |
| 5. | L'Importance Géopolitique de la Région | 107 |
| 6. | L'invention de la tradition | 107 |
| PARTIE IV | | 110 |
| LE DISCOURS MULTICULTURALISTE DE TARIK ZIYA EKINCI | | |
| DANS LES ANNEES 1990' ET 2000' | | 110 |
| A - | La Perception de la Question Kurde chez Ekinçi | 110 |
| 1. | La perspective moderniste des concepts de nation et de nationalisme | 110 |
| 2. | Le « bon » nationalisme versus le « mauvais » nationalisme | 112 |
| 3. | La primauté de la modernisation | 113 |
| 4. | Les différences dans l'interprétation de l'histoire entre Ekinçi et les nationalistes kurdes | 115 |
| B - | La Solution Multiculturaliste | 117 |
| 1. | Le Statut Sociologique des Kurdes | 117 |
| 2. | Les arguments d'Ekinçi contre la solution territoriale de la question kurde | 119 |
| 3. | La solution d'Ekinçi : La Décentralisation et l'Autonomie Culturelle | 121 |
| 4. | L'Autonomie Culturelle et le Principe de la Personnalité | 124 |
| CONCLUSION | | 129 |
| BIBLIOGRAPHIE | | 132 |

ABBREVIATIONS

| | |
|-----------------|--|
| ACN | Autonomie Culturelle Nationale |
| FRCE | Foyers Révolutionnaires Culturels de l'Est (DDKO: Devrimci Doğu Kültür Ocakları) |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| OTAN | Organisation du Traité de l'Atlantique Nord |
| P.D. | Parti Démocrate |
| P.D.K.I. | Parti Démocrate du Kurdistan de l'Irak |
| P.K.D.T. | Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie |
| P.J. | Parti de la Justice |
| P.L. | Parti de la Liberté |
| P.O.T. | Parti Ouvrier de la Turquie (TİP : Türkiye İşçi Partisi) |
| P.R.P. | Parti Républicain du Peuple (CHP : Cumhuriyet Halk Partisi) |
| UE | Union Européenne |
| URSS | Union des Républiques Socialistes Soviétiques |

Résumé

Ce travail consiste en l'analyse de discours de Tarık Ziya Ekinci, l'un des intellectuels éminents kurdes, à propos de l'identité ethnique. A partir de la vie et du discours de Tarık Ziya Ekinci, on vise à dévoiler le processus du passage du discours du développement régional inégal à celui du multiculturalisme comme une solution à la question kurde. Le choix de M. Ekinci découle de deux raisons principales. Premièrement il est l'une des rares personnes qui est dans la politique professionnelle depuis les années 1960' jusqu'aujourd'hui, en défendant les droits du peuple kurde dans les plateformes différentes dès le début de sa carrière politique, donc on peut suivre les changements de son discours. En plus son statut intermédiaire entre la gauche turque et la gauche kurde le rend dissident dans tous les deux milieux.

En tant qu'un des leaders éminents des délégués de l'Est du Parti Ouvrier de la Turquie, et en tant que député au parlement, il s'est avéré la porte-parole du parti sur « la Question de l'Est » au parlement. Le thème du développement inégal régional sur lequel il mettait l'accent était un thème qui permettait de traiter la question kurde d'une perspective marxiste et qui introduisait à la perception de cette question le concept de spatialité. Dans les années 70', suivant la rupture organisationnelle et idéologique entre les gauches kurde et turque, le discours du développement régional inégal est remplacé par la thèse du colonialisme en tant que discours dominant de la gauche kurde. Après une courte période du travail conjoint des activistes turcs et kurdes au sein du Parti Ouvrier de la Turquie dans les années 60', on témoigne la rupture idéologique et organisationnelle entre les gauches kurde et turque dans les années 70, qui perdure jusqu'aujourd'hui. Le Parti Ouvrier de la Turquie formulait la question kurde sous le vocable de « la question de l'Est » et dans le paradigme du développement régional inégal. Ainsi, la dimension spatiale du développement était soulignée. Dans la décennie suivante, on assiste au glissement du paradigme du développement régional inégal à la thèse du colonialisme dans les milieux de gauche kurde. Selon cette thèse, la question et l'identité nationales sont intimement liées à la territorialité. Ainsi, la spatialité du capitalisme du paradigme du développement régional inégal s'est transformée en la territorialité en tant qu'élément constitutive de l'identité nationale kurde. Par ailleurs, Tarık Ziya Ekinci, bien qu'il soit l'un des leaders les plus importants de la communauté kurde, n'est jamais mis d'accord avec les tenants de la thèse du colonialisme. Cela convient de noter également que le paradigme du développement régional inégal et la

thèse du colonialisme sont affiliés. La problématique de ce travail est de savoir pourquoi les idées de Tarık Ziya Ekinci ne se sont pas glissées vers la thèse du colonialisme et de savoir si le fait qu'il ne soutenait pas la thèse du colonialisme a l'impact sur ses opinions postérieures telles que le multiculturalisme, la décentralisation et l'autonomie culturelle.

La première partie se base sur la période de la formation de conscience politique de Tarık Ziya Ekinci. Ekinci est né à Lice en 1925, son père étant à la fois le petit propriétaire foncier et le fonctionnaire public. Pendant son enfance à Lice et à Diyarbakır, il perçoit sa différence linguistique à partir de la dichotomie urbaine/paysanne. C'est lors de ses études universitaires dans l'Ecole de Médecine à İstanbul dans les années 40', et c'est à partir de ses rencontres avec les nationalistes turcs qu'il se rend compte du fait que la différence linguistique est au-delà de la dichotomie urbaine/paysanne et la langue turque constitue l'un des critères qui déterminent les frontières entre la turcité et ceux qui sont exclus de la turcité. Ainsi, Ekinci prend conscience de la kurdicité à partir de l'élément linguistique et se glisse vers une politique d'opposition contre le parti au pouvoir de l'époque, le Parti Républicain du Peuple. Faisant partie de la génération de la période de la république, Ekinci se distingue des intellectuels kurdes de la génération précédente dont la plupart étaient les propriétaires fonciers et dont le nationalisme se basait sur l'élément territorial. A la différence des intellectuels kurdes traditionnels qui le précèdent, son autorité en tant qu'intellectuel ne se base pas sur les relations de propriétés ou sur un charisme spirituel, mais c'est grâce à son éducation et à son métier qu'il put monter au statut de porte-parole en matière de « la Question de l'Est ». Le fait que l'élément linguistique est primordial dans sa formulation de la question ethnique constitue une autre différence entre les élites kurdes traditionnels et les intellectuels kurdes de la génération d'Ekinci et peut s'expliquer par la rupture provoquée par la fondation de l'Etat-nation turc.

En France où il se trouve pour ses études de médecine, Ekinci rencontre les idées marxistes et il interprète la question ethnique de la Turquie en tenant compte des relations de classe. Son séjour en France correspond à une époque où la version léniniste du marxisme était remise en question et les débats sur les thèmes comme l'aliénation, la démocratie en tant qu'émancipation individuelle et la participation politique étaient en vigueur. En retour, Ekinci se lance au politique dans les rangs du

Parti Républicain du Peuple comme une réaction aux pratiques anti-démocratiques du Parti Démocrate, car il pense que l'instauration ou le maintien des institutions et des habitudes démocratiques est préalable de toute émancipation politique.

Après la fondation du Parti Ouvrier de la Turquie, Ekinci y adhère et est élu député au parlement en 1965. Le Parti Ouvrier de la Turquie sous le leadership de Mehmet Ali Aybar est le premier parti en Turquie qui traite la question kurde dans son programme sous le chapitre intitulé « le Développement de l'Est ». Ekinci s'avère le porte-parole du parti en cette matière et lors des débats parlementaires il met l'accent sur les thèmes suivants : le sous-développement régional, l'importance des réformes agraire et foncière, l'émancipation des paysans, la participation politique des paysans via les comités de village, l'alliance entre les féodaux et l'Etat aux dépens des paysans, la critique de l'Etat qui favorise le secteur privé, la critique du mouvement libre du capital qui crée les inégalités régionales, et les injustices subies par les citoyens de l'Est en raison de leur langue et d'origine ethnique. A la différence du discours dominant développementaliste de l'époque qui considère toutes les régions sauf les régions de Marmara et d'Egée comme sous-développées et qui définit le concept du développement en partant de l'objectif de l'intégration économique nationale, le Parti Ouvrier de la Turquie et son porte-parole Tarık Ziya Ekinci traite le développement de l'Est comme une cause « en soi ». Comme Pierre Bourdieu le montre bien, le discours régionaliste est un discours performatif qui vise à imposer une nouvelle définition en tant que légitime et à faire connaître et reconnaître la région qui est ainsi délimitée en opposition à la définition dominante qui méconnaît et qui n'admet pas cette nouvelle région en tant que telle. Une fois que la question régionale ou nationale est soulevée dans la réalité sociale, même juste par une minorité active, tout énoncé à propos de la région sert d'un argument qui permet de favoriser ou bien défavoriser les chances de l'acquisition de la reconnaissance de la région, ainsi de son existence. Ainsi, le discours du Parti Ouvrier de la Turquie et de Tarık Ziya Ekinci contribue à la reconnaissance et à la visibilité de la question régionale/nationale kurde.

La troisième partie du mémoire est consacré à la période de la séparation entre les gauches kurde et turque. La fondation des Foyers Révolutionnaires Culturels de l'Est en 1969 constituent la première étape de l'autonomisation idéologique et organisationnelle de la gauche kurde. Tarık Ziya Ekinci ne participe pas au plaidoyer collectif des membres de cette organisation, même s'il était l'un des membres fondateurs de la

section de Diyarbakır, ce qui témoigne le premier indice de la séparation entre Ekinci et les nationalistes kurdes. Ce plaidoyer collectif dont il s'agit porte les germes de l'historiographie nationaliste kurde, bien qu'il reste limité au paradigme du développement inégal régional. Après 1974, on assiste à la radicalisation de la gauche kurde parallèlement à celle de la gauche turque et mondiale. Pendant cette période, la thèse de colonialisme est formulée et cette thèse est adoptée presque par toutes les organisations kurdes. L'importance de cette thèse est qu'on associe l'histoire et les caractéristiques d'une nation avec celles d'une région. La spatialité du mouvement du capital introduite par le paradigme de développement inégal régional dans la perception de la question ethnique se transforme ainsi en la thèse du colonialisme, qui associe l'identité ethnique/nationale avec l'élément de la territorialité, ce qui prépare la base du glissement vers le nationalisme via le discours marxiste. Étant donné que la thèse de colonialisme et le paradigme du développement inégal régional sont affiliés, Tarık Ziya Ekinci, l'un des tenants de ce dernier, peut être considéré comme l'un des précurseurs de cette transformation, mais il ne se met pas d'accord avec les tenants du colonialisme. Il reconnaît la spatialité du mouvement du capital et l'importance d'accorder les droits nationaux démocratiques aux minorités ethniques, mais il ne définit pas l'identité ethnique sur la base de territorialité.

La quatrième partie est consacrée aux solutions proposées par Ekinci. La spécificité de la proposition d'Ekinci, c'est qu'il nous incite à réfléchir sur l'Autonomie Culturelle Nationale, un concept développé par les austro-marxistes comme Bauer et Renner au début du 20^e siècle et remis en question de nouveau par les débats plus récents. Le but des théoriciens du modèle d'Autonomie Culturelle Nationale était d'éviter l'établissement de la société *en tant que* territoire. Quant à Ekinci, il dissocie le territoire et l'identité nationale, et propose la décentralisation mais la délimitation territoriale dont il avance ne se base pas sur les différences ethno-nationales. La délimitation territoriale doit avoir comme but de faciliter la participation et la réalisation de la volonté populaire, mais qui tient en compte des revendications culturelles des kurdes. Les collectivités locales doivent s'organiser d'une telle manière qu'elles fonctionnent au service de tous les citoyens, pas seulement des kurdes. Le modèle d'ACN se base sur le principe de la personnalité (*personality principle*), qui suggère que les communautés autonomes sont organisées en tant que collectivités souveraines sans tenir en compte de leur location de résidence au sein d'un État multinational.

Pour conclure, il faut indiquer les constats ultimes sur l'importance de Tarik Ziya Ekinci. Il est l'un des rares intellectuels kurdes qui rendent compte que la territorialité, en tant que principe constitutif de l'Etat-nation, est la raison primordiale des conflits ethniques et dans sa quête de voie pacifique pour traiter la question kurde, il avance les propositions qui forment la territorialité en tant que principe organisationnel et dissocient le territoire de la nation en introduisant le principe de la personnalité. Il reproche aux nationalistes kurdes qui ne tiennent pas en compte des relations de pouvoirs au sein de la société kurde qui fonctionnent à la dépense des paysans kurdes. En termes de Yael Tamir (1993) qui fait la distinction entre l'auto-détermination (*self-determination*), le principe nationaliste, et l'autonomie (*self-rule*) le principe démocratique qui signifie la participation politique dans les institutions politiques, Ekinci pense que l'auto-détermination n'est pas nécessairement le préalable de l'autonomie (*self-rule*). Ainsi, il faut que les masses kurdes doivent être mentalement se moderniser et s'émanciper des entraves socio-économiques ainsi que religieux. Cependant, la structure interne de la société kurde telle qu'elle existe pour l'instant est loin de réaliser la modernisation et l'émancipation des masses kurdes.

Un autre point sur lequel il faut mettre l'accent, c'est qu'Ekinci découpe la relation entre la modernité et la consolidation territoriale et étatique. Selon le paradigme de l'Etat-nation, le principe de la territorialité est intimement associé avec la modernité. Quant au principe de personnalité, il est souvent associé avec les conceptions ethniques, avec les systèmes non-libéraux (le système ottoman de millet) et les systèmes institutionnalisés de discrimination (comme l'apartheid). Par contre, Ekinci associe le principe de la personnalité avec l'autonomie et la participation politique tant que ce principe élabore les conditions de l'épanouissement individuel par l'intermédiaire de sa propre culture.

Comme Erica Benner (2001) l'établit, le point commun de tous les nationalismes, c'est qu'à la base toutes les formes de nationalisme s'intéressent à la question de savoir comment construire une communauté viable au sein des relations internationales où règnent les Etats territoriaux et le jeu de Réalpolitik. Selon Ekinci, le nationalisme kurde basé sur la territorialité telle qu'il existe n'est pas capable d'assurer ces conditions pour une communauté viable. Stavenhagen (1993) affirme que ce qui est important, c'est que

de garder leur culture comme un moyen créatif en vue de la solution des problèmes collectifs et la satisfaction de leurs nécessités matérielles et spirituelles. On peut adapter cette affirmation à Ekinçi : Chez lui, la culture nationale n'est pas un but en soi, mais un domaine dans lequel et un moyen par lequel la participation politique se réalise plus facilement, ce qui se trouve toute à la base de la démocratie.

Özet

Bu çalışma, Tarık Ziya Ekinci'nin 1960'lardan günümüze kadar, etnik kimlik konusundaki politik seyrini incelemektedir. 1960'lı yıllarda Türkiye İşçi Parti'li (TİP) doğulu delegelerin en önemli liderlerinden biri konumunda olan ve 1965'te milletvekili seçilmesiyle partinin "Doğu Sorunu" konusunda parlamentodaki sözcüsü olan Tarık Ziya Ekinci, "Bölgesel Eşitsiz Kalkınma" söylemiyle Kürt sorununun Marksizm'le buluşmasını sağlayan en önemli aydınlardan biridir. Konu olarak Tarık Ziya Ekinci'nin söyleminin seçilmesinin iki nedeni vardır. Birinci neden, Ekinci, 1960'lardan günümüze etnik kimlik konusundaki görüşlerini ve çözüm yollarını çeşitli platformlarda dile getiren bir aydındır, bu durum da söylemindeki değişimleri takip edebilmeyi kolaylaştırmaktadır. İkinci olarak da, Ekinci'nin Türk ve Kürt sol çevrelerinde etnisite konusunda egemen olan görüşlere muhalif tavrı, hem bu iki çevrenin konumlarını sorgulamayı hem de farklı çözüm yolları üzerine düşünebilmeyi mümkün kılmaktadır.

Ekinci, Türkiye İşçi Partili doğulu delegelerin liderlerinden ve bir milletvekili olarak, partinin "Doğu Sorunu" konusundaki parlamentodaki sözcüsü konumundadır. Meclisteki tartışmalarda ve söylevlerinde vurguladığı "Eşitsiz Bölgesel Kalkınma" teması, kürt sorununun Marksist bir bakış açısından tartışılmasına olanak veren ve etnik meseleyi kapitalist gelişmenin mekânsallığıyla birleştiren bir temadır. Türk ve Kürt solları arasındaki ideolojik ve örgütsel ayrışmayı takip eden 70'li yıllarda, eşitsiz bölgesel kalkınma söyleminin kürt solunda egemen söylem olarak sömürgecilik teziyle yer değiştirdiğine tanık olmaktadır. 60'lı yıllarda kürt ve türk aktivistlerinin Türkiye İşçi Partisi bünyesinde gerçekleştirdikleri ortak çalışma dönemini takip eden 70'li yıllarda, türk ve kürt solu ideolojik ve örgütsel anlamda günümüze kadar süren bir ayrılık yaşamışlardır.

1960'larda Türkiye İşçi Partisi, Kürt sorunun "Doğu Sorunu" ifade altında dile getirmekte ve eşitsiz bölgesel kalkınma, bölgesel azgelişmişlik paradigmaları çerçevesinde formüle etmekteydi. Böylece, kalkınmanın mekansal boyutunu vurgulanmaktaydı. 1970'lerde ise, kürt sol çevrelerinde bölgesel azgeçmişlik paradigmasından sömürgecilik tezine geçildiğine tanık olmaktadır. Bu teze göre, ulusal sorun ve ulusal kimlik, topraksallık kavramıyla çok yakından ilişkilidir. Böylece, bölgesel azgelişmişlik paradigmasıyla geliştirilen kapitalizmin mekansallığı, kürt milli kimliğinin kurucu bir unsuru olarak topraksallığa evrilmiştir. Fakat, Tarık Ziya Ekinci,

her ne kadar kürt topluluğunun en önemli aydınlarından biri olmayı sürdürse de, sömürgecilik tezi taraftarlarıyla hiçbir zaman hemfikir olmamıştır. Belirtmek gerekir ki eşitsiz bölgesel kalkınma ve sömürgecilik tezi birbirleriyle akrabadır. Bu durumu da göz önüne alarak, bu çalışmanın sorunsalını şu şekilde ifade edebiliriz: Tarık Ziya Ekinci'nin fikirleri neden sömürgecilik tezine doğru evrilmemiştir ve sömürgecilik tezini savunmamış olması onun son yıllarda çözüm yolu olarak ileri sürdüğü çokkültürlülük, yerinden yönetim ve kültürel otonomi gibi kavramların ortaya çıkmasında etkili midir? Sömürgecilik teorisine katılmıyor olması ile Ekinci'nin önerdiği liberal milliyetçi temalar arasında bir bağlantı var mıdır?

Çalışmanın birinci bölümü, Tarık Ziya Ekinci'nin politik bilincinin oluşma sürecine ayrılmıştır. Ekinci 1926'da Diyarbakır'ın ilçesi Lice'de doğmuştur. Lice ve Diyarbakır'da geçen çocukluğu boyunca, dilsel farklılıkları taşralı/kentli ayrımı üzerinden kavramıştır. Fakat İstanbul Tıp Fakültesi'nde geçirdiği üniversite hayatı sırasında, Türk milliyetçi gençliği ile karşılaşması ve Dicle Talebe Yurdu'ndaki Kürt öğrencilerle yakınlaşması sonucunda, bu dilsel farklılığın öneminin kentli/taşralı, modern/geleneksel gibi ayrımların ötesinde olduğunun ve dilin Türklükle bundan dışlananlar arasındaki sınırı belirleyen bir markör olduğunun farkına varmıştır. Ekinci, bu dönemde, dilsel farklılıklardan yola çıkarak Kürtlük bilincine varmış ve dönemin tek parti iktidarına karşı muhalif bir çizgi izlemeye başlamıştır. Ekinci, cumhuriyet döneminin bir aydını olarak, kendinden önce gelen, büyük bir kısmı toprak sahibi olan ve topraksal bir milliyetçilik temelinde siyaset yapan cumhuriyet öncesi Kürt elitlerinden bu yönüyle ayrılır. Zira, Ekinci'de etnik kimliğin algılanmasında, dilsel öge başattır. Ayrıca, yine geleneksel Kürt aydınlarından farklı olarak, Ekinci, entelektüel otoritesini toprak mülkiyetinden ya da dinsel bir karizmadan almamaktadır, “Doğu Sorunu” konusunda sözcü konumuna yükselmesi, eğitiminden ve mesleğinden kaynaklanan otorite neticesindedir.

Fransa'da ihtisas için bulunduğu yıllarda, Ekinci marksizmle tanışır ve ulusal sorunu sınıf ilişkilerini de göz önüne alarak yeniden yorumlar. O dönem, Fransız solunda Stalinizm'in ve Leninist parti modelinin eleştirilmeye başlandığı, devrimin objektif ve sübjektif koşulları arasındaki ilişkinin yeniden sorgulandığı, yabancılaşma, bireyin özgürleşmesi ve demokrasi temalarının masaya yatırıldığı ve sömürgecilik karşıtı hareketlerin hızını almaya başladığı bir dönemdir. Ekinci, Fransa'dan döndüğünde, kendi jenerasyonunun Kürt gençlerinin çalıştığı Hürriyet Partisi'ne

girmemiş, CHP Diyarbakır il örgütünde siyasete başlamıştır. Bu durum Kürt gençleri tarafından tepkiyle karşılanmış, ama o kendini DP'nin anti-demokratik uygulamaları karşısında CHP'nin daha gerçekçi ve etkili bir muhalefet yaptığını, son kertede demokrasinin güçlendirilmesi gerektiğini söyleyerek savunmuştur.

Ekinci 1965 yılında TİP listelerinden parlamentoya giren 15 milletvekilinden biri olarak, partinin “Doğu Sorunu” konusunda parlamentodaki sözcüsü konumundadır. Mehmet Ali Aybar başkanlığındaki TİP, “Doğu'nun Kalkınması” başlığı altında Kürt meselesini programına alan ilk parti olma özelliğini taşır. Ekinci, meclis tartışmalarında partinin bu konudaki sözcüsü olarak, şu temalara vurgu yapar: Bölgesel azgelişmişlik, tarım ve toprak reformlarının önceliği, bağımlı köylülerin özgürleşerek özgür üreticiler haline gelmesi, köy kurulları vasıtasıyla köylünün siyasete katılımı, devlet ve feodaller arasında köylünün aleyhine işleyen ittifak, özel sektörü destekleyen hükümeti eleştiri, bölgesel eşitsizlikleri yaratan sermayenin özgür dolaşımının eleştirisi, dilleri ve etnik kökenleri nedeniyle doğudaki vatandaşların mâruz kaldıkları adaletsizlikler. Ekinci, dönemin iktidarının, Marmara ve Ege Bölgeleri dışında kalan tüm bölgeleri geri kalmış bölge olarak nitelenmesini eleştirir ve Doğu Anadolu'ya has bir takım özgül şartlardan dolayı azgelişmiş sıfatının sadece bu bölgeye mahsus olduğunu belirtir. Mesut Yeğen'in de belirttiği gibi, bölgesel azgelişmişlik söylemi devletin bu bölgedeki başarısızlığın itirafı gibidir. Adalet Partisi iktidarı ise “azgelişmişlik” kavramını geniş bir şekilde kullanarak, hem devletin ulusal bütünleşmede başarısız olduğu noktayı gizlemek istemektedir hem de bu şekilde doğu bölgesinin ya da Kürt sorununun görünürlüğü engellenmektedir. Genel olarak TİP, özel olarak da Ekinci, her ne kadar büyük ölçüde sosyo-ekonomik parametrelerle bile olsa, bölgenin özgüllüklerini daha da görünür kılmışlardır. Açılan bu “özgüllük” alanı bir süre sonra etno-politik bir içerikle doldurulacaktır. “Azgelişmişlik” kavramının algılanması üzerine vurgulanması gereken bir diğer nokta ise, kalkınmayı ulusal bütünleşme kavramı üzerinden algılayan devlet söyleminin tersine, TİP ve Ekinci, kalkınmayı “kendinde” bir sorun olarak algılamaktadır. Pierre Bourdieu'nün (1991) de belirttiği üzere, bölgeselci söylem performatif bir söylemdir. Bölgeselci söylem, tanınması amaçlanan bölgeyi tanımayan egemen tanıma karşı yeni bir tanım empoze ederek bölgenin meşru olarak tanınmasını amaçlar ve bu tanıma koyarken de onun sınırlarını çizmiş olur. Ulusal veya bölgesel mesele, küçük bir azınlık tarafından bile olsa, toplumsal gerçeklikte bir kere ifade edildikten sonra, bölge hakkındaki her ifade onun tanınma şansının azalmasına ya da

artmasına hizmet eder. Bourdieu'nün bu yaklaşımından yola çıkarak, Ekinci'nin bölgenin görünürlüğüne ve tanınmasına yaptığı söylemsel katkıdan bahsedebiliriz.

Çalışmanın üçüncü bölümü, Türk ve Kürt sollarının ayrışmasına ayrılmıştır. Kuruluş aşamasında Tarık Ziya Ekinci'nin de rol oynadığı Devrimci Doğu Kültür Ocakları (DDKO-1969) örgütsel ve ideolojik ayrılmanın ilk aşamasını oluşturmaktadır. 1974 duruşmalarında DDKO üyelerinin küçük bir kısmının toplu siyasi savunması, Kürt ulusunun varolmadığına dair iddiayı, Kürt ulusunun kadim bir tarihi olduğunu kanıtlamaya çalışarak yanıtlamaktadır. Bu savunma, her ne kadar “bölgesel eşitsiz kalkınma” paradigması çerçevesinde kalsa da, Kürt ulusuna kadim bir tarih atfederek ileriki yıllarda geliştirilecek olan Kürt milliyetçi tarih yazımının nüvelerini taşımaktadır. Tarık Ziya Ekinci'nin aynı davada yargılandığı halde toplu savunmaya katılmaması ve yaptığı siyasi savunmada “tarihi tarihçilere bırakarak” günümüzde varolan sorunun çözümüne odaklanması Kürt ulusalcı gençliğiyle arasındaki mesafenin göstergelerinden biridir. 1974 sonrasında Türk solundaki radikalleşmeye paralel olarak Kürt solunda da bir radikalleşme söz konusudur. Bu dönem, bir anlamda Kürt Milli Demokratik Devrim teorisi olarak nitelendirilebilecek “Sömürgecilik Tezi”nin formüle edildiği ve bu tezin Kürt örgütlerinin büyük bir bölümünce benimsendiği bir dönemdir. Sömürgecilik tezinin belirleyici özelliği, artık bir ulusun tarihinden değil, bir bölgenin tarihinden ve özelliklerinden bahsedilmesidir. Bölgesel sorunun algılanmasında, eşitsiz bölgesel kalkınma söylemiyle sokulan sermaye hareketinin mekânsallık ögesi, sömürgecilik teziyle birlikte topraksallık ögesine dönüşmüştür. Bu durum da, Marksist söylem içinden milliyetçiliğe geçişin temelini hazırlamıştır. Bölgesel eşitsiz kalkınma ve sömürgecilik tezinin birbiriyle akraba olmaları nedeniyle ve Tarık Ziya Ekinci'nin bölgesel eşitsiz kalkınma söyleminin savunucularından biri olduğunu göz önünde bulundurursak, Ekinci'nin bu milliyetçi/bölgeselci dönüşüme temel hazırlayanlardan biri olduğunu iddia etmek mümkün olmaktadır. Fakat, Ekinci hiçbir zaman sömürgecilik tezini savunmamış, sermaye hareketinin bölgesel farklılaşma yarattığını ve etnik gruplara ulusal demokratik haklarını vermenin gerekliliğini savunmuş olmasına rağmen, etnik kimliği topraksallık ögesi temelinde tanımlamamıştır.

Dördüncü bölüm, Tarık Ziya Ekinci'nin çözüm önerilerine ayrılmıştır. Ekinci'nin önemi, “Ulusal Kültürel Otonomi” ve “Topraksallık İlkesi”ne karşı “Kişisellik İlkesi”ni öne sürmesinden kaynaklanmaktadır. “Kişisellik Prensibi” (Personallity Principle), kişinin bulunduğu yere bağlı kalmaksızın kültürel haklarından faydalanabilmesidir. Bu

prensip, temelde Otto Bauer ve Karl Renner gibi Austro-marksistlerin 20. yüzyılın başında Avusturya Sosyal Demokrat partisinde baş gösteren ulusal sorunu çözebilmek için ortaya attıkları bir prensiptir. Buna göre, ulusal topluluklar, buldukları yerlerde azınlık olsalar bile oluşturdukları bir komite sayesinde kültürel işlerinde özerk kararlar alabileceklerdir. “Ulusal Kültürel Özerklik” olarak adlandırılan bu teoriye, Stalin ve Lenin, kültürün maddi oluşum koşullarından (topraksallıktan) koparılıp fetişleştirileceği ve uluslar arası işçi dayanışmasına zarar vereceği endişesiyle şiddetle karşı çıkmışlardır. Fakat en kanlı çatışmaların toprağın fetişleştirilmesinden dolayı olduğu ve ulusal kültürün yaşamasının topraksallıkla sınırlı olmadığı günümüz şartlarında, “Ulusal Kültürel Otonomi” yeniden tartışmaya açılmış ve Ekinci de bunu Türkiye’de dile getiren ilk aydınlardan biri olmuştur. Ekinci, “Ulusal Kültürel Özerklik” önerisini, yerinden yönetim ilkesiyle de birleştirmektedir. Buna göre, yerinden yönetim ilkesi, halkın yönetime katılımını kolaylaştırmayı amaçlamaktadır. Fakat bu ilkenin uygulanmasında bölgeselleşme, etnik temelli olmayacaktır. Başka bir deyişle, Ekinci’de topraksallık bir ulusun kurucu unsuru değildir, düzenleyici (organisational) bir prensiptir. Sömürgecilik tezini savunanlarda ise, devlet ve ulus, topraksallık prensibinin kurucu niteliği aracılığıyla bir araya gelirler.

Sonuç olarak, Ekinci, ulus-devletin kurucu unsuru olarak topraksallık prensibinin etnik çatışmaların sebebi olduğunu iddia eden az sayıda aydından biridir. Kürt sorununun barışçıl yollarla halledilmesi arayışında, kurucu değil ama düzenleyici bir ilke olarak topraksallığı savunur, böylelikle ulus ve toprak kavramlarını birbirinden ayırır. Köylülerin aleyhine işleyen iktidar-mülkiyet ilişkilerinin hâkim olduğu kürt toplumunun bu özelliklerini göz önüne almayan kürt ve türk aydınlarını eleştirir. Yael Tamir (1993), milliyetçi bir prensip olan “auto-determination” ile siyasi kurumlara ve süreçlere katılım olarak demokratik bir prensip olan “autonomy” (özerklik) arasında bir ayırım yapmaktadır. Bu ayırma göre, Ekinci, “auto-determination”un özerkliğin (autonomy) bir ön şartı olmadığını düşünmektedir. Bu düşüncesinin nedenleri de Kürt toplumu hakkındaki düşüncelerinde saklıdır. Kürt toplumu aydınlanmalıdır, sosyo-ekonomik olduğu kadar dinsel bağlarından da kopmalıdır. Bu durumda, sömürgecilik tezini savunanlar, bu aydınlanmanın bağımsızlık sonrası olacağını düşünürken, Ekinci tam tersi bir mantık izlemektedir.

Vurgulamamız gereken bir diğer nokta ise, Ekinci’nin söyleminin, modernleşme ile devlet iktidarının konsolidasyonu ve topraksallık arasındaki bağı koparmasıdır. Ulus-

devlet paradigmasına göre, topraksallık prensibi modernleşme ile yakından bağlantılıdır. Buna karşılık, kişisellik prensibi ise daha çok etnik oluşumlarla, liberal olmayan sistemlerle (Osmanlı millet sistemi vs.), ya da kurumsallaşmış ayrımcı sistemlerle (apartheid gibi) özdeşleştirilmektedir. Ekinci ise, kişisellik prensibini kültürel otonomi ve siyasal katılım kavramlarıyla birleştirir ve bu prensibi kişinin kendi kültürü aracılığıyla kişisel gelişmesinin koşullarını hazırlayan bir temel olarak yorumlar. Stavenhagen'a göre (1993) ise, asıl önemli olan nokta, kültürden kolektif problemlerin çözümünde ve maddi-manevi ihtiyaçların temininde yaratıcı bir araç olarak yararlanmaktır. Bu ifadeyi Ekinci'ye adapte edebiliriz: Ekinci'de de ulusal kültür kendi içinde bir amaç değildir, siyasal katılımın kolaylaşacağı bir alan ve bir araç işlevi görür.

Erica Benner'a göre (2001), tüm milliyetçiliklerin ortak sorusu, uluslararası arenada yaşayabilir bir topluluğun nasıl yaratılabileceği olduğudur. Ekinci, Kürt meselesini Türkiye'nin bir iç problemi olarak ele almayı tercih etmiştir. Kürt toplumunun parçalı yapısı, kürt burjuvazisi ve türk burjuvazisinin ortak çıkarlarla birbirine bağlanması, bölgenin elverişsiz jeopolitik konumu, demokratik bir liderlikten yoksun olması ve feodal ve dinsel zincirlere bağlı kitlelerin durumu, Ekinci'nin jeopolitik tahayyülünü etkileyen önemli faktörlerdir.

Ekinci, TİP yılları boyunca, “bölgesel geri kalmışlık” söylemiyle kapitalizmin eleştirisine mekânsal bir boyut eklemiştir. Marksist eşitsiz bölgesel kalkınma söylemi, sömürgecilik teorisi kanalıyla topraksallığa dönüşmüş ve devlet-ulus ikilisi bu üçüncü unsur (topraksallık) aracılığıyla bir araya gelmiştir. Ekinci ise ulusal kimliği topraksallıkla bütünleştirmemiştir, ayrıca ayrı bir devletin bağımsız kapitalist gelişmeye, dolayısıyla üretici güçlerin gelişmesine imkan sağlayacağı marksist söylemini, Kürt toplumunun iç yapısının ve çevresindeki devletlerle olan ilişkisinin tahlili neticesinde, benimsememiştir. Bunun sonucunda da, her ne kadar akraba olsalar da, “eşitsiz bölgesel gelişme” söylemi ve “sömürgecilik tezi” , Kürt meselesi bağlamında birbirlerine rakip olmuşlardır.

Introduction

Ce travail consiste en l'analyse de discours de Tarık Ziya Ekinci, l'un des intellectuels éminents kurdes, à propos de l'identité ethnique. A partir de la vie et du discours de Tarık Ziya Ekinci, on vise à dévoiler le processus du passage du discours du développement régional inégal à celui du multiculturalisme comme une solution à la question kurde. Le choix de M. Ekinci découle de deux raisons principales. Premièrement il est l'une des rares personnes qui est dans la politique professionnelle depuis les années 1960' jusqu'aujourd'hui, en défendant les droits du peuple kurde dans les plateformes différentes dès le début de sa carrière politique, donc on peut suivre les changements de son discours. Deuxièmement, il ne serait pas erroné de le qualifier comme le « cultural broker » ou bien « interethnic broker », les termes empruntés à Eriksen (1993), qui représente les intérêts d'un groupe ethnique et qui sert de la médiation entre l'autorité et le groupe indigène. En plus son statut intermédiaire entre la gauche turque et la gauche kurde le rend dissident dans tous les deux milieux.

Après une courte période du travail conjoint des activistes turcs et kurdes au sein du Parti Ouvrier de la Turquie dans les années 60', on témoigne la rupture idéologique et organisationnelle entre les gauches kurde et turque dans les années 70, qui perdure jusqu'aujourd'hui. Le Parti Ouvrier de la Turquie formulait la question kurde sous le vocable de « la question de l'Est » et dans le paradigme du développement régional inégal. Ainsi, la dimension spatiale du développement était soulignée. Dans la décennie suivante, on assiste au glissement du paradigme du développement régional inégal à la thèse du colonialisme dans les milieux de gauche kurde. Selon cette thèse, la question et l'identité nationales sont intimement liées à la territorialité. Ainsi, la spatialité du capitalisme du paradigme du développement régional inégal s'est transformée en la territorialité en tant qu'élément constitutive de l'identité nationale kurde. Par ailleurs, Tarık Ziya Ekinci, bien qu'il soit l'un des leaders les plus importants de la communauté kurde, n'est jamais mis d'accord avec les tenants de la thèse du colonialisme. Cela convient de noter également que le paradigme du développement régional inégal et la thèse du colonialisme sont affiliés. La problématique de ce travail est de savoir pourquoi les idées de Tarık Ziya Ekinci ne se sont pas glissées vers la thèse du colonialisme et de savoir si le fait qu'il ne soutenait pas la thèse du colonialisme a l'impact sur ses opinions postérieures telles que le multiculturalisme, la décentralisation et l'autonomie culturelle.

Cette question nous paraît importante, parce qu'elle nous donne l'opportunité de s'interroger sur le concept de territorialité et ses relations avec l'Etat, la modernité, les classes sociales et l'identité nationale dans le cadre de l'histoire de la question kurde. L'imaginaire territorial, les perceptions géographiques en tant qu'élément constitutif de l'identité nationale ou bien, au contraire, le manque de l'élément territorial dans l'imaginaire national sont déterminants dans les choix des stratégies politiques. Ce qui est plus important, c'est l'imaginaire territorial en tant qu'élément de base de l'identité nationale peut se développer au sein de la courante marxiste, ce qui provoque les débats ardents à propos de la place du nationalisme dans le marxisme. Certains pensent que les nationalismes au Moyen-Orient s'expriment sous le discours marxiste. Cela sous-entend que les marxismes au Moyen-Orient ne sont pas les « vrais » marxismes. Par contre, les intellectuels du Moyen-Orient affirment que les marxismes du Moyen-Orient sont l'adaptation du marxisme, qui est à la base euro-centrique, aux conditions du Moyen-Orient. Ce travail ne vise pas à répondre à la question de savoir lequel le « vrai » marxisme est. Mais les concepts tels que la spatialité et la territorialité peuvent contribuer à comprendre les interprétations différentes du marxisme.

En Turquie, l'histoire de question kurde et les perspectives différentes au sein du mouvement kurde ne sont pas bien connues. C'est pour cette raison qu'on est dépourvu des concepts analytiques à ce propos. En plus, afin de développer les analyses, les données historiques sont nécessaires, car on ne peut pas analyser un sujet dont on ne connaît pas l'histoire. De même, afin de comprendre l'histoire, il nous faut des concepts et une perspective d'analyse qui vont assurer une distance critique. Pour la question kurde et surtout pour les décennies de 60' et 70', on est dépourvu à la fois des recherches historiques et des concepts d'analyse. Cela constituait la plus grande difficulté de ce travail. C'est pour cette raison que lors de ce travail nous avons profité des souvenirs des activistes kurdes afin de comprendre les relations entre eux, et les matérielles théoriques sur le nationalisme, le libéralisme et le marxisme en relation avec la question nationale. En ce qui concerne la spatialité, la territorialité ou la dimension spatiale du développement, nous avons profité des domaines comme la géographie politique et la géopolitique critique. Même s'il existe des travaux sur le développementalisme et ses relations avec le nationalisme turc, il n'existe pas de travaux concernant la dimension spatiale du développement et sa relation avec le nationalisme territorial kurde. Nous avons également profité des ouvrages et des articles écrits sur les expériences des autres pays mais nous avons évité de les adapter

directement à l'expérience des kurdes de la Turquie. A propos de l'adaptation directe, Mesut Yeğen (2009) donne l'exemple des recherches sur le post-colonialisme. Il critique les scolaires qui analysent les expériences en Turquie à partir des expériences des pays auparavant colonisés. Il affirme que les processus de modernisation et de nationalisme vont ensemble dans ces pays alors qu'en Turquie, le processus de modernisation a débuté un siècle avant le nationalisme turc. Les différences des expériences historiques nous ont empêché de nous inspirer des concepts analytiques développées à partir des expériences coloniales.

En tant que méthodologie, on a essayé d'appliquer l'approche de « discourse-historical » formulé par Ruth Wadek (2001), en tant que sous-branche de l'Analyse Critique du Discours. La spécificité de cette approche est qu'elle ne se concentre pas sur les sujets linguistiques, mais elle se concentre sur un problème spécifique. Elle est interdisciplinaire. Elle est synchronique et diachronique, cela signifie qu'elle analyse le sens du sujet en prenant en compte de l'évolution dans le temps des faits sociaux, politique et économique, ainsi qu'elle le compare avec les autres faits surgis dans le même segment de l'histoire. Ce que ce travail essaie de faire, c'est d'analyser le discours de Ekinçi avec les changements dans le temps (diachronique) ainsi qu'en comparaison avec les discours rivaux articulés en même temps que le sien (synchronique).

Dans certaines parties, on se base, dans une grande mesure, sur les souvenirs non-publiés de Tarık Ziya Ekinçi. Pour cette raison, il vaut mieux tenir compte du caractère rétrospectif des autobiographies. En cela disant, on veut mettre l'accent sur le fait que le sens des vécus et des expériences se manifestent après coup, non dans le moment où ces expériences se produisent. Cela sous-entend que l'acte de se souvenir s'accompagne avec l'acte de l'oubli, de la sélection, de la réorganisation. La manière de réciter le passé se rapporte inévitablement à ce qui l'on est, à ce que l'on veut être, à ce que l'on préfère montrer aux lecteurs. Cet acte fonctionne à la fois consciemment ou inconsciemment. On interprète le passé et on met l'accent sur certains thèmes à partir des valeurs et du point de vue politique sur lesquels on s'appuie. Par la suite, on choisit d'insister sur certains points, alors qu'on choisit d'en passer d'autres sous silence. Pour les parties dans lesquelles on fait référence aux souvenirs non-publiés de Ekinçi, il s'agit de deux degrés de sélection. Dans un premier temps, la sélection de Tarık Ziya Ekinçi lorsqu'il écrivait ses souvenirs, puis dans un second temps notre sélection et classification de thèmes en rapport avec la problématique du sujet.

Thomas Eriksen affirme que l'étude de l'identité oscille entre les pôles de la singularité détachée et l'unité globalisante. Il ne s'agit pas d'examiner les profondeurs de l'esprit d'une personne, mais plutôt la manière dont cette personne exprime son identité publique, car il y a une relation très étroite entre la manière dont il s'exprime et les circonstances sociales. Les identités changent tant que la société change, et elles ne sont pas intimes, privées et immuables (Eriksen, 1993). A ce point-là, il convient de dire quelques mots sur l'usage du terme « identité » dans les recherches en science sociale, car les études d'ethnicité s'axent actuellement sur le concept d'identité. Dans ce sens, l'article de Rogers Brubaker « Au-delà de l'Identité » nous fournit les outils analytiques et montre bien ce que ce travail vise à dévoiler.

L'identité est à la fois une catégorie d'analyse et une catégorie de pratique. En tant que catégorie de pratique, ce terme est utilisé par les acteurs « non-spécialistes » dans certaines situations quotidiennes pour rendre compte d'eux-mêmes, de leurs activités, de ce qu'ils ont en commun avec les autres, de ce quoi ils se différencient. Ce terme est aussi utilisé par les hommes politiques afin de convaincre les gens de se comprendre, de faire comprendre leurs intérêts, que certaines personnes sont « identiques » entre elles alors qu'elles sont différentes des autres, d'organiser les actions collectives en vue de certaines fins. Ainsi, le terme « identité » se trouve implanté à la fois dans la vie quotidienne et dans les politiques identitaires. Néanmoins, le poids important de cette notion dans la pratique n'exige pas son utilisation en tant que catégorie d'analyse.¹ Etant donné que la réification est centrale dans les politiques d'ethnicité, de race, de nation et des autres identités putatives, les analyses de ces politiques doivent se concentrer sur l'explication du processus de réification. Il faut qu'on explique les processus et les mécanismes à travers lesquels les fictions politiques, les identités putatives s'avèrent être les réalités incontestables. Il faut éviter reproduire involontairement une telle réification, en adoptant, sans esprit critique, des catégories de pratique comme catégories d'analyse. Ce qui est problématique, ce n'est pas le fait qu'un terme particulier soit employé, mais la manière dont il est employé. Comme Loïc

¹ Si l'on prend un exemple, la "nation" est une catégorie largement utilisée dans les pratiques sociales et politiques. Les revendications au nom des nations putatives sont faites depuis plus d'un siècle. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir recours au concept de nation comme une catégorie analytique pour comprendre et analyser ces revendications. Pour construire une théorie de nationalisme, ce n'est pas exigé de prendre le concept de nation comme réellement existant.

Wacquant l'a remarqué, le problème réside dans la confluence incontrôlée des acceptions sociales et sociologiques, populaires et analytiques. Afin d'éviter cette réification, une attitude constructiviste en matière de l'identité est avancée, en définissant l'identité comme « multiple, fragmenté et fluide ». Par contre cette définition vague ne nous empêche pas de s'interroger sur l'utilité analytique de ce concept (Brubaker, 2001).

Rogers Brubaker résume les emplois différents, et parfois contradictoires, du concept de l'identité en tant que catégorie d'analyse. Ce dernier est employé afin de souligner les modes d'action non-instrumentaux, de mettre l'accent sur les « auto-compréhensions particularistes » plutôt que sur les intérêts personnels supposés universels, d'indiquer la similitude fondamentale entre les membres d'un groupe ou d'une catégorie et à travers le temps, de saisir les aspects prétendument essentiels du « moi », de nier qu'une telle essence existe, de montrer le développement interactif de solidarité et de la compréhension de soi-même collective, de mettre l'accent sur le caractère fragmentaire de l'expérience contemporaine du « moi ». Ces emplois ne sont pas seulement hétérogènes, mais aussi ils indiquent chacun des directions profondément différentes. Il convient de dire que certains emplois soulignent une similitude fondamentale – similitude entre les personnes et similitude à travers le temps- tandis que d'autres rejettent les notions de similitude fondamentale et constante. Si l'on veut déterminer le processus qui conduit les personnes qui ont en commun certains attributs catégoriels à partager une même définition de leurs difficultés, une même compréhension de leurs intérêts et une même volonté d'entreprendre une action collective, il faut mettre en lumière les relations contingentes et variables qui existent entre les simples catégories de personnes et les groupes solidaires. Le problème c'est que l'on explique tous ces phénomènes, ces processus et ces mécanismes sous la rubrique nivelante de l'identité. (Brubaker, 2001).²

² Alberto Melucci avance que le mot « identité » est sémantiquement inséparable de l'idée de permanence et pour cette raison, cela ne convient guère à l'analyse de processus. Margaret Somers critique les débats universitaires de se concentrer sur la communauté (similitude) catégorique plutôt que le caractère historique et relationnel. Elle propose de reformuler les études de formation d'identité à partir du concept de narration, d'incorporer à la définition de base de l'identité les dimensions déstabilisantes du temps, de l'espace et de la relationnalité. Brubaker, même s'il accepte l'importance de son accent sur la narration, pose la question pourquoi la narration (le récit) est directement liée au concept de l'identité. Charles Tilly définit l'identité comme l'expérience de l'acteur se situant dans une catégorie, un rôle, un réseau, un group ou bien une organisation, accompagnée avec une représentation publique qui, par la suite, prend une forme d'un récit, d'une histoire partagée. A ce point-là, Brubaker s'interroge sur les gains

Au lieu du concept « identité » trop chargé et trop vague pour nous fournir des analyses beaucoup plus instructifs, Brubaker propose une série de termes qui remplace les fonctions du terme d'identité. La notion de l'identification est loin de rappeler la connotation de réification que celle de l'identité. Cette notion met l'accent sur les agents qui favorise le processus de l'identification et ne présuppose pas que ce processus (même si effectué par les acteurs puissants comme l'Etat) va forcément aboutir à l'homogénéité interne, à être un groupe bien délimité que les entrepreneurs politiques cherchent à atteindre.

L'Etat moderne est l'un des acteurs le plus important de l'identification et de la catégorisation. L'Etat monopolise, au moins cherche à monopoliser non seulement le pouvoir physique légitime, mais aussi le pouvoir symbolique. Ce dernier comprend le pouvoir de nommer, d'identifier, de catégoriser. L'Etat possède les ressources matérielles et symboliques d'imposer les catégories. Mais l'Etat n'est pas le seul appareil identificateur. Il s'agit d'autres entités sociales qui rivalisent avec même l'Etat le plus puissant sur le pouvoir d'identification et de catégorisation, y compris la famille, les corporations, les écoles et les mouvements sociaux etc... Les catégories d'identification produites et diffusées par l'Etat peuvent être contestées. Les leaders des mouvements sociaux s'opposent aux identifications officielles et proposent les alternatives. La littérature des mouvements sociaux met l'accent sur les processus discursifs et interactifs à partir desquels les solidarités collectives et les perceptions subjectives se développent. En considérant à la fois les modes d'identifications imposées de manière autoritaire –par exemple par l'Etat- et les modes alternatives d'identification des projets des mouvements sociaux, cela sera possible de montrer le long processus de lutte sur l'identification ainsi que les résultats de ces luttes. Si on considère que ces résultats sont tout le temps l'identité – provisoire, fragmenté, multiple, contesté et fluide-, on perd la capacité de faire les distinctions considérables.

A part des notions d'identification et de catégorisation, Brubaker suggère d'autres termes qui vont remplir les autres fonctions du concept de l'identité, y compris celle de conceptualiser des actions d'une manière non-instrumentale. Dans ce sens, ce terme implique que l'action collective ou individuelle peut être déterminée par les perceptions subjectives et le positionnement social plutôt que par les intérêts prétendument

analytiques de traiter toutes les expériences et les représentations publiques des rôles, des liens, des réseaux et des groupes sous la rubrique de l'identité.

universels, structurellement déterminés. L'auto-compréhension est le deuxième terme proposé au lieu de l'identité. Ce terme se réfère à la subjectivité située : la perception de ce qui l'on est, d'où l'on se situe et de comment l'on se prépare pour agir. D'après les termes de Pierre Bourdieu, c'est le sens pratique que les gens possèdent sur eux-mêmes et sur le monde social au niveau cognitif et émotionnel.

L'un des sens les plus importants chargés au concept de l'identité, c'est l'appartenance à un groupe délimité et distinct, présentant à la fois la solidarité ou bien l'unité perçues avec les autres membres du groupe et une différence perçue ou bien, à l'extrême, l'hostilité contre les non-membres du groupe.

Le problème, c'est que l'identité est utilisée afin d'indiquer à la fois les perceptions fortement groupistes, exclusives et affectivement chargées et celles plus ouvertes et plus souples, impliquant une certaine affinité, la ressemblance ou la connexité aux autres particuliers, mais la seconde définition est dépourvue du sens de l'unité prédominante vis-à-vis un certain « autre » constitutif. Ces deux conceptions de soi –exclusivement groupiste ou une certaine solidarité perçue découlant du sens d'affinité- sont considérables à mesure qu'elles ont un impact sur la formation de l'expérience individuelle et conditionnent les actions sociales et politiques des manières différentes (Brubaker, 2001).

Critiquer l'usage que l'analyse sociale fait de l'identité ne veut pas dire négliger la particularité, mais plutôt chercher à concevoir d'une manière plus différenciée les revendications et les possibilités qui naissent des affinités et des affiliations particulières, des formes de communauté et de relations particulières, des histoires et des autocompréhensions particulières, des problèmes et des difficultés particulières. C'est à partir de l'analyse du discours de Tarık Ziya Ekinçi, on vise à montrer les particularités et les possibilités, les dissidences et les similarités, les alliances et les idées changeantes au cours du temps dans le mouvement kurde, sans tomber le piège analytique du concept nivelant de l'identité.

Comme Pierre Bourdieu le montre bien, le discours régionaliste est un discours performatif qui vise à imposer une nouvelle définition en tant que légitime et à faire connaître et reconnaître la région qui est ainsi délimitée en opposition à la définition dominante qui méconnaît et qui n'admet pas cette nouvelle région en tant que telle. Une fois que la question régionale ou nationale est soulevée dans la réalité sociale, même

juste par une minorité active, tout énoncé à propos de la région sert d'un argument qui permet de favoriser ou bien défavoriser les chances de l'acquisition de la reconnaissance de la région, ainsi de son existence (Bourdieu, 1991).

Il convient de mettre l'accent sur la distinction entre le régionalisme et la régionalisation. D'après cette distinction, la régionalisation est un processus déclenché par l'Etat et/ou par le capital, en visant la restructuration de la division spatiale du travail en fonction des exigences changeantes de l'accumulation profitable, tandis que le terme du régionalisme se réfère à une réaction « par en bas » d'un groupe social local spécifique ou d'une alliance sociale dont les intérêts locaux sont contre une telle régionalisation (Hadjimichalis, 1987). Tarık Ziya Ekinçi et les délégués estistes du Parti Ouvrier de la Turquie, dans les années 60' et les années suivantes, dévoilaient et mettaient l'accent sur les processus et les mécanismes de la régionalisation, le fait structuré par les politiques d'Etat ou/et par les lois internes du mouvement du capital. Dès qu'ils s'énoncent à propos de la différence régionale, ils font partie du processus de la délimitation régionale en tant qu'acteurs, si l'on prend le discours régionaliste en tant que discours performatif selon les termes de Bourdieu. Bien sûr que l'interaction entre la régionalisation et le régionalisme n'a pas commencé par la génération de Tarık Ziya Ekinçi et ne se limite pas à la période du mode de la production capitaliste. L'histoire de la différenciation régionale et des réactions régionalistes remonte à la période de l'Empire Ottoman. Mais étant donné que le développement régional inégal s'associe avec les questions politiques et culturelles/idéologiques, c'est inévitable que le processus revêt le caractère différent selon le paradigme politique/idéologique/culturel dominant de l'époque.

La spatialité du développement capitaliste postule que l'Etat, le territoire et les classes sociales sont directement implantés dans l'analyse de spatialité, non en tant que catégories périphériques, mais en tant que catégories centrales (Hadjimichalis, 1987). Les interprétations différentes de ces catégories favorisent une certaine variation de revendications au cours du temps, y compris un éventail des revendications incluant celles limitées aux droits culturels ou l'appel pour un Etat séparé.

Jusqu'aux années 60', il s'agissait d'une certaine confiance sur la capacité de l'Etat en matière de la justice sociale et d'assurer le développement égal. A partir de ces années jusqu'aujourd'hui on constate de plus en plus la remise en cause de la légitimité des élites de l'Etat. La perte de confiance sur les élites de l'Etat et sur leur vision

développementaliste a un effet sur la prolifération des tensions entre les aspects civique et ethnonational du nationalisme, qui étaient voilées, jusque-là, par les promesses de développement et de la justice sociale (Brown, 2000). A partir de cette époque-là, on a commencé à s'interroger sur le rôle de l'Etat dans la redistribution des ressources. On s'est rendu compte du fait que le transfert géographique de valeur n'est pas un processus automatique ou bien un résultat direct des lois internes d'accumulation de capital, mais cela implique l'intervention directe ou indirecte des agents politiques. (Hadjimichalis, 1987 ; Insel, 1996).

Quand on parle du transfert géographique de valeur, la valeur dont il s'agit n'implique pas seulement l'aspect matériel, mais aussi l'aspect symbolique dans les termes de Bourdieu. Auparavant on pensait que l'Etat assumait la tâche de promouvoir les valeurs civiques supposées universel et ethniquement neutres. Après la crise de la légitimité de l'Etat, on s'est rendu compte du fait qu'il s'agit d'une liaison entre le partage des valeurs supposées civiques et universel et le processus de la formation de l'Etat-nation qui vise à imposer une culture homogène, une langue unique, qui est la langue et la culture de la majorité dominante (Kymlicka, 1995). La prise de conscience du fait qu'il s'agit des efforts de l'homogénéisation ethnique change l'accent des politiques d'opposition. L'accent indiquant auparavant le sous-développement, plus précisément les lois du mouvement du capital s'est glissé vers les processus politiques et culturels, on commence désormais de parler de la question ethnique, nationale ou minoritaire, au lieu du problème économique. Cela ne veut pas dire que les activistes de minorités ethniques de l'époque étaient tout à fait inconscients de la dimension ethnique ou culturelle. Bien avant la génération de 1960', il y avait des élites très peu nombreuses conscientes de la dimension ethnique ou culturelle, qui formulaient leur revendication en termes de la question nationale. Si l'on prend un exemple de l'histoire de mouvement kurde, les rebellions de Ağrı au début des années 1930 étaient déclenchés par les élites modernes ayant les buts nationalistes, en opposition consciente au nouvel Etat-nation turc. Mais d'une part, les souvenirs sanglants de ces rebellions et l'exile ou l'exécution de ses leaders ont empêché la massification des revendications nationales et l'opposition politique à la philosophie principale de l'Etat turc de la part des kurdes. D'autre part, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une identité culturelle déjà existante à découvrir, les porte-paroles ou les activistes kurdes des années 1960 sont devenus, eux aussi, les acteurs contribuant au processus de l'identification consistant de la formulation des

revendications. On peut expliquer le choix d'un acteur et de l'analyse de son discours comme sujet à partir d'une telle perspective.

Tarik Ziya Ekinci, avec ses camarades dans le Parti Ouvrier de la Turquie, est l'une des premières personnes qui traitent le sujet du développement socio-économique avec la dimension spatiale impliquant directement le concept de l'espace. Selon Jan Penrose (2002), pour que l'espace se transforme en territoire, il faut qu'il soit délimité d'une certaine façon. Comme l'on avait déjà affirmé, le discours de M. Ekinci fait partie de ce processus de démarcation. Par contre, le fait qu'il fait recours au même reposoir conceptuel que les nationalistes kurdes ne montrent pas qu'il les traite de la même manière qu'eux. Car, à l'égard de la construction des identités nationales, *quelles* ressources les acteurs politiques se réfèrent sont moins importantes que *comment* ils mettent ces ressources en usage pratique. La conception volontariste traite les ressources disponibles en tant que les produits de l'action humaine, alors que la conception organique considère les mêmes ressources comme les manifestations de l'organisme communal dit la nation (Zimmer, 2003).

A ce point-la, il convient de dévoiler les usages différents du concept de territoire. Jan Penrose nous présente deux façons de conceptualiser le territoire dans les discours nationalistes, ce qui n'est pas sans effet sur les différences de caractère des nationalismes. Selon la première définition, la territorialité est un phénomène naturel et instinctif. L'environnement physique produit les groupes de gens distinctes, ce qui façonne les comportements de manière distinctive. Cette attitude est largement rejetée, car elle porte un caractère déterministe, se renvoyant à l'idée de l'inévitabilité des conflits et de l'intolérance comme une réponse aux différences humaines. La deuxième attitude, plus largement acceptée, c'est que la territorialité humaine signifie une stratégie géographique qui relie la société et l'espace, représente l'effort effectué par un individu ou par un groupe pour influencer ou bien contrôler les gens, un phénomène et l'ensemble des relations en délimitant et réclamant le contrôle sur une région géographique appelée le territoire. Autrement dit, la territorialité est une expression géographique principale de pouvoir. Le contrôle de l'espace est l'un des composants les plus puissants des relations de pouvoir. L'application de territorialité reflète les valeurs de ceux qui les conçoivent et les maintiennent. Ces deux conceptualisations faisant partie des discours nationalistes, le premier se renvoie à la fétichisation de la communauté culturelle sur la même géographie, tandis que le deuxième peut aboutir à la

fétichisation de l'Etat, l'appareil de contrôle et de surveillance sur une géographie délimitée. Il faut mettre l'accent sur le fait que la différente composition et interprétation de ces éléments –le territoire, l'Etat, la culture- par les différents acteurs à différents époques peut contribuer ou freiner le processus de délimitation entre les groupes de gens, autrement dit, renforcer le nationalisme ou renforcer la cohabitation.

Donnons l'exemple d'un ancien débat entre les Marxistes, ce qui concerne notre sujet directement. Staline, dans son article réputé « La Question Nationale » écrit en 1913, définit la nation comme celle-ci : La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture. « Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation ». Dans cet article, Staline critique ardemment les Austro-Marxistes tels qu'Otto Bauer et Karl Renner, et leur solution pour la question nationale. En face de leur proposition de l'autonomie culturelle nationale qui postule l'autogestion de chaque minorité culturelle, ainsi la séparation de la communauté culturelle de la communauté de territoire, Staline avançait que la communauté de culture est inséparable de la communauté de territoire, ce qui est considéré comme une condition préalable afin d'obtenir l'autonomie nationale. Se trouve sous cette assertion l'idée que la culture nationale ou une psyché nationale est le produit d'une histoire commune, des sentiments et des perspectives d'avenir communes. Le territoire est l'espace où l'on partage les mêmes conditions matérielles, l'on expérience les vies et les soucis similaires, ce qui fait naître, au cours du temps, une psyché culturelle commune. Donc, le concept de territoire s'avère être une condition préalable de la communauté de conditions matérielles, des intérêts et de la solidarité. De cela, on déduit cette conclusion: dès qu'on se déplace, étant donné que les conditions matérielles changent, notre connaissance culturelle déjà acquise subit les changements, car les intérêts, les points communs/différents avec les/des autres changent aussi. La culture nationale est susceptible de se transformer tant que les conditions matérielles changent, y compris la géographie où l'on habite. Par contre, selon Staline, la solution des austro-marxistes risque de fétichiser, réifier la culture nationale en la détachant de ses conditions de formation matérielles. La réification des cultures nationales a le risque d'aveugler les gens sur leurs vrais intérêts et de saper la solidarité de prolétariat. Ainsi, l'idée que l'élément territorial est inséparable de la culture nationale est défendue par Staline afin d'empêcher la réification de la culture. Quant à nos jours, différemment d'autrefois, on s'efforce de ne pas réifier le territoire,

ainsi l'Etat aspirant à posséder le contrôle sur un certain territoire, ce qui provoque les conflits armés. De nos jours, on fait référence à Otto Bauer plus que jamais, en faisant l'éloge que sa proposition de l'autonomie nationale culturelle est beaucoup plus pratique et pacifique que fonder un Etat séparé pour chaque communauté nationale. Le point commun, c'est que Staline et en général Marxistes prêchaient l'organisation commune pour ne pas diviser les forces révolutionnaires tandis que les théoriciens de nos jours essaient de montrer les solutions plus pacifiques de coexister dans le même Etat. Mais on ne peut pas empêcher le fait du nouvel territorialisme qui implique que la communauté territoriale est idéalisée, presque fétichisée dans un reposoir exclusif des traditions culturelles, dans une conceptualisation qui se ressemble à l'Etat territorial hégélien comme le porteur de l'Esprit absolu (Hadjimichalis, 1987)

A ce point-là, il convient de noter un autre exemple réification de territoire au sein du discours marxiste, qui permettait de passer de l'organisation commune des turcs et des kurdes aux revendications de l'Etat séparé: la théorie de colonialisme. Comme le montre bien Costis Hadjimichalis, certaines théories de la dépendance traitent la notion de l'espace d'une telle manière qu'elles forment l'exploitation dans les termes de territoire (l'exploitation de l'Est par l'Ouest) en réduisant l'importance de classe sociale dans l'analyse de l'exploitation. Si l'on ne met pas l'accent sur l'interdépendance des classes sociales dans la catégorisation « centre-périphérie », cela nous amène à concevoir l'espace en tant que structure séparée, non un produit social. Le nationalisme en forme de revendication territoriale et d'un Etat distinct est le résultat d'une telle formulation de colonialisme, qui était, dans les années 70', monopolisé par le discours marxiste. Par contre, Tarık Ziya Ekinci n'était jamais d'accord avec cette théorie, ce dont on va montrer les ramifications sur les positions politiques distinctes.

I- LA PERIODE DE LA FORMATION DE LA CONSCIENCE POLITIQUE DE TARIK ZIYA EKINCI

A- L'Emergence d'une Nouvelle Elite Kurde

Après 15 ans de rébellions entre 1925 et 1938, les années qui suivent jusqu'en 1959 peuvent être qualifiées comme des années de silence. Après la révolte de Dersim en 1938, le mouvement kurde n'avait plus de force matérielle, ni de stratégie politique qui aurait pu remplacer celle de révolte. Les élites nationalistes étaient soit mortes, soit en exil détachées des régions kurdes. Ces facteurs et l'effet du nationalisme culturel turc ont abouti à l'émergence d'une nouvelle élite dont les références se bornaient désormais à la culture politique de la Turquie républicaine. (Bozarslan, 2003).

Durant cette période, les leaders nationalistes kurdes désactivés en exil ont contribué au mouvement en écrivant leurs souvenirs, qui n'avaient pourtant pas un effet considérable sur les masses kurdes en Turquie.³ Néanmoins, le livre intitulé « Kürdistan Tarihi Dersim » (Dersim dans l'Histoire du Kurdistan) écrit par Nuri Dersimi a atteint un milieu étroit des jeunes kurdes en 1952-1953, y compris Dr. Naci Kutlay, l'un des camarades de Tarik Ziya Ekinci et l'un des délégués « Estistes » (*Doğucu*) les plus influents dans le Parti Ouvrier de la Turquie (P.O.T.) (Kutlay, 1998).

Cette période de silence durant 20 ans n'indiquait pas la fin du nationalisme kurde. L'attention attirée par le magazine hebdomadaire « Dicle Kaynağı » publié par Musa Anter à Diyarbakır en 1948 et la lecture limitée des auteurs kurdes gauchistes vivant en Syrie tels que Cegerxwin, Qedri Can, Osman Sabri sont les signes avant-coureurs d'une nouvelle période du nationalisme kurde. En Europe, suite à la publication des Bulletin du Centre d'Etudes Kurdes par Kamuran Bedirhan entre 1948-1950, les jeunes kurdes venant de l'Irak et de la Syrie ont fondé L'Association des Etudiants Kurdes de l'Europe, qui avait un discours nationaliste. Néanmoins, le mouvement émergent en Turquie n'avait pas de liens organiques avec cette organisation même si cette dernière avait une certaine influence sur la jeunesse kurde de la Turquie. Les activités ne consistaient qu'en des publications telles que « Şarkın Sesi, İleri Yurt », le Foyer Estudiantin de Dicle (Dicle Talebe Yurdu), « les soirées de l'Est »,

³ L'influence de ces livres allait s'agrandir dans les années 60' et 70' et constituer les ressources importantes de l'historiographie nationaliste kurde. Dans ces œuvres, se trouvent les idées qu'il y a une histoire kurde indépendante de celle des turcs et que le nationalisme kurde remonte au début du 20^e siècle.

les pique-niques estudiantins où se retrouvaient les étudiants venant des villes de l'Est. La plupart des participants étaient nés après la fondation de la République. Il s'agissait d'une rupture entre la génération précédente plus active mais marginalisée par le régime et ces nouvelles générations. Ces dernières dépourvues d'une forme organisationnelle, institutionnelle et des idées bien élaborées, ne composaient que des milieux d'amis qui avaient une certaine conscience d'être kurde, mais tout au début ce n'était pas aussi profond que leurs prédécesseurs. Ils allaient gagner une dimension politique organisationnelle dans les étapes suivantes de l'histoire. L'Association de l'Affranchissement des Kurdes initiée par Musa Anter, Mustafa Remzi Bucak, Yusuf Azizoğlu, Ziya Şerfhanoglu et Faik Bucak mais sur laquelle on n'a pas beaucoup d'information peut être considérée comme l'un des pas symbolique des efforts d'être plus organisé (Bozarslan, 2003).

Les débuts du mouvement "Estisme" datent du lendemain de la révolution de juillet en 1958 en Irak, lequel était devenu pour un temps la République des Arabes et des Kurdes. Les émissions de Radio-Bagdad en langue kurde qu'avaient précédées celles de Radio-Le Caire, Radio-Erivan et Radio-Téhéran ont suscité une vive émotion au sein de la population kurde en Turquie (Chaliand, 1978). Comme citait Şakir Epözdemir (2005) dans son plaidoyer lors du procès du Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie (TKDP) en 1968, le Radio-Erivan invitait les citoyens kurdes à la cause de l'internationalisme communiste en accentuant la fraternité de tous les peuples, alors que les émissions de Radio-Bagdad visaient l'unité nationale en mettant l'accent sur l'égalité des Arabes et des Kurdes. D'après les émissions de Radio-Téhéran, même si l'on avançait que les Perses et les Kurdes étaient descendants de la même origine raciale, ils faisaient l'éloge des Kurdes pour leur collaboration en cas de menaces au trône. En Turquie où la langue kurde, même dans le domaine privé, était interdit et soumis à l'amende (Ekinci, 2009), et même le mot "kurde" était un tabou, ces émissions de pays voisins ont servi à la nouvelle génération, après une longue période de silence, de prendre la conscience de la réalité kurde.

B- Une Voix Dissidente Parmi Les Jeunes Kurdes : Tarık Ziya Ekinci

1- De Lice à Paris

a- L'impact des vécus et de la mémoire collective sur la tendance politique : la caractéristique de Lice et les souvenirs d'enfance

Tarik Ziya Ekinci est né en 1926 à Lice, l'une des sous-préfectures les plus importantes de Diyarbakır. Cette région se compose d'une population parlant à la fois les dialectes Kurmanci et Zaza de la langue kurde, et de confession shaafi de l'école sunnite. Avant la déportation forcée en 1915, coexistaient les Kurdes et les Arméniens entre lesquels il y avait une division du travail. Les Arméniens s'occupaient de l'artisanat et du commerce de la ville, tandis que les Kurdes étaient des paysans pauvres dans le secteur de l'agriculture sous la domination des hobereaux. Par ailleurs, cette division occupationnelle et spatiale avait favorisé les inégalités économiques entre ces deux groupes. En 1915, faisant suite à l'encouragement du préfet de Diyarbakır, des milliers d'habitants de Lice provoqués par le fanatisme religieux ont participé aux opérations de déportations et de massacres des arméniens. A la fin de cette période, les biens immobiliers des arméniens ont été transférée aux émirs et aux *aghas*. Les métiers de l'artisanat auparavant exercés par les arméniens, comme la ferronnerie, la menuiserie, la cordonnerie, le textile etc. ont changé de mains (Ekinci, mémoires non-publiés).

L'une des caractéristiques la plus importante de cette sous-préfecture est, que lors de la rébellion de 1925, Sheikh Said opta d'installer le centre du commandement à Lice, dont les habitants se sentaient honorés par son choix. Par contre, le soutien manifeste de la population de Lice leur couta cher, car des milliers de personnes furent persécutés, les chefs furent exécutés ou les émirs qui les supportaient contre les forces de l'Etat central furent exilés ou exécutés. Par la suite, Lice devint l'un des endroits où la loi du « Rétablissement de l'Ordre » (*Takrîr-i Sükûn Kanunu*) datée de 1925 était strictement appliquée pendant des années. Les mesures draconiennes, la persécution, l'exile par milliers et l'état de siège durant des années ont un rôle indéniable sur la méfiance politique des habitants, ce que l'on constate même après plusieurs années. A l'époque, dans les régions rurales, la temporalité se percevait par rapport aux phénomènes naturels et aux événements importants. Ainsi, la rébellion de Sheikh Said était considérée comme l'année zéro, à partir de laquelle les dates des événements importants, comme la

naissance, le mariage etc. se fixaient. Pour ceux qui ont le même âge que Tarık Ziya Ekinci, les familles prenaient comme repères les événements comme le déclenchement de la rébellion, l'installation du centre du commandement à Lice par Sheikh Said, les assauts à Diyarbakır et, enfin, l'entrée de l'armée turque à Lice et la destruction des villages par l'armée.⁴ Ainsi, la naissance de Tarık Ziya Ekinci et de ses pairs est évoquée avec l'entrée de l'armée et le commencement des activités du Commandement de l'état de siège à Lice (Ekinci, mémoires non-publiés).

A l'époque, Lice se basait sur une économie autarchique et n'était pas intégré au marché national. On ne cultivait que pour la consommation, et non pas pour le marché. Afin d'apporter d'autres richesses que l'on ne pouvait pas produire à Lice, on faisait du troc avec des biens de contrebande, venant de la Syrie en contrepartie d'huile, de laine ou d'autres produits qu'on achetait à Diyarbakır et dans toute la région. Le transport des biens entre les régions se faisait par les bêtes de somme, y compris les mulets et les ânes. Les habitants de Lice étaient réputés pour leur habileté à transporter les biens dans des conditions les plus difficiles. Les contrebandiers qui passaient à l'autre côté de la frontière syrienne voyaient de temps en temps des familles kurdes exilées de la Turquie en Syrie suivant les révoltes. Au retour, ils apportaient des nouvelles des kurdes de là-bas et les textes imprimés par les nationalistes kurdes en Syrie. Pour exemple, Tarık Ziya Ekinci a pu lire « les Souvenirs de Nuri Dersimi » ramené au pays de manière illégale par ces commerçants « transfrontaliers ». Ces derniers contribuaient à la formation d'un « réseau informel » de Kurdes entre lesquels on venait construire des frontières il n'y avait que quelques années. Tarık Ziya Ekinci nous parle de l'annexion d'Hatay, que les habitants de Lice avaient entendu des contrebandiers que les Kurdes d'Hatay ne souhaitaient pas cette annexion, en assumant qu'ils étaient plus libres en Syrie qu'ils auraient pu l'être en Turquie (Ekinci, mémoires non-publiés).

A Lice où la confession dominante est shaafî, on considérait l'Alévisme comme une confession plus hérétique que celles non-musulmanes. Lors de la rébellion de Dersim en 1938, les transporteurs-muletiers de Lice transportaient des armes à l'armée turque, pour combattre les Alévis de Dersim. Outre le motif de gagner d'argent étant

⁴ L'événement le plus dramatique, c'est la mise à feu des villages et leur destruction. C'est pour cette raison que pour les autres événements qui se sont passés en même temps, on utilise l'expression de *Sal'a Şewat'e* au sens de l'Année de Feu. Ex: Mon fils est né à *Sal'a Şewat'e*. (dans l'année de feu) (Ekinci, mémoires non-publiés).

donné que l'armée payait bien, il s'agissait aussi de l'hostilité historique des adeptes sunnites contre les alévies (Ekinci, mémoires non-publiés).

La famille de Tarık Ziya Ekinci était l'une des familles les plus notables de Lice. Par ailleurs, l'autorité sur laquelle sa famille s'appuie n'était pas traditionnelle héréditaire que les émirs kurdes pratiquaient. Même si la nature des relations entre le centre de l'Empire Ottoman et les autorités locales kurdes variait selon les périodes et la location de la tribu, on peut dire qu'en général les émirs kurdes (les chefs des confédérations des tribus) étaient compétents pour percevoir l'impôt grâce au brevet du Sultan. A propos de la famille d'Ekinci, il y eut un litige entre les deux émirs de Lice ayant le brevet du Sultan pour la perception de l'impôt. Afin de résoudre ce problème ils décidèrent de transférer temporairement le droit de perception de l'impôt à une personne impartiale, par conséquent à l'un des arrières grands parents de la part du père de Tarık Ziya Ekinci. Après quelques temps, son arrière grand parent, Ömer, refusa de restituer ce droit aux émirs. Ainsi, grâce aux revenus perçus des impôts, il put acheter une partie du village de *Bindan* sur la plaine de Diyarbakır et commença à cultiver. Les générations suivantes ont élargi les possessions foncières, en achetant les villages adjacents. Le père d'Ekinci, Kamil Ekinci, hérita d'une partie de ces vastes domaines⁵, et durant la période républicaine, il s'efforça de maintenir l'autorité féodale que ses ancêtres avaient eue sur les villageois. Kamil Ekinci était alphabète, donc il put ainsi obtenir des postes en tant que fonctionnaire public. Puisqu'il habitait dans la ville, et la plupart de ses fils suivaient leurs études, il avait du mal à maintenir son autorité en tant qu'*agha* dans le village. De plus, il ne voulait pas quitter son poste de fonctionnaire à la ville, car il pensait que son autorité en tant que propriétaire foncier aurait pu croître en l'associant à l'autorité de l'Etat. Un jour un litige foncier surgit avec la famille rivale. Le père Ekinci pensa que c'était une opportunité pour réaffirmer son autorité d'*agha*, affaiblie depuis quelque temps. Il envoya au village le frère cadet de Tarık Ziya, Kadri, âgé de 18 ans, pour surmonter le défi, mais, Kadri fut tué par la famille rivale. Conformément aux valeurs féodales de la région, cette affaire se transforma en vendetta entre les familles. Pendant le reste de sa vie, Kamil Ekinci s'épuisa et dilapida une

⁵ En fait, c'est le fils aîné d'Ömer, Emin, qui portait le titre d'*agha*. Le frère d'Emin, Tahir, qui lui assistait dans les affaires, était le Grand parent de Tarık Ziya Ekinci. C'est qu'après le décès de son Grand-oncle, la situation économique de la famille de Tarık Ziya Ekinci s'est améliorée. De plus, durant son enfance, son père était au chômage. C'est après que son père hérita d'une partie des domaines de son oncle Emin et qu'il trouva un travail en tant que secrétaire dans la municipalité de Lice, ils commencèrent à vivre aisément (Ekinci, mémoires non-publiés).

grande partie de ses biens afin de venger son fils. Quant à Tarık Ziya Ekinci qui n'a jamais oublié le décès de son frère cadet, cette affaire l'a poussé à réfléchir sur les raisons structurelles des valeurs féodales (Ekinci, mémoires non-publiés).

La famille de sa mère est Zaza, alors que la famille de son père est Kurmanci. Ces deux groupes, les Zazas et les Kurmancis, pratiquent l'école shaafi de la confession sunnite. Son grand père, ascendant de sa mère, avait une éducation religieuse reçue à la *madrasa*, et par conséquent, il savait bien lire et écrire, il était l'une des personnes cultivées de son temps. Même si la confession shaafi fait partie de l'école sunnite, il était obligé de se convertir en école hanéfite (la confession du Sultan) afin d'être recruté au poste de *kadi* (le membre de l'*uléma* et qui exécute l'autorité légale du Sultan). Il travailla en tant que *kadi* jusqu'à la réforme judiciaire de la République (Ekinci, mémoires non-publiés).

Concernant les relations de la famille de Tarık Ziya Ekinci avec l'administration de la nouvelle République, comme l'on a déjà mentionné, son père travaillait dans le secteur public, en tant que secrétaire de la municipalité ou receveur des finances, puis il assumait la présidence de la section de Lice du Parti Républicain du Peuple durant la période uni-partite, où les citoyens, notamment les kurdes, souffraient de pratiques injustes et cruelles de l'administration. Les souvenirs vifs et violents de la rébellion de Sheikh Said les empêchaient de se plaindre manifestement, ou d'aller à l'encontre des gouverneurs locaux. La famille de Tarık Ziya Ekinci était, également, touchée par la révolte de Sheikh Said: Après la révolte, la Loi du Chapeau fut promulguée en Novembre 1925. Le Commandant de l'état de siège de Lice ordonna le port obligatoire du chapeau. Etant donné qu'aucun chapeau ne se trouvait à Lice, le commandement commanda des chapeaux à un mercier. Selon les rumeurs, un chapeau coûtant 1 lire était vendu 5 lire, et une grande partie de l'argent collecté était confisquée par le Commandant de l'Etat de Siège, Ali Haydar. Fâché de cette injustice, le cousin de Kamil Ekinci, Ömer, envoya un télégramme au Président de la République, Mustafa Kemal, et porta plainte contre le Commandant de Lice. Ali Haydar, le Commandant de Lice reçut la plainte par l'intermédiaire du Commandement de l'Etat de Siège de Diyarbakır. Il accusa à tort Ömer d'être dans le complot contre le régime, et le fit condamner à mort par le tribunal d'Indépendance de Diyarbakır. Le père d'Ömer, le grand oncle de Tarık Ziya Ekinci, Emin *agha* fut exilé à Isparta, une ville à l'Ouest de la Turquie (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le Commandement de l'état de siège fondé dans la région après la révolte de Sheikh Said se dota du droit de faire des exécutions extrajudiciaires, ce qui favorisait les applications injustes. A cela s'ajoutèrent les dénonciations des familles adversaires dans un contexte où les litiges fonciers et les vendettas étaient très répandus. Le père de Tarik Ziya Ekinci, Kamil Ekinci et sa famille furent les victimes d'une dénonciation faite par leurs adversaires. Ils parvinrent à échapper à la mort en payant au commandant un gros de pot-de-vin (Ekinci, mémoires non-publiés).

Dans un tel contexte où il n'existe pas de mécanisme d'opposition politique par lequel les plaintes pourraient se canaliser, et où les valeurs féodales comme le prestige de la famille, la vengeance- symbole de l'autorité masculine- prédominant, il ne reste qu'une seule solution pour celui qui savait lire et écrire, afin de maintenir les possessions et l'autorité de sa famille : se concilier avec le pouvoir. A la différence de son fils qui refusa de travailler dans le secteur public, pour s'occuper de la politique dans le parti d'opposition, Kamil Ekinci avait opté de faire partie de l'administration. Pour la génération qui avait témoigné toutes les atrocités de l'ère de Sheikh Said, c'était le meilleur moyen pour se protéger des injustices du pouvoir et des hostilités familiales que l'ordre féodal favorisait (Ekinci, mémoires non-publiés).

Quant à l'éducation et à l'usage de la langue maternelle, les enfants des locaux dont la langue maternelle est la langue kurde avaient du mal à suivre les cours en turc. Pendant les deux premières années de l'école primaire, les étudiants kurdes s'efforçaient d'apprendre la langue turque. La plupart des enfants allaient à l'école afin d'apprendre le turc et les calculs de base. Dès la fin de l'école primaire, les enfants n'avaient pas d'autre choix que de travailler pour les marchands, dont on avait déjà parlé. Pour donner un exemple du niveau de l'éducation, Tarik Ziya Ekinci était la troisième personne de Lice qui a obtenu un diplôme de l'université depuis des années. A l'école primaire de Lice, les enfants de fonctionnaires nommés et les enfants locaux ne se comprenaient pas en raison des langues différentes qu'ils parlaient. De plus, les enfants des fonctionnaires étaient plus brillants que les enfants locaux, grâce à l'avantage de la connaissance de la langue turque (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le Plan de Réforme de l'Est⁶ (*Şark Islahat Kanunu*) daté 1925 et la Loi sur l'Établissement Forcé⁷ (*Mecburi İskân Kanunu*) promulguée en 1934 imposaient l'obligation d'utiliser la langue turque. Ayant appris le turc à l'école, Tarık Ziya Ekinci, lors de son enfance, servait d'interprète entre les marchands de Lice et les paysans qui y venaient pour vendre leurs produits (lait, œufs etc.). Le père de Tarık Ziya l'envoyait au marché avec les paysans qui ignoraient la langue turque pour les aider à marchander. En cas d'échec et quand le paysan était « pris en flagrant délit », le paysan devait payer une amende qui lui coûtait beaucoup plus que les revenus de ses produits, ce qui mettait Tarık Ziya, l'enfant, dans une situation difficile à gérer. D'après ses mémoires, sa mission d'interprète n'était pas limitée aux paysans-vendeurs. Il était « convoqué à la mission d'interprète » quand les gendarmes venaient à Lice en vue de percevoir les impôts, et parfois, de confisquer les biens de ceux qui n'arrivaient pas à les payer (Ekinci, mémoires non-publiés).

Quant à sa perception de la différence linguistique lors de sa jeunesse, jusqu'à la fin du lycée il n'a pas interprété cette différence en termes national. Durant les années de l'école secondaire de Diyarbakır, Tarık Ziya Ekinci était le seul étudiant venant de Lice. Avant l'exode rural à Diyarbakır des années 50, on y parlait plutôt le turc avec l'accent kurde. Ainsi, à l'école, les autres étudiants urbains parlaient bien le turc et considéraient Tarık Ziya comme un campagnard kurde. Loin de la conscience de kurdicité dans sa jeunesse, il pensait que la langue turque était l'élément de la vie urbaine alors que la langue kurde appartenait au monde rural et qu'on parlait des langues différentes parce qu'on menait des vies différentes (Ekinci, mémoires non-publiés).

Cette codification correspond bien à la catégorisation de l'Etat. Car parallèlement au discours de l'Etat de l'époque, les turcs se considéraient comme porteurs de la mission de moderniser les non-turcs « les turcs futurs », en les « turquifiant ». Les dichotomies comme modern/traditionnel, citadin/campagnard, civilisé/arriéré se

6 L'article 41 du Plan de Réforme de l'Est postule : « Dans le centre et l'entourage de Malatya, Elazığ, Diyarbakır, Bitlis, Van, Muş, Urfa, Ergani, Hozat, Erciş, Adilcevaz, Ahlat, Palu, Çarsancak, Çemişgezek, Ovacık, Hisnımansur, Besni, Arga, Hekimhan, Birecik, Çermik, dans l'administration gouvernementale ou municipale, dans les écoles et dans les marchés, ceux qui parlent une langue autre que le turc vont être accusés de transgresser les ordres du gouvernement et de la municipalité et vont être punis. »

⁷ Cette loi avait comme but d'accorder un cadre juridique aux applications entreprises par le Plan de Réforme de l'Est. Elle vise la déportation des notables kurdes dans les villes de l'ouest où la majorité se compose de turcs d'une telle manière que les déportés ne constituent pas une communauté. De plus, elle interdit l'usage de la langue kurde même dans les lieux de destination.

résumé clairement, dans cet exemple, dans la dichotomie locuteur de la langue turque/locuteur de la langue kurde. Autrement dit, sous l'aspect socio-psychologique du processus d'assimilation, une personne kurde s'identifiait à la turcité à partir des notions telles que la modernité, le progrès, la civilisation et l'urbanisation. Cet exemple nous montre comment la dimension socio-économique de la modernité s'associe avec une hiérarchisation des cultures nationales, construite et imposée par le pouvoir central.

Durant les années 30 et 40', à l'école on apprenait la Théorie de Soleil-Langue et la Thèse Turque d'Histoire qui prêchaient que toutes les autres races et les langues étaient d'origine turque. Par conséquent, Tarık Ziya, dans son enfance, n'a pas éprouvé le besoin de s'interroger sur les différences linguistiques. Dans la famille non plus, l'appartenance à un groupe ethnique autre que les turcs n'était pas impliquée ou imposée du tout. Même s'ils se définissaient comme kurmanci, ce dernier se considérait comme faisant partie de la turcité (Ekinci, mémoires non-publiés). Comme l'on avait indiqué plus haut, parler une langue différente se referait aux différences de vie aux yeux de Tarık Ziya. Les nationalistes précédant la génération de Tarık Ziya Ekinci étaient soit exilés soit exécutés et la rupture prématurée avec les élites nationalistes kurdes a empêché la massification de la conscience nationale kurde. Pour cette raison, il semble peu probable d'expliquer l'inexistence des références à la kurdicité dans la famille d'Ekinci par la seule raison de la timidité politique envers le régime. Même si ces motifs ne manquaient pas chez eux, la raison primordiale, c'était le manque d'une conscience nationale kurde. Car, l'identité nationale exige un processus de synthèse des conditions objectives et subjectives qui favorisent la prise de conscience nationale. Même pour la première génération des élites kurdes, ce processus de synthèse de la conscience nationale a été interrompue par l'avènement de l'Etat-nation turque, avant atteindre les masses dans la région. Pour que Tarık Ziya Ekinci se rende compte de la kurdicité, il lui faudra d'autres rencontres dans d'autres contextes.

Il convient de terminer cette partie par une anecdote intéressante qui fait preuve de la vulnérabilité des gens dans la région aux abus même d'un directeur du lycée de Diyarbakır, sans parler des autorités militaires, municipales ou des hobereaux. Le directeur du Lycée de Diyarbakır, Celil Güçlü, était connu comme l'héros de la Guerre d'Indépendance et un personnage proche d'Atatürk. Au lieu de faire les cours dont il était chargé, il cultivait dans le domaine qu'il avait acheté. Cette activité était financée par les frais obligatoires d'inscription. Pour exemple, Tarık Ziya Ekinci et son frère ont

du payer 2 lire en somme sur leur argent de poche, 5 lire. Avec l'argent qu'il avait reçu, il acheta du matériel agricole et faisait travailler les étudiants dans le champ. Pendant plusieurs années, ces pratiques arbitraires continuaient au Lycée de Diyarbakır. C'est après la visite de İsmet İnönü qu'il fut licencié. Selon les rumeurs, lors de sa visite à ce lycée, İsmet İnönü demanda à un étudiant de réciter un proverbe turc. L'Étudiant répond : « *Devletin malı deniz, yemeyen domuz* » Cette réponse était suffisante pour que İnönü prenne conscience de la qualité d'éducation à Diyarbakır et licencie le directeur du lycée (Ekinci, mémoires non-publiés).

b- Les années d'études à l'Ecole de Médecine d'Istanbul: Le Milieu du Foyer Estudiantin de Dicle et le support au Parti Démocrate des jeunes kurdes

Après le lycée, Tarık Ziya Ekinci obtint le droit de suivre ses études dans l'Ecole de Médecine à İstanbul en 1943, ce qui était rare pour ceux originaire de Lice à cette époque. Etant donné qu'il n'était pas capable de financer son hébergement, il était obligé d'aller dans un foyer estudiantin public gratuit. Jusqu'à ce qu'il ait trouvé une place dans le foyer public, il resta dans le Foyer Estudiantin de Dicle pendant les premiers mois de son séjour à İstanbul. Après s'être installé dans le foyer estudiantin public, il garda des relations avec les jeunes du Foyer de Dicle pendant ses études (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le Foyer Estudiantin de Dicle occupe une place importante dans l'éveil nationaliste kurde en Turquie. Ce foyer fut fondé en 1938, durant la période du parti unique. Même si l'on n'a pas d'information précise sur les fondateurs, il est certain que ce foyer estudiantin ne pouvait pas être fondé sans l'approbation des dirigeants du Parti Républicain du Peuple (PRP). Ainsi, l'initiative des dirigeants du PRP, et notamment de l'Inspecteur Général Premier du parti, Abidin Özmen, était influente sur sa fondation. D'après les clauses de ses statuts, les revenus du foyer constituaient des sommes accordés dans les budgets des municipalités des villes qui se situaient dans les confins du Premier District de l'Inspection Générale, incluant Diyarbakır, Mardin, Siirt, Urfa, Van, Hakkari, Bitlis, Muş et Ağrı où la population était majoritairement kurde. De plus, les hommes d'affaires et les notables originaires de l'Est, parmi lesquels Ferit Bilen, Mustafa Ekinci et le poète Abdurrahman Zapsu, contribuaient au financement de ce foyer (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le Foyer de Dicle n'acceptait que les étudiants qui venaient du Premier District de l'Inspection Générale. Hormis des étudiants qui venaient directement des villes de l'est, il y avait des étudiants qui étaient originaire de cette région mais qui étaient diplômés des lycées des autres régions. Une partie de ces étudiants était des enfants de familles exilées, dans le cadre de la Loi sur l'Etablissement Forcé. Parmi ces jeunes, se trouvaient Yusuf Azizoglu (Silvan) dont la famille était en exile à Edirne, Nejat Cemiloğlu (Diyarbakır) qui était venu du lycée d'Ordu et Edip Altınakar (Diyarbakır) du lycée de Kütahya. D'après les mémoires de Tarık Ziya Ekinci, ces étudiants qui avaient vécu à l'Ouest étaient ouverts au monde et plus inclinés au politique que les étudiants venant de l'Est. Il est fort possible que le Foyer fut fermé par le gouvernement (Ekinci, mémoires non-publiés).

Dans le foyer, les étudiants parlaient en kurde, discutaient et racontaient leurs souvenirs concernant leur lieux d'origine, ce qui contribuaient à la prise de conscience de kurdicité. Durant la période où Tarık Ziya Ekinci avait des relations avec le foyer, les jeunes les plus actifs étaient Faik Bucak, Musa Anter, Ali Karahan et Mustafa Subaşı. Ces derniers s'occupaient de près des nouveaux arrivés et les sondaient afin de savoir s'ils avaient la conscience de kurdicité et s'ils savaient parler le kurde. Ils conseillaient aux jeunes de parler en kurde entre eux-mêmes. Ils se concentraient principalement sur les activités culturelles, par exemples, les danses folkloriques. Les spectacles des danses folkloriques mis en scène par les étudiants de Dicle étaient fameux à cette époque. Afin de célébrer le jour de la fondation du Foyer de Dicle, qui correspond à la fête de Newroz, une fête, appelée *Dicle Gecesi*, était organisée. Cette nuit était l'une des occasions de rencontres culturelles entre les kurdes d'origines et de milieux différents (Ekinci, mémoires non-publiés).

Tarık Ziya Ekinci exprime qu'à partir de sa deuxième année d'études universitaires, il prit la conscience de kurdicité. Les étudiants du Foyer de Dicle qui ont senti son éveil sur la kurdicité lui montrèrent un numéro de la revue *Hawar*, imprimée en kurde en Syrie. Tarık Ziya Ekinci raconte que vu qu'il n'avait jamais déjà vu un texte écrit en kurde, il commença à pleurer, et son ami Mustafa Subaşı, qui lui l'avait fait découvrir, était rempli par l'enthousiasme quand Tarık Ziya Ekinci, maîtrisant le kurde mieux que lui, traduisait les articles. Tarık Ziya Ekinci admet que les rapports des étudiants venant de l'Est avec la kurdicité n'étaient pas au-delà des activités culturelles au niveau émotionnel à cette époque. Il s'agissait d'un intérêt à la langue et la culture

kurde. Outre une réaction commune contre les conséquences de la Loi sur l'Établissement Forcé, dont les enfants des familles victimes étaient dans le même cercle d'amis, Tarık Ziya Ekinci pense que la confrontation entre les valeurs et les modes de vie très différentes de l'un et l'autre et les difficultés de s'y adapter ont aussi joué un rôle très important dans le développement des relations de compatriote, d'où l'éveil culturel. Dans le rapprochement des étudiants de Dicle, il est fortement possible que les relations de compatriote ont joué un rôle beaucoup plus importants que les tendances politiques et idéologiques. Après la fin de ses études, Ekinci rentrant chez lui, rendit visite à Musa Anter qui publiait le journal *Dicle Kaynağı* (La Source de Dicle). Il expliqua à Anter qu'il voulait travailler pour son peuple, servir à l'amélioration des conditions des kurdes, qu'il appréciait beaucoup ses efforts et qu'il s'intéressait à son journal. Anter, qui n'était pas au courant de sa sensibilité concernant la kurdicité, fut énormément touché de ce qu'il entendit. Bien qu'ils se connaissent, Anter ne connaissait pas les idées politiques d'Ekinci. Cela nous montre que dans les années 1940, les idées kurdistes circulaient dans les groupuscules d'amis, que les réseaux de relations basés sur la kurdicité n'étaient pas répandus. Cela peut également indiquer, ou bien être le résultat de, l'obligation des mener les activités basées sur la kurdicité en cachette (Ekinci, mémoires non-publiés).

Il est aussi remarquable de constater la rupture entre les générations nationalistes précédentes et la génération d'après-République. Hormis de quelques numéros de *Hawar* et quelques livres écrits par Nuri Dersimi, introduits clandestinement, il semblerait qu'il n'était pas possible de lire les idées développées par les élites de la génération précédente dans les années 40'.

Dans cet éveil culturel des jeunes kurdes, on ne peut pas nier le rôle de la montée du nationalisme turc dans les cercles d'étudiants. Dans le Foyer des Etudiants de Médecine où Tarık Ziya Ekinci habitait, les étudiants étaient sous l'influence du nationalisme turc répandu dans ces années. Les articles de Nihal Atsız, l'un des tenants bien connus du racisme, étaient suivis par la plupart des étudiants de l'Ecole de Médecine. Le soutien au nationalisme agressif de la part des étudiants était tel que quelques étudiants ont participé à la destruction de l'imprimerie de Tan (*Tan Matbaası Olayı*) et que la plupart soutenaient cet acte de violence, d'après le témoignage de Tarık Ziya Ekinci. En 1947-1948, a été établi un tribunal étudiantin, où les étudiants ayant

une tendance nationaliste jugeaient leurs amis inclinés à gauche et les excluaient (Ekinci, mémoires non-publiés).

Tarik Ziya Ekinci explique l'éveil de son intérêt pour la kurdicité par la montée du nationalisme turc autour de lui. Il relate que lors d'une conversation avec Niyazi Demirkol, son camarade de classe, Tarik Ziya Ekinci lui expliqua que la majorité de sa famille ne connaissait pas le turc. La réaction de son camarade lui choqua : « *Ceux qui ne savent pas le turc ne sont pas turcs, et ils n'ont pas le droit de vivre en Turquie* ». Cette énonciation qu'il entendit de ses amis incita Tarik Ziya Ekinci à réfléchir sur ses origines, le mauvais traitement et les injustices subis par les kurdes. A partir de ce qu'il entendit de son ami de l'Ecole de Médecin, il intensifia ses contacts avec le Foyer de Dicle. (Ekinci, mémoires non-publiés).

Il convient aussi de relater les réactions des étudiants de Dicle concernant la République de Mehabat. Lors de la fondation de la République Kurde de Mehabat (1946), sous le leadership de Qazi Muhammed, les étudiants de Dicle qui étaient au courant le fêtèrent de façon secrète et modeste. La fin de cette République et l'exécution de son chef à Téhéran suscita des discussions entre les étudiants kurdes de Dicle. Durant une réunion présidée par Ali Karahan, ce dernier parla de la mission incombante au peuple et aux jeunes kurdes afin de continuer la lutte, en suggérant de prendre part dans les rangs des combattants kurdes en Iran. Suite à cette proposition, une partie des étudiants participant à la réunion défendirent que la meilleure façon pour servir le peuple kurde aurait été de finir leurs études et d'avoir un métier, alors que certains étaient pour combattre en Iran. Tarik Ziya Ekinci était dans le premier groupe et considérait que l'aboutissement de ses études était plus utile à long-terme pour le bien-être du peuple kurde (Ekinci, mémoires non-publiés). Cette anecdote, qui montre l'enthousiasme suscité chez les jeunes kurdes de Turquie, par la République Kurde de Mehabat qui n'exista que 15 mois en Iran, indique l'existence d'une conscience de kurdicité transfrontalière, quoique dans un cercle très limité, et les germes des activités politiques, bien que non-réalisées et non-extériorisées dans les années 1940'.

Même s'il ne s'agissait pas d'une opposition manifeste basée sur la kurdicité chez les étudiants de Dicle, l'opposition au PRP et İnönü était visible dans leurs activités. Le fait qu'ils formulaient leurs critiques autour de l'opposition contre le PRP devrait être encouragé par la montée en puissance de l'opposition générale contre le régime de parti unique. Le front d'opposition se composait de plusieurs éléments, dont l'un était l'aile

kurde. Etant donné qu'il n'existait pas encore d'une fragmentation idéologique nette entre les étudiants kurdes, ces derniers étaient d'accord sur le fait que la Loi sur l'Établissement Forcé devait être supprimée, et que les injustices subies par les familles déportées être redressées. Cette idée était le principal argument prononcé contre le pouvoir du PRP. Après le passage au système pluripartite en 1945, le premier parti fondé par un homme d'affaires Nuri Demirağ en opposition du PRP, le Parti du Développement National était soutenu par la jeunesse kurde, néanmoins, sans tenir compte de son programme et de ses politiques. La seule motivation de leur soutien était que c'était le seul parti contre le PRP. Le fait que ce parti avait une tendance au libéralisme économique n'était pas considéré comme un critère pour le soutien politique de la part de la jeunesse kurde. Le seul critère était l'existence d'une voix adverse contre İnönü. Lors des élections municipales du Mai 1946, les étudiants de Dicle participèrent aux campagnes électorales du Parti du Développement National, en distribuant à leur entourage les listes des candidats, et en faisant la propagande pour ce parti. Son échec les ennuyant beaucoup fut expliqué par la fraude de son adversaire, İnönü, durant le dépouillement des votes⁸ (Ekinci, mémoires non-publiés).

Après la fondation du Parti Démocrate en 1946, le soutien politique des kurdes s'est canalisé vers ce parti. Mais pendant les premières années qui suivirent sa fondation, les intellectuels kurdes hésitaient à s'engager ouvertement au mouvement d'opposition. Par exemple, Dr. Yusuf Azizoglu, dont la famille fut exilée par le pouvoir du PRP, et qui allait être élu député du Parti Démocrate en 1950, fut élu maire de Silvan du PRP en 1946. L'hésitation des leaders et du peuple kurdes faisait obstacle devant l'organisation du Parti Démocrate dans les villes de l'Est et l'Ouest (Ekinci, mémoires non-publiés). Tarık Ziya Ekinci nous raconte que İnönü conseillait à Celal Bayar de ne pas s'organiser à l'Est, en lui promettant qu'il allait, lui aussi, fermer les sections de l'Est de son parti, PRP, car « l'existence du partitisme (*particilik*) à l'Est peut nuire à l'unité nationale », mais Celal Bayar n'accepta pas cette proposition et se mit à créer des sections du Parti Démocrate dans cette région. Ekinci aboutit à la conclusion que la peur du régime ancrée dans les consciences des kurdes les empêcha, pendant les élections de 1950 où le principe « vote secret-dépouillement ouvert » a été mis en vigueur, de montrer leur soutien au Parti Démocrate, car en 1950, parmi les 9

⁸ Avant 1950, le principe « vote secret-dépouillement transparent » n'était pas en vigueur

villes dans lesquelles le PRP était le premier parti, six d'entre elles étaient des villes de l'Est : Erzincan, Hakkari, Malatya, Van, Hatay, Kars (Ekinci, mémoires non-publiés).

Afin de montrer la réticence des citoyens des villes de l'Est à propos de l'organisation du parti rival, Tarık Ziya Ekinci nous relate ce qu'il avait vécu à Lice. Le Parti Démocrate s'est mis à s'organiser dans les villes de l'Est en été 1947. Après la fondation de la section de Diyarbakır dans la même année, les fondateurs se sont lancés dans l'organisation du parti dans les sous-préfectures. Durant été, Tarık Ziya Ekinci, le jeune étudiant de l'École de Médecine, passait ses vacances chez lui, à Lice. Le jour où les dirigeants de la section de Diyarbakır Nazım Önen et Nuri Onur arrivèrent à Lice pour rencontrer les habitants et pour les inciter à fonder la section de Lice, Tarık Ziya Ekinci, qui était sorti pour faire une promenade de routine dans le quartier, sans connaître la présence des invités, fut surpris de voir les rues vides, et tous les magasins fermés en pleine journée de semaine. La raison de ce silence était la peur des conséquences qui pourraient résulter de manifestations de sympathie envers les représentants du parti d'opposition. Ekinci l'explique par le souvenir de la révolte de Sheikh Said (Ekinci, mémoires non-publiés).

Bien que son père fût le président de la section de Lice de PRP, Tarık Ziya Ekinci n'a pas hésité à aider les dirigeants du PD, en leur trouvant des volontaires pour fonder la section de Lice. Par contre, il refusa de participer à une formation politique en raison de ses études qu'il suivait à Istanbul. Durant les élections de 1950, on voit que cette réticence s'était en grande mesure dissipée, car 80% des votes à Lice furent pour le Parti Démocrate (Ekinci, mémoires non-publiés).

Lors de l'accueil des invités, Kamil Ekinci, le père, les rencontra. Malgré son statut de dirigeant du PRP, il ne les réagit pas de manière négative, au contraire il leur souhaita bonne chance. Suite à sa rencontre avec le sous-préfet, son comportement changea visiblement. Il fit des reproches à son fils d'attirer le trouble sur la famille, il lui ordonna de rester loin des activités du PD. Lors de sa visite au sous-préfet, ce dernier lui dit : « ... *Le Parti Démocrate est une organisation adverse à notre Etat. Fonder cette organisation ici veut dire s'opposer à l'Etat.(...) Cet Etat est très fort, il ne tolère jamais les agressions contre lui. Tôt ou tard, vous allez supporter la peine de votre faute. A commencer par votre statut dans le parti, dorénavant il est impossible que vous restiez dans la direction et que vous vous portiez candidat au conseil général municipal au nom du parti.* » Cela nous montre les difficultés à faire face, même au début de

l'organisation d'un parti opposant au niveau provincial, sans parler des élections (Ekinci, mémoires non-publiés).

C'est entre 1946-1950 qu'on s'est rendu compte du fait que l'opposition du Démocrate Parti avec ses 66 députés au parlement s'est avéré être efficace et durable. La remise en question de l'Affaire « 33 Balles » (*33 Kurşun Olayı*), par le député d'Eskişehir du PD İsmail Hakkı Çeviki en 1948, contribua largement au renforcement de la confiance envers l'opposition du PD de la part des kurdes. Cette affaire symbolisait le caractère arbitraire, répressive, illégitime du régime parti unique aux yeux des kurdes. Son dévoilement par un parlementaire du PD favorisa le soutien massif des kurdes à ce parti. Cette affaire fut réactualisée en 1950 par les députés kurdes tels que Mustafa Ekinci, Mustafa Remzi Bucak et Yusuf Azizoglu (Chaliand, 1978)

Comme l'on avait déjà indiqué, lors des élections de 1950, le PD reçut le soutien des kurdes, sauf quelques villes. Le PD promettait de cesser la pression de la gendarmerie et l'oppression du receveur d'impôt (*jandarma baskısı- tahsildar zulmü*). Les tenants du PD subissaient toute sorte de pression. Tarık Ziya Ekinci témoigne que les Démocrates de Lice furent torturés lors de la campagne électorale (Ekinci, mémoires non-publiés).

En bref, pour Ekinci, durant ses années d'études à l'Ecole de Médecine d'Istanbul, il n'était pas activement engagé en politique, mais prit conscience de kurdicité. Comme évoqué auparavant, lors de ses études au lycée de Diyarbakır, il percevait sa différence, surtout linguistique, sur la dichotomie urbaine/rurale. « *Après tout, tout le monde était d'origine turque, toutes les langues étaient d'origine turque* » (Ekinci, mémoires non-publiés). A Istanbul, il prit conscience de sa kurdicité, non comme un élément de la turcité, mais un élément distinct. Il est remarquable aussi que la conscience de kurdicité se soit éveillée en se heurtant au nationalisme turc et à une vie beaucoup plus développée que sa vie d'origine, ce qui nous démontre que l'identité se forme en relation avec autrui. Suivant ces rencontres, Ekinci a réinterprété sa kurdicité en terme d'opposition « les kurdes opprimés/ l'Etat oppressant ». De plus, dans sa prise de conscience, l'élément linguistique joua un rôle important. D'après ses mémoires, c'est après la conversation qu'il a eu avec son ami nationaliste et qu'implique que ceux qui ne parlent pas le turc ne sont pas turcs et donc ils n'appartiennent pas à ce pays, que Ekinci commença à interpréter dans le cadre de la question nationale les différences qu'il ressentait vaguement auparavant. Le dernier

point est que malgré le manque d'une structure de réseau bien élaborée parmi les étudiants de Dicle ou d'un leadership, il ne serait pas erroné de dire que les enfants des familles exilées, en générale des familles féodales, des grands propriétaires fonciers étaient considérés comme les symboles de la victimisation du peuple kurde. Ces jeunes d'origine de classes notables et urbaines, plus enclins à la politique et plus au courant du monde, s'avère être les faiseurs d'opinion qui font prendre conscience de la kurdicité à nouveaux arrivés de la région en partant du thème de l'injustice réalisée de l'Etat turc contre le peuple kurde. Sans remettre en cause des clivages entre les classes et les catégories, le motif commun et unique qui réunissait les jeunes étudiants kurdes venant des classes et lieux différents était l'opposition au PRP, à İnönü, et qui aboutissait au soutien du Parti Démocrate.

c- La découverte du Marxisme à Paris: la kurdicité s'associe à l'idée de la démocratie socialiste

De tout ce qu'on démontre ci-dessus, on peut conclure que l'intérêt politique chez Tarık Ziya Ekinçi était initialement éveillé, non par la conscience de classe et les idées marxistes, mais par la conscience de la kurdicité. Avant de traiter de sa rencontre avec le Marxisme, on va aborder ses expériences en tant que jeune médecin, qui a été poussé à s'interroger sur son orientation politique, avant son départ pour la France.

Après ses études, Tarık Ziya Ekinçi rentra chez lui à Lice, puis il fut nommé à Siverek, une sous-préfecture d'Urfa, afin de remplir sa mission obligatoire. En tant que médecin, il trouva l'occasion d'observer de près la vie des paysans. Il témoigna des homicides et des blessures en raison des litiges entre les paysans alors qu'ils se soumettaient docilement aux insultes des gendarmes et des policiers. Il constata les dilemmes de sous-développement. Par exemple, lors de ses efforts pour traiter la malaria à Siverek, étant donné que le médicament le plus efficace (DDT) n'existait pas encore, il utilisait deux procédés afin de contrecarrer la maladie : brûler les amas d'eau avec du mazout et anéantir les rizières, qui constituaient la source de revenu principale de cette région. Le mazout était un combustible très difficile à trouver à cette époque, c'est pourquoi ils l'utilisaient au cas où la situation était très préoccupante. Il leur restait comme solution plus sûre, l'anéantissement des rizières. Mais ce n'était pas possible non plus pour les raisons économiques. Le médicament qu'ils conseillaient aux paysans n'était pas très efficace, donc les paysans continuaient leurs méthodes anciennes, comme recours à la magie et aux superstitions (Ekinçi, mémoires non-publiés).

Plusieurs impasses qu'Ekinci a rencontrées pendant les premières années de sa carrière professionnelle lui ont montré que tant que les conditions matérielles ne changent pas, il est impossible d'imposer d'en-haut des règles qui concernent la vie quotidienne (par ex : celles d'hygiène, ce qui touche le plus le quotidien) et qui sont orientées d'établir la mentalité de la vie moderne qui dépasse les conditions matérielles des paysans. Avant de partir à İstanbul, durant son enfance, Tarık Ziya Ekinci était déjà dans cette vie, il connaissait de près les conditions socio-économiques des habitants de cette région. Lui aussi, il avait eu des difficultés économiques. Pourtant, la confrontation entre une vie très différente à l'Ouest de la Turquie, et celle à l'Est lui avait donné l'occasion de faire une comparaison et l'inciter à réfléchir sur les raisons de ces différences. De plus, la différence entre la formation scientifique qu'il eut, la mentalité traditionnelle-religieuse et les difficultés de les transformer sont probablement à l'origine de son orientation politique postérieure. En tant que l'une des rares personnes éduquées de sa région, il sentait la responsabilité et voulait transformer la société d'où il était sorti. De plus, ce qui est différent de sa vie d'antan dans la région, en tant que membre du cabinet médical gouvernemental, il faisait partie de l'administration. Cette position lui permettait de voir les disfonctionnements de la bureaucratie partisane et du système administratif-politique lui-même.

L'un des événements qui marque son orientation politique, c'était la rupture avec ses anciens camarades qu'il connaissait du Foyer de Dicle. Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci, récemment élus députés du Parti Démocrate, ont empêché sa nomination au cabinet médical de Lice en tant que médecin en chef. Le maire de Lice était du Parti Démocrate et le père de Tarık Ziya Ekinci était le président de la section du PRP. Le maire de Lice demanda à ces députés l'arrêt de nomination en raison de rivalité entre lui et son père. Tarık Ziya Ekinci qui apprend ce qui se passe publie une brochure qui dénonce Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci et les invite à amener les services en région, au lieu de prendre part dans les jeux partisans. En tant que jeune médecin, il se mit à lutter contre les injustices qu'il subissait. A l'université, avec ses amis de Dicle, il critiquait les actes partisans, arbitraires et injustes du gouvernement du PRP. Désormais il s'est rendu compte que le PD n'était pas très différent de son adversaire. Mais ce qui était le plus décevant, ses camarades avec lesquels il avait contesté les pratiques du régime du parti unique, qu'il respectait beaucoup et avec qui il estimait marcher dans la même voie politique, répétaient les mêmes fautes contre l'un de leurs compatriotes. A

compter de ce moment, il se mit à s'interroger si la kurdicité pouvait être un critère suffisant afin de s'unir sur les mêmes idéaux (Ekinci, mémoires non-publiés).

Quand il est parti en France pour ses études en 1954, il était rempli de ces idées. Au bout de quelques temps, il rencontre Yahya Kanbolat, étudiant en doctorat d'économie, Burhan Cahit Ünal, étudiant en doctorat de génie, Suat Aksoy, étudiant en droit, et Ahmet İközek, étudiant en génie. Dans les années suivantes, Yahya Kanbolat, Burhan Cahit Ünal et Suat Aksoy allaient accompagner Tarık Ziya Ekinci dans son trajet politique du Parti Ouvrier de la Turquie (Ekinci, mémoires non-publiés).

En France, c'était Kanbolat qui présenta à Ekinci le Marxisme. Il expliqua à Ekinci, à partir de la perspective de classe, les injustices qu'il avait subies dans sa carrière professionnelle et l'éloignement de ses camarades de la question kurde après être élus députés. De plus, la solution que l'URSS apportait à la question nationale sur la base du principe d'auto-détermination des peuples était l'un des facteurs principaux qu'attirait Tarık Ziya Ekinci aux idées marxistes. Ils constituaient un petit groupe d'amis dans lequel on discutait les œuvres marxistes. Ils connaissaient les autres étudiants venant de la Turquie, comme Doğan Avcıoğlu, Selahattin Hilav, Sencer Divitçioğlu, Atila Tokatlı connus comme marxistes, mais ils ne discutaient pas sur le politique avec ces derniers. Le groupe d'Ekinci critiquait le Parti Communiste de la Turquie et soutenait toutes les initiatives démocratiques. Ils croyaient à la nécessité de développer un mouvement socialiste indépendant de la voie du Parti Communiste de la Turquie. Leur accent sur la démocratie est important, au sens que cette orientation allait être visible plus tard dans la fragmentation au sein du Parti Ouvrier de la Turquie (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le fait que ces deux groupes ne faisaient pas l'échange politique n'est pas négligeable. La différence de perspective et d'objectif était latente dans ce manque de communication. Par exemple, on sait que pendant son séjour en France, Doğan Avcıoğlu était influencé par deux noms, Pierre Mendès-France et Maurice Duverger. Pierre Mendès-France, l'un des leaders proéminents dans un premier temps dans le Parti Radical Socialiste et puis du Parti Socialiste Unifié, avait essayé de construire un mécanisme gouvernemental qui aurait fonctionné pendant son mandat en tant que Premier Ministre en 1954. Quant à Maurice Duverger, il pensait que le type occidental de la démocratie n'était pas efficace pour les pays du Tiers Monde (Atılğan, 2002). Etant donné que l'on va dévoiler les différences plus en détaille dans les chapitres

suivants, on se contente pour l'instant d'indiquer que pour Avcıoğlu l'objectif de développement et de la modernisation justifiait de moyens pour y accéder, comme par exemple, par un coup d'Etat sous le leadership des officiers kémalistes. Durant cette période, Tarık Ziya Ekinci cherchait les voies afin d'allier le socialisme et la démocratie. Le séjour d'Ekinci en France coïncide à une période où les courants révisionnistes prédominaient dans les milieux intellectuels marxistes après la mort de Staline.⁹ En plus, cette période était marquée par la montée des luttes anti-colonialistes partout dans le monde.

2- Le Retour en tant que Partisan du Parti Républicain du Peuple

a. Le Parti Démocrate et les Kurdes: de l'espoir à la déception

Au début des années de l'institution du régime pluripartite, la répression policière et militaire s'est considérablement atténuée dans les villes de l'Est. La plupart des populations y soutenaient le Parti Démocrate. Durant cette nouvelle période, les chefs féodaux en exil ont pu rentrer dans leurs foyers, recouvrer leurs terres et leurs biens. Certains d'entre eux furent élus députés et certains nommés ministres (Chaliand, 1978).

Bien que ces députés et ministres ne mènent pas une politique au nom d'un certain régionalisme ou d'identité kurde, il faut néanmoins se rappeler que le Parti Démocrate a mis à l'ordre du jour au Parlement l'Affaire « 33 balles » (Kutlay, 1998). En 1943, dans une sous-préfecture nommée Özalp de Van, une ville à l'est de la Turquie, 33 citoyens

⁹ Le révisionnisme en France revêtait plusieurs formes : Sartre inspiré de l'existentialisme associait le marxisme avec la philosophie de subjectivité humaine et la liberté et visait à dépasser les impasses du déterminisme historique en mettant l'accent sur les comportements humaines. Ces débats dans le cadre de la dichotomie de l'objectivisme et du subjectivisme étaient des indices des efforts intellectuels qui cherchaient à fusionner l'action politique avec la liberté humaine sans tomber dans un état institutionnalisé et bureaucratique. Le groupe intitulé « Le Socialisme ou la Barbarie » formé par les Trotskyistes dissidents, C. Lefort et C. Castoriadis avançait que l'URSS était dirigée par une nouvelle classe d'exploiteurs qui possédait collectivement les moyens de production. Ils aspiraient à ressusciter l'idée de l'autogouvernement des ouvriers en tant que exacte forme du socialisme. D'après ce groupe, le parti était ruineux pour le socialisme. Les concepts comme l'autogouvernement des ouvriers, du refus du parti et la démocratie industrielle étaient introduits au milieu intellectuel français grâce à ce groupe. Un autre groupe assemblé autour du journal « Argument » publié à partir de 1956 constituait des philosophes et des sociologues expulsés du Parti Communiste Français : Kostas Axeslos, Edgar Morin, Pierre Fourgeyrollas, François Châtelet, Jean Duvignaud et Henri Lefebvre. Ce groupe essayait d'associer les thèmes marxistes d'aliénation et de réification avec les notions empruntées à la psychanalyse, à la biologie et à la sociologie moderne. La plupart des révisionnistes français avaient cessé de croire en la mission historique de la classe ouvrière en tant qu'émancipateur de l'humanité. Le mot « révolution » était utilisé, non dans le sens d'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière, mais cela dénotait une révolution dans la conscience, dans les émotions, dans les modes de vie, dans les relations mutuelles. (Kolakowski, 1978).

kurdes furent fusillés, suivant l'ordre du commandant Mustafa Muğlalı, sans mener d'enquête judiciaire. En 1950, le Parti Démocrate, déterminé à dénoncer les injustices commises par son prédécesseur et rival, s'est lancé dans une enquête parlementaire. Le Commandant Muğlalı fut condamné à la prison à perpétuité mourut en prison en 1951. Grâce à la motion présentée par les députés du PD, ce fut la première fois que les relations entre l'Etat, le peuple de l'Est, les pratiques arbitraires et les injustes des fonctionnaires d'Etat en région furent dévoilées et discutées au niveau parlementaire, sans pourtant mentionner le mot kurde. Jusqu'aux années 60', plus aucune initiative parlementaire concernant les problèmes propres à cette région ou le caractère des relations entre les citoyens et l'Etat ne furent soulevés (Chaliand, 1978)

Cette période marque également le début de la désagrégation partielle des structures féodales dans les campagnes, les féodaux kurdes étant associés non en tant que Kurdes, mais comme les propriétaires terriens disposant d'une clientèle électorale. Bien des chefs de tribu, des aghas, des beys, des cheikhs se sont installés en ville, où ils sont devenus entrepreneurs, propriétaires d'immeubles ou menaient des vies de rentiers. Leurs enfants instruits dans les écoles de l'ouest de la Turquie ont fourni les premiers bataillons de ce qui était appelé "Estisme", partisans du relèvement économique de l'Est (Chaliand, 1978). De plus, la mécanisation agricole provoqua l'immigration de milliers de paysans vers les grandes villes, ce qui a rendu le développement régional inégal plus visible.

Un groupe de premiers Estistes (*Doğucu*) publia à Diyarbakır, à partir de l'automne 1958, un petit quotidien appelé *İleri Yurt* (Le Pays Avancé). Ce journal paraissant en turc soulignait le sous-développement économique de l'Est, le manque d'hôpitaux, d'écoles, de routes etc. Il eut une grande audience dans les cercles intellectuels kurdes (Chaliand, 1978). En raison d'un article écrit par Musa Anter, intitulé « Brina Reş » qui abordait la maladie causée par les grains de blé malades et qui critiquait le manque de contrôle de l'Etat sur les ventes, ce journal fut interdit par les autorités.

Le gouvernement Menderes arrête en décembre 1959 non seulement les responsables de cette publication, mais aussi tous ceux que le service d'intelligence, le M.I.T., avait fichés comme "kurdiste", soit cinquante personnes. Cette affaire fut intitulée « l'Affaire de 49'lar ». Ces arrestations, à l'égard du parti au pouvoir, servait de diversion. La situation économique, la dévaluation intervenue en août 1958 de la

monnaie turque de 220 %, la hausse considérable des prix avaient fait beaucoup de mécontents, en particulier dans les rangs des bureaucrates à revenus fixes, dans ceux de l'armée qui sous ce régime avait perdu de son prestige, de ses privilèges d'autrefois. Le "complot des séparatistes kurdes" a détourné provisoirement l'attention de l'opinion publique. De plus, "le complot des séparatistes kurdes soutenus par l'URSS" aurait pu convaincre les Etats-Unis qu'il y avait un danger de communisme, donc qu'il fallait accorder des crédits à la Turquie (Chaliand, 1978)

Les personnes arrêtées pendant l'affaire de 49'lar avaient des tendances politiques à la fois de l'aile gauche et droite comme Sait Elçi, Şerafettin Elçi, Nurettin Yılmaz, Medet Serhat, Sait Kırmızıtoprak, Canip Yıldırım, Musa Anter, Yaşar Kaya, Naci Kutlay. De ce qui est écrit à propos de ce groupe, on déduit qu'il n'avait pas une existence formelle ou d'une organisation, mais plutôt constituait d'amis se retrouvant autour de la seule idée de kurdicité (Çamlıbel, 2007). Hamid Bozarslan (2007) nous démontre, à partir de ce que Naci Kutlay a publié à propos de l'Affaire de 49'lar, que les luttes anticoloniales de l'époque, surtout celle d'Algérie, jouaient un rôle importante dans la formation de cette nouvelle élite kurde. De plus, ces jeunes nés après la fondation de la République mettaient l'accent sur les idées de Mustafa Kemal, qui défendait la fraternité entre les turcs et les kurdes entre 1919 et 1922 dans ses lettres publiées dans *Nutuk (Discours)*, l'œuvre composé des discours de 1927 de Mustafa Kemal Atatürk au congrès du Parti Républicain du Peuple, le parti fondateur de la nouvelle république. C'est un texte politique qui interprète la période de la Guerre Nationale en fonction des conditions et de la balance politique de l'époque, et de la perspective de Mustafa Kemal. C'est pour cette raison qu'il est paradoxal, et en même temps compréhensible que cette nouvelle élite kurde fait référence au texte politique de l'élite nationaliste turque afin de justifier leur cause. Comme on va voir par la suite, Tarık Ziya Ekinci, lui aussi, faisant partie de la même génération, se réfère aux promesses faites aux kurdes lors de la Guerre Nationale.

Sur le plan des relations internationales, le cabinet Menderes a conclu en 1955 avec l'Irak, l'Iran et le Pakistan le pacte de Bagdad, contre la montée du communisme, des nationalismes arabe et kurde, qui devait remplacer celui de Saabad signé en 1937 entre les mêmes partenaires et pour des motifs identiques. Par ailleurs, la Grande-Bretagne adhéra à ce pacte, tandis que les Etats-Unis, tout en contrôlant les leviers de la commande militaire et en participant à tous ses travaux, n'en sont pas devenus membre.

Après la révolution de juillet 1958 en Irak et le retrait de ce pays, le pacte de Bagdad a pris le nom de CENTO qui prévoit “l’assistance militaire mutuelle en cas d’agression soviétique ou de révolte intérieure pouvant mettre leur sécurité en danger” (Chaliand, 1978).

b. Les intellectuels kurdes en quête d’une nouvelle position politique : ni le Parti Démocrate ni le Parti Républicain du Peuple

Au sein du Parti Démocrate, les réactions contre les pratiques arbitraires et le régime d’oppression du Premier Ministre Menderes ont émergé. Faisant suite à l’augmentation des arrestations des journalistes et l’aggravation de censures imposées par le pouvoir, en 1955, 19 députés du PD ont demandé la reconnaissance du droit à la preuve (*ıspat hakkı*) à la presse. Après cet acte d’opposition, par l’initiative des députés expulsés du PD, un nouveau parti politique « le Parti de Liberté » (*Hürriyet Partisi*) fut fondé en novembre 1955.¹⁰ Ce qui est important à l’égard de notre sujet, c’est qu’après quelques temps, Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci, les deux députés d’origine kurde ont adhéré au Parti de Liberté. Ces deux députés étaient dans le conseil exécutif central, et par conséquent dans la détermination des politiques du parti. Lorsque ces deux députés travaillaient dans le PD, ils avaient énormément contribué au succès électoral du PD dans les villes de l’Est. Dans cette réussite politique, l’importance du fait qu’ils soient des membres des familles exilées en 1934 et leur rôle dans la transformation capitaliste des relations agraires régionales sont indéniables. Grâce à leur grande emprise dans la région de l’Est en tant que grands propriétaires fonciers, ce nouveau parti s’est vite organisé dans cette région.¹¹ (Ekinci, mémoires non-publiés).

A cette époque, les grands propriétaires fonciers kurdes détenaient en grande partie le pouvoir politique dans la région, et Azizoğlu et Ekinci étaient les représentants et les porte-paroles de ce groupe. Quant aux intellectuels kurdes dont le nombre est très limité, ils s’engageaient en politique sous le patronage de ces deux leaders. Durant les élections de 1957, on voit plusieurs jeunes intellectuels ayant une certaine sensibilité de kurdicité se porter candidat dans le Parti de Liberté. Les kurdes qui ont adhéré au Parti de Liberté étaient en générale des jeunes qui voulaient initier une carrière politique.

¹⁰ Parmi les fondateurs de ce parti se trouvaient Fevzi Lütfi Karaosmanoğlu, Turan Güneş, Cihat Baban, Ekrem Alican, Ekrem Hayri Üstündağ, les personnes influentes lors de la fondation du PD.

¹¹ Par exemple, Diyarbakır était l’une des villes où le Parti de Liberté était le plus puissant, car à sa tête se trouvait Yusuf Azizoğlu (Ekinci, mémoires non-publiés).

Malgré le soutien agrandissant au Parti de Liberté et bien que l'oppression de la gendarmerie sous le mandat du Parti Démocrate n'était pas moindre qu'à l'époque du régime du parti unique, le poids du PD était loin de diminuer, comme les résultats de l'élection de 1957 montrent. Contrairement aux attentes en faveur du Parti de Liberté, ce dernier a subi une défaite considérable dans la région. La raison de la victoire du PD, en dehors du système électoral à scrutin majoritaire, peut s'expliquer par le fait que les propriétaires fonciers avaient beaucoup profité de la transformation capitaliste et la mécanisation du secteur agraire sous le mandat du PD. C'était impossible pour ces féodaux de rompre la coopération avec le PD (Ekinci, mémoires non-publiés).

En bref, même avant l'affaire de 49' qui s'est déroulé en 1959 et qui a beaucoup nuit à la légitimité du PD aux yeux des kurdes, certains intellectuels sensibles à la kurdicité se sont mis à la quête d'une nouvelle voie politique, ce qui s'avérait être pour le moment le Parti de Liberté. Les notables fonciers et les anciens partisans qui ont déjà eu les acquis grâce à leurs services ont préféré rester auprès le PD. Ainsi, les votes des Kurdes étaient partagés entre le PD et le PL. Pour les Kurdes, le PRP n'était pas une option, car il représentait les politiques d'oppression antikurdes. L'adhésion ou le soutien au PRP en tant que kurde était considéré comme une trahison.

c. La décision dissidente de Tarik Ziya Ekinci: l'adhérence au Parti Républicain du Peuple

Tarik Ziya Ekinci est arrivé en Turquie en 1957 où le régime d'oppression du PD s'aggravait de plus en plus. Au début de son séjour en France, il était le tenant du PD comme presque tous les jeunes intellectuels kurdes de l'époque, par le seul motif de s'opposer au PRP. Mais au fur et à mesure qu'il s'approchait de l'idée de la démocratie sur la base de classe, il s'est éloigné du PD. Les étudiants de la Turquie étaient au courant de ce qui se passait dans leur pays, des politiques anti-démocratiques et des politiques étrangères du gouvernement en faveur des Etats impérialistes. Ces développements avaient suscité des sentiments d'opposition contre le PD chez ces étudiants ayant une tendance de gauche, ainsi que chez Tarik Ziya Ekinci (Ekinci, mémoires non-publiés).

En retour de France, Ekinci s'était déterminé à s'engager dans la lutte de la promotion de la démocratie, car d'après ses propres mots, *«je croyais que la conception volontariste de la révolution qui ne tient pas compte des conditions objectives n'était pas réaliste. Ce que j'apprends de l'idéologie marxiste, c'est que les transformations*

*radicales sociales ne se réalisent qu'au point de saturation des développements accumulés par les dynamiques internes. La tâche qui m'incombait était de promouvoir les acquis démocratiques en contribuant à l'accumulation démocratique qui aurait précédé les transformations radicales »*¹² (Ekinci, mémoires non-publiés).

Cette explication tirée de ses mémoires écrits 50 ans après son adhésion au PRP peut nous paraître comme la projection de ses idées de la période postsoviétique sur le passé, mais comme l'on va le dévoiler plus en détaille, le fait qu'il soutenait Mehmet Ali Aybar lors de la fragmentation idéologique au sein du P.O.T. nous montre qu'il s'agissait, dès le début, d'une sensibilité aux processus démocratiques chez Tarık Ziya Ekinci, contrairement à ceux qui pensaient que le saut révolutionnaire aurait été le déclencheur de tout changement. Chez Ekinci, l'absence de croyance en une révolution comme l'œuvre d'un leadership éclairé qui imposerait la conscience socialiste à la masse, peut être la conséquence de ses origines et de ses expériences en tant que médecin dans la région la plus sous-développée de la Turquie. Par contre, les leaders socialistes turcs de l'époque étaient originaire des grandes villes de l'Ouest et venaient des couches sociales qui profitaient des bénéfices du projet de la modernisation de la révolution kémaliste. Ils pensaient que la révolution bourgeoise était accomplie par les révolutions kémalistes, l'étape suivante devrait être la révolution socialiste, tandis que Tarık Ziya Ekinci était conscient du fait que la révolution bourgeoise n'était pas complète, au moins dans l'Est de la Turquie.

Sa conception de la démocratie n'était plus limitée à la restitution de la justice pour les Kurdes. Inspiré des idées socialistes, il commença à percevoir la démocratie d'une perspective plus large qu'il la percevait auparavant. A l'aspect des droits nationaux kurdes, se sont ajoutées les dimensions socio-économiques, ce qui lui fournit une approche plus globale, qui ne se limite pas au destin des kurdes, mais qui tient compte de l'ensemble des peuples en Turquie. Différemment de ses amis kurdes qui considéraient le PRP comme l'ennemi éternel à la fin des années 50, Ekinci le considérait comme l'autre pôle qui allait contrebalancer les actes arbitraires du gouvernement, conformément aux règles du système pluripartite des démocraties

¹² "Marksist düşüncenin temel ilkelerini öğrendikten sonra, değişimin ve toplumsal ilerlemenin dinamiklerini kavradım. Ortodoks düşüncede olanların iddia ettikleri 'her hal ve her koşulda devrim' tezini gerçekçi bulmuyordum. Bana göre Marksist ideoloji köklü toplumsal dönüşümlerin, ancak iç dinamiklerle oluşan gelişmelerin birikerek doyum aşamasına gelmesiyle mümkün olduğunu öğretiyordu. (...) Bu anlayış çerçevesinde 'her hal ve koşulda devrim' tezi yerine 'her hal ve koşulda demokrasiyi kazanıp geliştirme' tezini benimseyerek mücadele etmenin daha gerçekçi olduğu sonucunu çıkardım."

occidentales. De plus, en 1957, le PRP s'est avéré être le parti d'opposition le plus efficace¹³. En raison de l'opposition efficace menée par İnönü et malgré les conditions de Diyarbakır où l'adhésion au PRP était considérée comme une trahison, Tarık Ziya Ekinci y adhéra, après les élections de 1957, afin de mener la lutte démocratique plus activement. En 1958, Ekinci devint le secrétaire de la section de Diyarbakır du PRP. Durant ces années-là, la section de Diyarbakır du PRP était sous la pression des dirigeants locaux du PD. Les notables soutenant le PRP étaient harcelés par le président local du PD. Les dirigeants locaux du PRP étaient contraints à démissionner. L'inactivité dominait l'organisation. Au niveau financier, le centre ne soutenait pas la section de Diyarbakır, et par conséquent les partisans se finançaient afin d'atteindre les villages les plus lointains (Ekinci, mémoires non-publiés).

Pendant ce temps, le PD aggravait de plus en plus la pression sur l'opposition dans l'ensemble du pays. Dans les rangs de l'opposition, on commença à discuter l'alliance des forces. Le PD empêchait les alliances électorales¹⁴. De plus après la fondation du « Front de Patrie » (*Vatan Cephesi*), la polarisation entre les tenants du PRP et du PD était approfondie, tandis que toute possibilité de s'opposer au gouvernement était progressivement supprimée. Afin de renforcer l'opposition, le Parti de Liberté s'est annexé au PRP en novembre 1958. A Diyarbakır, l'adhésion au PRP des jeunes kurdes suivant Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci a protégé le parti des accusations d'appartenance au mouvement antikurde. Ekinci explique ce développement dans ses mémoires comme celle-ci : «*Désormais on s'est rendu compte du fait que l'anti-kurdisme n'est pas une politique que d'un seul parti, mais une politique d'Etat. Il n'était pas réaliste d'attribuer l'hostilité contre les kurdes à un tel ou tel parti, mais il s'est révélé clair que les partis existants avaient les mêmes attitudes en ce qui concerne les questions essentielles du régime, en particulier la question kurde*»¹⁵. Parmi les nouveaux souteneurs du PRP se trouvait Musa Anter connu par son passé nationaliste. Malgré cette nouvelle situation, on peut parler d'un certain clivage entre l'ancien cadre et les nouveaux adhérents (Ekinci, mémoires non-publiés).

¹³ A la différence de l'époque uni-partite, l'opposition d'İnönü était au-delà d'une conception de démocratie superficielle. Il avait des relations avec les syndicats ouvriers, promettait d'accorder le droit à la négociation collective et à la grève. Il mettait l'accent sur la liberté de la presse, l'autonomie judiciaire et universitaire (Ekinci, mémoires non-publiés).

¹⁴ En fonction d'une loi sur les élections promulguée en septembre 1957, qui vise à empêcher l'opposition du Parti de Liberté.

¹⁵ «Artık Kürt karşıtlığının salt CHP'nin değil, devletin bir politikası olduğu anlaşılmıştı. Kürt düşmanlığını, şu ya da bu partiye mal edilmesinin gerçekçi olmadığı, mevcut partilerin başta Kürt sorunu olmak üzere, rejimin temel sorunlarında ortak bir yaklaşım içinde oldukları açıklık kazanmıştı.»

d. La Section de Diyarbakır du Parti Républicain du Peuple: le choix difficile d'un socialiste kurde

Dans la section de Diyarbakır du PRP, après l'annexion du PL, il y avait trois groupes : l'ancien cadre de l'époque du parti unique constitué des notables et des députés, le jeune cadre auquel Ekinci faisait parti et dont le chef était le président de la section de Diyarbakır, Fevzi Kalfagil, et dernièrement, les nouveaux adhérents originaires du PL. Jusqu'au coup d'Etat en 1960, très peu de ces nouveaux adhérents ont activement travaillé pour le PRP. Ces nouveaux arrivés soutenaient le jeune cadre de Fevzi Kalfagil contre l'ancien cadre soutenu par Ankara. Le désaccord entre ces deux groupes est devenu visible lors de l'élection d'un membre de l'Assemblée Constituante. Il y avait deux candidats: Vefik Pirinçioğlu, notable et ex-partisan soutenu par Ankara et Yusuf Azizoğlu, originaire du Parti de Liberté. Les ex-partisans du Parti de Liberté et le cadre du président de la section de Diyarbakır, Fevzi Kalfagil ont travaillé en faveur de Yusuf Azizoğlu, d'où le soutien d'Ekinci pour Azizoğlu. Au final, ce fut Vefik Pirinçioğlu qui remporta l'élection. La coopération entre le cadre de Fevzi Kalfagil et les ex-partisans du Parti de Liberté s'est limitée aux ambitions communes de faire élire Yusuf Azizoğlu. Après que le Comité d'Unité Nationale ait permis la fondation de partis politiques, la plupart des ex-partisans du Parti de Liberté ont adhéré au Parti de la Nouvelle Turquie (*Yeni Türkiye Partisi*) avec Yusuf Azizoğlu (Ekinci, mémoires non-publiés). Cette anecdote nous conduit sur les débuts d'une fragmentation au sein des intellectuels kurdes, bien que les frontières idéologiques ne soient pas encore très claires. Le jeune cadre au sein de la section de Diyarbakır du PRP refusait de s'allier avec les anciens notables partisans, qui coopéraient avec l'Etat, et parallèlement ils ne suivaient plus leurs anciens camarades dont les revendications étaient limitées à une conception de kurdicité et d'opposition au PRP. Le noyau dans lequel Tarık Ziya Ekinci se trouvait était l'avant-coureur des délégués Estistes, influencés par des idées de gauche.

Une autre anecdote qui dénote la distance entre le Siege du Parti et la section de Diyarbakır, concerne les paroles du député de Niğde du PRP, Asım Eren, l'officier retraité. En Irak, après le coup d'Etat en 1958, lors des conflits entre les Kurdes et les Turkmènes de Kirkuk, furent assassinés certains Turkmènes par des Kurdes. Faisant suite à ces événements qui se sont passés dans le pays voisin, Asım Eren présenta en 1959 au parlement turc une motion au gouvernement de Menderes, et demanda si « le

gouvernement va exercer des représailles en Turquie, en réponse des oppressions et des persécutions de nos consanguins turkmènes » (Çamlıbel, 2007) Cette attitude raciste qui invita le gouvernement au mauvais traitement envers des citoyens kurdes suscita une grande réaction de la part des étudiants kurdes d'İstanbul. Ils ont protesté contre la demande de représailles via les télégrammes. Le journal « İleri Yurt » dont le rédacteur en chef était Dr. Canip Yıldırım, imprimé à Diyarbakır, était au centre des réactions (Ekinci, mémoires non-publiés). Les gens s'attendaient de la part de la Section de Diyarbakır du PRP, à réagir auprès du siège. Ainsi, les dirigeants de Diyarbakır ont communiqué à İnönü une lettre qui signifiait le mécontentement des habitants de l'Est et revendiquait l'exclusion du député Asım Eren en raison de son comportement raciste et séparatiste. Dans sa réponse, İnönü affirmait que les citoyens de l'Est réagissaient de manière excessive. D'après ce dernier, le terme de représailles étant un terme diplomatique ne proposait pas du tout d'acte de violence contre les citoyens de l'Est de la Turquie. Cette réponse n'était pas satisfaisante pour les kurdes de la Turquie, et indiquait une distance entre le siège et la section de Diyarbakır en ce qui concerne les sensibilités. Par ailleurs, les réactions contre Asım Eren, intensifiées dans le journal de « İleri Yurt », allaient être les fondements ou les prétextes des arrestations lors de l'Affaire de 49'lar (Ekinci, mémoires non-publiés).

II- LA PERIODE DU PREMIER PARTI OUVRIER DE LA TURQUIE ET TARIK ZIYA EKINCI

A-Tarık Ziya Ekinci dans le Premier Parti Ouvrier de la Turquie

1- L'Emergence de la Gauche Kurde en Turquie : Le Putsch de 1960 et Le Parti Ouvrier de la Turquie

Après la 2^e Guerre Mondiale, et surtout les putschs en Irak en 1958 et en Turquie en 1960, les termes du mouvement kurde et de la gauche kurde se sont révélés presque synonymes. A l'échelle régionale, l'émergence des idées de gauche dans le mouvement kurde, surtout en Irak¹⁶ et en Syrie, n'est pas indépendant de l'approchement du nationalisme arabe au socialisme. Dans les mêmes années, on constate le glissement du Parti Démocrate du Kurdistan en Iran vers la gauche. Dans les années 50', ce n'est pas possible de parler du rôle des kurdes de la Turquie dans l'histoire régionale de la gauche kurde. L'interaction des kurdes de la Turquie avec la gauche kurde de la région était limitée à la lecture des publications des écrivains syriens et des contacts interpersonnels avec l'Association des Etudiants Kurdes en Europe.¹⁷ Donc, la gauche kurde en Turquie, au moins au début, s'est développée hors des dynamiques radicales du Moyen-Orient (Bozarlan, 2007). De même, la formation politique de gauche des personnages comme Tarık Ziya Ekinci, Canip Yıldırım correspond à leurs séjours en Europe dans les années 50'.

Durant les années 60', même si l'on ne peut pas nier le rôle du mouvement kurde en Irak, des émissions en kurde dans les pays voisins, des mouvements de libération nationale dans le monde sur la prise de conscience nationale kurde de la Turquie, c'est principalement le mouvement démocratique et socialiste se développant à partir de 1961 qui lui donne son caractère idéologique (Chaliand, 1978).

Il paraît paradoxal que ce climat politique plus démocratique qu'avant était favorisé par le putsch militaire de 1960. Pour cette raison, de la part des intellectuels turcs de gauche, une certaine légitimité est accordée au coup d'Etat de 1960, en

¹⁶ Le glissement vers la gauche en Irak s'est accéléré après le putsch d'Abdulkerim Kasım en 1958 après lequel Molla Mustafa Barzani a pu retourner de l'URSS où il était en exil pendant des années. Il a repris la présidence du parti dont le contrôle était tombé, dans une grande mesure, sous les militants à tendance à gauche. (Bozarlan, 2007)

¹⁷ En Europe de l'Ouest, en 1956, l'Association des Etudiants Kurdes en Europe rassemblait les étudiants kurdes ayant les tendances à gauche et nationaliste. (Bozarlan, 2007)

comparaison avec les putschs militaires de 1971 et 1980, grâce à ses apports démocratiques. Par contre, de la part du peuple kurde, il n'avait pas été bien accueilli. Les Kurdes craignaient un retour en force du militarisme d'antan. Car, l'une de toutes premières mesures prises par le Comité d'Unité Nationale avait été l'internement de 485 intellectuels et notables kurdes dans un camp aménagé à Sivas où ils restèrent détenus durant quatre mois.¹⁸

La nouvelle constitution de 1961 reconnaissait cependant un certain nombre de libertés démocratiques: liberté d'opinion et de la presse, droit de réunion, d'association, de création de syndicats indépendants, l'inviolabilité de la personne du citoyen et de son domicile privé, le droit de grève et de conventions collectives. L'interdiction de créer des associations régionalistes ou pouvant diviser l'unité de la nation et de la patrie était cependant maintenue. Néanmoins, les Kurdes allaient bénéficier également de ces libertés démocratiques (Chaliand, 1978). Pour certains¹⁹, cet espace démocratique de gauche sert d'instrument pour exprimer plus manifestement leurs revendications nationales démocratiques qui étaient formulées auparavant en cachette, tandis que pour la jeune génération kurde, lors des travaux conjoints menés avec leurs camarades turcs dans les clubs de pensée estudiantins au sein des facultés, la conscience de différence ethnique se transforme en conscience national politique comme la base d'action politique²⁰.

Créé au départ par une douzaine de syndicalistes en 1961, le Parti Ouvrier de la Turquie (P.OT.) parvint, sous la direction de Mehmet Ali Aybar, à canaliser tout le potentiel progressiste accumulé depuis des années en Turquie. Ce parti joua, du moins

¹⁸ 55 d'entre eux, jugés comme étant les plus influents auprès de la population kurde, furent exilés dans les villes occidentales de la Turquie pour une durée de deux ans. L'amnistie générale décrétée au lendemain du putsch excluait 49 détenus kurdes. L'une de tous premiers décrets du Comité d'Unité Nationale portait sur "la turquification des noms des villes et villages kurdes". Le Comité avait décidé d'implanter dans les villes de l'Est des pensionnats régionaux pour enfants. Aux yeux des kurdes, ces pensionnats étaient loin d'être un signe du développement ou d'un service d'Etat, mais plutôt ils représentaient des lieux où les enfants kurdes, séparés depuis leur plus jeune âge de leur milieu kurde, pouvaient être turquisés.(Chaliand, 1978)

¹⁹ Les personnages comme Musa Anter, Mehmet Emin Bozarslan, Edip Karahan pour lesquels l'intérêt principal est la remise en question de l'oppression des kurdes s'approchent au Parti Ouvrier de la Turquie pendant quelque temps afin de légitimer leurs demandes auprès les plateformes légales et constitutionnelles. Ces intellectuels pour qui la question nationale prime sur tout autre problème soutiennent Mehmet Ali Aybar pour son accent de démocratie. Comme on va expliquer plus loin, dans les sections des villes kurdes du Parti Ouvrier de la Turquie, même avant la chute d' Aybar, il s'agissait des désaccords entre les nationalistes et les socialistes kurdes.

²⁰ Hatice Yaşar (Rızgari- Ala Rızgari) affirme qu'elle n'a pas participé à la lutte de gauche avec le motif de la kurdicité. Même si dans sa famille il y avait une certaine conscience de la différence ethnique, elle n'était pas marquée par le thème de "l'oppression des kurdes". Au début elle était contre l'organisation séparée des kurdes. (Ballı, 1991)

jusqu'à 1968, un rôle essentiel dans l'organisation et la conduite de la lutte pour la démocratie. Le parti affirmait qu'il s'opposait aux lois fascistes et menait une ligne anti-impérialiste.²¹ Dans les villes où la majorité de la population sont kurdes, les sections du P.O.T. sont créées grâce aux efforts d'un cercle d'intellectuels que rejoignent nombre d'artisans et de petits commerçants. Malgré les assauts et les tentatives de saper la fondation des sections du P.O.T., il parvint à obtenir, aux élections législatives de 1965, quinze sièges (sur 450) à l'Assemblée.

L'attitude programmatique du P.O.T. en matière de la question kurde peut se résumer comme suit: Les citoyens vivant dans les régions de l'Est et du Sud-est et dont la langue maternelle est le Kurde sont socialement et culturellement arriérés. Ces concitoyens subissent la discrimination du fait de leur confession et leur langue. Ils ne peuvent pas jouir des droits citoyens de manière égale aux citoyens d'autres régions. La distribution des terres s'effectuera par l'intermédiaire des comités de village formés et composés de paysans, y compris les paysans sans terres ainsi que la petite paysannerie. Les crédits, les aides et les subventions agricoles seront accordés directement aux paysans, au lieu des hobereaux. Les réformes agraire et foncière se compléteront. Le P.O.T. vise à supprimer le régime féodal en vigueur par suite des réformes agraire et foncière et les paysans pourront participer à la vie sociale et politique en tant que producteurs agricoles indépendants. Toutes les mesures doivent être prises pour que les kurdes puissent jouir de leurs droits citoyens en toute égalité. Le P.O.T. vise au développement de la région, en y supprimant les conditions de privation (Ekinci, 2009)

Il s'agissait de trois groupes qui se trouvaient au sein du P.O.T. : les syndicalistes, les intellectuels et les délégués de l'Est. Les délégués kurdes soutenaient Mehmet Ali Aybar contre l'opposition de Behice Boran-Sadun Aren et celle des tenants de la Révolution Nationale Démocratique pour son accent sur la démocratie.

²¹ En février 1963, à la suite de l'adhésion du sénateur Niyazi Ağımaslı, le P.O.T. est devenu le premier parti se réclamant du socialisme à être représenté au Parlement depuis la fondation de la Turquie. La nouvelle constitution reconnaissait aux partis représentés au Parlement, ainsi qu'aux universités et au président de la République, le droit de saisir la Cour constitutionnelle sur l'anti-constitutionnalité des lois en vigueur ou venant d'être promulguées. Par la voix de son sénateur, le P.O.T. demande à la Cour l'abrogation d'une soixantaine des lois, y compris les articles 141 et 142 du Code pénal, empruntés à l'Italie fasciste, utilisés contre les communistes et les "séparatistes" kurdes. Par 8 contre 7, la Cour a rejeté la demande d'abrogation de ces articles (Chaliand, 1978).

2-Tarik Ziya Ekinci et La Section de Diyarbakır du Parti Ouvrier de la Turquie

Tarik Ziya Ekinci est l'un des intellectuels qui signèrent la déclaration YÖN. Le nouvel étatisme formulé par les intellectuels rassemblés autour de la revue YÖN s'oppose à la base à la méthode de développement socialiste démocratique proposée par Mehmet Ali Aybar, qui prévoyait le développement et la suppression de l'exploitation en suite de l'arrivée au pouvoir des classes et des catégories producteurs en tant que force organisée. L'idée de la démocratie est la base de son raisonnement. Même avant sa présidence du Parti Ouvrier de la Turquie, il critiquait les orientations du courant YÖN dans une lettre envoyée à la revue. Il avance que ce ne sont pas les intellectuels, mais les producteurs qui vont orienter la société, que le développement ne peut revêtir une essence socialiste que s'il est dirigé par les producteurs. Il ajoute qu'afin de le mettre en œuvre, les producteurs doivent s'organiser dans un parti politique et il faut lutter contre l'impérialisme ainsi que contre les classes dominantes (Ekinci, mémoires non-publiés.)

Les intellectuels de Diyarbakır suivaient de près les actualités à propos de l'essor du Parti des Travailleurs (*Çalışanlar Partisi*), la fondation du Parti Ouvrier de la Turquie et de l'initiative de l'Association de la Culture Socialiste (*Sosyalist Kültür Derneği*). Tarık Ziya Ekinci, en consultation permanente avec ses amis rencontrés en France, y compris, Yahya Kanbolat, Burhan Cahit Ünal et Suat Aksoy, soutenait la ligne du Parti Ouvrier de la Turquie. De plus, il avait décidé de s'organiser au sein de ce parti. Cependant, l'Association de la Culture Socialiste, bien que soutenu par le cercle YÖN en contradiction de base au Parti Ouvrier de la Turquie, lui offrait une occasion d'organiser, dans l'orbite du Parti Ouvrier de la Turquie, les jeunes et les fonctionnaires d'Etat qui n'avaient pas le droit d'adhérer à un parti politique. En plus, la fondation de cette association par les tenants du P.O.T. aurait empêcher les groupements rivaux à leur ligne à Diyarbakır. Ainsi, en mars 1963, à la suite de la proposition de Doğan Avcıoğlu, Tarık Ziya Ekinci fonda la section de l'Association de la Culture Socialiste. Le centre de cette association se trouvait à Ankara, et elle n'avait que deux sections : İstanbul et Diyarbakır. Tarık Ziya Ekinci assumait la présidence de celle de Diyarbakır. Cette association considérait que le socialisme était la seule voie du développement rapide des pays sous-développés dans la justice sociale, ce qui est conforme aux idées d'YÖN. D'ailleurs, Ekinci s'opposait à la stratégie de révolution d'en-haut prêchée par le cercle

d'YÖN et il défendait la voie démocratique pour arriver au pouvoir, donc la solution à longue-terme, rapportant la solution de la question kurde à la démocratie et il avait pour but d'éduquer les gens non-adhérant ou qui étaient réticents d'adhérer au Parti Ouvrier de la Turquie en même temps qu'il excluait la possibilité de l'émergence d'une opposition à la ligne du P.O.T. (Ekinci, mémoires non-publiés).

La section de Diyarbakır de P.O.T a été fondée en mars 1963, par l'initiative de Tarık Ziya Ekinci, Tahir Ekinci et Canip Yıldırım et un petit nombre d'ouvriers et d'artisans. C'était l'une des premières sections du parti après celles d'Istanbul, d'Ankara, d'İzmir, d'Adana et de Gaziantep fondées par les syndicats fondateurs. Selon les termes d'Aybar, "*Dans une ville ayant une importance centrale comme Diyarbakır où les structures féodales sont très fortes, la fondation de la section du P.O.T est considérablement importante à l'égard du développement du mouvement*" (Ekinci, 2009). Après les élections locales en 1963, le nombre d'adhérants du P.O.T. s'est considérablement accru, les nouveaux partisans étant les ouvriers, les artisans et les intellectuelles de la région. Le discours électoral de Gaziantep d'Aybar²² le 12 Mai 1963

²² "Bir büyük meselemiz daha var: Doğu ve Güneydoğu illerimizde daha çok Kürtçe ve Arapça konuşan ve Alevi mezhebinden milyonlarca vatandaşımız yaşıyor. Bunun doğurduğu çetin meselelerle karşı karşıyayız. Ulusal menfaatlerimize en uygun, en insanca çözüm yollarını bulmak, ihmal edilmeyecek bir yurt vazifesidir.

Meselenin birçok yönü var; tarihi yönü var, etnolojik yönü var, hukuki yönü var ve bunların hepsinin üstünde insanlığın ve Türkiye'nin yüksek menfaatlerinin emrettiği yönü var. Bu yurttaşlarımız bugüne kadar, genel olarak devlete vergisini ödemiş, yurt savunmasında kanını akıtmış ve emeğini esirgememiştir. Ama buna karşılık hak ettikleri yurttaşlık nimetlerinden gerektiği kadar yararlanılmamışlardır. Bu gerçekleri olduğu gibi kabul etmek meselenin yurt yararına çözümü için, yurttaş yararına çözümü için ilk şarttır.

Meseleyi gerçekçi bir gözle ele almak gerekmektedir: Bir kere bu yurttaşlarımıza eşit yurttaş muamelesi yapılmalıdır. Anayasa'da herkese tanınan hak ve hürriyetler tas tamam bu yurttaşlarımıza da tanınmalıdır. Daha doğrusu tanınmış olan bu hak ve hürriyetlerden yararlanmaları sağlanmalıdır. Anayasamız 12. maddesinde yurttaşlar arasında din, dil, ırk, sınıf ve zümre ayırımı gözetilmeyeceğini yazar. Anayasanın bu emri harfi harfine yerine getirilmelidir.

İkincisi Doğu ve Güneydoğu illeri bir mahrumiyet bölgesi olmaktan kurtarılmalıdır. Şimdiye kadar ihmal edildiklerini de göz önünde bulundurarak okulun, fabrikanın, hastanenin, kütüphanenin, tiyatrunun, yolun en çoğu bu illerde açılmalıdır. Memurun en iyisi, en insancılı ve yurtseveri bu illere gönderilmelidir. Ta ki, bu vatandaşlarımız anayurdun öz evlatları olduklarını kalplerinde duysunlar ve iç ve dış düşmanların kıskırtmasına kapılmasınlar. Bu meselenin başka bir çözüm yolu yoktur." (Ekinci, 2009)

"Nous avons un autre problème de grand envergure: Dans les villes de l'Est et du Sud-est vivent davantage des millions de citoyens dont les langues maternelles sont kurde et arabe et dont la confession est alévie. Nous sommes face aux problèmes engendrés par cette situation. Trouver les solutions les plus humaines et les plus conformes à nos intérêts nationaux est la responsabilité citoyenne que l'on ne peut pas négliger.

La question a plusieurs aspects; historique, ethnologique, juridique, mais au-delà de tous, il s'agit des exigences imposées par l'humanité et les hauts intérêts de la Turquie. Ces concitoyens dont il s'agit, en général, ont payé leurs impôts à l'Etat, versé leur sang lors du défense de la patrie. Par contre, ils ne sont pas permis de bénéficier de leurs droits citoyens qu'ils méritent en récompense de leur labeur pour la patrie. La première condition de la solution en faveur du pays et de citoyen est d'accepter cette situation comme elle est.

et le discours d'Ekinci pendant la campagne électorale²³ émis sur le radio le 10 Novembre 1963 avaient eu son impact d'attirer les intellectuels de la région. Depuis la

Il faut qu'on soit réaliste. Tout d'abord, il faut traiter ces concitoyens à égalité. Les droits et les libertés reconnus à tout le monde par la Constitution doivent être reconnus aussi à ces concitoyens. A vrai dire, il faut qu'on les fait profiter de ces droits déjà reconnus dans la Constitution. L'article 12 de la Constitution interdit la discrimination selon l'appartenance raciale, linguistique, religieuse et de classe. Il faut que l'on l'applique au pied de lettre.

Le deuxième point, c'est qu'il faut (mahrumiyet bölgesi olmaktan çıkmalı). Prenant en considération le fait que cette région était, jusqu'à ce moment, négligée par les partis au pouvoir, la plupart d'hôpitaux, d'écoles, d'usine, de bibliothèque, de théâtre et de route doivent y être construite. Le meilleur, le plus humaine et patriote des fonctionnaires publics doit être envoyé à cette région. Jusqu'à ce que ces concitoyens sentent dans leurs cœurs qu'ils sont les enfants chéris (bien-aimés) de cette patrie et qu'ils ne sont pas attirés par les provocations des ennemis intérieur et extérieur. Il n'y a pas d'autre voie de solution de ce problème."

²³ "Doğulu Kardeşlerim,

1946'dan bu yana miting meydanlarının en hararetli hatipleri sizleri Doğu kalkınması edebiyatıyla avutmaya çalıştılar. Doğuda bankaların dağıttığı zirai krediler ve devlet eliyle yapılan sulama tesisleri sizin kalkınmanız için yapılmış hizmetler olarak gösterildi. Aslında bu hizmetler başınızda bulunan ağalara yapıldı ve onların ekonomik ve siyasal yönlerden güçlenmelerine yaradı.

Doğulu köylü kardeş, sense hayatın boyunca yoksulluk ve açlıkla boğuşmaya mahkûm kaldın. Mağara misali barınaklarda hayatın çilesini doldurarak (...) daima tabi olduğun ağanın iradesine bağlı kaldın. Doğu kalkınması denemeleri ağanı daha çok zenginleştirirken sen daha çok sefalet ve daha çok bağımlı duruma düştün

(...)

Doğu ancak derebeylik düzenini simgeleyen ağalık müessesesinin baskısından kurtularak, doğulu kardeşlerimizin ekonomik ve siyasal bakımdan tam bir hürriyete kavuşmaları ile kalkınma yoluna girebilir. Bu da ancak, bütün vatandaşların her bakımdan kalkınıp yükselmesini amaç edinen, insan emeğini toplumun en yüce değeri sayan Türkiye İşçi Partisinin iktidara gelmesiyle gerçekleşebilir.

(...)

Halbuki Türkiye İşçi Partisi, Ata'nın istediği şekilde ve 27 Mayıs'la kazandığımız Anayasamızın emrettiği gibi, köylüyü toprak sahibi yapmak için köklü bir toprak reformunu savunuyor. Toprak reformu demek sömürücü toprak ağalığı mülkiyetinin sınırlandırılması ve kamulaştırılan toprakların, üzerinde fiilen yaşayan topraksız ya da az topraklı çiftçiye dağıtılması demektir. Böylece büyük köylü kitleleri kendi işledikleri topraklara sahip olacaklar ve yüzyıllardan beri emirleri altında ezildikleri sömürücü toprak ağalarının ekonomik, siyasal ve kültürel baskılarından kurtulacaklardır. Hür ve demokratik bir düzen içinde, işledikleri topraklardan faydalanacak ve istedikleri siyasi partiyi destekleyeceklerdir.

Senin toprak istemenden huzursuz olan ağalar, Türkiye İşçi Partisinin öngördüğü köklü toprak reformunun karşısına tarım reformu sloganıyla çıkıyorlar. Bunların tarım reformuyla istedikleri bugüne kadar olduğu gibi, 'devlet ağalara kredi versin, traktör versin, ağaların topraklarını sulasin, onlara gübre ve tohum versin, ürünlerini yüksek fiyatla satın alsın...' Yani ağalar devlet eliyle daha da zenginleşsinler. Bunlar, tarım reformu söylemiyle sana her türlü vaatte bulunuyorlar. Fakat vermekten dikkatle ve titizlikle kaçındıkları şey var, o da topraktır. (...)

Bunun için gözünü dört aç köyü kardeş! Aldanma yine bu sefer de. Oyunu vermeden sor: Topraklar kimin olacak, ağanın mı yoksa yoksul köylünün mü? İşte bu soru, senden oy isteyen siyasi kişinin ağadan yana mı, yoksa yoksul köylüden yana mı olduğunu ortaya koyacaktır. Oyunu senden yana olana, toprak reformunu isteyene, yani 'topraklar yoksul köylünün olacaktır' diyene vereceksin.(...)" (Ekinci, 2009)

" Depuis 1946, les orateurs les plus fiévreux des arènes politiques ont essayé de vous consoler avec le mensonge du développement de l'Est. On vous fait penser que les crédits agraires alloués par les banques à l'est et les canaux d'irrigation construits par l'États sont au service de votre bien-être. En fait, ces services étaient accomplis pour les aghas pour qu'ils puissent se renforcer économiquement et politiquement.

Mon Frère, le paysan de l'Est! Toi, tu es condamné à la pauvreté et à la faim pendant toute ta vie. Dans les maisons-grotte, (...) tu es dépendant de la tutelle de l'hobereau (agha) auquel tu es soumis. Plus les efforts du développement de l'est enrichissent ton maître, plus tu deviens esclave et misérable.

(...)

restitution du régime pluripartite, pendant presque 20 ans, Aybar était le premier chef d'un parti politique qui avait utilisé le mot "kurde" et qui critiquait les politiques d'oppression d'Etat. Les discours électoraux d'Aybar et d'Ekinci se complétaient l'un l'autre. En plus c'est la première fois dans l'histoire de la République que la question kurde –quoique formulée sous le vocable « l'Est »- a été conçue en termes de classe, sans négliger l'aspect culturel-psychologique. Grâce à cette nouvelle formulation de la question kurde dont la différence des perceptions d'auparavant va être abordée plus loin, dans les élections municipales de 1963, 4 candidats du P.O.T ont été élus membres du Conseil Municipal de Diyarbakır. En plus, les votes pour le P.O.T. à Diyarbakır étaient 17,5 fois plus élevés que la moyenne de la Turquie.

3- Les attitudes des notables religieux et des intellectuels kurdes de la région envers le Parti Ouvrier de la Turquie

Après les élections municipales de 1963, ce qui était le plus frappant, c'était la participation des jeunes mollahs kurdes à ce mouvement de gauche. La participation des jeunes mollahs, avec leur cercle d'amis, a favorisé de briser les barrières construites autour du parti par les hobereaux, les propriétaires fonciers et de retenir l'attention des paysans. La participation des mollahs au P.O.T. a beaucoup diminué l'influence des

L'Est ne peut se développer qu'en s'affranchissant de la tutelle des hobereaux qui représente l'ordre féodal et qu'après l'émancipation économique et politique totale de nos frères d'est. Cela ne peut se réaliser qu'avec la montée au pouvoir du Parti Ouvrier de la Turquie qui vise l'affranchissement des citoyens dans tous les sens et qui considère le labeur de l'homme comme la valeur la plus sublime de la société.

(...)

Le Parti Ouvrier de la Turquie défend, comme souhaitait Atatürk et comme établit la constitution que l'on a gagné le 27 Mai, une réforme foncière radicale afin que les paysans soient les propriétaires de terre. La réforme foncière signifie la restriction de la propriété foncière exploitateur et la redistribution de terres expropriées aux paysans ayant peu de terres et aux paysans sans terres qui, de facto, vivent sur les terres qu'ils ne possèdent pas. Ainsi, les grandes masses paysannes seront les propriétaires des terres qu'ils cultivent et s'émanciperont des oppressions économique, politique et culturelle des hobereaux. Dans un ordre démocratique et libre, ils vont bénéficier des terres qu'ils cultivent et vont soutenir un parti politique selon leur libre volonté.

(...)

Les seigneurs, inquiets de ta revendication de terre, avancent le slogan de la réforme agraire face à la réforme foncière. Ceux qu'ils demandent par la réforme agraire, c'est que l'Etat leur accorde les crédits, leur attribue les tracteurs et irrigue leurs terres, leur donne les graines et le fumier, et achète leurs produits à prix élevé, c'est- à-dire que les hobereaux s'enrichissent par les mains d'Etat. Bien qu'avec la réforme agraire ils te promettent beaucoup de choses, il n'a y qu'une chose qu'ils évitent, à tout prix, te donner: C'est de la terre.

(...)

Pour tout cela, avant de voter, poses cette question: à qui appartiendra la terre, au seigneur ou bien au paysan pauvre? (...) Votes pour ceux qui défendent tes droits, qui sont en faveur de la réforme foncière, qui disent que la terre appartient au paysan pauvre.(...)"

accusations comme “athée” ou “infidèle”, propagées par les féodaux afin d’isoler le P.O.T. des rangs populaires (Ekinci, 2009).

Puisque la conscience de la ouvrière étaient très faibles dans la région et la domination économique, politique ainsi qu’idéologique des notables fonciers était considérablement forte sur les paysans, la participation des jeunes mollahs, dont la formation religieuse reste, à la base, contradictoire avec les fondements idéologiques du P.O.T, exige une explication.

D’après Tarık Ziya Ekinci (2009), ces jeunes mollahs étaient parfaitement conscients du conflit entre l’ordre féodal et les paysans sans terre, ainsi que du fait que les structures féodales aidaient à l’Etat pour que ce dernier puisse continuer l’oppression sur les masses paysannes. A ces facteurs internes propres à la Turquie s’ajoutent les interactions entre les Kurdes des pays voisins. Dans les *madrasahs* des villages où on continuait à enseigner la langue et la littérature kurdes, on lisait les poèmes de Cigerxwin comme les bons exemplaires de la littérature kurde. Cigerxwin est l’un des poètes les plus importants de la langue kurde, et à cette époque-là, il vivait en Syrie. Il écrivait ses poèmes d’une perspective marxiste. Les disciples des *madrasahs*, influencés par ses poèmes, ont pu prendre la conscience nationale en même temps qu’ils font connaissance des analyses de classe à partir de ces poèmes qu’ils ont appris par cœur. Une autre personnalité qui influence les mollahs instruits dans les *madrasahs* en Syrie, c’est le Secrétaire Général du Parti Communiste de la Syrie, Halit Bektaş qui est d’origine kurde. Le Parti Communiste de la Syrie avait le soutien parmi les kurdes de ce pays. Lors de la période d’illégalité, Bektaş pouvait facilement se cacher dans les quartiers kurdes. Le discours de Bektaş au Parlement et ses travaux ont servi de lien entre les revendications nationales kurdes et la perspective de classe. Les kurdes de la Turquie pouvaient suivre ce qui se passait dans les pays voisins, soit par l’intermédiaire des émissions de radio en kurde, soit par leurs relatives qui vivaient là-bas.²⁴ Une partie des mollahs soutenaient le Parti Démocrate du Kurdistan de l’Irak (PDKI), le mouvement nationaliste kurde mené par Mollah Mustafa Barzani. Mais jusqu’à la fondation de la section du PDKI en Turquie en 1965, ils ne s’opposaient pas directement aux activités du P.O.T.(Ekinci, 2009).

²⁴ Même la section de Derik, un sous-district de Mardin, a été fondée par Davut Özcan, un tailleur, inspirée par les intellectuels kurdes et sa famille engagés au mouvement kurde en Syrie (Ekinci, mémoires non-publiés).

Le schisme entre les socialistes et les nationalistes kurdes, qui allait s'aggraver et devenir visible dans les années suivantes, a émergé même lors de la campagne pour l'élection législative de 1965. Mehmet Emin Bozarslan, le mufti de Kulp, a travaillé contre Tarık Ziya Ekinci et son équipe pendant les pré-élections dans les sections où Bozarslan et ses tenants étaient influents. Ziya Acar (l'un des 49's), Mehdi Zana (le maire indépendant de Diyarbakır élu aux élections de 1977) et Oğuz Üçok travaillaient avec Bozarslan. Même dans le lieu de naissance d'Ekinci, à Lice, Ekinci n'a pu recevoir que la moitié des votes, car Bozarslan, lui aussi, était de Lice. Bozarslan est connu par son livre intitulé « Les Questions de l'Est » (*Doğunun Sorunları*) publié en 1966. Ce livre traite la question de l'Est dans une perspective de justice sociale et du développement socio-économique, d'une manière similaire au discours du P.O.T. Pour l'instant on va se contenter d'indiquer que la dimension culturelle du développement était plus accentuée chez Bozarslan que le P.O.T. A l'époque où la question kurde ne pouvait pas être manifestement discutée dans tous ses aspects, les nuances d'accent paraissaient importantes. Afin de l'illustrer, comparons ces deux extraits qui parlent de la question kurde en apparence de la même manière. Le premier extrait tiré du discours de Behice Boran lors du deuxième congrès de la section de Diyarbakır en été de 1964. Boran indique que les individus et les sociétés peuvent avoir les identités différentes, et que ces identités peuvent être comparées aux couches de l'oignon avec la couche à l'extérieur allant jusqu'au noyau, au centre. L'individu peut faire partie d'une famille, qui à son tour, fait partie d'une race et d'une classe, et enfin, la classe fait partie d'une nation. Elle précise qu'il existe une hiérarchie entre eux, et au niveau individuel l'une ou l'autre peut l'emporter sur les autres. Elle met l'accent sur le fait que ce qui est la plus déterminante est la classe à laquelle l'individu ou sa famille appartient. C'est pour cette raison qu'il faut prendre conscience de la classe dans laquelle on se trouve et évaluer nos problèmes dans ce cadre (Ekinci, mémoires non-publiés).

Behice Boran veut montrer la base de classe sur laquelle la question kurde s'appuie et que la solution de ce problème n'est possible qu'avec le changement du pouvoir de classe. D'après ce que Tarık Ziya Ekinci nous relate sur ce congrès, Mehmet Emin Bozarslan, qui se trouvait parmi les auditeurs, n'était pas satisfaite de ce qu'il a entendu. Après ce congrès, au bout de quelques temps, il s'est éloigné du P.O.T. et se glissait graduellement à la droite malgré les efforts d'Ekinci de le convaincre (Ekinci, mémoires non-publiés).

Dans son discours, Boran ne refusait pas la question kurde, mais elle le considérait comme soumise à la question de classe. A la différence de Boran qui fait une hiérarchisation, Bozarslan dans son livre publié en 1966, il explique sa manière de concevoir les différentes dimensions de la question kurde :

« L'Est, avant tout, est une région complètement sous-développée. Le développement, par contre, est une question multidimensionnelle qui n'est pas possible de comprendre que d'une unique dimension. Le développement d'un pays, d'une région, est aussi/simultanément lié à l'industrie et à la transportation autant que c'est lié à la culture, car les problèmes sociaux, économiques et culturels sont liés l'un l'autre ». (Bozarslan, 1966). Dans ce sens, il remarque que les développements culturel et économique sont les deux domaines fondamentaux et interdépendants pour le développement des régions de l'Est du pays.²⁵

Ces deux points de vue s'accordent sur le point que l'existence de l'antagonisme national n'est pas négligeable et que le caractère de classe du problème n'est pas exclu. Par contre, chez Boran, étant donné que l'antagonisme national est secondaire et soumis à la suppression de l'antagonisme de classe, la question kurde ne peut se résoudre qu'après l'établissement du pouvoir socialiste, tandis que chez Bozarslan les caractères culturel et de classe de la question kurde font partie du même processus, en se construisant l'un et l'autre et en fonctionnant ensemble. C'est pour cette raison que de faire une différenciation entre les niveaux économique et culturel n'est pas possible. En raison de cette interdépendance, la lutte pour les droits culturels doit continuer avec la lutte pour les droits socio-économiques, ne pouvant pas se détacher l'un de l'autre.

En fait, en 1964, le P.O.T. était sous le leadership de Mehmet Ali Aybar dont les idées sur la question kurde étaient parallèles à celles de Bozarslan. Mais le fait que le

²⁵ Quant au développement économique, il propose que la réforme foncière doive être réalisée et les projets d'industrialisation doivent être mis en vigueur. En ce qui concerne le développement culturel, Bozarslan met l'accent sur la nécessité d'éduquer les paysans. Il indique que l'enseignement primaire doive être effectué en kurde à l'Est étant donné la plupart ne savent pas le turc. Il affirme que cela n'est pas du tout contre la turcité, en donnant les exemples des citoyens grecs, juifs et arméniens en Turquie. L'éducation dans leur langue maternelle pour les grecs, juifs et arméniens est leur droit constitutionnel. (Yüksel, 2009)

P.O.T menait une politique timide sur cette question peut être une raison de l'éloignement de certains intellectuels. Faik Bucak est un autre exemple de ces intellectuels. Şakir Epözdemir (2005) nous relate que Behice Boran, Tarık Ziya et Canip Yıldırım propose à Faik Bucak de se porter candidat de député au nom du P.O.T dans l'élection législative de 1965. La première question que Bucak a posée est de savoir si l'existence du peuple kurde allait être explicitement mentionné dans le programme de P.O.T. Boran a réagi à cette proposition en disant que cela provoquerait l'interdiction du parti. En suite de cette réponse, Bucak a rejeté la proposition de la candidature du P.O.T. Il faut ajouter que dans les élections générales de 1965, le président du Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie, Faik Bucak voulait être le candidat du Parti de la Justice, le parti turc conservateur, mais sa candidature a été refusée par l'administration du parti. Le Parti de la Justice n'était pas sensible à la question kurde, et malgré ce fait, Faik Bucak a préféré de collaborer avec ce parti, non avec le Parti Ouvrier de la Turquie qui avait une attitude relativement pro-kurde (Gündoğan, 2002).

On n'a pas de preuve qui montre la relation de Bozarslan avec le Parti Démocrate du Kurdistan de l'Irak (PDKI) ou bien son équivalent en Turquie, le Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie (PDKT), donc son éloignement de la gauche peut ne pas être la conséquence d'une telle orientation. En plus, Metin Yüksel (2009), par référence à la distinction faite par l'historien Hamid Bozarslan²⁶, pense qu'il n'est pas possible de qualifier Bozarslan comme nationaliste kurde²⁷, car depuis des années 60', son objectif principal est de s'opposer à la dénégation, l'oppression et la marginalisation de l'identité, de la culture et de la langue kurdes, à la différence des nationalistes kurdes qui visent à établir une structure administrative-politique basée sur la kurdicité.²⁸ Quant à Faik Bucak, le fait qu'il est resté loin du P.O.T. peut être expliqué à la fois par sa classe d'origine et ses relations avec l'PDKI comme un chemin politique alternative. Il était un grand propriétaire foncier, le membre de la classe à la quelle le P.O.T.

²⁶ Hamid Bozarslan indique la distinction entre « le nationalisme kurde » et « la question kurde ». Même si ces deux sont intimement liés, il ne faut pas les confondre. Le nationalisme kurde vise à établir une structure administrative basée sur la kurdicité tandis que la question kurde est une question sociale et nationale de la République Turquie. Dans ce sens, la question kurde est le produit des politiques d'exclusion de la République de la Turquie, qui situe le concept de turcité au dessus de toute identité. (Yüksel, 2009)

²⁷ Par contre, dans ses mémoires Tarık Ziya Ekinci le qualifie comme la tête de clique nationaliste contre les socialistes au sein du Parti Ouvrier dans la circonscription d'Ekinci (Ekinci, mémoires non-publiés).

²⁸ Cet intérêt pour la dénonciation des injustices subies par les kurdes s'est transformé en discours du multiculturalisme pour la solution de la question kurde dans le cadre des frontières existantes.

s'opposait. En plus, il assumait la présidence du PDKT jusqu'à son assassinat en 1968 à cause d'une vendetta.

Quant à Musa Anter, malgré une certaine sympathie, lui aussi il a choisi de prendre la distance avec le parti. Il était le membre du P.O.T. dans la section d'Istanbul. Tarık Ziya Ekinci nous informe qu'il aurait pu mener les travaux électoraux au nom du parti à Nusaybin, un sous-district de Mardin, mais il a choisi se porter candidat indépendant en 1965. En ce qui concerne Edip Karahan, le rédacteur en chef de la revue *Dicle- Fırat* (1962-1963), il assumait la présidence de la section d'Eminönü du P.O.T. pendant un court temps, mais lui aussi, il a quitté les rangs du parti. Naci Kutlay, Mehmet Ali Aslan et Kemal Burkay y sont restés jusqu'à la fermeture du Premier Parti Ouvrier de la Turquie. En plus, ces derniers ont joué des rôles importants dans la fondation des sections d'Ağrı, de Tunceli et d'Erzurum (Ekinci, mémoires non-publiés). A part de ces personnes déjà connues à l'époque pour leur intérêt à la question kurde, il s'agit aussi des cadres plus jeunes qui ont pris conscience de la question nationale d'une perspective socialiste dans les rangs du P.O.T. Mais ces jeunes lisaient et suivaient leurs « frères aînés » dans leur orientation politique. C'est pour cette raison que l'on a mis l'accent sur les intellectuels dont la conscience de kurdicité précède leur perspective socialiste, ou bien, qui sont connus plutôt dans les milieux de ce qu'on appelle « kurdistes ». La plupart de ces intellectuels n'ont pas quitté le champ politique et ont continué à être les porte-parole ou les leaders de la cause kurde.

B- Le Discours du Parti Ouvrier de la Turquie sur « la Question de l'Est »

Comme Pierre Bourdieu le montre bien, le discours régionaliste est un discours performatif qui vise à imposer une nouvelle définition en tant que légitime et à faire connaître et reconnaître la région qui est ainsi délimitée en opposition à la définition dominante qui méconnaît et qui n'admet pas cette nouvelle région en tant que telle. Une fois que la question régionale ou nationale est soulevée dans la réalité sociale, même juste par une minorité active, tout énoncé à propos de la région sert d'un argument qui permet de favoriser ou bien défavoriser les chances de l'acquisition de la reconnaissance de la région, ainsi de son existence (Bourdieu, 1991). Cette partie vise à montrer la contribution discursive de Tarık Ziya Ekinci, et en général du P.O.T., à la reconnaissance et à la visibilité de la question régionale/nationale kurde. Ainsi, le discours du P.O.T sur « la Question de l'Est » fait partie d'une série d'opérations

discursives performatives qui est soumise aux limites discursives de son époque, mais en même temps qui critiquait le discours dominant, ainsi s'efforçait de le dépasser.

Afin de présenter le discours du P.O.T. sur la Question de l'Est, on va faire recours aux discours des campagnes électorales d'Aybar et d'Ekinci, aux comptes-rendus des débats parlementaires et au programme du P.O.T.

Le programme du P.O.T. a été adopté pendant son premier congrès général organisé en 1964. Selon Ekinci, à l'égard de la question kurde, formulée à cette époque-là sous le vocable "l'Est", trois points essentiels étaient mis en avant par les délégués de l'Est lors des discussions sur l'adoption du programme. Premièrement, le Parti doit mener, avant tout, la lutte en faveur de la démocratie, à l'échelle du pays ainsi qu'au sein du parti lui-même. Le deuxième point consiste en la priorité d'une réforme foncière radicale. Le dernier point, c'était de faire accepter une attitude démocratique concernant la question kurde. Les délégués kurdes abordaient cette question sur ces trois axes dont la réforme foncière aura été la base solide sur laquelle la modernisation kurde se serait érigée. L'émergence du producteur libre était considérée comme la première condition qui aura lancé le processus de modernisation.

1- La dimension régionale du développement : la définition du sous-développement régional

Mesut Yeğen (2009) indique que jusqu'aux années 50', au niveau du discours officiel d'Etat, la question kurde, dont le caractère ethno-politique était constamment dénié, était codifiée comme une entrave ou un défaut à supprimer. Avant les années 50', cette question était perçue autour des thèmes de « brigandage », « l'aspiration pour le Califat et le Sultanat », « la résistance tribale », et « la provocation des Etats étrangers ». Dans les années 50', cette perception étatique a été remplacée par celle qui la présentait comme une question sociale qu'il fallait résoudre. Le thème de « région sous-développée » s'avère être le discours le plus approprié de l'époque par lequel s'extériorise cette nouvelle perception. A partir des années 60', l'Etat a commencé à formuler la question kurde comme la question du sous-développement régional et à considérer les troubles sociaux de cette région comme la conséquence du sous-développement social et économique régional.

Le discours du « sous-développement régional » indique à la fois la rupture et la continuité dans le discours d'Etat. Il représente une rupture au sens qu'il ne conçoit plus la question kurde comme un vestige du passé à supprimer, mais un problème à traiter. D'autre part, le fait que ce nouveau discours ne mentionne pas le contenu ethno-politique de cette question indique la continuité avec ses précédents. Les années 50' marquent une transformation importante dans le caractère de la consolidation du pouvoir et de l'intégration nationale. Pendant les années 20' et 30', l'objectif principal de l'Etat était l'intégration politique et militaire, tandis que dans les années 50', l'intégration économique est devenue beaucoup plus importante. Du fait qu'à la fin des années 30' l'Etat était arrivé à assurer l'intégration militaire, dans les années 50' le problème de l'intégration économique autour d'un marché commun national occupait le premier rang parmi les objectifs à atteindre. Cet objectif prépare le fond discursif qui permet de formuler la question kurde en termes du développement socio-économique (Yeğen, 2009).

Contrairement à ce qu'on pense en générale, la gauche n'est pas le premier qui a fait recours au paradigme du sous-développement régional, mais c'est la droite populiste.²⁹ Tarık Ziya Ekinçi le confirme : « *Le discours du développement de l'Est servait de moyen au démarchage électoral dans les mains des politiques de droite. Nous (le P.O.T.) l'avons réinterprété et y avons ajouté l'aspect des droits démocratiques nationaux* ». L'un des textes dans lequel paraît ce discours est le programme du gouvernement du Parti de la Justice (PJ), le successeur du Parti Démocrate, en 1965 :

« *L'amointrissement des différences régionales du développement est la condition naturelle de la réalisation de notre développement dans la justice sociale de manière le plus équitable. Dans plusieurs région du pays, mais surtout dans les régions d'Anatolie de l'Est et du Sud-est, il s'agit des différences énormes à l'égard des conditions de vie* »³⁰ (Yeğen, 2009).

²⁹ Malgré ce fait étonnant, il y a des différences entre les discours de droite et de gauche à ce sujet. Les gouvernements de droite sous Süleyman Demirel utilisaient « la région arriérée » (*geri kalmış bölge*), alors que le gouvernement d'Ecevit employait « la région négligée » (*ihmal edilmiş bölge*). Quant à Özal, il préférait « les régions privilégiées du développement » (*kalkınmada öncelikli yöreler*), un concept qui exclue complètement la responsabilité politique des gouvernements de la République (Yeğen, 2009).

³⁰ « Bölgeler arasındaki gelişme farklarını azaltmak, kalkınmamızın sosyal adalet içinde en dengeli bir şekilde gerçekleştirilmesinin tabii bir icabıdır. Yurdun birçok bölgelerinde, özellikle Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da hayat ve yaşayış şartları bakımından büyük farklar mevcuttur. » (Yeğen, 2009)

Dans les années 60' et 70', ce discours qui explique les troubles sociaux dans les régions habitées par les Kurdes par la négligence économique est devenu la nouvelle version du discours étatique dans le sens qu'il ne fait pas référence à l'aspect ethnopolitique de la question kurde. Mesut Yeğen indique que cette nouvelle formulation ne peut pas être interprétée comme une simple manifestation du paradigme développementaliste. D'après Yeğen, le discours du sous-développement régional dépasse le cadre du discours développementaliste qui se contente de constater le sous-développement des régions de l'Est et du Sud-est et d'en trouver les remèdes. Même s'il s'agit de constater le sous-développement de la région habitée par les Kurdes et de rendre visible les manifestations concrètes de l'état de privation de cette région, ce discours dévoile l'échec de l'intégration du marché national avec celui régional. Voici l'extrait du programme du gouvernement du Parti de la Justice de 1969 :

«L'un des sujets sur lequel on met l'accent, c'est le développement de l'Est. Le développement de toutes les régions du notre patrie dont le pays et la nation constituent un tout indivisible, est l'impératif de notre Constitution....Notre objectif est d'élever toutes les régions de notre pays, en tout, au niveau de la civilisation de notre époque. C'est pour cette raison qu'on trouve nécessaire de prendre les mesures spécifiques dans les régions où le sous-développement est répandu et influent, en même temps que l'on applique le plan de développement s'imposant à la totalité du pays. Le but de ces mesures n'est pas de créer les régions privilégiées, mais de renforcer l'intégration de notre pays»³¹ (Yeğen, 2009).

Ainsi, le développement ne se perçoit pas comme une question « en soi », il est problématisé dans le cadre de la question de l'intégration qui, à son tour, est perçue comme une composante de la question de civilisation-modernisation, car dans la conception de l'Etat moderne, la contrebande et le marché autonome provincial n'existent pas, les provinces doivent être intégrés et soumis au contrôle de l'Etat central.

Si l'on jette un coup d'œil sur le chapitre intitulé « Le Développement Régional, l'Urbanisation et le Problème d'Hébergement » dans le Deuxième Plan du

³¹ «...önemle üzerinde durduğumuz diğer bir konu da Doğu bölgelerinin kalkınması meselesidir. Ülkesi ve milletiyle bölünmez bir bütün olan memleketimizin bütün bölgelerinin kalkınması, Anayasamızın bir icabıdır... Hedefimiz Türkiye'nin bütün bölgelerini tüm olarak çağımızın medeniyet seviyesine çıkarmaktır. Bunun içindir ki, memleketimizin tümüne şamil bir kalkınma planı tatbik olunurken, geri kalmışlığın yaygın ve tesirli olduğu bölgelerde özel tedbirler alınmasına ihtiyaç görmekteyiz. Bu özel tedbirlerin maksadı; memlekete imtiyazlı bölgeler yaratmak değil, bütünleşmeyi perçinlemektir.» (Yeğen, 2009)

Développement (1968-1972), on remarque que la mise de trop de l'accent sur le sous-développement de l'Est est évitée. Les régions de Marmara et d'Égée sont définies comme les régions développées où le niveau d'urbanisation est élevé, le reste classifié comme sous-développé. Quand on parle des indices qui indiquent le sous-développement de l'Est, la phrase suivante souligne qu'il y a des zones beaucoup plus évoluées que certaines zones des régions de Marmara et d'Égée. Dans le même paragraphe on constate qu'il s'agit d'une énorme différence de degré d'urbanisation entre les régions de Marmara et de l'Est, mais suivant ce constat, on indique que le taux de hausse d'urbanisation est plus élevé à l'Est qu'au Marmara, ce qui affaiblit l'accent sur le sous-développement de l'Est.³² En plus, on souligne que les plans régionaux spécifiques ne peuvent pas être mis en vigueur, le développement régional ne peut pas être pris séparé du développement national.³³ Ainsi, la dimension d'intégration nationale n'est pas négligée dans le Deuxième Plan du Développement.³⁴

En bref, on fait le constat du sous-développement de l'Est, mais il s'agit aussi de l'aveu sous-entendu de l'échec de l'intégration nationale. Etant donné que le but ultime est d'assurer l'intégration, dans le discours de l'époque on évite de mettre l'accent sur la spécificité régionale. Comme l'on voit dans le Deuxième Plan du Développement, les constats dévoilant les conditions de l'Est sont suivis par les phrases qui affaiblissent la gravité du problème. Une évaluation de la part des nationalistes kurdes aurait pu l'interpréter comme une opération discursive de l'Etat afin de camoufler l'aspect ethnopolitique de la question. Cependant, comme Yeğen le montre bien, il ne s'agit pas d'une

³² "Marmara Bölgesinin 1960'da yüzde 43'ü şehirleşmiş iken 1965'te yüzde 47'si şehirleşmiş duruma gelmiş, bu oranlar aynı yıllarda Doğu Anadolu bölgesinde yüzde 13'ten yüzde 17'ye çıkmıştır, önemli olan bu şehirleşme derecelerindeki artışın farklılığıdır. Beş yılda bu oran Marmara bölgesinde yüzde 8 iken Doğu Anadolu'da yüzde 25 olmuştur. Gelişmenin bu olumlu eğilimine rağmen şehirleşme gelişmişliğin bir göstergesi olarak ele alınırsa 1965'te Doğu bölgesinde şehirleşme derecesi yüzde 17, Güney-Doğu'da yüzde 19, Karadeniz'de yüzde 14'tür. (...) Bölgesel farklılıklar gelişmişlik derecesi bakımından küçük yerleşme birimlerinde aykırılıklar da göstermektedir, ilçelerin gelişmişlik durumunu gösteren bir araştırma Doğu'da ve Güney-Doğu'da gelişmişlik derecesi Marmara ve Ege'den yüksek olan ilçeler olduğunu göstermektedir. Bununla birlikte önemli olan gelişmişlik derecesi düşük il veya ilçelerin yoğun bulunduğu bölgelerin sorunlarının bir bütün olarak ele alınabilmesidir." (İkinci Kalkınma Planı, 1968)

³³ "Bölge plan çalışmalarının milli plan çalışmalarını tamamlayan ve milli plan yan ve milli plan uygulamasına yardımcı olan, milli plan ilke ve politikalarına uygun nitelikte çalışmalar olması özellikle gözetilecektir. (...) Bölge seviyesinde yapılacak çalışmalar milli planın uygulama sisteminden ayrı olarak ele alınmayacak, bölge planları milli seviyede yapılan proje değerlendirmelerinde araç olarak kullanılacaktır. Çeşitli bölgeler için milli plandan bağımsız özel planlar hazırlanmayacaktır." (İkinci Kalkınma Planı, 1968).

³⁴ " (2) Milli ölçüde fonksiyonu olan merkezlerin bölge merkezleriyle bağlantısı kurulacaktır. Bölgelerin merkezleri bölge içi ilişkiler bütünlüğü sağlayacak ve bölge dışı ile bağlantıları kuracak merkezler olarak geliştirilecektir.

(3) Bölge merkezleri, yatırımların yoğunlaşacağı, memleketteki birinci derece ulaşım ve haberleşme ağıнын düğüm noktalarında gelişecek merkezler olacaklardır." (İkinci Kalkınma Planı, 1968).

opération discursive consciente de l'Etat qui vise à camoufler la question kurde telle qu'elle est perçue aujourd'hui. En fait, l'Etat ne cherchait pas à camoufler, voiler ou déformer la question kurde sous les thèmes comme le brigandage, la pré-modernité ou le sous-développement mais il *percevait* cette question à partir de ces thèmes. Car, l'Etat n'est pas doté de la capacité anhistorique de produire un discours qui est destiné à camoufler le caractère kurde (*kurdî mahiyet*) de la question. Il était obligé de lire cette question d'une perspective historiquement possible. Il était limité aux moyens discursifs (*söylemsel araçlar*) formés lors de sa fondation, qui sont la modernisation-occidentalisation, la centralisation, le nationalisme et l'autoritarisme. Dans les années 60', l'intégration économique était perçue comme un élément inhérent du processus de modernisation (Yeğen, 2009)

Tarik Ziya Ekinci, s'opposait, en 1967, à la manière dont la région sous-développée était définie lors des débats parlementaires sur le Deuxième Plan du Développement (1968-1972).

« La Turquie est un pays sous-développé, ayant la capacité de se développer. Mais dans ce pays sous-développé, quelques régions sont beaucoup plus arriérées économiquement et socialement que la moyenne de la Turquie. Par contre, il peut y avoir les quartiers arriérés dans les régions développées, voire les quartiers riches et les bidonvilles coexistent côte à côte au sein des villes développées. A cause de ce développement inégal, on avance qu'en considérant la coexistence des zones développées et sous-développées partout en Turquie, l'emploi de ce terme pour qualifier certaines régions peut signifier le séparatisme. Car, dans l'ébauche du deuxième plan, on n'évoque que les régions de Marmara et d'Egée comme les régions développées, le reste du pays qualifié comme sous-développé. Cependant, si l'on évalue le problème de sous-développement d'une perspective socio-économique, on remarque que cette attitude est tout à fait erronée.

Le niveau de développement d'une région dépend de l'existence des centres industrialisés d'urbanisation stratégique, étant donné que ces centres ont une grande capacité de se développer, ainsi d'influencer leur entourage d'une manière positive. (...) Par conséquent, pour les régions développées au sein desquelles se trouvent les zones sous-développées, la dénomination « sous-développée » n'est pas convenable du tout. Cette expression ne peut être utilisée que pour les vastes régions géographiques où il n'y a pas de centre industrialisé d'urbanisation stratégique, les relations sociales

empreintes du féodalisme dominant et la structure sociale ne se base que sur l'agriculture. Selon cette définition, on peut considérer la vaste région géographique comprenant les villes de l'Est et de Sud-est. A part de ces régions, on peut compter l'Est de la région de la Mer Noire et, en partie, quelques zones de l'Ouest de la Thrace. Prenant en considération de la vaste superficie, de la population nombreuse et du niveau de sous-développement de la structure socio-économique, la région comprenant les villes de l'Est et du Sud-est doit être qualifiée comme la région sous-développée prioritaire.

A l'Est dans la vie rurale, les relations du Moyen Âge sont toujours en vigueur. En raison de la mécanisation agricole détachée du processus de l'industrialisation ainsi que la concentration de la terre entre les mains d'une minorité, la population paysanne est obligée d'immigrer dans les grandes villes. Il s'agit, en même temps, du problème d'emploi créé par le manque d'initiative industrielle qui va s'accompagner la rapide urbanisation. Quant aux domaines de la culture et de l'éducation, le niveau de cette région est beaucoup plus bas que le reste de la Turquie. »³⁵

³⁵« Bilindiği gibi Türkiye genellikle geri kalmış, fakat gelişme potansiyeli olan bir ülkedir. Ama bu geri kalmış ülkenin bazı bölgeleri Türkiye ortalamasına göre sosyal ve ekonomik bakımdan çok daha geri kalmış durumdadırlar. Buna karşılık gelişmiş bölgelerde de yer yer geri kalmış mahaller, hatta kimi büyük şehirlerde gelişmiş semtlerle, gelişmemiş gecekondu semtleri vardır. Bu dengesiz gelişmeden ötürü, bazı çevreler Türkiye'nin her tarafında gelişen yerlerle, gelişmemiş mihrakların varlığını göz önüne alarak geri kalmış bölge deyimini mahdut bölgeler için kullanmanın özel bir ayırım yapma anlamına geleceğini ifade etmektedirler. Nitekim İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planında da bu görüşün benimsendiği gözden kaçmamaktadır. Plan tasarısında Türkiye'nin gelişmiş bölgeleri olarak sadece Ege Bölgesiyle, Marmara Bölgesinin gösterilmiş olması diğer bölgelerin gelişmemiş veya geri kalmış bölgeler olarak kabul edildiği anlamına geliyor. Oysa geri kalmışlık sorununu sosyal ve ekonomik açıdan değerlendirdiğimiz zaman bu görüşün temelden hatalı olduğu ortaya çıkar.

Bir bölgenin gelişmişliği o bölgede bulunan 'sanayileşmiş stratejik şehirleşme merkezlerinin' bulunmasına bağlıdır. Çünkü sanayileşmiş stratejik şehirleşme merkezlerinin büyük bir gelişme potansiyeli vardır ve bu merkezler çevrelerini de olumlu bir yönde etkileyerek çevrenin gelişmesini sağlarlar. (...) O halde Türkiye şartlarına göre gelişmiş bir bölgede geri kalmış bazı mihrakların bulunması bu bölgeler için, geri kalmış bölge deyimini kullanmayı gerektirmez. Bu deyim ancak sanayileşmiş stratejik şehirleşme merkezleri bulunmayan, belirgin feodal kalıntılı sosyal münasebetlerin hakim olduğu ve yalnız tarıma dayanan bir ekonomik bünyeye sahip geniş coğrafi bölgeler için kullanılabilir. Bu tanımlamaya göre, Doğu ve Güneydoğu illerimizi kapsayan geniş coğrafi bölgeyi Türkiye'de geri kalmış bir bölge olarak gösterebiliriz. Bunun dışında Doğu Karadeniz ve kısmen de Batı Trakya bölgelerini az gelişmiş bölge olarak saymak mümkündür. İşgal ettiği coğrafi alanın büyüklüğü, barındırdığı nüfusun çokluğu ve sosyoekonomik yapının geri kalmışlık derecesi göz önüne alındığı takdirde ülkemizde Doğu ve Güneydoğu illerimizi kapsayan bölgenin öncelikle geri kalmış bölge olarak nitelenmesi gerekir.

Doğuda kırsal hayatta hala ortaçağ münasebetleri yürürlüktedir. Tarım sektöründe sanayileşmeden bağımsız olarak makineli tarımın gelişmesi ve toprağın mahdut ellerde toplanması sonucu köylü nüfusu durmadan şehirlere doğru itilmektedir. Bu bölgede hızlı şehirleşme hareketine paralel olarak bir sanayi girişimi olmadığı için gizli işsizlikle birlikte açık işsizliğin yarattığı önemli bir istihdam problemi vardır. Eğitim ve Kültür alanlarında da durum Türkiye ortalamasının çok altındadır." (Ekinci, 1967)

Dans cet extrait, Tarık Ziya Ekinci s'oppose au discours d'Etat qui nivèle toutes les régions, sauf les régions de Marmara et d'Egée, sans tenir compte des différences structurelles. L'effort pour rendre la région de l'Est visible est un premier pas pour ouvrir la voie à la reconnaissance du caractère ethno-politique de la question. Bien que les autorités étatiques mettent l'accent sur le fait qu'elles n'ont pas l'intention de créer des régions privilégiées au nom de l'objectif d'intégration, Tarık Ziya Ekinci propose une sorte de « discrimination positive » régionale. Afin de prouver que cette région exige un traitement privilégié, il fait recours au caractère structurel de la région. A la différence des autres régions, à l'Est il n'y a pas de centre industrialisé d'urbanisation stratégique (*stratejik şehirleşme merkezleri*), ce qui implique la négligence de l'Etat. De plus, les relations féodales et l'économie agraire sont toujours en vigueur. Les arguments auxquels Tarık Ziya Ekinci fait recours comme la féodalité, l'économie agraire, étaient auparavant utilisés par l'Etat.

La pré-modernité des Kurdes est l'un des arguments de l'Etat, avec d'autres thèmes tels que « l'aspiration pour le Califat et le Sultanat », « la provocation des étrangers », « le sous-développement régional » qui permettent de dissimuler l'aspect ethno-politique de la question kurde. A partir des années 30', l'Etat *percevait* la résistance des Kurdes à la consolidation du pouvoir comme la résistance des structures pré-modernes (des tribus), car le fondement des discours de modernisation et de centralisation passaient par la consolidation du pouvoir étatique, essentielle à la modernisation. C'est pour cette raison que la résistance contre la consolidation du pouvoir était perçue comme la résistance contre la modernité (Yeğen, 2009). Via la notion de modernité, il s'agit d'une liaison entre le pouvoir d'Etat et la résistance des structures pré-modernes.

A la différence de cette conception de la féodalité dans le discours de l'Etat, chez Tarık Ziya Ekinci, l'argument de la féodalité apparaît comme la preuve de la spécificité de la région, ainsi, de démontrer la nécessité d'un traitement privilégié. La notion de modernité garde son importance chez Ekinci, mais son rapport avec la consolidation du pouvoir de l'Etat n'existe plus. La relation entre le pouvoir de l'Etat et les structures féodales n'est pas construite d'une manière antagonique, comme ce fut le cas dans le discours de l'Etat. On l'abordera plus en détail ultérieurement, mais restons pour le moment sur ce qui nous concerne, à savoir que la féodalité s'utilise comme un argument pour distinguer la région de l'Est des autres régions qualifiées comme sous-développé.

Ekinci accepte l'existence des autres zones sous-développées comme une partie de l'Est de la Mer Noire et une partie de l'Ouest de la Thrace, mais la région de l'Est « avec sa vaste superficie, sa population nombreuse, et le niveau de sous-développement » constitue une place à part. Contre les manœuvres discursives, même inconscientes, des textes étatiques qui attirent l'attention du sous-développement régional, et parallèlement qui atténuent l'accent sur les caractéristiques régionales de l'Est en la juxtaposant avec les autres régions (ce qui empêche d'ouvrir la voie à s'interroger sur l'aspect ethnopolitique de la question), Ekinci y réponds en mettant l'accent sur les différences de l'Est, qui la distingue des autres régions, toute en restant, par contre, dans les paramètres socio-économiques. Ekinci ne parlait pas d'une perspective d'intégration nationale, mais y faisait recours, quand il était obligé, par exemple ; quand il était accusé d'être séparatiste par le Ministre des Affaires Intérieures de l'époque, Faruk Sükan. : « *Chers collègues, je n'ai pas de déclaration contre l'unité nationale, comme le Ministre m'accuse d'avoir fait. Nous luttons davantage pour surmonter la séparation existante et pour créer l'unité nationale.* » (Ekinci, 2009)

2- L'accent mis sur les réformes agraires et foncières : le premier pas afin d'émanciper les paysans des chaînes des hobereaux

A la différence des tenants d'YÖN et de la Révolution Nationale Démocratique qui constatent en gros que la Turquie est un pays féodal, les dirigeants du P.O.T. (Aybar et Boran) remarquent que la Turquie a dépassé l'étape des relations féodales, que la révolution bourgeoise était accomplie et que les féodaux se sont transformés en bourgeoisie foncière. Par ailleurs, les délégués de l'Est du P.O.T. mettent l'accent sur les structures féodales dans la région de l'Est et leurs alliances avec l'Etat, ce qui renforce la perception de l'intérieur/extérieur, que cette région est *différente* du reste du pays. Dans la décennie suivante, cette perception d'alliance va se transformer en relations de pays colonisé/ d'Etat colonisateur.

La première solution afin de détruire les relations féodales s'avère être les réformes agraire et foncière. Même s'il s'agit du lien entre la question kurde et la réforme agraire/foncière, le programme prévoit que la réforme s'effectuera, non seulement à l'échelle régionale, mais à l'échelle du pays toute entière et que toutes les mesures vont être prises pour empêcher le recours à la ruse par les grands propriétaires. D'ailleurs, les réformes agraire et foncière ne sont pas mentionnées sous le titre du « Développement de l'Est » mais constituent une chapitre à part. Ce sont les délégués

Estistes (*Doğucular*) qui y donnaient une priorité dans le cadre de la question de l'Est. Par exemple, le discours radio d'Ekinci en mars 1963 qui traite ce sujet dans le cadre de la question de l'Est ³⁶ :

« (...) L'Est ne peut se développer qu'en s'affranchissant de la tutelle des hobereaux qui représente l'ordre féodal, et qu'après l'émancipation économique et politique totale de nos frères de l'est. Cela ne peut se réaliser qu'avec la montée au pouvoir du Parti Ouvrier de la Turquie qui vise l'affranchissement des citoyens dans tous les aspects et qui considère le labeur de l'homme comme la valeur la plus sublime de la société. »

Conformément à la conception anti-volontariste selon laquelle une révolution d'en-haut ne peut pas développer de forces productives, il n'est pas possible d'imposer la conscience de classe de l'extérieur. Le P.O.T., sur la question de l'Est, proposait des réformes agraire et foncière pour que les paysans s'émancipent de l'oppression des chefs tribaux, pour qu'une conscience politique libre se développe. Ceci dit, les conditions pour réaliser ces réformes restent floues, au cas où l'Etat et les hobereaux de la région s'engagent à des relations symbiotiques. Le P.O.T. promet de réaliser ces réformes à son arrivée au pouvoir par la voie démocratique, mais cela soulève la question de savoir comment le P.O.T va réussir à arriver au pouvoir par la voie démocratique, si la condition d'émanciper les paysans des chaînes économiques et politiques des classes dominantes et le développement d'une conscience libre politique chez les citoyens dépendent de son arrivée au pouvoir. C'était le dilemme principal du P.O.T. à l'époque.

« Le Parti Ouvrier de la Turquie défend, comme souhaitait Atatürk et comme établit la constitution que l'on a gagné le 27 Mai, une réforme foncière radicale afin que les paysans soient les propriétaires de terre. La réforme foncière signifie la restriction de la propriété foncière exploitateur et la redistribution de terres expropriées aux paysans ayant peu de terres et aux paysans sans terres qui, de facto, vivent sur les terres qu'ils ne possèdent pas. Ainsi, les grandes masses paysannes seront les propriétaires des terres qu'ils cultivent et s'émanciperont des oppressions économique, politique et culturelle des hobereaux. Dans un ordre démocratique et libre, ils vont

³⁶ Voyez la 23e note en bas de page pour la traduction en turc.

bénéficiaire des terres qu'ils cultivent et vont soutenir un parti politique selon leur libre choix. »³⁷

Les structures féodales ne sont plus perçues comme une menace contre le pouvoir de l'Etat, qui constitue l'un des aspects de la modernisation dans le discours de l'Etat. Le P.O.T. coupe la relation entre la consolidation du pouvoir de l'Etat et la modernisation, et lie cette dernière directement à la libre volonté des individus.

Dans le discours d'Ekinci se trouve la distinction entre la réforme foncière et la réforme agraire.

« Les seigneurs, inquiets de ta revendication de terre, avancent le slogan de la réforme agraire face à la réforme foncière. Ceux qu'ils réclament par la réforme agraire, c'est que l'Etat leur accorde les crédits, leur attribue les tracteurs et irrigue leurs terres, leur donne les graines et le fumier, et achète leurs produits à prix élevés, c'est-à-dire que les hobereaux s'enrichissent par les mains de l'Etat. Bien qu'avec la réforme agraire ils te promettent beaucoup de choses, il n'a y qu'une chose qu'ils évitent, à tout prix, te donner: C'est de la terre (...).

Pour tout cela, avant de voter, poses cette question: à qui appartiendra la terre, au seigneur ou bien au paysan pauvre? (...) Votes pour ceux qui défendent tes droits, qui sont en faveur de la réforme foncière, qui disent que la terre appartient au paysan pauvre (...). »³⁸

Dans le programme du parti, on estime que ces deux concepts sont complémentaires, il s'agit pourtant d'une différence formulée ainsi: *« La réforme agraire ne peut pas se réaliser dans l'intérêt du peuple sans faire une réforme foncière radicale »*. Ceci dit, on peut augmenter les revenus agraires en transformant les hobereaux en entrepreneurs capitalistes, mais cela risque d'approfondir le fossé entre le riche et le pauvre et de ne pas aboutir au développement harmonieux et égal. De plus, le concept du développement ne se limite pas à l'augmentation des revenus agraires, mais il exige une perspective beaucoup plus intégrale et multidimensionnelle. *« Le P.O.T., qui vise au développement égal et harmonieux dans une économie stable le plus vite possible tout en assurant la justice sociale et qui croit que ce concept de développement*

³⁷ Voyez la note 23 pour la traduction en turc.

³⁸ Voyez la note 23 pour la traduction en turc.

ne peut pas s'atteindre par la voie capitaliste, n'accepte pas une amélioration agraire en faveur des grands propriétaires fonciers en tant que vrai développement. (...) Le P.O.T. adopte la réforme agraire à condition qu'on cède la terre aux paysans sans terres ou ceux possédant très peu de terre, diminuant le poids de la propriété foncière exploitateur. » A ce propos, le programme fait référence à l'article 37 de la Constitution qui prévoit que l'Etat prends les mesures nécessaires afin de faire cultiver la terre de manière productive et de fournir de la terre aux fermiers sans terres ou possédant très peu de terre (...) et que l'Etat facilite l'accès des fermiers aux moyens d'exploitation. La somme de compensation et les procédures de paiement pour les terres expropriées doivent se régler selon la loi. En ce qui concerne la redistribution des titres de propriétés, la priorité doit être concédée aux paysans sans terres ou les paysans en ayant peu, qui cultivaient ces terres expropriées conformément à la constitution (Ekinci, 2009)

3-La relation entre la démocratisation et les réformes agraires-foncieres : les comités de village et l'émancipation du paysan

Le programme du P.O.T. suggère la fondation de Comités de Village, qui vont s'opérer au niveau local et surveiller le partage équitable des terres entre les familles auxquelles elles sont attribuées. La terre doit être cédée aux paysans à titre gracieux. Les droits de succession et de propriété doivent être reconnus. Toutefois, la terre concédée ne peut pas être vendue, ne peut pas être hypothéquée ou confisquée à cause des dettes du paysan jusqu'à sa mort. La terre doit être exploitée et cultivée par le propriétaire lui-même, et ne peut pas être louée à autrui. On remarque ainsi qu'il ne s'agit pas de supprimer la propriété privée, mais d'assurer l'accès égal à petite propriété privée pour tous.

La réforme agraire doit se réaliser par la voie démocratique, avec la participation des masses paysannes et avec le soutien technique d'un centre chargé de la planification. Le programme met l'accent, notamment, sur la participation des paysans par l'intermédiaire des Comités de Villages³⁹, qui vont être formés de membres élus directement par la petite et la moyenne paysannerie, et les paysans sans terre.

³⁹ L'organe central, composé d'experts et des comités de villages vont fixer, pour chaque région, les grandes propriétés qui vont être expropriées, l'étendue de terre qui va être expropriée et qui va être suffisant pour la subsistance d'une famille, en fonction de la qualité du sol et du type d'agriculture. Toutefois, la superficie de la terre cédée au propriétaire, dont une partie des biens fonciers est expropriée, se limite à 5000 décares. Selon le programme du P.O.T, les ressources foncières qui vont être expropriées

Tarik Ziya Ekinci (2009) affirme que le Parti Ouvrier de la Turquie avait pour but d'accomplir les réformes bourgeoises inachevées. L'importance donnée à la réforme agraire peut être expliquée par l'idée que le processus démocratique ne peut s'opérer qu'en rendant les paysans dépendants kurdes des producteurs agricoles indépendants. D'après le Parti Ouvrier de la Turquie, la dépendance des paysans kurdes aux notables locaux est l'obstacle le plus important à leur jouissance des droits économiques, citoyens et nationaux démocratiques.

Il convient d'indiquer les différences entre les réformes foncière/agraire proposées par le P.O.T. et initiées par le P.R.P, surtout celle codifiée en 1946 (*Çiftçiyi Topraklandırma Kanunu*). Le projet d'une réforme agraire est considéré en générale comme associé aux idées de gauche et au radicalisme. Par ailleurs, dans l'histoire de la Turquie, en particulier durant la période uni-partite, les réformes agraires faisaient partie d'une vision du monde conservatrice, comme M. Asım Karaömerliğlü nous le montre. Dans les travaux sur les réformes agraire/foncière de la période uni-partite, on met souvent l'accent sur son aspect économique, mais d'après Karaömerliğlü, les motifs sociopolitiques priment sur le motif économique. A la différence des auteurs de kéralisme de gauche comme Doğan Avcıoğlü qui pense que la loi de réforme agraire de 1946 était l'œuvre de l'aile radical du PRP visant à améliorer les conditions économiques de la petite paysannerie contre les grands propriétaires fonciers, Karaömerliğlü constate que ces réformes visaient à limiter l'exode rurale, et ainsi empêcher la formation d'une classe ouvrière dans les villes qui risquerait d'être le moteur d'une opposition contre le régime. L'objectif primordial de l'idéologie de ruralisme (*köycülük*) qui favorisait les réformes agraire/foncière était d'obvier aux antagonismes sociaux provoqués par l'industrialisation de type occidental, l'urbanisation, la paupérisation et d'assurer l'intégration politique. Même l'article 17⁴⁰ de la loi de Réforme Agraire de 1946 qui fait penser que cette loi était progressiste n'a

et redistribuées seront celles-ci : la propriété privée foncière plus large que 5000 décares, les terres en propriété d'Etat non-cultivées ou bien cultivées par les grands propriétaires, les terres en propriétés des personnes morales publiques mais louées aux propriétés privées. Les terres des fermes de production d'Etat (les exploitations agricoles d'Etat) ne vont pas être redistribuées, mais développées en exploitations exemplaires, mais les terres d'excès qui appartiennent à ces fermes agricoles étatiques vont être aussi redistribuées. L'accent sur l'expropriation et la redistribution des propriétés foncières privées ou des terres en propriété d'Etat louées aux personnes privées doit avoir pour but le redressement des applications des réformes précédentes qui avaient abouti par la distribution des terres en possession d'Etat, sans toucher les propriétés privées, ce qui rendent les initiatives précédentes inutiles (Ekinci, 2009).

⁴⁰ L'article 17 prévoyait la distribution de terres au paysans sans terre et à la petite paysannerie.

pas bien fonctionné, et en pratique, ce sont les terres du gouvernement qui étaient distribuées, alors que les biens privés ne furent pas expropriés.

Le lien entre la réforme agraire et le traitement de la question kurde n'est pas établi pour la première fois par les délégués « Estistes » du P.O.T., mais par le P.R.P. dans les années 30'. Il est fortement possible, mais pas totalement certain, que l'idée d'une réforme foncière fut une priorité dans le cadre du traitement de la question kurde dans les années 30'. Au début des années 20', une partie des terres fut redistribuée aux immigrés venant de la Thrace. Par une loi promulguée en juin 1929, le gouvernement fut rendu responsable « *de concéder les terres de ceux qui ont été déportés des villes de l'Est à l'Ouest aux paysans et aux immigrés* ». En 1934, la Loi sur l'Etablissement Forcé promettait la distribution des terres aux immigrés déportés de l'Est ou vers l'Est. C'est l'un des premiers documents qui légitiment l'expropriation des terres par l'Etat. Ainsi, la réforme foncière qui était considérée, à ses débuts, comme un remède à la question kurde, gagna par ailleurs une envergure nationale (Karaömerlioğlu, 1996)

Comme précédemment évoqué, les élites d'Etat pensaient que la question kurde était associée à la féodalité et que la solution de la question kurde pouvait être possible par la dissolution des relations féodales. Le milieu de la revue *Kadro* et les dirigeants du PRP étaient d'accord à ce propos. Dans la revue de *Kadro*, İsmail Hakkı Tökin évalue en 1933 la relation directe entre la réforme foncière et la question kurde de cette façon :

*« La suppression totale de la féodalité et la distribution des terres à titre gratuit aux paysans est particulièrement nécessaire afin d'assurer l'intégration nationale dans les villes de l'Est. Les couches sociales qui alimentent les mouvements antinationaux et les courants réactionnaires qui fermentent, particulièrement dans les zones où on parle le kurde, sont les begs (hobereaux) qui possèdent de vastes terrains avec les paysans. La distribution immédiate des terres aux paysans signifie l'anéantissement radical d'une classe source de réaction ainsi que celui de la question kurde »*⁴¹ (Cité par Karaömerlioğlu, 1996)

⁴¹ “Şark vilayetlerinde derebeyliğin kül halinde tasfiyesi ve toprağın bilâ bedel köylüye tevzii, milli bütünlüğün temini bakımından bilhassa zaruridir. Orada bilhassa Kürtçe konuşan sahalarda için için kaynakayan gayri milli hareketlerin, irticaî cereyanların gıda aldığı içtimaî zümreler, köylüsü ile beraber geniş topraklara tesahup etmiş beylerdir. Toprağın köylüye doğrudan doğruya tevzii demek, Bey ismini taşıyan irtica kaynağı bir sınıfın ve bu sınıfla beraber Kürt meselesinin kökünden tasfiyesi demektir.”

Şevket Süreyya Aydemir, à son tour, constate la même relation entre la question foncière et la question kurde :

*« Ainsi, l'un des problèmes principaux de l'Est, les luttes de kurdification et turquification ont persisté. Où que la petite propriété foncière soit apparue, le peuple voulait s'adosser au gouvernement et, l'administration, l'école et donc, le turc s'y établissaient. Où que l'Agha et le Sheikh triomphent, là le village et la terre passaient sous le contrôle de l'Agha, l'école et l'administration en étaient expulsées, le beg y dominait et le kurde devenait la langue du peuple ».*⁴² (Cité par Karaömerlioğlu, 1996)

Comme on le voit, la question territoriale et la question kurde sont considérées comme intimement liés, du fait que l'importance des structures féodales était reconnue à l'égard de la production de ce qu'on appelle le kurdisme. Cependant, la perception de la place de « la féodalité » dans la question kurde chez les délégués de l'Est du P.O.T. n'est pas le même que celle des élites au pouvoir. Les Estistes pensaient que les structures féodales constituaient une entrave devant la revendication des droits démocratiques nationaux, contrairement au PRP des années 30', qui était convaincu que la féodalité était le moteur principal du kurdisme. L'objectif principal des Estistes est l'émancipation des kurdes (leur rendre les producteurs libres) afin de leurs faire prendre conscience de leurs vrais intérêts et de leurs droits vis-à-vis l'administration. Pour les dirigeants du PRP la réforme foncière/agraire est l'un des moyens d'assurer l'intégration nationale, ainsi empêcher le kurdisme, tandis que pour les Estistes ces réformes servent à amoindrir de l'oppression de l'administration exécutée par l'intermédiaire des féodaux.

Il est vrai que jusqu'aux années 20' et 30', parmi les porte-paroles de la question kurde ou du kurdisme se trouvaient beaucoup de grands propriétaires fonciers. (Özoğlu, 2005) Suite aux séries de révoltes et de déportation, soit ils ont enfuis à l'étranger, soit ils se sont conciliés avec l'Etat. De plus, pendant la règne du Parti Démocrate, les relations capitalistes de l'agriculture se sont intensifiées, d'où l'intégration des féodaux au régime. A partir des années 50' et 60', la typologie des intellectuels sensible à la kurdicité a changé. Le groupe Estiste au sein du P.O.T. constituait des intellectuels

⁴² “Şarkın diğer bir temel davası olan Kürtleşmek, Türkleşmek mücadeleleri de gene öylece sürdü, gitti. Nerede küçük toprak mülkiyeti beliriorsa, orada halk sırtını hükümete dayamak istiyor ve orada, idare mektep ve dolayısıyla Türkçe yerleşiyordu. Nerede Ağa ve Şeyh galip gelirse, orada köy ve toprak Ağanın kontrolüne geçiyor, oradan mektep ve idare çıkarılarak, beyin hükmü geçiyor ve Kürtçe halkın dili oluyordu.”

petit-bourgeois qui n'ont pas d'origines nobles en possession de biens fonciers et qui étaient influencés par les idées marxistes, d'après lesquelles les relations féodales doivent évoluer en relations capitalistes, qui vont approfondir les antagonismes de classe, grâce auxquels une révolution socialiste est anticipée.

Il faut mettre l'accent sur le fait que les projets des réformes foncières avant le P.O.T. sont des initiatives d'en-haut, qui ne découlent pas de mouvements paysans contre les féodaux, comme c'était le cas dans les pays de l'Europe de l'Est après la Première Guerre Mondiale. En Turquie, malgré la distribution d'une partie des terres de l'Etat, ces réformes n'ont pas transformé la base des relations de propriété foncière, de ce fait, n'ont pas apporté la justice sociale (Karaömerlioğlu, 1996). Par contre, le projet des Comités de Villages proposé par le P.O.T., prévoyant la participation des paysans au processus de décision, visait à créer une conscience politique chez le paysan, inexistante à l'époque, dans ce processus de participation.

4- L'alliance entre les aghas et l'Etat aux dépens des paysans

Comme précédemment développé, le P.O.T. fait le constat d'une interdépendance entre les propriétaires fonciers et l'Etat. A la différence des politiques d'Etat des années 30' qui accordaient la priorité à l'intégration politique et militaire, dans les années 60' et 70' l'intégration économique primait sur tous autres objectifs. Le fait que l'Etat incitait les couches traditionnelles kurdes à s'intégrer au domaine politique turc provoqua l'affaiblissement de leur soutien au nationalisme kurde.

En 1947 et en 1960, l'Etat permit aux chefs des tribus kurdes auparavant exilés de revenir, les titres de propriété leur étant rendus et les impôts fonciers leurs furent ôtés. Les programmes économiques ont renforcé le statut politique et économique des hobereaux kurdes en Turquie dans les années 60' et 70'⁴³. La mécanisation agricole davantage a servi les villes de l'Ouest que celles de l'Est. Dans la région de l'Est, on décomptait seulement 3,3 % des tracteurs, % 4,7 des moissonneuses-batteuses, 6,5 % des routes nationales. Cette situation creusa les inégalités entre les régions ethniquement kurdes et turques. Pourtant, les programmes d'industrialisation et de privatisation subventionnés par l'Etat n'ont pas affaibli la position des propriétaires fonciers kurdes. Suivant les programmes d'industrialisation, la relation entre le labeur et le capital

⁴³ A la même époque en Irak les réformes foncières lancées les ont affaiblit (Natali, 2005).

changea, et favorisa l'émergence d'une nouvelle classe bourgeoise kurde dépendante de la droite conservatrice turque. Les grands propriétaires fonciers devinrent des entrepreneurs capitalistes. La rareté des terres pour le métayage fit accroître le prix de la terre. La valeur des parcelles augmenta de 360 % dès les années 50', jusqu'en 1960. Ces transformations économiques incitèrent les grands propriétaires à vivre loin de leurs terres, dans les villes. Ils commencèrent à faire des investissements en Turquie et ailleurs, et travailler en tant que sous-traitant foncier. Au cours du temps, le propriétaire foncier devint l'entrepreneur riche dépendant d'entreprises commerciales de la région de l'Ouest de la Turquie. (Natali, 2005)

L'intégration économique des aghas kurdes ouvrit la voie à l'intégration politique de ces derniers, ce qui affaiblit leur importance dans le nationalisme kurde, laissant la place aux intellectuels petit-bourgeois kurde de tendance gauchiste. Certains d'entre eux accédèrent à l'échelle politique. Le petit-fils de Sheikh Said, Abdülmelik Fırat, fut élu député du Parti Démocrate en 1957. Necmettin Cevheri, un agha d'Urfa, était député dans le Parti de la Justice et son successeur, le Parti de la Juste Voie. Il occupa les fonctions de ministres dans les gouvernements de Demirel et de Çiller. Parmi les kurdes notables qui travaillèrent dans le Parti Démocrate se trouvent Sheikh Kasım Küfrevi, Halis Öztürk, Celal Yardımcı, Selahattin İnan, Sheikh Gıyasettin Emre ve Mustafa Remzi Bucak. (Natali, 2005) De plus, on avait déjà évoqué, à partir des mémoires de Tarık Ziya Ekinçi, des hommes politiques kurdes de familles notables, où il existait une certaine conscience de la kurdicité, ayant opté de travailler dans les partis de droite comme Yusuf Azizoglu, Mustafa Ekinçi et Faik Bucak dont la candidature de député fut évincée par le Parti de Justice.

Ces notables kurdes qui coopèrent avec les partis politiques conservateurs turcs se définissaient comme kurde dans le domaine privé. Les députés kurdes des partis turcs menaient une vie double entre la citoyenneté turque et le nationalisme turc. Ils s'habillaient en tenue traditionnelle kurde dans les villages, mais ils préféraient la tenue séculaire turque dans les grandes villes. Ils parlaient en kurde dans les régions isolées. Ils vivaient leur identité kurde dans le domaine privé, mais de le montrer dans le domaine public ne leur auraient pas apporté l'avantage économique et politique (Natali, 2005).

Le discours radio d'Ekinçi en novembre 1963 dévoile le soutien de l'Etat en faveur des propriétaires fonciers et décrypte le sens du slogan « le Développement de

l'Est » qui est synonyme de l'intégration économique en faveur des propriétaires fonciers et dépourvue du souci de justice sociale :

« Depuis 1946, les orateurs les plus fiévreux des arènes politiques ont essayé de vous consoler avec le mensonge du développement de l'Est. On vous fait penser que les crédits agraires alloués par les banques à l'Est et les canaux d'irrigation construits par l'Etat sont au service de votre bien-être. En fait, ces services étaient accomplis pour les aghas pour qu'ils puissent se renforcer économiquement et politiquement. (...)Ceux qu'ils demandent par la réforme agraire, c'est que l'Etat leur accorde des crédits, leur attribue des tracteurs et irrigue leurs terres, leur donne des graines et du fumier, et achète leurs produits à prix élevés, c'est-à-dire que les hobereaux s'enrichissent par les mains d'Etat. »⁴⁴

Dans les discours parlementaires, l'alliance entre l'Etat et les féodaux était tenue pour responsable de l'insécurité existante dans cette région. La tâche de mettre en cause les événements qui menaçaient la sécurité publique et de dénoncer le rôle de l'Etat dans cette situation incombait, en général, à Tarık Ziya Ekinci, le seul député kurde du P.O.T. et qui connaissait de près les problèmes de cette région. Le P.O.T. présentait les motions, les interpellations et les propositions d'enquêtes parlementaires mettant en cause les actes du gouvernement. Suite aux événements qui se déroulèrent à Silvan, Tarık Ziya Ekinci proposa une interpellation orale adressée à Faruk Sükan, sur les activités du Ministère des Affaires Intérieures. Lors des débats avec Sükan, Ekinci traite des relations entre les citoyens et l'administration dans cette région de manière suivante :

« (...) les hobereaux renforcent leur autorité socio-économique en recevant le soutien des organisations des partis.⁴⁵ Leur emprise politique sert à perpétuer leur

⁴⁴ Voyez la note 23 pour la traduction en turc.

⁴⁵ Parfois le P.O.T. peut être engagé, en tant que victime, à de telles relations. Voici une anecdote décevante de Tarık Ziya Ekinci qui illustre ce fait : Le village de Karaveli est un ancien village arménien. Après la déportation des arméniens, ce village qui devait être transféré au trésor de l'Etat fut confisqué par l'une des familles les plus puissantes de Diyarbakır, la famille Pirinççi. Cette famille avait des liens forts avec le pouvoir politique dès la période du Parti Républicain du Peuple. Elle régnait sur le village dont les terres devaient à juste titre revenir au trésor de l'Etat et être possédées par les paysans. L'un des paysans de ce village, en même temps membre du Parti Ouvrier de la Turquie, raconta cette situation à M. Ekinci et lui demanda de trouver une solution. Suivant de la requête de leur camarade, Tarık Ziya Ekinci et ses amis prouvèrent que la confiscation des terres par la famille Pirinççi n'était pas juridiquement fondée après avoir examiné le registre des titres fonciers. Pour fixer cette situation, le média et les instances judiciaires et administratifs furent mobilisés, obligeant la famille Pirinççi de quitter le village. Ce qui était décevant, c'est qu'au bout d'un moment, leur camarade qui fit recours auprès de M. Ekinci,

domination sur le peuple et à résoudre les litiges avec les autres féodaux. (...) Les fonctionnaires étant de caractère faible et qui n'a pour but que de garantir politiquement leurs postes se soumettent facilement à l'autorité des féodaux locaux. Désormais, les problèmes administratifs et judiciaires dont ces fonctionnaires sont chargés se règlent en fonction des intérêts des hobereaux. Ces fonctionnaires devenant progressivement dépendants des hobereaux, ces deux constituent une force organisée qui se complètent l'un l'autre. Le peuple pauvre souffre de l'oppression et de la persécution de cette alliance. Les pauvres sont condamnés aux recours à la médiation des hobereaux pour l'emploi dans le secteur public. Cette médiation sert à la fois aux féodaux et aux fonctionnaires avec qu'ils s'allient, sauf le peuple qui considère cette situation comme naturel, vu qu'ils ne peuvent pas trouver une sortie à ce cercle-vicieux. Conséquence de ce mécanisme, les féodaux exploitent en profitent non seulement matériellement, et continuent à régner sur le peuple qu'ils intimident et qu'ils assujettissent par l'influence politique, en recevant les votes de ce dernier.»⁴⁶ (Ekinci, 1967)

Dans cet extrait, Ekinci dévoile les relations de patronage en place, aux dépens des paysans. Ce qui est important, durant ces années, ce n'est pas les fondements de l'Etat-nation turc qui sont tenus responsables pour l'insécurité régionale, mais ce sont les « fonctionnaires faibles » et corrompus nommés par le gouvernement. C'est

forma un groupe armé et se révéla le nouveau hobereau du village, plus despote que le précédent. Il quitta les rangs du P.O.T. et adhéra au Parti de la Justice, suivant une attitude hostile contre les travaux de l'équipe de Tarık Ziya Ekinci. De cette anecdote M. Ekinci en déduit la conclusion que la liquidation de certains hobereaux n'est pas suffisante pour la suppression totale des structures féodales, car un nouveau hobereau plus cruel remplace le précédent. La suppression de la féodalité ne peut se réaliser qu'en réalisant des réformes agraire et foncière à l'échelle de tout pays. Il observe aussi que les nouveaux émergents de type capitaliste remplaçant ceux de type féodaux ont les méthodes plus cruelles que leurs précédents (Ekinci, mémoires non-publiés).

⁴⁶ “Feodal ilişkilerin en koyu bir şekilde yürürlükte olduğu Doğu ve Güneydoğu illerimizde ağalar her şeye hakimdir. Bunlar ekonomik ve sosyal hakimiyetlerini parti örgütlerinden destek alarak siyasal nüfuzla takviye etmektedirler. Siyasal nüfuzlarını, halk üzerindeki hakimiyetlerini sürdürmede ve kendi iç çatışmalarını çözmede bir vasıta olarak kullanmaktadırlar.(...) Karakter itibarıyla zayıf, gününü gün etmek ve siyasi yönden de makamını güvence altına almaktan başka amacı olmayan bazı memurlar kolaylıkla güçlü ağaların emrine girmektedirler. Artık bu memurların görev alanına giren idari ve adli meseleler ağanın buyruğuna göre yönlendirilmekte ve çözülmektedir. Sözünü ettiğim zayıf karakterli memurlar giderek yeni olaylarla ağalara daha çok bağlanmakta ağa ve devlet memuru birbirini tamamlayan organize bir güç haline gelmektedir. Bu organize gücün zulmünü ve baskısını fakir halk çekiyor. Bu durumda fukara halk, Devlet kapısındaki işi için ağanın aracılığına başvurmaya mahkumdur. Ağa bu aracılıktan hem kendisine hem de ilişki kurduğu zayıf karakterli memurlara menfaat sağlar ve fukara halk, içine düştüğü bu fasit daireden (kısır döngü) kurtulmak için bir çıkış yolu bulamadığından sürüp giden bu kanunsuz durumu yaşamın doğal bir gereği saymaktadır. Bu mekanizma sayesinde sömürücü ağalar sadece kendilerine maddi kazanç sağlamakla kalmazlar, aynı zamanda korkuttukları ve siyasi nüfuzla kendilerine bağladıkları halkın oylarını da alarak onların özgür iradesine hükmederler.”

également remarquable qu'on utilise le mot « administration » au lieu de « l'Etat ». Car, « l'administration » se réfère à l'appareil bureaucratique des fonctionnaires nommés dont les fautes peuvent être attribuées à ceux qui les nomment, donc au parti politique au pouvoir, à savoir le Parti de la Justice.

Lors d'un autre discours où il critique l'oppression de gendarmerie dans l'Est, il exprime que la gendarmerie agit indépendamment des instances administratives et judiciaires, donc hors la loi. De plus, il établit une liaison d'identification (*özdeşleştirme*) entre l'Etat et la gendarmerie. « *Puisque les relations des citoyens de l'Est avec l'Etat ne constituait que des activités liées à la gendarmerie, aux yeux de ces citoyens dépourvus des services publics depuis des années, le concept d'Etat est égal aux activités de la gendarmerie* »⁴⁷ (Ekinçi, 1967) Mais le responsable principal des ces actes de crime, c'est l'ordre féodal.

*« L'oppression de la gendarmerie qui tourmente le peuple dans les villes de l'Est et du Sud-est ne résulte pas d'une faute mécanique de l'usage de l'autorité mais des défauts de la structure sociale. (...) On affronte encore une fois l'établissement de tribu (ağalık müessesesi) qui représente l'ordre féodal répandu à l'Est. A la base des vendettas, des vols à main armée, des homicides résultants des litiges fonciers, se trouvent l'exploitation des hobereaux et la rivalité entre les hobereaux. Les auteurs de ces crimes sont poursuivis en fonction de l'envergure de la force des aghas desquels ils sont dépendants. Les fugitifs protégés par les aghas économiquement et politiquement forts et qui s'adossent au pouvoir politique ne se font pas attraper et vivre librement. »*⁴⁸ (Ekinçi, 1967)

L'Etat ne s'avère pas la première source des inconvénients de la région de l'Est. Même si l'on fait appel à la volonté politique pour qu'elle prenne les mesures, on montre l'ordre féodal comme le point de départ de toute mesure visant à résoudre la question de l'Est.

⁴⁷ “Yıllar yılı devlet nimetlerinden yoksun bırakılmış Doğulu vatandaşların, devletle ilişkileri yalnız jandarma icraatından ibaret olduğu için vatandaşın indinde devlet kavramı haklı olarak jandarma icraati olarak değerlendirilecektir.”

⁴⁸ “Doğu ve Güneydoğu illerimizde halkı tedirgin eden jandarma baskısını, yetkilerin kullanılmasındaki mekanik bir hata değil, toplum yapısındaki bozuklukta aranmalıdır. (...) Doğu'da yaygın olan feodal düzeni temsil eden ağalık müessesesi burada da karşımıza çıkmaktadır. Kan gütmeye, silahlı soygun ve arazi ihtilaflarından doğma çeşitli sebeplerle işlenen cinayet olayları, ağalık kurumunun özündeki sömürü ve ağalar arasındaki rekabetten kaynaklanmaktadır. Bu olayların faileri de bağlı oldukları ağaların kuvvet oranlarıyla ilgili olarak takibe uğrarlar. Siyasi ve ekonomik bakımdan güçlü ve sırtını siyasi iktidara dayayan kuvvetli ağaların himayesindeki firariler yıllar yılı yakalanmaz ve özgürce dolaşırlar.”

« *Ainsi, l'unique voie pour supprimer les facteurs endommageant l'ordre public et afin d'atteindre un niveau socio-économique à partir duquel les individus peuvent disposer de leurs libertés et de leurs droits sans entrave, est la prise des mesures destinées à supprimer la domination et l'emprise néfaste des aghas. A son tour, cela n'est possible que par la réalisation d'une réforme foncière et par l'engagement à une mobilisation, pour le peuple et avec le peuple, qui va assurer le développement économique et culturel.* »⁴⁹ (Ekinci, 1967)

Le manque de confiance en Etat ne découle pas de ses fondements ethno-politiques, mais du caractère de classe du pouvoir. Le P.O.T., au moins lors des débats parlementaires, assume la mission d'être le contre-balancier en face du pouvoir de manière semblable aux démocraties occidentales où les partis politique se tempèrent l'un l'autre.

« *Puisque la prise de ces mesures radicales prévues par notre constitution est un choix politique, nous ne croyons pas que le parti au pouvoir va les réaliser. Mais d'empêcher les traitements injustes envers des citoyens innocents lors de poursuites des criminels et des fugitifs, de mettre fin aux comportements en dehors de la Constitution et d'assurer un traitement humain aux citoyens sont les tâches primordiales du pouvoir. Nous allons lutter et avertir le pouvoir pour que ces tâches s'accomplissent de façon exhaustive.* »⁵⁰(Ekinci, 1967).

En guise de résumé de cette partie, c'est à partir du caractère féodal que le P.O.T. percevait la question kurde, de la même manière que l'Etat durant les années 30' la percevait. La différence est que l'Etat considérait la féodalité comme une entrave à son pouvoir, alors que pour le P.O.T., les relations féodales permettaient le renforcement de l'autorité de l'Etat, et vice et versa, au détriment des citoyens. Pourtant, l'accent sur le caractère féodal de la région contribua à l'approfondissement de la perception de la spécificité régionale, ce que l'Etat évitait de faire durant les années 60'.

⁴⁹ "O halde, Doğu'da asayışı bozucu sebeplerin ortadan kalkması, fertlerin temel hak ve hürriyetlerini rahatlıkla kullanabilecek bir ekonomik ve sosyal düzeye ulaşmalarının biricik yolu ağaların zararlı nüfuz ve hâkimiyetini ortadan kaldıracak tedbirleri almak olmalıdır. Bu da köklü bir toprak reformunun yapılması, ekonomik ve kültürel kalkınmayı sağlayacak halktan yana ve halkla birlikte bir seferberliğin içine girmekle mümkündür."

⁵⁰ "Anayasamızın öngördüğü köklü tedbirlerin alınmasının bir siyasi tercih meselesi olması nedeniyle bugünkü iktidarın bunları gerçekleştireceğine inanmıyoruz. Ama suçlu ve firarilerin takibinde masum yurttaşların mağdur edilmelerini önlemek, anayasa dışı davranışlara son vermek ve vatandaşlara insanca muamele edilmesini sağlamak iktidarın ihmal kabul etmez görevlerindedir. Bu görevlerin eksiksiz ve tastamam yapılması için bütün gücümüzle mücadele edecek ve iktidarı uyaracağız."

5- Contre l'Etat, pour l'Etat : La critique des pouvoirs politiques bourgeois et du secteur privé

Les critiques envers le Deuxième Plan de Développement étaient articulées par le député kurde du P.O.T., Tarık Ziya Ekinci au Parlement. Le thème central est la critique de la mentalité de profit. Le pouvoir politique est critiqué à partir de ce thème central et de ses relations avec le secteur privé : « *Le Deuxième Plan de Développement accorde la priorité au secteur privé et adopte une philosophie d'économie qui se matérialise en fonction des exigences du marché basé sur les principes de productivité et de rentabilité, ainsi que pour les investissements publics. Selon la philosophie économique de base du Deuxième Plan du Développement, les investissements publics vont s'effectuer en fonction des principes de rentabilité et de profitabilité, comme c'est le cas pour les investissements privés. (...) Dans un cadre socio-économique favorisant le secteur privé, le caractère et l'orientation des investissements publics étaient fixés par les exigences du secteur privé.* »⁵¹ (Ekinci, 1967)

Ekinci explique pourquoi le mouvement libre du capital basé sur les principes de rentabilité et de productivité approfondi les inégalités socio-économiques, en y insérant la dimension géographique : « *Le développement inégal entre les régions est la conséquence inévitable du système de développement, se basant sur le secteur privé. Dans une société où le facteur de profit a un rôle de régulateur, il est impossible d'empêcher un développement inégal. Comme la conséquence de la stratégie de développement propulsé par le secteur privé, une partie du pays est vouée au sous-développement. En dehors de ce mécanisme, les facteurs sociologiques et idéologiques jouent un rôle dans le sous-développement d'une région. Dans tous les pays qui suivent le principe de développement par la voie capitaliste, se trouve des régions plus arriérées que la moyenne du pays.* »⁵² (Ekinci, 1967)

⁵¹ “İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planının “ekonomik hedefleri, genel dengeleri ve temel politikası” bölümünün tetkikinden anlaşıldığı üzere, bu plan özel sektöre öncelik tanıyan, kamu yatırımları için de karlılık ve verimlilik ilkelerine dayanan piyasa mekanizmasının gereklerine göre işleyecek bir temel ekonomik felsefeyi benimsemiştir.”

⁵² “Bölgeler arası dengesiz gelişme özel sektörle kalkınma sisteminin zorunlu bir sonucudur. Kar faktörünün düzenleyici rol oynadığı bir toplumda dengesiz gelişmeyi ortadan kaldırmak ve düzenli bir gelişme sağlamak mümkün değildir. Özel sektörle kalkınmayı öngören bir toplum düzeninde dengesiz gelişmenin gereği olarak, tarihi süreç içinde yurdun bir bölgesi geri kalmaya mahkumdur. Bu mekanizma ile birlikte bir bölgenin geri kalmasında çeşitli sosyolojik ve ideolojik etkenlerin de rolü vardır. Kapitalist yoldan kalkınma ilkesine bağlı bütün ülkelerde, ortalama gelişme düzeyinin gerisinde kalan, geri kalmış bölgelerin mevcudiyetine rastlanmaktadır.”

Voici les résultats du mouvement libre du capital soutenu par l'Etat qui, à son tour, est soumis aux mêmes principes que le secteur privé, au lieu de remplir son rôle de surveillance de la distribution égale des services et des revenus : « *Etant donné que dans le plan, le pouvoir accepte comme base les principes de profitabilité et de rentabilité, c'est inévitable que les investissements d'infrastructure publics se fassent en fonction des exigences du secteur privé. Etant donné que les investissements public et privé créés dans les zones industrielles des villes développées vont engendrer de nouvelles exigences d'infrastructure comme plus d'énergie, plus d'eau, de nouvelles routes et de nouveaux ports. Pour que les investissements déjà engagés soient accomplis sans perdre les qualités de rentabilité et de profitabilité, ces nouvelles exigences d'infrastructure doivent être satisfaites. (...) Dans une période où s'applique un plan adoptant les mêmes objectifs que le secteur privé, comme la rentabilité et la profitabilité, il est normal que le capital s'orienterera vers les domaines les plus profitables et les moins risqués et va se concentrer dans les régions qui assurent ces conditions. De même, le capital accumulé dans la région de l'Est va se délocaliser vers les villes de l'Ouest, malgré les soi-disant mesures d'incitation. Précédant la période d'économie planifiée, ou lors de l'application du Premier Plan de Développement, on constate un mouvement du capital dès les villes de l'Est vers l'Ouest. Dans cette nouvelle période où la polarisation du capital est fortement incitée, on va assister au déplacement du capital de l'Est en grande proportion vers l'Ouest. (...) En Turquie, en raison de l'héritage du système féodal de l'Empire Ottoman et sous l'effet de la stratégie de développement en faveur du secteur privé, au cours du temps, la région de l'Est s'avère la partie la moins développée.* »⁵³ (Ekinci, 1967)

⁵³ “Özel sektörcü kalkınma felsefesini benimsemiş, kamu yatırımlarında da piyasa mekanizmasının karlılık ve verimlilik kurallarına bağlı kalmayı temel ilke olarak kabul eden bir iktidarın altyapı yatırımları için yapacağı harcamaları özel sektörün tercihlerine göre yapması zorunludur. Çünkü, gelişmiş bölgelerin sanayi şehirlerine yapılacak özel sektör ve kamu yatırımları yeni altyapı ihtiyaçları doğuracaktır. Yeni sanayi yatırımları daha fazla enerji, daha fazla su; yeni yol ve limanlar talep edecek ve bunların yapılmasını zorunlu kılacaktır. Yapılmış olan yatırımların başarısı ve iktisadi olma niteliğini koruyabilmek için yeni altyapı talepleri mutlaka karşılanacaktır. (...) Kar motifine dayanan özel sektörcü kalkınma felsefesini benimseyen bir planın uygulama döneminde elbette ki sermaye en iyi, en karlı ve en emniyetli iş alanları seçecek ve bu iş alanlarının bulunduğu bölgelerde toplanacaktır. Doğuda biriken sermaye de aynı kurala uyarak batı illerine akacaktır. Bütün sözde ‘teşvik tedbirlerine’ rağmen bunun aksi hiçbir zaman gerçekleşmeyecektir. Nitekim gerek plansız dönemlerde, gerekse geri kalmış bölgelerin kalkınması için aynı ilkeleri ihtiva eden Birinci Beş Yıllık Kalkınma Planı döneminde Doğuya hiçbir özel sermaye gitmediği halde aksine özel sermayenin bu bölgeden gelişmiş illerimize doğru aktığını görmekteyiz. Sermayenin kutuplaşma eğilimi, ikinci Beş Yıllık Planda da teşvik edildiğinden, bu plan döneminde de geri kalmış Doğu illerimize özel sermaye gitmeyecek fakat Doğudan gelişmiş Batı illerimize büyük oranda sermaye akımı olacaktır.(...) Türkiye’de Doğu geri kalmış bir bölge olarak

La spatialité du développement capitaliste postule que l'Etat, le territoire et les classes sociales sont directement implantés dans l'analyse de spatialité, non en tant que catégories périphériques, mais en tant que catégories centrales (Hadjimichalis, 1987). Les interprétations différentes de ces catégories favorisent une certaine variation de revendications au fil de temps, y compris un éventail de revendications, incluant celles limitées aux droits culturels, ou l'appel pour un Etat séparé. Ce qui est important concernant les délégués de l'Est, est qu'ils insérèrent ces catégories à la perception de la question nationale.

Cet extrait ci-dessus est, aussi, un exemple de l'analyse du développement capitaliste en termes de spatialité. Ekinci analyse la différenciation régionale comme un processus automatique/mécanique des lois internes de l'accumulation du capital qui provoquent le transfert géographique du capital de l'Est vers l'Ouest. Mais le terme « automatique » ou « mécanique » n'exclue pas le rôle des agents politiques. A plusieurs reprises, Ekinci met l'accent sur le rôle de l'Etat et sur son choix en faveur du secteur privé. Ce que l'on appelle « le processus automatique du mouvement du capital dans la formation des différences régionales (la régionalisation) », c'est qu'en raison de l'absence de freins d'en haut (d'Etat), dans son cours « naturel » de la quête de profit, le mouvement de l'accumulation du capital est « naturellement » destiné à produire, reproduire et approfondir les inégalités en terme de spatialité. Ainsi, le rôle de l'Etat se définit par la négativité, donc par son absence lors de la reproduction des répercussions du mouvement du capital sur la région de l'Est. Il s'agit bien sûr d'une orientation étatique, mais cette orientation, ou la ligne de conduite de l'Etat n'est pas censée viser directement la région de l'Est, mais le mal-être de cette région est le résultat secondaire du choix de l'Etat en faveur du secteur privé. En bref, entre la question nationale kurde et l'Etat, il s'agissait de la médiation de la catégorie de classe sociale. On rencontre cette médiation de classe lorsque Ekinci critiquait les publications racistes de la revue *Ötüken* : *«Ces idées fascistes avancées qui servent des propriétés ethniques de nos citoyens vivant à l'Est comme paravent sont, en fait, les courants idéologiques qui approuvent les conditions du développement injuste et inégal du système socio-économique en faveur du secteur privé et qui justifient le sous-*

développement de la région de l'Est»⁵⁴ (Ekinci, 1967) Il faut aussi noter que dans le discours d'Ekinci, l'histoire du sous-développement de la région remonte à l'époque de l'Empire Ottoman : « *en raison de l'héritage du système féodal de l'Empire Ottoman* ». Durant les décennies suivantes, on verra que les tenants de la théorie de colonialisme vont débiter l'histoire du colonialisme, et par conséquent la fermentation du nationalisme kurde, au sens moderne du terme, dès la période de l'Empire Ottoman, à l'opposé de ceux qui prennent la fin de l'Empire Ottoman comme la période de l'émergence de la question kurde, y compris Tarık Ziya Ekinci des années 90'.

La dénonciation de l'absence de l'Etat signifie aussi l'appel à remplir ses taches d'une perspective de la justice sociale et du développement égal. Une fois encore, on met l'accent sur la spécificité de l'Est afin de démontrer que la priorité d'investissement doit être accordée par l'Etat : « *Par contre, les réalités de la région de l'Est ne sont pas propices aux exigences du mécanisme de marché qui ne s'appuie que sur le motif de profit, car dans cette région, l'infrastructure n'est pas construite, les possibilités de coopération pour les nouveaux investissements manquent à cause de l'inexistence d'autres branches industrielles et de la main-d'œuvre qualifiée. En fait, sous un gouvernement en faveur du secteur privé, le secteur public aussi va être sous la domination et soumis au contrôle du secteur privé, les investissements industriels du secteur public se réalisent en fonction des intérêts du secteur privé.* »⁵⁵ (Ekinci, 1967)

Puisque « *pour le secteur privé, ce plan n'est pas impératif, mais juste une recommandation, il est donc impossible de penser que le secteur privé s'investisse dans la région sous-développée de l'Est* »⁵⁶ et « *bien que le Premier Plan de Développement ait prévu les mêmes mesures, le secteur privé n'a pas effectué aucun investissement dans les villes arriérées de l'Est* », l'Etat est obligé d'investir dans cette région. Pour réduire le fossé entre l'Est et l'Ouest, les investissements publics doivent s'orienter vers l'industrie. Ekinci signale : « *A l'Est, où il manque de l'activité industrielle, les représentants du secteur privé sont les grands propriétaires terriens et de troupeaux..*

⁵⁴ «Doğuda yaşayan vatandaşlarımızın etnik özelliklerini paravan yaparak ortaya atılan bu faşist fikirler aslında özel sektörcü sosyo-ekonomik düzenin dengesiz ve adaletsiz gelişme olanaklarını doğrulayan ve Doğu bölgesinin geri kalmışlığını haklı göstermeye çalışan ideolojik akımlardır.»

⁵⁵ «Altyapı tesisleri kurulmamış, başka sanayi kuruluşlarının bulunmaması sebebiyle yeni yatırımlar için işbirliği imkanlarının olmadığı ve kalifiye işçi bulmanın güç olduğu bir bölgede kamu yatırımlarının yapılması kar motifine dayanan piyasa mekanizmasının kurallarına aykırı düşecektir. Esasen özel sektörcü bir iktidarın yönetiminde, kamu sektörü de özel sektörün hakimiyeti altında ve onun kontrolüne tabi olduğu için, kamu sektörünün sanayi yatırımları özel sektörün tercihlerine göre yapılır.»

⁵⁶ «Özel sektör için plan emredici olmayıp sadece yol gösterici olduğundan bu sektörün geri kalmış Doğu Bölgesinde yatırım yapması ise hiçbir zaman düşünülemez»

*C'est pour cette raison que durant la période du Deuxième Plan de Développement les investissements publics vont s'orienter vers le domaine agricole, les dépenses vont se consacrer aux travaux d'amélioration du sol, de la fertilisation et de l'irrigation etc... Cette situation va contribuer au renforcement des hobbereaux et à l'aggravation des différences régionales, ce qui constituerait un grand obstacle à la réforme agraire ».*⁵⁷ (Ekinci, 1967) Car pendant l'application du Premier Plan du Développement lancé sous le gouvernement d'İnönü, « en 1966, à l'échelle de la Turquie, 53% de la somme totale attribuée aux investissements publics furent consacrés à l'agriculture, 47 % à la production et à l'industrie. Quant aux chiffres calculés pour 17 villes de l'Est, 73 % des investissements sont attribués à l'agriculture et seulement 27 % consacrés à la production et à l'industrie. »⁵⁸ (Ekinci, 1967) Dans le discours du P.O.T., l'industrialisation est considérée comme la voie la plus efficace afin de supprimer les inégalités régionales et du développement de la justice sociale. Le thème de l'urbanisation est aussi traité dans le cadre de l'industrialisation par le P.O.T., « le moteur de l'urbanisation ordonnée est l'industrie », de manière semblable au Deuxième Plan du Développement. A l'égard de la division du travail sectorielle, les délégués de l'Est n'acceptent plus que l'Est soit la « zone rurale » qui fournit les matières premières à l'Ouest urbain.

On ne se contente pas de critiquer le parti au pouvoir, le Parti de la Justice, mais on étend le mécontentement aux gouvernements précédents : « Cela devient une tradition de faire des restrictions dans les programmes annuels pour compenser les déficits budgétaires. Nous avons le regret d'indiquer que ces restrictions correspondent en général aux investissements prévus à l'Est. De plus, le niveau de réalisation des programmes annuels à l'Est est beaucoup plus faible que la moyenne du reste de la Turquie. (...) Pour exemples, on peut évoquer l'Ecole de la Médecine de Diyarbakır, l'Internat de Kulp et le projet d'électrification d'Ergani etc... qui étaient prévus dans le

⁵⁷ “Özel sektörcü bir sosyo-ekonomik düzende kamu yatırımlarının yönünü ve niteliğini özel sektörün tercihleri tayin eder. Doğuda sanayi olmadığı için özel sektörün temsilcileri büyük toprak ağalarıyla büyük sürü sahipleridir. Bu sebeple İkinci Beş Yıllık Plan döneminde Doğu'da yapılacak kamu yatırımları tarım sektörüne yönelecek, toprak ıslahı, sulama, gübreleme ve benzeri işlere münhasır kalacaktır. Bugünkü sosyal dengesizliği büsbütün artıracak olan bu yatırımlar büyük toprak ağalarının daha çok güçlenmesine ve topraklarının değerlenmesine yol açacaktır. Bu da sosyal adaleti ve tarımda modernleşmeyi gerçekleştirecek olan toprak reformunu büsbütün zorlaştıracaktır.”

⁵⁸ “1966 yılında Türkiye'de tarım ve sanayi sektörlerine yatırılması öngörülen 2 milyar 48 milyon 113 bin liranın %53'ü tarım sektörüne, %47'si ise imalat ve sanayi sektörüne ayrıldığı halde, 17 Doğu ilinde 217 milyon 95 bin lirayı bulan yatırımların %73'ü tarım sektörüne, ancak %27'si imalat ve sanayi sektörüne ayrılmıştır.”

Premier Plan de Développement mais n'ont pas été réalisés.»⁵⁹ (Ekinci, 1967) La période qui suivit le passage au régime pluripartite a été critiquée par les fonds budgétaires insuffisants attribué à l'Est et le soutien accordé aux féodaux : « Pendant les premières années qui suivirent la période pluripartite, le Parti Républicain du Peuple accepta le fait du sous-développement de cette région et qu'il fallait prendre des mesures particulières pour qu'elle se développe. Pour cette raison, sous le titre « le développement de l'Est » les fonds spécifiques budgétaires ont été créés. Mais la somme accordée et les mesures insuffisantes prouvent le manque de sincérité de la part du pouvoir. Pendant 10 ans de règne du Parti Démocrate, davantage pour des raisons politiques, le thème du sous-développement de l'Est a été traité, mais il ne s'agissait pas de progrès considérable. De plus, les mesures prises afin de renforcer les féodaux sur lesquels le PD s'appui comme base sociale ont aggravé le déséquilibre social. »⁶⁰ (Ekinci, 1967) Cette partie qui dévoile la responsabilité des gouvernements précédents pendant l'histoire de la République peut être considérée comme le préliminaire de l'idée que « le sous-développement de l'Est est la conséquence directe des politiques d'Etat, donc le problème du régime dès sa fondation », sans la médiation de la classe sociale.

Mais ce qui est frappant, c'est la partie où l'on critique la période uni-partite non seulement par la négligence socio-économique, mais aussi par les politiques discriminatoires : « Lors de la période uni-partite, les politiques appliquées étaient loin d'assurer un développement équilibré. De plus, les pratiques discriminatoires et les

⁵⁹ “Planlı dönemde bütçe açığını kapamak için yıllık programlarda kısıntılar yapılması bir gelenek haline gelmiştir. Üzüntü ile işaret etmek isteriz ki, bu kısıntılar genellikle Doğu illerinde öngörülen yatırımlara isabet etmektedir. Ayrıca Doğuda yıllık programların gerçekleşmesi de daima Türkiye ortalamasının altında kalmaktadır. Doğuda yapılan kamu yatırımlarının gerçekleşme oranı hakkında başbakanlık kanalıyla Planlama Teşkilatına yönelttiğimiz soruların cevabını alamadık. Fakat gözlemler bunu açıkça göstermektedir. Örnek olmak üzere, Birinci Beş Yıllık Planda yer alan Diyarbakır Tıp Fakültesi, Kulp Yatılı Bölge Okulu ile Ergani ilçesinin elektrifikasyon projesi ve benzeri kuruluşların bu plan döneminde gerçekleştirilemediğini zikredebiliriz.”

⁶⁰ “Çok partili hayata girdiğimiz ilk yıllarda, Halk Partisi iktidarı Doğu'da yaşayan vatandaşların kırıncılıklarını bertaraf etmek için Doğu'nun geri kalmış bir bölge olduğunu ve bu bölgenin kalkınması için özel tedbirler alınması gerektiğini kabul etmiştir. Bu nedenle Doğu Kalkınması adı altında bütçeye özel fonlar konulmak suretiyle bu bölgenin kalkınması ve mahrumiyet bölgesi olmaktan kurtulmasının çareleri aranmıştır. Fakat düşünülen tedbirlerin ve bütçeye konulan tahsisatın yetersizliği bu davranışın samimiyetsizliğini ortaya koymakta gecikmemiştir. Demokrat Partinin on yıllık iktidarı boyunca da, daha çok politik nedenlerle Doğu'nun geri kaldığı teması işlenmekle beraber gerçek anlamda Doğu Kalkınması için olumlu hiçbir icraat yapılmamıştır. Üstelik DP iktidarının dayanağı olan büyük toprak ağalarının güçlenmesi için alınan tedbirler Doğu'daki sosyal dengesizliği büsbütün artırmıştır. Bu dönemde de resmi dilde bir mahrumiyet bölgesi olarak tescil edilen Doğu, devlet memurlarının bir süre için çile doldurma yeri veya beğenilmeyen memurların bir sürgün diyarı olarak muamele görmüştür.”

injustices imposées par l'administration à cause des caractéristiques ethnique des citoyens ont aggravé le caractère arriéré de cette région. »⁶¹

⁶¹ “Cumhuriyet döneminde tek parti iktidarı yıllarında uygulanan politika dengeli kalkınmayı sağlayacak nitelikte olmadığı gibi, üstelik Doğu’da yaşayan yurttaşlarımıza etnik özelliklerinden dolayı yapılan ayırıcı muameleler ve haksız baskılar bölgenin sosyo-ekonomik bakımdan daha da geri bir duruma düşmesine sebep olmuştur.”

III) AU-DELA DU DISCOURS DU DEVELOPPEMENT INEGAL REGIONAL ET LA RUPTURE

A- L'Autonomisation de la Gauche Kurde

A partir de 1969, on assiste à l'émergence graduelle des références à la kurdicité dans lesquelles la légitimité du mouvement kurde va se puiser. Malgré les accusations de Bundisme adressées par la gauche turque, la gauche kurde s'autonomise de plus en plus. Les facteurs qui poussent les kurdes vers la rupture avec la gauche turque sont l'aggravation de l'oppression d'Etat à l'Est (les irruptions de commando), l'augmentation des assauts des racistes turcs contre les sections du P.O.T à l'Est, le renforcement du courant de la Révolution Nationale Démocratique qui cherche l'alliance de l'armée sans tenir compte de la démocratisation, l'affaiblissement du leadership de Mehmet Ali Aybar au sein du P.O.T., l'influence des luttes anticoloniales dans le monde, le renforcement du mouvement de Barzani en Irak. La fondation du PDKT (TKPD) en 1965, le parti nationaliste kurde qui suit le PDKI (IKDP) de Barzani, devrait encourager le renforcement des références de kurdicité.

1- Les Sujets de Controverse entre la Gauche Turque et les Kurdes de Gauche

Les travaux que les jeunes kurdes réalisaient au sein du P.O.T. et des Clubs de Pensée avaient beaucoup contribué à la prise de conscience de ce qui se passait dans le monde, surtout des luttes de l'indépendance nationale. Quant aux nationalistes kurdes, inspirés des développements régionaux et mondiaux, ils ont pris part dans la fondation du Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie (PDKT-TKDP) qui s'opérait illégalement. Mais en général les socialistes kurdes n'ont pas adhéré à ce parti, ils ont continué leurs travaux dans le P.O.T. Tandis que certains socialistes kurdes avaient une certaine sympathie pour le Parti Démocrate du Kurdistan de la Turquie, il y en avait les autres qui ont mis de la distance évidente avec ce parti. İbrahim Güçlü (2009) avance que les meetings de l'Est effectués entre 1967-1969 se basaient sur trois axes dont l'un était le PDKT, à part du P.O.T. et des intellectuels indépendants. Cependant, certains auteurs racontent dans leurs souvenirs que les relations entre le P.O.T. et le PDKT lors des meetings de l'Est avaient un caractère ambigu.

La solidarité et l'union de l'action entre les nationalistes kurdes à la fois de gauche et de droite et la gauche turque du P.O.T. ont terminé avant le mémorandum du 12 mars 1971 après duquel le P.O.T a été interdit de la scène politique pendant quatre ans. En effet, les raisons de la scission étaient plutôt idéologiques. C'est pour cette raison que la majorité des kurdes n'ont pas fait partie du deuxième P.O.T. fondé sous le leadership de Behice Boran en 1975, sauf quelques exceptions, y compris Tarık Ziya Ekinci.

Au sein du P.O.T. et de la Fédération des Clubs de Pensée, la première scission se constituait entre les partisans de la Révolution Socialiste et ceux de la Révolution Nationale Démocratique, et les discussions se déroulaient en matière du caractère de la révolution, de la forme de la lutte, des forces alliées, de l'internationalisme, du leadership, des relations avec l'URSS, de l'invasion de la Tchécoslovaquie ainsi que de la question kurde. Etant donné que les partisans de la Révolution Nationale Démocratique défendaient l'alliance avec et l'intervention de l'armée, les membres kurdes du parti s'éloignaient de plus en plus de ce groupe en raison des souvenirs vives de l'oppression des forces armées dans la région de l'Est.

Les discussions à propos de la question kurde au sein du P.O.T. et de la Fédération des Clubs de Pensée intensifiaient les frictions entre la gauche kurde et la gauche turque. Pour les socialistes turcs, la question kurde n'était qu'un problème de tactique. Ils considéraient les kurdes comme supplément si besoin dans la lutte pour le socialisme. Les termes de discussions entre les socialistes kurdes et turcs, qui allaient provoquer la rupture plus tard, peuvent se résumer comme le suivant (Güçlü, 2009) :

- *le sujet de l'auto-détermination des peuples :*

Les socialistes turcs considéraient la revendication du droit de l'auto-détermination pour le peuple kurde comme contradictoire avec les principes du socialisme, et la qualifiaient comme le nationalisme et le racisme. En plus, ils n'acceptaient pas le peuple kurde comme une nation ayant le droit à déterminer leur destin en partant de la définition de la nation faite par Staline.

- *les relations organisationnelles et publiques entre les nations qui forment les organisations multinationales. Est-ce que les nations ont-elles le droit de s'organiser indépendamment des autres nations tout en restant dans les confins de même Etat ?*

Pour les socialistes turcs, les demandes de l'organisation politique selon les principes nationales, d'avoir les structures autonomes et indépendants de celles des turcs ne peuvent pas être admises et étaient reprochées d'être une approche Bundiste, c'est-à-dire nationaliste, et ne pas conforme au socialisme.

-Les études folkloriques et linguistiques

D'après İbrahim Güçlü, les recherches sur la langue et la culture kurdes n'étaient pas tolérées par les socialistes turcs, et ils accusaient ces tentatives d'être racistes et incompatibles avec l'internationalisme.

-L'attitude des socialistes turcs envers le mouvement national kurde en Irak

İbrahim Güçlü (2009) témoigne qu'à cette époque-là il ne s'agissait pas de désaccord sur le bien-fondé de la lutte des palestiniens entre les socialistes kurdes et turcs. Pour la question de la Palestine, l'unique critère de sa légitimité était qu'un peuple opprimé a le droit à se soulever afin de fonder un Etat indépendant. Les socialistes ne mettaient pas en cause le caractère de classe et d'idéologie des organisations participantes et des leaderships dans le mouvement national palestinien de libération, car l'Organisation de Libération de la Palestine se composait des groupes différents d'idéologie et de classe, le mouvement étant sous le leadership d'el-Fatah ayant la tendance nationaliste. Quant au mouvement du Parti Démocrate du Kurdistan d'Irak mené par Mollah Mustafa Barzani en Irak, même s'il s'agissait aussi des participants à la fois de gauche et de droite, les socialistes turcs avançaient le caractère féodal et rétrograde du leadership de ce mouvement comme la raison de ne pas le soutenir.

Le fait que les socialistes turcs ne reconnaissaient pas le droit de l'auto-détermination au peuple kurde sous le prétexte que les kurdes n'ont pas atteint le niveau de se constituer une nation distincte, que toutes les tentatives de prouver le contraire et de revendiquer de s'organiser indépendamment se considéraient comme la trahison au socialisme et comme le chauvinisme qui nuirait à la solidarité de la prolétariat a provoqué le manque de confiance entre les socialistes turcs et kurdes. En revanche, les Kurdes interprétaient l'attitude des socialistes turcs comme hypocrites ainsi que la preuve de l'esprit colonialiste ancré chez les turcs.

A part des réactions de la part des socialistes turcs en matière de l'organisation distincte des Kurdes, il fallait surmonter les obstacles provenant des intellectuels kurdes au sein du P.O.T. Il s'agissait de deux raisons de la contestation à l'organisation distincte de la part des intellectuels kurdes. Premièrement, selon une certaine interprétation de la doctrine marxiste-léniniste, les socialistes, n'importe quelle origine, doivent s'organiser ensemble sans tenir compte des distinctions nationales. Les Kurdes ayant le statut de dirigeant du P.O.T. contestaient l'organisation légale et indépendante des kurdes du fait qu'ils pensaient qu'il ne fallait pas diviser la classe ouvrière comme le marxisme-léninisme le prêchait. Ces intellectuels étaient convaincus par l'incapacité des organisations turques de défendre les kurdes contre les assauts ascendants des groupements fascistes dans les villes kurdes. En plus, les tendances nationalistes étaient en train de se renforcer au sein de l'aile gauche turque, ce qui affaiblit la possibilité de défendre le droit de l'auto-détermination pour le peuple kurde au sein des organisations kurdes. Deuxièmement, certains avaient peur que la fondation d'une organisation légale réclamant les droits nationaux kurdes pourrait provoquer et intensifier les oppressions de l'Etat (Güçlü, 2009). Tarık Ziya Ekinci était l'un de ces intellectuels qui s'opposaient au début à l'organisation distincte des socialistes kurdes.

2- Le FRCE et les Procès de 1974

a) La fondation du FRCE et ses activités

La fondation des Foyers Révolutionnaires Culturels de l'Est (FRCE-DDKO) constituait le premier pas vers cette autonomisation. En 1969 se créent d'abord à İstanbul et à Ankara, ensuite dans les villes kurdes, des Foyers Culturels Révolutionnaires de l'Est, l'organisation de la jeunesse révolutionnaire kurde qui a eu un rôle important dans le mouvement national kurde. Ses principaux militants étaient membres du P.O.T ou proche de lui. C'était une organisation légale, en principe non politique et de jeunesse, qui a déployé durant sa brève existence (printemps 1969-fin 1970, fermé avant le 12 Mars 1971) une activité importante dans le milieu kurde. Cette organisation "culturelle" se proposait d'informer l'opinion publique sur la situation sociale, économique et culturelle de l'Est, d'organiser des conférences de presse, des soirées d'information, de publier des affiches, des tracts etc...pour porter à la connaissance du public des faits relatifs à la répression sévissant dans les villes kurdes. Elle a publié à partir d'avril 1970 un bulletin mensuel d'information d'une dizaine de pages, imprimé et tiré à 30000 exemplaires, diffusé dans les milieux politiques,

syndicaux et culturels turcs, ainsi que dans les villes et villages de l'Est. Au cours des enquêtes en milieu rural, les membres de FCRE essayaient d'informer les paysans sur les droits et libertés reconnus par la constitution à tous les citoyens et les encourageaient à s'organiser.

C'est en raison de la prudence que l'on n'a pas utilisé le mot « kurde » dans le titre du foyer, et on a mis comme but principal l'emploi de la langue kurde comme la langue officielle, et de l'enseignement. En plus, on ne s'est pas organisé en fédération mais en unité indépendantes l'une de l'autre pour empêcher la dissolution totale par un seul arrêt du tribunal. L'autre mesure qu'on a prévu, c'était tout d'abord dans les grandes villes, au lieu des petites villes de l'Est, que les branches du foyer ont été installées afin d'empêcher d'attirer l'attention sur les masses paysannes, mais sur un cercle étroite d'élite dispersé dans les grandes villes.

La fondation des sections du foyer dans les petites villes kurdes de l'Est s'est déclenchée après l'escalade de la violence contre les civils kurdes. Au début, les membres socialistes kurdes du P.O.T., y compris Tarık Ziya Ekinici, s'opposaient à installer les sections à l'Est. Mais plus tard, ils se sont convaincus de la nécessité de s'étendre vers l'Est en face des agressions aggravées des groupements fascistes. Ainsi, on voit les sections du foyer proliférer à Diyarbakır, Ergani, Silvan, Kozluk et Batman. La différence du caractère entre les sections des grandes villes et des petites villes, c'est que les sections des grandes villes étaient constituées des étudiantes socialistes de l'université et des intellectuels kurdes, mais celles de la province étaient plus hétérogènes, comprenant les gens de toutes les couches sociales.

İbrahim Güçlü souligne le fait que les Foyers Révolutionnaires Culturelles de l'Est étaient un organisme où se rencontrent les différents courants de pensée aux points communs de la kurdicité et de la démocratie. Il ne s'agissait pas du poids d'une seule idéologie. Les sections dans les provinces étaient plutôt nationalistes, alors que celles des grandes villes se composaient, dans une grande mesure, des socialistes.

L'importance de cette organisation dans le mouvement kurde, c'est qu'ils prenaient les droits du peuple kurde comme un but en soi, non comme un levier pour la révolution socialiste comme leurs camarades turcs le faisaient. D'ailleurs, dans l'ébauche de la résolution du Conseil Général (*Birinci Dönem Genel Kurul Karar Tasarısı*), on commence par critiquer les intellectuels turcs d'être aveugle en matière de

l'oppression nationale. En plus, on remarque que l'antagonisme national est établi comme l'antagonisme primordial : « *La grande guerre de notre époque, c'est entre les nations opprimées et oppresseurs* ». Les premières pages de la résolution sont consacrées à décrire le fonctionnement de l'impérialisme et de l'économie capitaliste. En conséquence des exigences des politiques extérieures des Etats impérialistes, les pays sous-développés (*geri bırakılmış ülkeler*), y compris la Turquie, était en contradiction avec les nations opprimées, sous-entendu, les kurdes (DDKO Dava Dosyası, 1975). Ce qui est important, c'est qu'on raisonne toujours dans le cadre territorial de la Turquie, ce qui montre la continuité avec le discours précédent des socialistes kurdes du P.O.T. La rupture se trouve dans l'emploi du mot « kurde » et dans la définition des kurdes en tant que « peuple ». En plus, même si la question kurde est traitée comme une question de la Turquie, une perspective mondiale et régionale y est insérée, à la différence des précédents. Les problèmes dans le Moyen-Orient et la répression des luttes nationales dans cette région sont expliqués à partir de l'antagonisme entre les Etats impérialistes et socialistes, mais on met l'accent sur les ressources riches du Moyen-Orient. Le Moyen Orient s'avère à la fois comme une région à partir de laquelle ces Etats impérialistes cherchaient à contrôler les Etats socialistes, et comme une région dont les ressources riches constituent un but en soi pour les Etats impérialistes, comme montrent les qualifications « la région tampon » et « la région d'impulsion » (*nabız bölgesi*), ainsi on constate le glissement de l'accent sur la place périphérique à l'accent sur la place centrale de cette région dans les politiques mondiales.

On constate que le Moyen Orient est colonisé par les Etats impérialistes de l'Occident. Les Etats sous-développés de la région, ou bien les classes dominantes de ces pays sont les complices de l'impérialisme. Les pactes de l'OTAN conclus visent à écraser le « *mouvement populaire kurde et les mouvements socialistes* ». « *La stratégie et l'orientation essentielles de la lutte doivent être fixées en vue d'assurer la domination des peuples de la région sur leur pétrole et leur minéraux, en bref la souveraineté nationale* ». Les forces qui vont lutter contre l'impérialisme sont « *les peuples travailleurs des nations et des groupes ethniques opprimés et exploités* » (DDKO Dava Dosyası, 1975). La question kurde n'est pas encore établie comme « l'indépendance du Kurdistan du joug des Etats colonisateurs », mais comme un problème artificiel créé et utilisé par l'impérialisme et les classes dominantes. Afin d'empêcher la manipulation des différences ethniques, nationales et religieuses par les Etats impérialistes et leurs

complices, il faut bien appliquer le principe de « *la fraternité des peuples* ». On signale les groupes révolutionnaires des nations dominantes : « *Si les forces révolutionnaires et populaires des nations dominantes ne résistent pas avec toutes leurs possibilités, les groupes ethniques ou nationaux perdent la confiance en eux* ». En bref, dans la résolution et des bulletins du FRCE, on parle des « kurdes » mais pas du « Kurdistan ». Néanmoins, on a fusionné la question nationale avec la géopolitique marxiste à l'échelle régionale et mondiale, ce qui va fournir le cadre intellectuel de la thèse de « la colonisation du Kurdistan ».

Comme l'on avait déjà marqué, dans les bulletins et la résolution du FRCE, il n'est pas question d'une solution territoriale de la question kurde, mais plutôt on cherche une solution dans le cadre des frontières existantes. Mais cela n'empêchait pas d'être influencé par le mouvement sous le leadership de Barzani en Irak. Les membres du FRCE soutenaient ce mouvement⁶² à la différence des socialistes turcs et s'efforçaient en vue de réaliser le développement de l'autonomie que les Kurdes d'Irak ont obtenu en suite du traité du 11 mars 1970.⁶³ L'influence des acquis réalisés pour les

⁶² Même au sein du FRCE, la question du soutien à Barzani n'était pas sans contestation. On avait déjà mentionné le caractère double des membres. D'un côté, il y avait les membres qui venaient des rangs du P.O.T., de l'autre côté se trouvaient les membres qui n'avaient pas un passé socialiste, mais nationaliste. Mümtaz Kotan nous relate une anecdote concernant le litige entre ces deux groupes. Un jour, dans le club où les membres du FRCE se rassemblaient, une bagarre entre les kurdes nationalistes et socialistes s'est éclatée. Les nationalistes voulaient descendre le portrait de Lénine, et accrocher celui de Barzani sur le mur, alors que les socialistes le contestaient. A la fin, ils se sont mis d'accord sur la condition de ne pas accrocher tous les deux. Mümtaz Kotan, après plusieurs années, critique cette décision et exprime qu'il fallait accrocher les portraits de ces deux leaders au lieu de les enlever (Kotan, Yenilginin İzdüşünmleri) En ce qui concerne le soutien au mouvement de Barzani de la part des kurdes, Güçlü affirme qu'ils menaient les campagnes pour que le Kirkuk fasse partie de la région autonome des kurdes en suite d'un plébiscite et pour que la population turkmène qui y vivaient votent pour les kurdes (Güçlü, 2009).

⁶³ Voici l'essentiel des articles de l'accord signé entre le PDKI de Barzani et le gouvernement central de l'Irak en mars 1970. L'article 1^{er} reconnaît « la langue kurde comme la langue officielle, avec la langue arabe, dans les régions où la population est en majorité kurde ». Le kurde sera « la langue d'enseignement dans ces régions » et l'arabe sera enseigné dans toutes les écoles kurdes ; en contrepartie, « le kurde sera enseigné comme seconde langue dans le reste du pays », soit en Irak arabe, « dans les limites prescrites par la loi ». A l'article 2, « les frères kurdes seront associés au pouvoir, sans distinction entre un Kurde et non-Kurde », cela « pour les nominations dans la fonction publique, y compris les charges importantes comme les fonctions ministérielles et les commandements militaires ». A l'article 3, il est question de « combler le retard accumulé par la nation kurde dans le domaine de l'éducation et de la culture », notamment par diverses mesures concrètes en faveur de l'enseignement en langue kurde. L'article 4 prévoit que les fonctionnaires, en particulier les principaux responsables, tels que préfets, directeurs de police et de sûreté, seront « autant que possible » des Kurdes dans les régions à majorité kurde. A l'article 5, le gouvernement irakien « reconnaît au peuple kurde le droit de constituer des organisations d'étudiants, de jeunes, de femmes, d'enseignants qui lui soient propres » et qui, comme telles, seront membres (autonomes) des organisations irakiennes correspondantes. L'article 6 prévoit que « les ouvriers, fonctionnaires, employés, civils et militaires » ayant pris part à la guerre du côté kurde « seront réintégrés sans aucune conditions dans leurs anciennes postes ». L'article 7 prévoit qu'une « commission spéciale » dépendant du ministère des Affaires du Nord établira un plan pour « la promotion de la région kurde sous tous ses aspects », notamment pour son développement économique, compte tenu « du retard accumulé » par la région dans ce domaine ; un « budget spécial » sera établi à cet effet. L'article 8 prévoit

kurdes d'Irak par ce traité est visible dans cette phrase de la résolution : « *La vraie et la réelle démocratie peut gagner le sens adéquate et complet au moment où les secteurs travailleurs des groupes ethniques qui constituent la base du pays ont le droit à la parole et de décision dans l'appareil de gouvernement* » (DDKO Dava Dosyası, 1975). Le FRCE s'efforçait d'assurer l'égalité entre les turcs et les kurdes, de mettre en vigueur pour le peuple kurde les mêmes droits politiques, économiques, sociales que les Turcs. Dans ce sens, le FRCE mettait l'accent notamment sur la Suisse, car les quatre nations distinctes y disposaient de l'autonomie territoriale et les compétences du gouvernement central étaient partagées entre ces quatre entités nationales (Güçlü, 2009).

En comparaison des discours précédents, le FRCE dévoilait le caractère ethnopolitique du pouvoir et traitait cette question d'une perspective d'assimilation, en dépassant le cadre limité au sous-développement. En fait, la partie intitulée « *le sous-développement régional* », sur lequel « les Estistes » du P.O.T. mettaient beaucoup d'accent occupe une petite place dans les derniers pages de la résolution du FRCE. Le principal souci est de prouver l'existence du peuple kurde et d'assurer la représentation égale dans les appareils administratifs et politiques sur la base ethnique. D'autre part, on

que « les réfugiés arabes et kurdes regagneront leurs lieux d'origines », ce qui signifie que les Arabes implantés par le gouvernement au Kurdistan durant les années de guerre devront le quitter et rendre leur place aux Kurdes qui en ont été expulsés. A l'article 9, il est question d'appliquer la réforme agraire au Kurdistan, par l'attribution notamment de lopins de terres aux paysans.

L'article 10 est le plus important : « La Constitution provisoire sera amendée comme suit :

1. Le peuple irakien se compose de deux nations principales : la nation arabe et la nation kurde. La Constitution reconnaît les droits nationaux du peuple kurde et ceux des autres minorités dans le cadre de l'unité irakienne.

2. Le paragraphe suivant sera adjoint à l'article 4 de la Constitution :

La langue kurde et la langue arabe sont les langues officielles dans la région kurde.

3. Les adjonctions ci-dessus seront insérées dans le texte de la Constitution définitive. »

L'article 11 prévoit que la station de radiodiffusion et « les armes lourdes » de la révolution kurde « seront restituées au gouvernement ». L'article 12 stipule que « l'un des vice-présidents de la République sera kurde ». L'article 13 prévoit que la loi sur les divisions administratives sera amendée conformément à l'accord. L'article 14, où il est question de l'autonomie kurde et des ressources (pétroliers notamment) du Kurdistan, stipule :

« Les mesures nécessaires seront prises, après la publication de ce communiqué, en collaboration avec le Haut Comité chargé de sa mise en application, pour unifier les districts et unités administratives habités par une population à majorité kurde, en se basant sur les statistiques officielles établies à cet effet.

Le gouvernement travaillera à développer cette unification administrative, il s'emploiera à laisser au peuple kurde le soin d'exercer lui-même de plus en plus largement ses droits nationaux, lui garantissant ainsi la jouissance de l'autonomie interne.

En attendant la réalisation effective de cette autonomie administrative, la coordination des affaires nationales kurdes sera assurée grâce à la tenue des réunions régulières entre le Haut Comité et les gouverneurs de districts de la région nord.

Puisque l'autonomie interne s'insère dans le cadre de la République irakienne, l'exploitation des ressources naturelles de cette région relèvera de l'autorité de la République.»

L'article 15 et dernier prévoit que « le peuple kurde participera au pouvoir législatif en fonction du nombre qu'il représente par rapport à l'ensemble du peuple irakienne ». (Chaliand, 1978)

continue à faire référence au Discours de Mustafa Kemal (*Nutuk*), aux paroles d'İsmet İnönü lors des négociations du Traité de Lausanne et aux articles de la Constitution.

Le FRCE mettait l'accent sur le caractère bureaucratique de la classe dirigeante en Turquie, la bureaucratie s'avère une classe en soi qui dirige le pays soit seule soit en coopération avec les autres classes. La bureaucratie ayant les intérêts propres gouverne le peuple par les pratiques d'en hauts et ils sont chauvins en matière de la question nationale (DDKO Dava Dosyası, 1975). Le caractère ethno-politique de « la question de l'Est » et la responsabilité de l'Etat sont manifestement reconnus dans ces lignes de la résolution :

« 1- *Le peuple kurde existe en Turquie.*

2- *L'entité du peuple kurde a un caractère ethnique, qui à son tour s'intègre aux relations de classe.*

3- *C'est en raison de son caractère ethnique de cette entité que les régions de l'Est et du Sud-est sont délibérément rendues sous-développées (la politique gouvernementale).*

Donc, cette question dépasse le cadre du sous-développement et est liée à une conception de nation et un point de vue à propos des propriétés ethniques en Turquie. Si l'on établit cette question de cette manière en tenant compte des antagonismes de classe et des inégalités régionales, on peut aboutir à une solution adéquate »⁶⁴ (DDKO Dava Dosyası, 1975).

Même si le FRCE défend une solution qui se base sur l'égalité de deux peuples en Turquie, il est possible, dans cette résolution, de voir les indices qui impliquent les critères staliniens nécessaires pour qu'un peuple soit considéré comme susceptible d'avoir le titre de nation capable à l'auto-détermination. Examinons cet extrait :

⁶⁴ « 1- Türkiye'de Kürt halkı vardır.

2- Kürt halkının varlığı etnik bir özellik taşımakla beraber sınıfsal bir ilişki ile bütünleşmiştir.

3- Bu varlıktır ki, Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerini kasıtlı geri bırakılmasını sağlamıştır. (yönetim politikası)

Demek ki mesele, yalnız geri bırakılmış bölge işini aşan, Türkiye'de bir millet anlayışı, ülkenin etnik özelliklerine bakış açısı ile ilgilidir. Sınıflar arası çelişmelerle bölgelerarası farklılıklarla beraber sorunu bu şekilde ortaya koyarak ancak doğru bir çözüme varılabilir ».

« 1- Il existe le peuple kurde dans l'intégrité de la Turquie.

2- La langue kurde est une langue parlée en Turquie. (Environ 4,5 millions)

3- Cette entité a formé la communauté de culture dans le pays.

4- Les Kurdes se sont rassemblés autour d'une économie du marché commun dans les régions de l'Est et du Sud-est du pays.

Ces éléments sont en train de se développer et de se changer dans la direction de l'histoire »⁶⁵ (DDKO Dava Dosyası, 1975).

Staline, dans son article réputé « La Question Nationale » écrit en 1913, définit la nation comme celle-ci : « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture » (Staline, 1946). L'extrait ci-dessus nous fournit les critères de langue, de culture et de vie économique. Quant à la territorialité, ce n'était pas possible de l'indiquer manifestement en raison du souci de la légalité, mais d'affirmer la communauté de la vie économique peut impliquer la proximité territoriale, donc la communauté territoriale.

Le quatrième point sur le marché commun est important, car cela constitue la base matérielle (avec la territorialité) de la communauté de culture et de la stabilité d'une nation selon la définition de Staline. Staline signifie, par « la communauté de vie économique », le développement des voies de communication, la naissance du capitalisme et l'établissement de la division de travail entre les régions, en bref l'établissement de la mode de production capitaliste afin de surmonter les fractions féodales.⁶⁶ Par contre, dans le reste de la résolution, aucun argument ne se trouve afin de

⁶⁵ « 1- Türkiye'nin bütünlüğü içinde Kürt halkı vardır.

2- Kürt dili Türkiye'de konuşulmakta olan bir dildir. (yaklaşık 4,5 mil.)

3- Bu varlık ülkede kendine özgü bir kültür birliği yaratmıştır.

4- Kürtlerin ülkenin Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde müşterek bir Pazar ekonomisinin etrafında toplanmışlardır.

Süreç içinde tarih doğrultusunda bu tarz unsurlar gelişme ve değişme içindedir.”

⁶⁶ Staline parle du cas de la Géorgie: « (...) La réunion éphémère et accidentelle des principautés, que réussissait parfois à réaliser un tsar chanceux, n'englobait dans le meilleur cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement aux caprices des princes et à l'indifférence des paysans. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement, en présence du morcellement économique de la Géorgie... Celle-ci, en tant que nation, n'apparut que dans la seconde moitié du XIXe siècle, lorsque la fin du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme, eurent établi la division du travail entre les régions de la Géorgie, et définitivement ébranlé l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout unique.

prouver l'existence « d'une économie de marché commun autour duquel les Kurdes se sont rassemblés », du capitalisme bien établi qui dépasse le morcellement féodal. La raison de la présence de ce point peut être rhétorique, en tant que réponse aux socialistes turcs qui raisonnent en termes staliniens et qui affirment que la nation kurde n'existe pas car les kurdes n'ont pas dépassé le stade du féodalisme. D'autre part, le quatrième point peut être considéré comme l'indice de la revendication future à l'auto-détermination de la nation kurde.

D'une manière incompatible avec le quatrième point, la situation concrète est décrite comme le suivant : Les relations de production capitalistes et féodales y coexistent, mais les institutions de superstructure provenant des relations de production féodales y subsistent toujours. Les hobereaux ont commencé à utiliser les méthodes capitalistes dans l'agriculture, en plus ils sont devenus les entrepreneurs capitalistes dans les villes, ils se sont intégrés aux classes dominantes de la Turquie. En raison de la communauté d'intérêt et de destin, ces hobereaux se sont culturellement assimilés et ils se sont détachés du peuple duquel ils viennent.⁶⁷ En bref, il s'agit des constats sur la coexistence de deux modes de production (capitaliste et féodale), le caractère « comprador » des féodaux qui se sont intégrés aux relations capitalistes de la Turquie et leur assimilation à la turcité, d'où leur négligence des vrais intérêts de leur peuple. En fait, on n'emploie pas encore les catégories comme la bourgeoisie compradore, la bourgeoisie nationale ou étrangère, mais néanmoins il existe une différence du discours des délégués Estistes du P.O.T., qui mettait l'accent sur l'alliance entre les féodaux et l'Etat. Dans les discours parlementaires d'Ekinci, par exemple, l'alliance entre les féodaux et l'administration était traitée dans le cadre des pratiques injustes et hors la loi envers les citoyens et du clientélisme tel que « les crédits accordés par l'Etat en récompense du soutien partisan ». Quant au FRCE, l'accent se glisse vers le réseau interne des relations capitalistes entre les féodaux- nouveaux capitalistes de l'Est et les classes dominantes de la Turquie. On sent une reproche aux féodaux, non parce qu'ils

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme. Ainsi, communauté de la vie économique, cohésion économique, comme l'une des particularités caractéristiques de la nation » (Staline, 1946)

⁶⁷ « Derebeylerin halk üzerindeki yetkilerinden olan asker toplama, vergi alma gibi hususlardan devlet ile çatışmaları kaldırıldı. Fakat işlerine gelmediği için üretim ilişkilerine dokunulmadı. Derebeyler kısa sürede yeni düzenin şartlarına uydular. Bir yandan topraklarında kapitalist işletme metotlarını uygularken diğer yandan yerli ve yabancı firmaların temsilciliğini, ortaklığını, petrol şirketlerinin bayiliğini alıp kendiliklerinden olmayan bir tarzda işbirlikçi duruma geldiler. Türkiye'nin diğer hâkim sınıfları ile birleşip bütünleştiler. Aralarında kader ve çıkar birliği kuruldu. Bu değişmeler ile Türkçe ve diğer dillerle eğitim kurumlarında okuma imkânı buldular, kültürel yönden de asimile olup (eriyip) içinde yaşadıkları halktan koştular. » (DDKO Dava Dosyası, 1975).

sont désormais capitalistes, mais parce qu'ils sont assimilés et ont oublié leur peuple. Par contre, ce dernier point n'est pas aussi clair qu'il le sera dans les décennies suivantes. Les membres du FRCE considéraient qu'il était obligatoire de passer le stade du capitalisme avant aboutir au stade du socialisme bien qu'en dernière analyse, ils défendaient le dépassement du capitalisme en faveur du socialisme. En plus, d'après eux, le développement par la voie non-capitaliste porte le risque de se transformer en une dictature de type Baathiste (Güçlü, 2009). C'est pour cette raison que le fait que les féodaux deviennent capitalistes ne doit pas avoir un sens péjoratif à leurs yeux.

Avant le mémorandum du 12 mars 1971, à partir du septembre de 1970, les irrptions des policiers aux bureaux des foyers et les arrestations des membres se sont déclenchées. Le gouvernement turc a fait arrêter six mois avant le coup de force des militaires les principaux dirigeants des FCRE. A la différence des procès réalisés dans les villes de l'ouest de la Turquie dans lesquels les étudiants et les intellectuels socialistes et les officiers partisans de la junte ont été amenés devant le tribunal, dans l'est du pays les gens de toutes les couches sociales, y compris les couches dominantes, les aghas et les commerçants, et les paysans kurdes, ont été arrêtés. Il y en avait les uns que l'on accusait de fournir les aides matériels et financiers au mouvement de Barzani en Irak du Nord. Le caractère amalgame (hétérogène) des accusés kurdes a été considéré par les activistes kurdes comme la preuve du fait que l'Etat turc s'efforce de réprimer, non juste une catégorie ou bien une classe sociale à cause des différences idéologiques ou d'intérêt, mais le peuple kurde en total à cause de leur race et de culture différente de celle de l'ethnie dominante (Güçlü, 2009) Ces procès de la période du mémorandum du 1971 constituent un pas important à l'égard de l'ethnisation des relations entre les kurdes et l'Etat. Les jeunes activistes kurdes d'origine du P.O.T. qui concevaient l'Etat en termes de relations de classe et du capitalisme ont commencé à le formuler de la perspective du colonialisme, le terme qui n'exclut pas les concepts de culture et d'ethnie des analyses de classe.

b- Le Plaidoyer du FRCE lors des Procès de 1974

Dans le plaidoyer du FRCE, la question kurde était définie sur les termes de droits de l'homme, de démocratie, et il ne s'agit pas de référence au droit de l'auto-détermination qui se base sur l'identité de groupe (communautaire), de manière semblable au discours du P.O.T. en cette matière. Le constitutionnalisme était l'un des thèmes principaux traités et on faisait références à l'élite fondatrice de la Turquie afin

de prouver l'existence des kurdes en tant que partie égale de la République. A ces égards, le plaidoyer du FRCE ne représente pas une rupture des discours précédents et il n'existe rien de nouveau comme revendication politique. Mais ce qui peut se considérer comme une rupture, c'est la mise de l'accent sur le fait que les Kurdes constituent un « peuple » à part, ayant une histoire et une langue distinctes de celles des turcs. La portée symbolique de ces procès n'est pas limitée aux premiers efforts de doter les kurdes d'une historicité et d'une marque objective comme la langue. A part du contenu, l'acte lui-même, la présentation collective du plaidoyer dans un tribunal de la République, peut se considérer comme une manifestation politique. Les procès du FRCE sont considérés comme le premier moment où la conscience collective nationale kurde -aussi embryonnaire soit-elle- se manifeste dans une confrontation avec le discours d'Etat (le réquisitoire du Procureur de la République) auprès une institution publique (le tribunal).

Le fait que l'on emploie le mot « peuple » au lieu de « nation » peut s'expliquer par le fait que les membres du FRCE, qui assumaient le plaidoyer, étaient influencés par les idées marxistes, mais aussi il s'agissait du souci de se distinguer des nationalistes kurdes -dits patriotes-, qui se ressemblaient sous le PDKT à cette époque-là. Donc, au moins une partie du FRCE (*Ocak Komünî*) voulait mettre la distance avec le discours d'Etat ainsi qu'avec les nationalistes kurdes (Gündoğan, 2007).

Même si l'accent sur la territorialité n'est pas assez fort en tant qu'élément de l'identité nationale, on voit quand même le mythe de « les kurdes descendants des Mèdes ». Dans l'écriture nationaliste de l'époque suivante, l'argument que les Mèdes sont les ancêtres des Kurdes est avancé en tant que prémisse de l'occupation territoriale en Kurdistan. Le but, c'est de concorder le territoire du Kurdistan avec l'histoire de l'ethnos kurde et de fournir les mythes d'une histoire ancienne kurde et des droits territoriaux. Ces initiatives de réécrire l'histoire confondent l'histoire du Kurdistan et l'histoire de son groupe ethnique qui y habitent actuellement, les Kurdes. (O'Shea, 2004). Même si l'objectif apparent du plaidoyer du FRCE est de prouver que les Kurdes en tant que peuple distinct qui existe de temps immémorial et aussi de se distinguer de la race touranienne en tant que descendants des Mèdes aryennes, il reste juste un pas pour le transformer en l'argument historique des droits territoriaux.

Dans ce plaidoyer, il existe beaucoup d'éléments qui vont servir des arguments historiques à la revendication d'autonomie ou d'indépendance, même si ce n'est pas le

cas lors de ces procès du 12 Mars, mais plutôt dans les années qui suivent, surtout dans la période de 12 Septembre. L'emploi du terme du « Kurdistan » est légitimé par le fait que c'était le Sultan Sancar des Seldjoukides qui a créé le district administratif qui s'appelle Kurdistan. On met l'accent aussi sur le fait que les Turcs sont les « nouveaux-arrivés », car « *la région était habitée par les Kurdes avant l'arrivée des Turcs, la zone entourant le lac de Van étant la patrie des Kurdes* ».

On décrit les rôles des Kurdes en tant que forces auxiliaires dans les conflits entre les Etats entourant la région, d'où la notion de la région de tampon. Il ne s'agit pas encore de l'attribution de centralité à la région dans les politiques du Moyen-Orient, ni l'on parle de l'aspect économique des relations. Les relations ne sont pas définies en termes de spatialité, mais plutôt des alliances militaires entre les peuples et les Etats. Par contre, bien que le concept de centralité géopolitique ne soit pas apparent, on implique, néanmoins, la spécificité de la structure de tribus kurdes. L'idée implicite, c'est que pendant toute l'histoire les Kurdes ne sont pas assimilés, ne sont pas conquis, et ne sont pas soumis. La structure intérieure des Kurdes était tellement indestructible que les Etats soit leur proposaient l'alliance contre un ennemi commun car ils n'arrivaient pas à les soumettre, soit leur accordaient un statut spécifique⁶⁸ au cas où les Kurdes acceptaient l'autorité d'un Etat central. Cette situation provenant de la location périphérique des kurdes est implicitement présentée comme une caractéristique inhérente à la kurdicité : la résistance à l'oppression et à la soumission. L'instabilité de la structure tribale kurde explique, sous-entendu, pourquoi les Kurdes ne sont pas assimilés. La nature beaucoup plus compliquée des politiques d'alliance et d'inimitié est négligée, en plus la périodisation des relations changeantes (par exemple, entre le centre et les émirats kurdes dans l'Empire Ottoman) n'est très développée. Le premier but de

⁶⁸ « Osmanlı İmparatorluğu zamanında birçok Kürt hükümetlerine ve sancaklarına rastlanmaktadır. "Hükümetler" tam feodal nitelikte bağımsız birliklerdir. Hükümetlerde toprak mülkiyetine, reyaya ve aşiretlere Osmanlı sarayı karşıymıyordu. (...) Görüldüğü gibi Doğu Anadolu'da Osmanlı İmparatorluğu merkezi sisteminin dışında kalan birçok Kürt sancakları ve Kürt hükümetleri vardır. Osmanlılar buralarda tımar sistemini uygulayamamışlar, buralardaki feodal beyliklerle ittifak yapmak zorunda kalmışlardır. Yani Kürt beylikleri ile Osmanlı sultanları arasında adeta bir sözsüz anlaşma vardır. Bu sözsüz anlaşma gereğince Osmanlı sarayı Kürt beyliklerinin, bağımsız Kürt hükümetlerinin ve aşiretlerinin iç işlerine karışmayacak, buna karşılık Kürtler de Osmanlıya karşı başkaldırmayacaktır. Kürt hükümetleri ve beylikleri ile Osmanlı sultanları arasındaki bu sözsüz anlaşma (*contrat tacit*) objektif bir dengenin sonucudur. (...) ...Osmanlı İmparatorluğu devrinde Kürdistan (Osmanlı sultanlarının Kürt beyleri ile yazışmalarında veya Osmanlı tarihinin önemli kaynaklarında Kürtlerle meskün olan yerlerinin adı bu şekilde geçer) tamamen özel bir yapıya sahiptir. (...) ...gerek Osmanlı padişahları ve gerekse Safevi krallığı Kürt beylerini birbirlerine karşı bir tampon devletler olarak kullanmışlardır." (DDKO Dava Dosyası, 1975) On voit que le terme de contrat tacit se trouve dans les articles de Hamid Bozarslan qui a emprunté ce terme à Şerif Mardin.

ce plaidoyer est de prouver et d'assurer la reconnaissance des Kurdes. C'est pour cette raison que, comme Maria T. O'Shea le remarque, la preuve d'existence est beaucoup plus important que l'exactitude historique et politique. C'est très répandu que les Kurdes font références au passé d'une manière positive.

Etant donné qu'on n'avance pas les revendications politiques, on ne met pas l'accent sur le caractère fragmenté de la structure féodale et leurs raisons. Car, dans les décennies suivantes, les Etats voisins seront responsables de la désunion des Kurdes. Dans le plaidoyer du FRCE, il y a une seule phrase qui peut se considérer comme l'avant-coureur de cette idée : Lorsqu'on parle des raisons de la fondation des cavaleries hamidiennes, « *le premier (but), c'était d'empêcher la centralisation et l'union du peuple kurde, en perdurant les conflits déjà existants entre les tribus kurde sous une forme armée et officielle.* » Cette phrase, aussi, peut être interprétée dans le même sens : « *La royaume kurde des Marwanides était l'Etat central le plus important de l'Anatolie de l'Est au moment où les Turcs sont arrivés en Anatolie. En suite des batailles avec les Turcs, cette royaume féodal de caractère central était démembré en plusieurs émirats féodaux.* ». La référence aux Marwanides peut être considérée aussi comme l'indice d'une quête de l'âge d'or où les Kurdes étaient unifiés sous un gouvernement central et qui atteste leur capacité de fonder un Etat. Car, les révoltes des Kurdes comme ceux de Bedirhan ou de Sheikh Ubeydullah ou bien la période des émirats avant les politiques centralisatrices de l'Empire Ottoman n'étaient pas connues en détail dans la période où ce plaidoyer était écrit. Seulement un paragraphe y a été consacré aux révoltes du 19^e siècle.

Quant à la dernière période de l'Empire Ottoman, les courants de pensée comme le Turquisme, l'Islamisme et l'Ottomanisme sont traités d'une perspective de l'égalité des peuples. En faisant référence à Ahmet Ağaoğlu, on s'efforce de prouver que même le turquisme reconnaissait les droits des autres peuples sur la base du principe d'égalité.⁶⁹ On ajoute que pendant la Guerre d'Indépendance, Mustafa Kemal fait recours à ce principe d'égalité, le lien religieux étant la base d'égalité. Les extraits du *Discours*, les protocoles d'Amasya, les extraits des télégrammes et des lettres des élites

⁶⁹ “Ağaoğlu Ahmet bir yazıda şöyle demektedir: “Türk milliyetperver hareketi (...) hâkimiyete yeltenmez, kimsenin hukukunu eksiltmez. Kimseye hususi ve imtiyazlı bir mevki kazandırmak istemez. Bu hareket Türklere olduğu kadar bütün milliyetlere de hürmet olunmasını talep eder. (...) İster Arap, ister Kürt, ister Ermeni ve başkaları birbirlerine eşit olarak, birbirlerini sıkımayarak, birbirlerine fenalık etmeyerek ilerlesinler, inkişaf bulsunlar. Bir Türk milliyetperveri indinde Arapların ve ötekilerin lisanı, milliyeti kendi lisan ve milliyetine yakın bir hürmete haizdir.”” (DDKO Dava Dosyası, 1975).

républicains et les extraits de débats lors de la conférence de Lausanne sont utilisés afin d'illustrer le fait que les Kurdes en tant qu'entité distincte ayant les mêmes droits que les Turcs étaient reconnus même par l'élite fondatrice de la République. Dans ce sens, le kémalisme s'avère être la référence commune de deux parties (les activistes kurdes et le discours d'Etat), mais les arguments kurdes se basent sur les pratiques kémalistes avant 1923. On constate qu'il s'agit d'un écart entre le kémalisme qui est interprété d'une manière raciste par le procureur et le kémalisme de la Guerre d'Indépendance qui défend la coexistence de deux peuples dans un seul Etat, en reconnaissant les différences culturelles.

Dans le plaidoyer du FRCE, la partie dans laquelle on traite la Conférence de Lausanne est consacrée aux débats entre İsmet İnönü et Lord Curzon. Le Traité de Lausanne n'est pas abordé d'une manière négative, comme c'est le cas dans l'écriture nationaliste kurde, qui allait mûrir dans les décennies suivantes. İsmet İnönü avance que les destins des kurdes et des turcs sont interdépendants, que l'alliance de ces deux peuples dont les différences sont reconnues se base sur la participation volontaire, l'histoire et les intérêts communs. Le fait que le plaidoyer donne place aux arguments de Lord Curzon qui met l'accent sur la résistance des kurdes contre l'oppression des turcs et les efforts de la turquification et la sous-représentation politique des kurdes peut être interprété comme la tendance de rompre avec l'historiographie officielle turque.

Tarik Ziya Ekinçi, à son tour, n'a pas adhéré à cet acte collectif. Son plaidoyer était aussi politique. En ce qui concerne l'existence du peuple kurde, il se contente de dire: *“Il existe des ressources sérieuses qui démontrent que les Kurdes proviennent des Urartus et qu'ils constituent un peuple autochtone qui vit à l'Est d'Anatolie et à l'Occident de l'Iran depuis les premiers âges de l'histoire. Dans l'encyclopédie de l'Islam publié par le Ministre de l'Education Nationale, il existe un article qui affirme que les Kurdes et les Turcs n'ont pas d'origine commune, et la langue kurde appartient à la famille linguistique indo-européenne. D'ailleurs, les origines des Kurdes concernent les historiens, et les propriétés de la langue kurde concernent les linguistes. Ces sujets n'ont rien à avoir avec ces procès. Quelque soient les origines des Kurdes, le sujet qui nous regarde au niveau social, c'est l'existence d'un peuple qui parle une autre langue et avec les propriétés culturelles différentes à l'Est de la Turquie, et les*

problemes issus de ce fait.”⁷⁰(Ekinci, 1995) Il refuse de désigner l’histoire des kurdes et il aborde la question kurde en relation avec l’Etat turc. Conformément au discours du P.O.T, il met l’accent sur le sous-développement socio-économique régional provoqué par la libre circulation du capital et la non-intervention de l’Etat. En plus, il affirme que les pratiques racisites de l’administration de la période dans l’Est ne sont pas conformes à la philosophie des fondateurs de la République et à la constitution de 1961. Il donne comme exemple les textes et les discours de Mustafa Kemal afin de prouver que les Kurdes est l’un des peuples qui constituent la nation turque. Il ne fait pas référence aux politiques régionales ou globales, ni parle de l’impérialisme. Il reste dans le cadre des politiques de la Turquie (Ekinci, 1995).

Même si ces deux plaidoyers ne se different pas au point qu’ils restent dans le cadre politique de la Turquie, la construction de leurs discours et les références différentes sont les avant-coureurs de la différenciation idéologique.

B-- La Thèse du Colonialisme

Dans cette partie, on va se concentrer plutôt sur l’imaginaire géopolitique, la perception territoriale des tenants de cette thèse. On prend comme point de référence le plaidoyer d’une organisation kurde de gauche qui s’appelle Kawa. C’est une organisation maoïste. Les organisations kurdes de gauche de l’époque se sont mis d’accord sur la description territoriale, les désaccords entre elles découlaient à la fois de la fragmentation de la gauche internationale et des disputes personnels au sein des cadres dirigeants de ces organisations. Ce plaidoyer a été présenté au tribunal en 1982 et reflète bien le changement de perception chez les activistes kurdes au cours des années 70’. Le plaidoyer du FRCE présenté en 1974 avait pour but de doter les kurdes d’une histoire qui remonte à l’époque archaïque, alors que les théories de colonisation assimilent l’histoire d’un peuple avec l’histoire d’une région, les caractères distinctifs d’une communauté ethnique avec les spécificités perçues ou existantes d’une géographie. Même si les dimensions temporelle et spatiale s’entremêlent dans un

⁷⁰ « (...) Kürtler’in Urartulardan geldiklerine ya da ilk çağlardan beri Doğu Anadolu ve Batı İran bölgelerinde yaşayan otokton bir kavim olduklarına ilişkin ciddi nitelikli pek çok eser vardır. Geniş kaynaklara dayanılarak hazırlanan MEB’in yayınladığı İslam Ansiklopedisi’nin Kürt maddesinde Kürtlerin Türklerle aynı kökten gelmediği anlatılmakta ve Kürt dilinin de Hindu-Europen dil grubuna dahil olduğu belirtilmektedir. Bu konuların devamıyla da hiçbir ilgisi yoktur. Kürtler hangi kökten olurlarsa olsunlar, toplumsal açıdan bizi ilgilendiren konu, Türkiye’nin doğusunda Türkçe’den başka bir dille konuşan, farklı kültürel özelliklere sahip bir halkın varolduğu gerçeği ile bundan kaynaklanan sorunlardır.” (Ekinci, 1995)

discours nationalistes, il ne serait pas tout à fait erroné de dire que le plaidoyer du FRCE représente la dimension temporelle tandis que celui de Kawa, comme les autres organisations kurdes de son époque, contribue à la construction de la dimension spatiale du discours nationaliste kurde.

La théorie de colonialisme se résume ainsi : Le colonialisme est l'entrave primordiale devant le développement libre de la société. Les colonisateurs ont graduellement conquis le pays, expulsé le peuple hors de leur propre histoire et réprimé tous les initiatives autonomes avec le sang. Ils ont pillé les ressources de richesse sous et sur la terre du Kurdistan. Les colonisateurs considèrent cette région comme un vaste marché dans lequel ils peuvent vendre leurs biens, comme un dépôt de la main d'œuvre et de la matière première à bas prix. Ils ont empêché le développement économique autonome et fait le Kurdistan partie intégrante de leur structure sociale et économique. Ils ont divisé le Kurdistan en quatre parties, ce qui a affaiblit son identité nationale. Les colonisateurs ont fait des alliances avec les représentants des relations de production précapitalistes tels que les propriétaires fonciers, les sheikhs et les chefs des tribus et ils ont fait perdurer ces relations arriérées. Ainsi, ils ont perpétué l'état divisé du Kurdistan. Ils ont interdit la langue kurde et ils ont visé à anéantir l'identité nationale kurde. L'impérialisme colonise le Kurdistan par l'intermédiaire de la bourgeoisie compradore

1- Le Primat de la Révolution Anticolonialiste sur la Révolution Démocratique : La Révolution Nationale Démocratique Kurde

Les tenants de la théorie de colonialisme mettent l'accent sur le fait que l'antagonisme entre le système colonialiste et le Kurdistan est l'antagonisme primordial. Cet antagonisme ne peut se dépasser que par la lutte anticoloniale et démocratique. Dans le plaidoyer on affirme que la caractéristique distinctive de la lutte anticolonialiste est que dans un premier temps la lutte revêt le caractère national. Donc, il s'agit d'un front national qui unit tous les éléments anticoloniaux sauf «quelques traitres complices des colonisateurs». Cette perception présuppose qu'il existe une partie de classe dominante qui est patriote et qu'il est légitime de collaborer avec ces féodaux. Les parties dans cette lutte sont d'une part, les colonialistes et ses complices à l'intérieure et d'autre part, tout le peuple du Kurdistan. Par contre, cette lutte doit être menée par le prolétariat pour que cette dernière assure son hégémonie et transforme la lutte en une révolution socialiste. On met l'accent sur le fait que le positionnement de classe dans les révolutions anticoloniales de caractère national doit être différent de celui des

révolutions démocratiques. C'est pour cette raison que le caractère de la lutte en Kurdistan est différent de celui en Turquie. On indique aussi que le soutien de tous les éléments qui ont l'intérêt dans l'indépendance ne peut pas être gagné à la lutte anticoloniale, si l'on conçoit « la question de Kurdistan » dans le cadre de la démocratisation générale intérieure à chaque partie du pays.⁷¹

2- « Un pays partagé »

A la différence de la gauche turque et quelques intellectuels kurdes, y compris Tarık Ziya Ekinci, les tenants de la théorie du colonialisme pensent que le phénomène de la colonisation ne peut pas être limité à l'époque capitaliste, son histoire peut remonter à l'époque féodale. On commence l'histoire de la colonisation du Kurdistan à partir du Traité de Kasr-ı Şirin signé entre les Etats Ottoman et Perse en 1639 lequel « divise le Kurdistan en deux ». Ainsi, le discours de la région tamponne entre l'Iran et l'Empire Ottoman se transforme en la région divisée par ces deux Etats. « *Le colonialisme ne peut pas être pris séparé du fait de partage du Kurdistan. Les problèmes de colonialisme et de partage doivent être résolus ensemble* ». (Gündoğan, 2007) On reproche à la gauche kurde qui considère que la division du Kurdistan est une injustice historique qui n'a plus un effet sur la lutte actuelle entre les classes. Certaines tendances de la gauche turque lesquelles acceptent le fait de colonisation de Kurdistan ne donnent pas assez de l'importance au fait de la division et affirment que c'est le féodalisme qui empêche l'unité nationale kurde. A ces assertions, la gauche kurde répond que le féodalisme n'est pas le seul facteur qui empêche l'unité nationale et que le partage du Kurdistan entre les Etats voisins est aussi important que le facteur du féodalisme. « *Pour une nation colonisée, la réalisation de l'unité nationale est la tâche primordiale. Cette mission, accomplie par la bourgeoisie dans les pays capitalistes avancés avant l'époque impérialiste, va être réalisé par le prolétariat dans les pays comme le notre. La réalisation de cette mission (l'unité nationale) n'est pas possible qu'avec la suppression du féodalisme. L'unité nationale va être assurée essentiellement en suite de la suppression de colonialisme.* »⁷² (Gündoğan, 2007)

⁷¹ « Chaque partie du pays » signifie les quatres parties qui composent le Kurdistan.

⁷² « Sömürge bir ulus açısından ulusal birliğin sağlanması en temel görevlerden biridir. Batı adını verdiğimiz bugünün gelişmiş kapitalist ülkelerinde emperyalizm öncesi dönemde burjuvazinin gerçekleştirdiği ve bizim gibi ülkelerde ise çağımızın koşulları gereği ancak proleteryanın en tutarlı bir biçimde gerçekleştirilebileceği bu görev, (...) sadece feodalizmin tasfiyesiyle mümkün olmayacaktır. Yani sıra parçalanmışlığın da tasfiyesi gerekecektir. Yani ulusal birlik, esasta, sömürgeciliğin tasfiyesiyle gerçekleşebilecektir. »

Un autre point important lié au fait de partage, les tenants du colonialisme abordent le problème, non dans le cadre national, mais à l'échelle internationale. La question de Kurdistan ne se considère plus comme un problème intérieur de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. « *La révolution du Kurdistan ne fait pas partie des révolutions démocratiques de chaque Etat colonisateur, mais elle doit être résolue sur une plateforme complètement indépendante* » (Gündoğan, 2007). Etant donné que le colonialisme est un phénomène lié au partage, et que il ne concerne pas que les parties individuelles mais il concerne le tout composé de ces parties, l'organisation commune au sein des partis politiques avec les membres des nations oppresseurs ne peut pas établir le problème dans le cadre du partage.

« *Considérer le Kurdistan comme une partie intégrante naturelle des Etats colonisateurs et dénier la dimension internationale* » (Gündoğan, 2007). Le Kurdistan comme un centre qui va mobiliser les révolutionnaires de ces quatre pays. L'accent sur le fait que la perspective révolutionnaire n'est pas manquée. On compare les propriétés géostratégiques de la Palestine et du Kurdistan et on avance que le Kurdistan, ayant la même importance que la Palestine, peut être le centre de la lutte anti-impérialiste comme le Palestine. De plus, le caractère divisé du Kurdistan a un avantage, c'est que le mouvement prolétaire *kurdistanî* peut profiter des contradictions entre les impérialistes.

3- « La Colonie des Pays Semi-Colonies »

Andrew Orridge (1981) nous explique les ressources marxistes du glissement du discours du développement inégal vers le nationalisme en tant que revendication d'un Etat séparé. C'est après le développement de la théorie de l'impérialisme au début du 20^e siècle que l'on assiste l'émergence de l'analyse marxienne des conflits nationaux ou ethniques. C'est là qu'on trouve les origines du développement inégal.⁷³ C'est là où se

⁷³ Les grandes lignes de la théorie de l'impérialisme nous montrent la manière matérialiste dont le capitalisme provoque les antagonismes non seulement dans la société mais aussi sur le territoire, d'où l'emploi potentiel de la théorie d'impérialisme en tant qu'explication du nationalisme. Par contre, ceux qui ont développé cette théorie pour la première fois visaient plutôt à expliquer l'impérialisme politique des pouvoirs européens à la fin du 19^e siècle. Les réactions nationalistes de ceux qui souffraient de ce processus étaient dans sa première étape à cette époque-là, donc attiraient moins d'attention que la compétition entre les pouvoirs impérialistes. Ni « *The Accumulation of Capital* » de Rosa Luxemburg, ni « *Imperialism and the World Economy* » de Bukharin nous fournissent l'explication sur le nationalisme. « *Das Finanzkapital* » de Hilferding y consacre un seul paragraphe :

« *Mais, à l'intérieur même de ces territoires, le capitalisme importé accroît les contradictions et suscite la résistance des peuples éveillés à la conscience nationale, résistance qui peut mener facilement à des mesures dangereuses contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont complètement bouleversés, l'isolement millénaire des « nations sans histoire » brisé et ces nations entraînées dans le tourbillon capitaliste. Le capitalisme lui-même fournit aux indigènes les voies et moyens de leur*

trouve la relation entre le discours du développement inégal régional défendu par Tarik Ziya Ekinçi et la thèse du colonialisme qui s'avère son adversaire. Comme l'on avait remarqué, l'accent sur l'impérialisme était déjà manifeste dans le plaidoyer du FRCE. Les théories de l'impérialisme et du néo-impérialisme servent de moyen au passage du discours des inégalités régionales à la délimitation territoriale dans l'évolution du mouvement kurde.

Il n'existe pas d'unique théorie marxiste de l'impérialisme, mais une famille des théories plus ou moins afférentes à l'impérialisme, qui s'étendent des classiques tels que Lénine, Bukharin, Luxemburg et Hilferding aux théories récentes d'impérialisme et de néo-impérialisme comme celles de Baran, Frank, Emmanuel et Amin etc... Malgré les différences saillantes entre elles, ces versions ont un point commun fondamental : La période de la progression du capitalisme est marquée par le développement des pouvoirs capitalistes forts qui pénètrent dans les régions économiquement et politiquement plus faibles d'une telle manière que leurs peuples sont exploités et leurs économies deviennent déséquilibrées et dépendantes.

Il s'agit de deux périodes dans le 20^e siècle dans lesquelles les penseurs marxistes sont incités de faire recours à l'impérialisme en tant qu'explication de nationalisme. La première occasion était la première décennie après la Révolution Russe. Lénine, un révolutionnaire d'un pays considéré comme à la fois la victime et le bénéficiaire de l'impérialisme, a mis l'accent sur l'importance des peuples dépendants et conquis dans la révolution mondiale dès la révolution russe de 1905. Il tenait en compte du nationalisme de ceux qui souffraient de l'impérialisme davantage que ses contemporains marxistes occidentaux, même si dans « Imperialism, Highest Stage of Capitalism » il n'a que cité le paragraphe ci-dessus de Hilferding. Le recours à l'impérialisme afin d'analyser le nationalisme des colonies ou dépendances des pouvoirs européens était un travail difficile. Au fur et à mesure que les mouvements d'indépendance accroissaient en nombre et en force dans la deuxième moitié du 20^e siècle, l'interprétation léniniste est devenue l'explication dominante de ce phénomène. Peter Worsley l'établit en matière du nationalisme du Tiers Monde :

libération. Le but le plus élevé que se proposaient autrefois les nations européennes, à savoir l'établissement de l'unité nationale en tant que moyen de la liberté économique et culturelle, ce but devient le leur». (Cité par Orridge, 1981).

« Les exigences satisfaites par le nationalisme contemporain afro-asiatique sont l'indépendance, la décolonisation et le développement. Les peuples intéressés à réaliser ces choses habitent un segment social distinct du globe : les régions colonisées par l'Euro-Amérique... L'analyse du nationalisme moderne hors de l'Euro-Amérique doit commencer par distiller l'expérience de l'impérialisme moderne. Malgré les cercles d'allégeance en concurrence, les nouveaux nationalismes du 20^e siècle partagent un point essentiel de référence... ils, tous, partagent l'expérience de la domination capitaliste des Blancs. » (Cité par Orridge, 1981).

Lénine, même avant 1917, avançait que la révolution mondiale ne pouvait pas être bornée aux pays industriels développés, mais elle devait absorber, même s'allumer par, les révoltes des victimes de l'impérialisme dans les zones moins développées. Quand il s'est avéré peu probable que la Révolution Russe, elle aussi issue d'une région moins développée, déclenche une révolution de soutien dans l'ouest industriel, les théoriciens bolchéviques ont tourné leurs yeux aux autres victimes de l'impérialisme en tant que sources possibles de soutien, notamment l'Asie Proche et la Chine. Les pensées de Lénine sur le rôle et l'importance du nationalisme révolutionnaire se sont, ainsi, développées et l'accent était mis sur l'importance de la résistance à l'impérialisme comme un élément du processus de la révolution mondiale (Orridge, 1981).

Après Lénine, Staline était le leader soviétique qui s'intéressait le plus à la question nationale et qui accentuait le lien entre le nationalisme et l'impérialisme. « Marxisme et la Question Nationale », la brochure écrite par Staline en 1913, était plutôt consacrée aux questions nationales des Etats de l'Europe central et oriental, donc l'accent sur le lien entre l'impérialisme et le nationalisme n'y était pas établi.

« Le développement du capitalisme a révélé dès le siècle dernier une tendance à l'internationalisation des moyens de production et d'échange, à la suppression de l'isolement national, au rapprochement économique des peuples et à l'union graduelle de vastes territoires en un tout cohérent. (...) Mais cette tendance, en se développant, a pris des formes originales, qui ne correspondaient aucunement à sa signification historique interne. L'interdépendance des peuples et l'union économique des territoires se sont établies au cours du développement du capitalisme non par la collaboration de peuples égaux en droits, mais pas l'assujettissement de certains peuples à certains autres, par l'oppression et l'exploitation des peuples les moins évolués par les plus évolués. Les conquêtes et les spoliations coloniales, l'oppression et l'inégalité

nationales, l'arbitraire et les violences impérialistes, l'esclavage colonial et la servitude nationale, enfin la lutte des nations "civilisées" entre elles pour s'assurer la domination exclusive des peuples "non civilisés" ; c'est dans ce cadre que s'est déroulé le processus de rapprochement économique des peuples. Aussi a-t-on vu grandir, parallèlement à la tendance à l'union, une tendance à la destruction des formes violentes de cette union, une lutte pour libérer du joug impérialiste les colonies opprimées et les nationalités dépendantes. » (Cité par Orridge, 1981).

“Le léninisme l'a démasqué; il a détruit la barrière entre blancs et noirs, Européens et Asiatiques, assimilé les esclaves « civilisés » aux esclaves « non civilisés » de l'impérialisme et relié ainsi la question nationale à la question coloniale. Par, là même, la question nationale est devenue une question internationale : celle de la libération des peuples opprimés des colonies et des pays asservis par l'impérialisme.” Staline ainsi établi les liens entre le nationalisme et l'impérialisme, en plus il s'agit d'un accent fort entre les nationalismes des peuples opprimés et ceux des oppresseurs. (Orridge, 1981).

Malgré toutes les différences entre les théories d'impérialisme ou de néo-impérialisme, elles considèrent la relation impérialiste comme économique à la base et capable d'exister sans conquête concrète. Même les versions le plus explicitement liées à l'explication de l'impérialisme politique européenne, aux théories de l'exportation du capital de Lénine et de Hilferding, mettent l'accent sur le fait que l'exportation du capital et l'exploitation peuvent avoir lieu sans prise de pouvoir politique tant que les autorités locales protègent le capital. En fait, l'impérialisme n'est pas une analyse de colonialisme, mais plutôt une explication de la nature de l'économie politique mondiale dans le 20^e siècle : la domination du globe entier par les pouvoirs capitalistes en concurrence. Hilferding a écrit sur la manière dont les économies européennes plus petites étaient obligées au rôle des producteurs subordonnés des matières premières et ainsi, ne sont pas arrivées à développer une industrialisation équilibrée propre à elles. Dans aucun cas dont il parle, il ne s'agissait pas de conquête concrète. La théorie de l'accumulation de capital de Luxemburg, elle aussi, postule que la destruction et l'exploitation des économies non-capitalistes est la condition de base pour l'accumulation de capital à tous les moments de l'histoire capitaliste, et du coup l'impérialisme politique extensive de la fin du 19^e siècle constitue une étape récente de cet ancien processus (Orridge, 1981) .

Après la Deuxième Guerre Mondiale, un certain nombre des tendances ont coïncidé, ce qui a favorisé une nouvelle vigueur à la théorie de l'impérialisme et à son affranchissement de sa connexion de l'impérialisme politique directe. Désormais, le conflit majeur international était la Guerre Froide dans laquelle le Tiers Monde constituait le domaine essentiel du conflit et l'adversaire capitaliste primordial, les Etats-Unis, étaient un pouvoir qui n'appliquait l'impérialisme politique direct que de manière très limitée. En suite de la réussite de la révolution chinoise, un nouveau pouvoir communiste est entré dans la scène politique internationale. La Chine s'estimait vainqueur contre l'impérialisme et considérait les luttes nationales contre l'impérialisme comme le terrain fondamental du conflit révolutionnaire du 20^e siècle. Grâce au processus de décolonisation, le nationalisme anticolonial a pris de l'importance et on s'est rendu compte du fait que l'indépendance politique formelle ne signifie pas nécessairement la période de prospérité pour les ex-colonies. Au niveau théorique, cette situation donne naissance aux théories de néo-impérialisme, de néo-colonialisme et de dépendance qui mettent l'accent sur le caractère omniprésent du capitalisme, sans ou avec la domination politique, en affectant les ex-colonies après l'indépendance autant qu'avant et en englobant les régions telles que l'Amérique Latine qui avait eu son indépendance formelle il y a plus d'un siècle. En suite de ces extensions, la théorie d'impérialisme commence à évoluer en une théorie générale du développement inégal. (Orridge, 1981). L'une des extensions de l'idée de l'impérialisme de la période d'après-guerre, c'était la notion du colonialisme intérieur, l'idée que l'impérialisme peut avoir lieu au sein des pays ainsi qu'entre eux. Hechter fait recours à cette notion afin d'expliquer le nationalisme au sein des Etats européens, Stavengagen, l'auteur mexicain explique la situation des Indiens de l'Amérique centrale par la théorie de colonialisme tandis que Gonzales Casanova vise à développer l'usage de cette théorie. D'après ces auteurs, le colonialisme intérieur n'est pas une propriété universelle des sociétés modernes mais l'affaire de l'oppression des groupes raciaux distincts dans certains pays et la colonie intérieure doit avoir une certaine cohérence géopolitique. (Orridge, 1981).

Les premiers ouvrages d'André Gunder Frank sont importants au sens qu'ils nous fournissent l'un des exemples de la base de la théorie du développement inégal du nationalisme de la période d'après-guerre. Frank analyse les colonies intérieures des pays du Tiers Monde comme une partie intégrante d'un réseau mondial des relations impérialistes. D'après Frank, le capitalisme, dès sa genèse et où il atteint, a créé une différenciation spatiale entre les zones satellites et métropoles, ce qui est en même temps

une relation de dépendance et d'exploitation. Les colonies intérieures en Amérique Latine ne constituent que l'un des derniers maillons d'une chaîne d'une telle relation de pays métropolitains et satellites, qui se répand des pays métropolitains mondiales capitalistes jusqu'à la vallée la plus lointaine du Tiers Monde. Le long de la chaîne, chaque région satellite s'avère être, à son tour, la région métropolitaine de son propre satellite (Orridge, 1981).

« Par rapport à la région métropole nationale, on peut considérer les centres de mine, de commerce, et parfois militaires sur la frontière comme les satellites périphériques. Mais ces derniers, à leurs tours, sont devenus (et parfois sont restés) métropoles et micro-métropoles, par rapport à leurs arrière-pays respectifs, tels que les villages, les mines, les vallées agraires ou bien latifundia plus petits, lesquelles, à leur tour, deviennent micro-métropoles de leur propres périphéries. (...) Cette structure étends à partir du centre macro-métropolitain du système mondial capitaliste jusqu'aux travailleurs agraires prétendument les plus isolés, qui, à travers de cette chaîne des relations interdépendantes entre la métropole et le satellite, sont liés à la métropole central du monde et sont, ainsi, incorporés au système capitaliste mondial dans son ensemble » (Cité par Orridge, 1981).

« En tenant en compte du système capitaliste à l'échelle du monde, le conflit entre la bourgeoisie et le prolétariat dans la métropole apparaît désormais en tant qu'un seul aspect de l'exploitation capitaliste, qui maintenant revêt la forme de relation entre la métropole et la périphérie, entre le développement et le sous-développement, comme sa forme principale et la plus aigue. » (Cité par Orridge, 1981)

Même s'il est possible que les tenants de la thèse du colonialisme ne sont pas directement influencés par les théoriciens de dépendance, ces idées étaient « dans l'air » à cette époque-là. Dans le plaidoyer du Kawa, on remarque la même logique: *« Le Kurdistan n'est pas directement colonisé par l'impérialisme, mais il est une colonie des Etats semi-colonies dépendants de l'impérialisme. » (Gündoğan, 2007)*

«Ceux qui n'acceptent pas le colonialisme atypique au Kurdistan n'acceptent pas non plus que c'est le résultat des contradictions entre les impérialistes dans la lutte pour le partage du monde, donc ils ne conçoivent pas la question à l'échelle internationale. D'après eux, le Kurdistan n'est pas l'un des maillons dans la chaîne impérialiste qu'il faut briser, mais au contraire il fait partie intégrante, en tant que

*région géographique, de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie. Ainsi, ils sont contre la révolution anticolonialiste, et la question kurdistani devient une question de la démocratisation de chaque Etat colonisateur. Cette perception faussée ne peut pas cacher sa parenté avec la perception chauvine qui présente la question de Kurdistan comme un problème du développement régional inégal créé par le capitalisme. Selon ce point de vue, si l'on fait des investissements, l'on réalise le développement économique à l'Est et supprime les inégalités régionales, on résout le problème...! Où est la différence entre la perspective du développement inégal et celle qui formule la question dans le cadre de la démocratisation en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie. D'après nous, il n'existe pas de différence entre ces deux perspectives, sauf que le deuxième s'embellisse avec les termes marxistes ».*⁷⁴(Gündoğan, 2007).Ce paragraphe vise directement les politiciens kurdes tels que Tarık Ziya Ekinci, Mehmet Ali Aslan.

La formulation que le Kurdistan n'est pas une colonie des impérialistes suppose qu'il établit la même chaîne d'exploitation entre les métropoles et les satellites que celle des théoriciens de dépendance. En plus, on affirme que pour que le colonialisme existe, la conquête concrète par les impérialistes n'est pas un préalable : « *Notre pays n'est pas sous la conquête directe des impérialistes. Ce sont les Etats dépendantes des impérialistes qui ont réalisé la conquête et l'annexion politique. Ainsi, l'exploitation et le contrôle de notre pays sont effectués par ces derniers. C'est pour cette raison qu'afin de terminer l'exploitation et le contrôle des impérialistes, il faut tout d'abord chasser les colonisateurs qui en sont les moyens. Le fait que la lutte contre les colonisateurs est le premier pas de la lutte contre l'impérialisme est considéré par les milieux mentionnés ci-dessus (les tenants de la démocratisation) comme le refus de la lutte anti-impérialiste. Selon cette perspective qu'on trouve erronée, la lutte anti-impérialiste ne se fait pas sans bombarder Moscou et Washington. Or, la lutte anti-impérialiste ne*

⁷⁴ “Kürdistan'daki çağımız açısından tipik olmayan sömürgeciliği bu görüş çerçevesinde izah edemeyenler, doğal olarak bunun, emperyalizmin dünyayı paylaşma mücadelesinin bir ürünü olduğunu da kabul etmiyor ve dolayısıyla Kürdistan meselesinin uluslar arası boyutlarını inkar etmek zorunda kalıyorlar. Onlara göre, Kürdistan emperyalist cephe zincirinin kırılması gereken bir halkası değil, tersine İran, Irak, Suriye ve Türkiye'nin bir parçası, bir coğrafi bölgesidir. Böylece bir çırpıda Kürdistan sömürgeci devrimi rafa kaldırılmış ve mesele sömürgeci devletlerin demokratikleşmesinin bir iç sorunu haline gelmiştir. Bu sakat anlayış, kendisini ne kadar cilalarsa cilalasin, Kürdistan meselesini kapitalizmin dengesiz gelişiminin yaratmış olduğu bölgelerarası bir eşitsiz gelişim sorunu olarak lanse eden şoven düşünceyle olan akrabalığını gizleyemez. Bu görüşe göre, kapitalizmin eşitsiz gelişimine son verilir, örneğin Doğuya da yatırımlar yapılır ve iktisadi kalkınma gerçekleşirse sorun ortadan kalkacaktır...! Sorunu, Türkiye'deki, İran'daki ya da Irak'taki ve Suriye'deki demokratikleşme sürecinin bir parçası olarak gören bu tür anlayışların, ettikleri büyük laflar bir yana bırakılırsa, dengesiz gelişim yolundaki düşünceden ne farkları kalır? Bizce iki düşünce arasında büyük farklılıklar yoktur. Sadece ikinci teori kendini biraz daha Marksist laflarla süslemiştir, hepsi bundan ibaret”.

*signifie pas que le conflit concret avec les armées impérialistes. Car, à une époque où les forces de production sont autant développées, l'occupation territoriale n'est pas la seule de voie d'établir la domination. De nos jours, les impérialistes réalisent le contrôle et la colonisation à travers des moyens divers sans conquérir de facto. Ce que la lutte anti-impérialiste signifie, c'est d'exterminer ce contrôle et cette exploitation. Etant donné que le contrôle des impérialistes s'effectue par l'intermédiaire des Etats semi-colonies dans notre pays, la fin de colonisation de ces Etats va favoriser la fin de l'impérialisme ».*⁷⁵ (Gündoğan, 2007)

4- La Contiguïté Territoriale

Dans le plaidoyer du Kawa, à plusieurs reprises, on avance que le colonialisme du Kurdistan n'est pas semblable aux autres cas typiques. Cet accent vise particulièrement aux opposants de la thèse du colonialisme comme Tarık Ziya Ekinci. L'argument de la contiguïté territoriale est présenté comme un contre-argument sur la base du colonialisme atypique: « *(Ce fait) fournit un motif à ceux qui dénie l'existence du Kurdistan et qui ne le considèrent pas comme une entité indépendante. L'essentiel de ces idées avancées par les milieux chauvins et social-chauvins est le postulat que le Kurdistan est considéré comme une région de chaque Etat colonisateur, au lieu d'une perspective plus intégrale. (...) (E)n fait, la contiguïté territoriale (sınırdaşlık) n'est pas un préalable pour que les colonisateurs qualifient leurs colonies comme 'partie intégrante' de métropole ou 'une partie de la patrie'. Par exemple, malgré l'existence de la Méditerranée, l'Algérie a été considérée comme une partie, un district de la France pendant elle était la colonie de la France. Ou bien les colonies du Portugal ont été considérées comme 'la patrie outre-mer' malgré l'existence des océans.* ».⁷⁶

⁷⁵ “(...) Ülkemiz direkt emperyalist işgal altında değildir. İşgali ve siyasi ilhakı gerçekleştirmiş olanlar, emperyalistlere bağımlı devletlerdir. Dolayısıyla ülkemizdeki sömürü ve denetimin gerçekleştircileri de bu güçlerdir. Hal böyle olunca, emperyalizmin ülkemizdeki sömürü ve denetimini yok etmek için bunun araçları olan sömürgecileri kovmak gerekmektedir. Emperyalizme karşı mücadelenin sömürgecilere karşı mücadeleden geçmesi olgusu, yukarıda sözünü ettiğimiz çevrelere göre, antiemperyalist mücadeleyi inkâr eden bir tutum sayılmaktadır. Yanlış gördüğümüz bu düşüncenin gereklerine uygun hareket edilirse, buradan Washington ya da Moskova'yı buradan topa tutmadığımız müddetçe anti-emperyalist mücadele vermiş olmayız. Halbuki anti emperyalist mücadele sadece emperyalist ordularla fiili bir kapışma demek değildir. Çünkü üretici güçlerin bu denli geliştiği bir çağda egemenlik kurmanın tek biçimi fiili işgal değildir. Emperyalistler, bugün herhangi bir yeri işgal etmeden de orada değişik vasıtalarla denetimi sağlamak ve sömürgeciliği gerçekleştirebilmektedir. Antiemperyalist mücadeleden anlaşılması gereken işte bu denetim ve sömürünün yok edilmesidir. Emperyalizmin ülkemizdeki etki ve denetimi, emperyalizme bağlı yarı sömürge devletler aracılığıyla gerçekleştiği için, bu devletlerin sömürgeciliğine son vermek, emperyalizmin ülkemizdeki varlığının son bulmasına neden olacaktır.” (Gündoğan, 2007).

⁷⁶ “(...) Kürdistan'daki sınırdaşlık, onun varlığının yadsınması ve bağımsız bir birim olarak ele alınmaması biçiminde düşüncelerin savunulması için uygun bir zemin oluşturmaktadır. Şoven ve sosyal-şoven çevrelerin ileri sürdükleri bu tür düşüncelerin esasını Kürdistan'ın bütünlüklü bir bakış açısıyla

(Gündoğan, 2007). Dans le plaidoyer, on déduit que si la France et le Portugal considèrent leurs colonies outre-mer comme partie intégrante de la métropole, la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie peuvent faire la même chose plus facilement pour le Kurdistan adjacent de leurs pays.⁷⁷ L'appellation « La Région de l'Est de l'Anatolie » est contestée.⁷⁸ Le discours du « développement régional inégal » est considéré comme une autre forme de la mentalité colonialiste.⁷⁹ Il faut rappeler que Tarık Ziya Ekinci était le porte-parole de ce discours parmi les activistes kurdes.

5- L'Importance Géopolitique de la Région

Le Kurdistan se trouve dans l'une des régions les plus importantes du monde. « *Il s'agit des deux raisons. La première, c'est que les réserves pétrolières les plus riches du monde sont dans cette région. La deuxième, c'est qu'il (le Kurdistan) se trouve sur les routes vers le Moyen-Orient de l'un des deux géants qui luttent pour l'hégémonie à l'échelle du monde, la Russie sociale-impérialiste*⁸⁰ »⁸¹ (Gündoğan, 2007).

6- L'invention de la tradition

« *Le Kurdistan, en raison de sa location, ouvre l'appétit aux envahisseurs, aux troupes barbares depuis les premiers âges de l'histoire. C'est pour cette raison que le Kurdistan subissait des invasions la plupart du temps. En face de ces invasions, la lutte afin de protéger son existence est devenue sa propriété traditionnelle* ».⁸² (Gündoğan,

değerlendirilmesi yerine, onu sömürgeleştiren tek tek devletlerin bir bölgesi olarak kabul edilmesi oluşturur. (...) Gerçi sömürgeciler açısından, sömürgelerin anavatanın 'ayrılmaz bir parçası' veya 'vatan toprağı' olarak lanse edilmesi için sınırdışlık şart değildir. Örneğin Cezayir, Fransa'yla aralarında koca Akdeniz'in varlığına rağmen, sömürge olduğu müddetçe Fransız sömürgecileri tarafından hep Fransa'nın bir parçası, bir vilayeti sayılmıştır. Ya da Portekiz'in sömürgeleri, aradaki koca okyanusların varlığına rağmen 'deniz aşırı vatan toprakları' olarak addedildiler ve kitleler bu doğrultudaki propagandayla şartlandırıldılar.”

⁷⁷ “Portekiz sömürgecileri, fersah fersah uzaklıktaki ülkeleri 'vatan parçası' olarak sunabiliyorlarsa, Türkiyeli, İranlı, Iraklı ya da Suriyeli sömürgeciler, sınırlarına bitişik Kürdistan'ı çok daha rahatlıkla 'vatan toprağı' olarak ilan edebilir ve bu konuda geniş kitlelerin gözünü rahatlıkla boyayabilirler.”

⁷⁸ “Özellikle Türkiye'de bu sömürgeci propaganda öylesine yer etmiştir ki, devrimci demokrat olduğunu ileri süren kimi çevreler dahi Kürdistan'ı hala Kürdistan olarak değil, 'Doğu Anadolu bölgesi' olarak görmektedirler.”

⁷⁹ “ (...) bu şartlanmışlık zaman zaman öyle boyutlara varmaktadır ki, Kürdistan sorunu “bölgeler arası eşitsiz gelişim” türünden teorilerle inkar edilmektedir.”

⁸⁰ A part du fait que le Kawa est une organisation maoïste, il s'agissait d'une méfiance répandue envers l'URSS parmi les kurdes.

⁸¹ « Kürdistan'ın bu özelliğinin iki önemli nedeni vardır. Birincisi, Kürdistan'ın dünyadaki en zengin petrol yataklarına sahip bir bölgede olması ve ikincisi Kürdistan'ın bugün için dünya ölçeğinde hegemonya mücadelesi veren iki süper devden biri olan sosyal-emperyalist Rusya'nın Orta-Doğuya inen yolu üzerinde bulunması ».

⁸² “ (...) Kürdistan, sahip olduğu yerin öneminden ötürü tarifi en eski çağlarından beri istilacıların, barbar sürülerinin iştahını kabartan bir ülke olmuştur. Bu durum, Kürdistan'ın sık sık istilalara uğraması

2007). Ainsi, il s'agit de l'invention d'une tradition au sens du terme utilisé par Eric Hobsbawm et Terence Ranger. Selon ce concept, beaucoup de traditions ont été forgées récemment alors qu'elles semblent ou se prétendent anciennes. Les traditions inventées sont souvent des réponses à des temps de crise, à de nouvelles situations; elles essaient de se gagner une certaine légitimité en se renvoyant au passé (Hobsbawm, Ranger, 2000). L'élément géographique est considéré comme beaucoup plus stable, plus immuable que la langue, la religion, ou d'autres éléments culturels qui font partie de l'identité nationale, malgré le fait que l'importance stratégique d'une location géographique change selon les exigences des époques (les routes commerciales, d'immigration, ou bien l'importance changeable des matières premières selon le niveau du développement économique). Donc, on peut constater que la géographie avec sa nature relativement inaltérée apparaît comme un élément le plus susceptible à partir duquel on peut assumer la répétition d'une conduite humaine étendue dans le temps et dans un espace. Dans l'extrait ci-dessus, la location géographique s'avère un facteur déterminant⁸³ sur les conduites et les caractères des habitants, car selon le plaidoyer l'importance géostratégique de la région provoque les invasions incessantes, ce qui rend ses habitants combattifs. « *Les forces nationales sont dans une permanente révolte depuis les années 1830', mais surtout depuis le mouvement du Sheikh Ubaydullah en 1870'. Même aujourd'hui, cette révolte perdure d'une manière plus vive* ». La période où ce plaidoyer a été écrit correspond aux années du coup militaire de 1980 à la suite duquel les organisations de gauche étaient en grande mesure réprimées et dissipées. Les

sonucunu doğurmuştur. İstilalar karşısında varlığını korumak için verdiği savaşım bir anlamıyla onun geleneksel özelliği haline gelmiştir.”

⁸³ Selon le modèle d'analyse développé par Oliver Zimmer, il s'agit de deux mécanismes de construction de limites identitaires : organique et volontariste. Dans le discours nationaliste, le mécanisme organique a pour fonction de naturaliser les classifications sociales, qui ne seront plus considérées comme les dispositions socialement arrangées. Quant à la vision volontariste, elle met l'accent sur le caractère construit et permet de concevoir une image de nation inachevée. Zimmer mentionne quatre ressources symboliques dont l'une est la géographie (les autres sont les valeurs/institutions politiques, la culture, l'histoire). Ces ressources fournissent les matières premières aux acteurs sociaux qui les utilisent lors de la définition des identités nationales dans le discours public. A partir de ces mécanismes, les nationalistes inventent les nouvelles synthèses idéologiques. Selon ce modèle d'analyse, à l'égard de la construction des identités nationales, *quelles* ressources les acteurs politiques se réfèrent sont moins importantes que *comment* ils mettent ces ressources en usage pratique: La conception volontariste traite les ressources disponibles en tant que les produits de l'action humaine, alors que la conception organique considère les mêmes ressources comme les manifestations de l'organisme communal dit la nation. Prenons l'exemple de la géographie. La conception volontariste perçoit la géographie en tant que reflet des vertus nationales, alors que selon la conception organique-déterministe, c'est la géographie qui détermine le caractère national (Zimmer, 2003). Dans l'extrait ci-dessus, la relation établie avec les propriétés géographiques peut être considérée comme organique-déterministe. Même s'il ne s'agit pas de l'environnement naturel, la location géographique du Kurdistan *détermine* le caractère combattif des habitants.

assertions que la lutte est une tradition de cette région et que l'histoire du mouvement national kurde remonte au 19^e siècle peut être interprétées comme une réponse à la période de crise des années 1980.

IV) LE DISCOURS MULTICULTURALISTE DE TARIK ZİYA EKİNCİ DANS LES ANNEES 1990' ET 2000'

A- La Perception de la Question Kurde chez Ekinci

1) La perspective moderniste des concepts de nation et de nationalisme:

Dans l'article intitulé « Les Questions de Nation, de Nationalisme et de Religion » écrit en 2000, Ekinci explique les concepts de nation et de nationalisme en faisant référence à Ernest Gellner. D'après Ekinci, ce n'est pas la nation qui crée le nationalisme, mais c'est le nationalisme qui crée la nation. Il affirme que le nationalisme est la création de classe bourgeoise, donc un produit de l'époque moderne. Le nationalisme, en tant que sentiment d'appartenance, idéologie et mouvement qui réveillent la conscience de « nous », ne peut pas être considéré comme séparé de l'existence de « l'Autre ». Ainsi, il conçoit le nationalisme, et l'entité de nation qui en découle, d'une manière relationnelle. C'est pour cette raison qu'il ne traite pas « l'histoire des kurdes », mais il traite « l'histoire de la question kurde » dont le début correspond à la période de l'effondrement de l'Empire Ottoman et de la fondation de la l'Etat-nation turc.

Ekinci affirme que le nationalisme, en tant qu'idéologie de cohésion, s'est émergé en réponse aux exigences du capitalisme. Il s'oppose à ceux qui défendent que le nationalisme existait avant le capitalisme. Avant le capitalisme, même si l'on utilisait le terme « nationalité » qui indique les différences linguistiques, ethniques et religieuses, cela n'a aucun rapport avec les termes modernes de nation et de nationalisme. Ekinci met l'accent sur les aspects positifs du nationalisme lors de sa genèse à l'Europe de l'Ouest. Le nationalisme bourgeois a surmonté les clivages féodaux et a réuni les gens sur un pays dit désormais « la patrie ». De plus, il est le moteur de la propagation de la modernisation, de la science et de la laïcité contre le féodalisme réactionnaire. En fin de compte, le nationalisme bourgeois a joué un rôle historique à l'égard du développement des rapports et des forces de production. Pendant la période du développement du nationalisme, ce dernier est libéral dans le domaine politique ainsi qu'économique. En supprimant les privilèges des féodaux et du clergé, il a dépassé les limitations des domaines féodaux et établi un marché commun, ce qui a transformé le pays en « la patrie ».

Il fait recours à la définition staliniste de nation : « *La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture* ». Parmi les éléments différents de cette définition, il met l'accent sur la condition du marché commun, qui indique le dépassement des clivages féodaux (Ekinci, 2000).

Il mentionne que dans cette définition il existe implicitement un autre élément, l'Etat. Il constate que l'Etat est un agent important dans la formation de nation. L'existence d'un Etat, en tant qu'institution politique centrale, facilite la transformation de la société en nation par les dynamiques internes. C'est la raison des luttes anticoloniales. La transformation des peuples colonisés en les nations se réalise par les luttes anticoloniales, l'anéantissement des liens coloniaux et la fondation d'un Etat indépendant (Ekinci, 2004).

Dans le même article intitulé « Les Questions de Nation, de Nationalisme et de Religion » écrit en 2000, après qu'il indique la nécessité d'un Etat pour la formation de la nation, il ajoute que pour les groupes ethniques dits « minorités » dépourvus d'une organisation étatique et qui sont dépendants d'une nation dominante, le concept de « multiculturalisme » qui reconnaît à ces entités les droits culturels et linguistiques peut résulter en deux conséquences : l'intégration volontaire de cette entité ethnique ou bien la séparation de cette entité qui se transforme en nation. Ces deux résultats étant possibles, l'important c'est d'empêcher le conflit et quoi que le résultat – l'intégration ou la séparation, le processus doit être pacifique. Ce n'est possible que par la démocratie, la primauté de loi, égalitaire. Ekinci accepte l'impossibilité objective de l'organisation en Etat séparé des milliers de groupes ethniques, mais aussi il avance la nécessité d'un Etat pour se transformer en nation. Le multiculturalisme, qui prépare une ambiance démocratique dans laquelle ces groupes ethniques peuvent librement profiter de leurs droits linguistiques, culturels et identitaires, apparaît la solution la plus appropriée et la plus pacifique pour ce dilemme. Il accuse le nationalisme turc d'être raciste et le responsable primaire des tendances centrifuges et seulement une conception multiculturaliste qui s'oppose au nationalisme raciste peut surmonter les problèmes engendrés par la mentalité de « une langue, une race, un Etat ».

Il accuse les méthodes volontaristes qui obligent la coexistence des nations différentes dans un seul Etat, les exemples de l'URSS et de la Yougoslavie illustrent

que l'expérience supranationale des nations lesquelles n'ont pas passé la phase de l'Etat-nation ne réussit pas. (Ekinci, 1993).

2) Le « bon » nationalisme versus le « mauvais » nationalisme

Dans l'article intitulé « Les Questions d'Identité et d'Appartenance » écrit en 2004, Ekinci attribue un sens positive au nationalisme tant que ce dernier sert du moyen dans l'émancipation des peuples colonisés et opprimés. Il considère la conscience nationale comme l'élément principal de la modernisation (sécularisation) et le moteur de l'évolution sociale. En raison de son lien avec la modernisation/la sécularisation, les élites petites bourgeoises des sociétés sous-développées, des colonies ou des sociétés opprimées, étaient à l'avant-garde du nationalisme. Par contre, dans ces sociétés il s'agit d'une double structure idéologique. Les masses sont attachées à la religion alors que les élites raisonnent en termes de la conscience nationale. En raison de ce clivage entre les masses et les élites, les mesures autoritaires et volontaristes s'imposent afin de faire prendre la conscience nationale aux masses. Les gouvernements baathistes en Irak et en Syrie ont échoué dans la construction d'une identité nationale. Ekinci voulait mettre l'accent sur l'importance des dynamiques internes telles que l'industrialisation et l'urbanisation, lesquelles peut assurer l'intégration nationale. En fait, Ekinci n'exclut pas l'option de s'organiser en Etat séparé en principe, voire il admet l'importance de l'Etat sur la formation de nation, donc sur la modernisation, vu que ces deux derniers concepts sont intimement liés. Mais avoir un Etat séparé n'est pas son point de départ, l'accent sur la modernisation au sens d'être émancipé de tous les entraves est plus manifeste dans ses articles. S'il est possible de réaliser la modernisation, autrement dit, l'émancipation économique et culturelle sous l'Etat existant, il faut le réformer, d'où le multiculturalisme et la démocratie.

Ekinci reproche aux intellectuels turcs qui condamnent le nationalisme sans faire une distinction entre le nationalisme chauvin des nations dominantes et le nationalisme défensif des nations opprimées. Il ajoute que ce courant d'antinationalisme s'inspire de l'Europe qui se trouve dans une phase supranationale. Ekinci avance que c'est impossible de supprimer le nationalisme sans développer une autre idéologie de cohésion. Il propose d'affaiblir le sentiment de « l'autre » chez « nous » et invite les intellectuels kurdes et turcs de travailler ensemble et de contribuer à la démocratisation de la Turquie. Il ajoute aussi la fondation du front *kurdistanî* qui excluent les éléments turcs va résulter en la fondation du front turc fasciste. (Ekinci, 2004).

3) La primauté de la modernisation

Ekinci met l'accent sur le rôle de la modernisation (*aydınlanma*) dans l'émergence du nationalisme. (Ekinci, 2000). Il aborde le concept de modernisation dans le sens de la sécularisation mentale :

- Conscience d'interpréter la nature, la société et l'homme par les méthodes rationnelles.
- Processus qui se forme par les dynamiques internes et qui transforme la société en nation.
- Croyance en la primauté de la science.
- Scepticisme dans tous les domaines de la vie.
- Gouvernement sur la base rationnelle, au lieu du gouvernement sur la base de confession.
- Défense de l'entité de nation et du nationalisme contre l'entité de communauté (*cemaat*) qui perçoit l'homme comme un esclave (*kul*)
- Perception que le pouvoir d'Etat est fondé sur la nation et la volonté nationale, en déniait la volonté divine. (Ekinci, 2000)

Ekinci reproche aux intellectuels nationalistes kurdes du fait qu'ils ne donnent pas la primauté à la modernisation (*aydınlanma*) des masses. Dans une conférence organisée par le barreau de Diyarbakır en 2004, en réponse à une question posée par İbrahim Güçlü concernant la représentation politique des minorités, Ekinci affirme que pour que ces revendications politiques soient prises au sérieux, elles doivent être appropriées et défendues par les masses. Concernant les revendications politiques, elles ne doivent être considérées comme indépendantes des dynamiques internes de la démocratisation des masses. Il avance que la tâche primordiale des intellectuels et des politiciens démocrates est de faire les efforts de moderniser la société kurde. Il définit la modernisation au sens de sécularisation : « *La modernisation est l'émancipation de la raison par rapport à la croyance et de la science par rapport à la religion* ». Il continue comme suit : « *il n'est pas possible que les couches populaires fassent les revendications au-delà du statu quo*

et luttent pour ces revendications sans que ces masses aient une conscience critique, autrement dit, sans que chacun devienne l'individu pour-soi » (Ekinci, 2004).

Ekinci l'explique avec ses témoignages lors de ses campagnes électorales dans les années 60' et 70'. Dans ces années-là il faisait les petits « enquêtes » parmi les paysans dans l'entourage de Diyarbakır. Il énumère les revendications des paysans comme suit : La construction d'une mosquée ou la réparation de celle existante, la nomination d'un imam officiel, la construction d'une école, un médico-social (*sağlık ocağı*), des médecins, une route qui va connecter le village à la ville, d'emploi pour les jeunes, les mesures pour empêcher les vols de bêtes, la fin de l'oppression de la gendarmerie, et parfois dans certains villages, les demandes pour les crédits agricoles. (Ekinci, 2004)

Il ajoute : « *Je n'ai jamais rencontré les demandes à propos de la distribution des terres, du soutien technique et financier d'Etat pour l'agriculture et l'élevage modernes, de l'enseignement ou de la publication en kurde. Il ne s'agissait pas, non plus, des demandes de l'élection des représentants locaux par la libre volonté populaire ou de la formation des assemblées régionales et locales* ». A partir de ses constats, il invite les intellectuels kurdes de remplir la tâche d'émanciper les paysans de l'idéologie dogmatique. Il accepte que la transformation de la mentalité paysanne ne se réalise pas mécaniquement sans industrialisation rapide, urbanisation et effort des intellectuels de moderniser les masses. Quant aux méthodes de le faire, il propose la lutte politique dans une organisation démocrate commune avec les turcs (Ekinci, 2004)

Lors de cette conférence organisée par le barreau de Diyarbakır, l'un des spectateurs constate qu'il existe des revendications politiques de la part des rangs populaires, que ces masses manifestent leurs revendications dans les organisations et les réunions, et que ce sont les intellectuels qui sont fautifs, car ils ne peuvent pas refléter la volonté politique des masses dans leurs programmes. En réponse à cette critique implicite, Ekinci affirme que les activistes participants à ces réunions ne reflètent que les demandes de leurs partis ou organisations, et il insiste sur le fait que les masses sont toujours dépendants de l'alliance entre l'Etat et les féodaux kurdes, et qu'il n'existe pas une volonté politique kurde (Ekinci, 2004).

4) Les différences dans l'interprétation de l'histoire entre Ekinci et les nationalistes kurdes

Dans ses mémoires non-publiés, il affirme en faisant référence au révolte de Sheikh Said que la qualification des soulèvements guidés par les structures précapitalistes comme nationalistes constituent un entrave devant la modernisation et la démocratisation. « *Car, le caractère fragmenté, inefficace et raté des mouvements kurdes nationalistes petit-bourgeois est dû au fait qu'ils ne conçoivent pas l'arrière-plan historique à partir de cette conscience* ». Les clivages féodaux au début des années 1920 ont convaincu les Anglais et les Français que les Kurdes ne constituaient pas une entité nationale stable dont les Etats impérialistes avaient besoin en fonction de leurs intérêts. C'est pour dire que les Etats impérialistes ne sont pas les seuls responsables de l'échec de la fondation d'un Etat kurde, il s'agissait aussi de la structure féodale fragmentée des Kurdes, dépourvus d'un leadership nationaliste uni. Ce point de vue d'Ekinci le distingue de ceux qui utilisent l'argument de « le partage de Kurdistan ».

A la différence des nationalistes kurdes qui supposent que les Kurdes ne sont pas arrivés à fonder leur Etat-nation parce en raison des dynamiques extérieures qui consistent des Etats voisins et les Etats impérialistes, Ekinci met l'accent plutôt sur les dynamiques internes. Ce sont l'existence d'un Etat féodal fort et de l'émergence de la classe bourgeoise au sein de ce dernier. La formation de ces deux entités dépende des conditions historiques et géographiques, de la balance des pouvoirs entre les émirats féodaux et des attitudes des Etats voisins. En générale, dans la période précapitaliste, les émirats féodaux se réunissent, au file du temps, sous l'autorité de l'émirat le plus fort parmi eux, ce qui donne naissance à un Etat féodal fort. Or, les émirats kurdes n'ont jamais pu s'unir et fonder un Etat féodal.

La location géographique n'était pas susceptible, les émirats kurdes vivaient dans une région tamponne entre les Etats forts – Ottoman et Perse. Quand l'un des émirats s'est mis à lutter afin de soumettre les autres et de les unir sous son autorité, les émirats qui voulaient protéger leur autonomie relative faisaient recours à l'un de ces deux Etats fort et acceptaient leur protectorat. Ainsi, l'unité kurde ne s'est jamais réalisée. En plus, la balance de pouvoir entre ces émirats ne permettaient pas la soumission de l'un par un autre. Bedirhan l'avait réussi pour un très court temps. Ekinci met l'accent sur le fait que les mellahs et les savants kurdes travaillaient dans le service des Etats voisins pour

leur propre bien-être. İdris- i Bitlisi, qui a convaincu les émirats kurdes d'accepter l'autorité de l'Empire Ottoman, en est l'un des exemples.

Ekinci parle d'Ehmede Xani comme un contre exemple d'İdrisi Bitlisi de manière implicite. « *Il existait des savants kurdes qui incitaient dans leurs œuvres l'unification des émirats féodaux et ainsi la fondation d'un Royaume Kurde, qui s'efforçait de propager l'emploi de la langue kurde en tant que langue d'écriture, qui écrivaient en kurde bien qu'ils savaient les langues dominantes de l'époque. Le précurseur de ces savants kurdes est le grand poète et savant kurde est Ehmede Xani* ». Ekinci s'oppose aux nationalistes kurdes qui montrent Xani comme le précurseur du nationalisme kurde, car d'après lui, c'est une faute d'affirmer que Xani conseillait la fondation d'un Etat-nation kurde dans une époque où les concepts de nation et de nationalisme n'existaient pas. On peut en déduire, sous-entendu, qu'Ekinci fait une distinction entre la conscience ethnique (*etnik farkındalık*), qui se base sur les éléments objectifs comme la langue et la religion et, le nationalisme qui prend ces critères comme la base de l'organisation politique et sociale. Ekinci considère ce dernier comme une idéologie purement moderne. Ainsi, Ehmede Xani, le poète du 16^e siècle, prêchait le dépassement des scissions féodales afin de créer un Etat féodal fort.

En général, Ekinci ne parle pas de l'histoire lointaine. Dans ses articles avant 2008, il fait référence, au plus, aux années de la Guerre d'Indépendance. Car il pense que l'histoire de la question kurde commence par les politiques homogénéisatrices du nouvel Etat Turc. En plus, son « âge d'or » est les années de la Guerre d'Indépendance où les deux peuples coexistaient sur la base de l'égalité. C'est une période où il y a beaucoup de textes et de discours des fondateurs de la Turquie, lesquels reconnaissaient l'identité et l'autonomie des kurdes. Par contre, depuis quelques dernières années, on voit qu'il remonte plus loin dans l'histoire. Il paraît qu'il sent la nécessité de contredire les assertions des nationalistes kurdes. Ekinci fait référence aux faits historiques quand il veut démontrer que c'est plutôt les dynamiques internes, y compris la fragmentation féodale, qui constituaient un obstacle devant un Etat kurde. Le manque d'un Etat central qui unirait les vastes territoires, donc les marchés locaux, en un marché commun. Ainsi, la bourgeoisie kurde qui aurait pu être le moteur du nationalisme kurde n'a jamais existé de manière indépendante. Pour Ekinci, la territorialité a le sens en relation avec la bourgeoisie et le marché commun. Tant que la bourgeoisie kurde est dépendante, il n'établit pas le lien direct entre la territorialité et la formation de l'identité nationale.

La manière d'interpréter l'histoire détermine les perspectives de future et les stratégies pour les réaliser. Les théories de colonisation et les nationalistes mettent l'accent sur les dynamiques extérieures, sur les ruses des Etats voisins qui n'ont pas d'objectif autre que de partager le Kurdistan se sont fixés sur l'objectif de séparation et d'un Etat-nation distinct à tout prix. Cet objectif primordial les fait négliger le fait que les structures féodales intérieures et leurs alliances constituent les entraves primordiales devant l'unification et l'émancipation des paysans. Ekinci fait recours à l'histoire du Moyen-âge, non pour commencer l'histoire des relations inégalitaires du Moyen-âge, mais pour avertir les nationalistes kurdes à propos de leur aveuglement vis-à-vis les structures féodales, surtout dans l'époque moderne où les féodaux deviennent la bourgeoisie agricole dépendante de la grande bourgeoisie de la Turquie.

B-La Solution Multiculturaliste

1- Le Statut Sociologique des Kurdes

Tarik Ziya Ekinci rejette la thèse du colonialisme. Dans l'histoire les relations colonialistes ont surgi à l'époque où le capitalisme passe au stade de l'impérialisme. Il affirme que ce n'est possible de parler du phénomène du colonialisme pour l'époque précapitaliste. Dans les colonies, la circulation du capital et du travail n'est pas libre. Quant à la situation en Turquie, ce que les kurdes subissent, c'est l'exploitation au sens des rapports de classe (*sınıfsal anlamda sömürü*) comme c'est le cas dans tous le pays. Cela dit, il s'agit de l'exploitation découlant du mouvement du capital qui crée les inégalités, y compris le développement inégal régional, un thème qui perdure dans son discours depuis ses années du P.O.T. La bourgeoisie kurde ne vise pas à créer un marché national, car les bourgeoisies turque et kurde se sont intégrées sur la base des mêmes intérêts. La circulation du travail kurde et du capital kurde n'est pas limitée. C'est pour cette raison qu'il n'est pas d'accord avec les tenants de la thèse du colonialisme (Ekinci, 2004)

Ekinci est contre l'assertion que les Kurdes sont l'élément fondateur de la République. Ce statut correspond à la coexistence de plus de d'un peuple, sur la base de l'égalité constitutionnelle. La Belgique est l'un des rares exemples de ce type de coexistence. Ekinci fait recours au Traité de Lausanne et aux constitutions de 1921 et 1924, afin de prouver que les Kurdes n'y sont pas mentionnés en tant qu'élément fondateur. En plus, lors de la Guerre d'Indépendance les Kurdes ont coopéré avec les

Turcs en vue de sauver le Sultanat et le Califat, non pour la fondation de la République. Derrière ces arguments historiques, il s'agit d'un souci plutôt pragmatique chez Ekinçi, car au cas de litige entre les peuples fondateurs, il n'existe pas une instance juridique internationale à laquelle on peut faire recours. (Ekinçi, 2004)

Ekinçi défend que le statut des Kurdes soit le statut de minorité. Par contre, à la fois l'Etat et une partie des Kurdes s'opposent à cette qualification pour des raisons différentes. L'Etat s'oppose au statut minoritaire des Kurdes, car ce statut exigerait l'intervention du droit international. Les autorités étatiques montrent comme preuve de cet argument le Traité de Lausanne selon lequel les Kurdes ne sont pas mentionnés parmi les minorités. Les Kurdes, de leur part, pensent que ce terme « minorité » évoque « les citoyens au rang secondaire ». Tarık Ziya Ekinçi fait recours à la définition de minorité faite par M. Jules Deschênes⁸⁴ en 1985 – rapporteur spécial de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités des Nations Unies : « *Un groupe de citoyens d'un Etat, en minorité numérique et en position non dominante dans cet Etat, dotés de caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés, fût-ce implicitement, d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité.* » D'après Ekinçi, le statut des kurdes remplit ces conditions :

- Les Kurdes de la Turquie n'ont pas une situation dominante à l'intérieur de l'Etat.
- Les Kurdes sont numériquement en minorité.
- Les Kurdes sont dotés des caractéristiques ethniques et religieuses différentes de celles de la majorité de la population.
- Ils sont solidaires les uns des autres.
- Ils sont animés d'une volonté collective de survie.

⁸⁴ Dans son article non-publié « La Question Kurde dans l'Histoire Officielle et le Parti Ouvrier de la Turquie », Ekinçi mentionne Capotorti, un autre rapporteur de la même commission, mais la définition qu'il cite est celle faite par Deschênes. Même s'il n'y pas beaucoup de différences entre ces deux définitions, la dernière ajoute « *d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité* ». <http://www.tribunalconstitucional.ad/docs/10aniversari/B-BELGIQUE.pdf>

- Ils ne visent pas à la séparation, mais à l'égalité en fait et en droit avec la majorité.

Ekinci ajoute, à ces six critères, les deux autres : la coexistence de la population en minorité et de la population dominante dans l'Etat depuis la période précapitaliste⁸⁵, et l'intégrité territoriale. Car, la coexistence des Turcs et des Kurdes perdure depuis le Moyen Age, et cette coexistence de l'époque féodale s'est transformée en relations entre la majorité et la minorité lors du passage au capitalisme et les Kurdes vivent dans l'Est et le Sud-est dans l'intégrité territoriale, ils ne sont pas dispersés partout dans le pays comme c'est le cas pour les Circassiens et les Bosniaques.⁸⁶ (Ekinci, 2008)

2) Les arguments d'Ekinci contre la solution territoriale de la question kurde

Dans l'un de ses articles écrits en 2009, il démontre pourquoi la revendication d'indépendance n'est pas réaliste, car elle ignore les circonstances objectives.

« - Un Etat indépendant kurde ne serait pas viable car il n'aurait pas l'accès à la mer et il serait entouré par les Etats hostiles. (L'argument géopolitique)

⁸⁵ Rodolfo Stavenhagen (1990), le sociologue mexicain, parle des situations différentes qui donnent naissance aux litiges ethniques. Il distingue clairement la situation de conquête (la situation coloniale) et la situation du démembrement des empires multinationaux. Cette dernière situation correspond bien à l'analyse d'Ekinci. Suite au démembrement de l'empire multinational, un nouveau type de relation surgit au sein de l'Etat successeur multiethnique qui consiste d'une nation majoritaire et des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses. C'est le cas dans les régions de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient après l'effondrement des Empires d'Habsbourg et Ottoman. Quant à la situation de colonisation (conquête), le groupe conquéreur impose sa souveraineté sur la population indigène. La situation coloniale entretient une hiérarchie rigide entre les colonisateurs dominants et une masse indigène assujéti. Le groupe conquéreur peut exterminer les indigènes et s'emparer tout le pays. C'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Argentine, en Uruguay, au Brésil et dans les autres pays de l'Amérique Latine. Ou bien, comme c'est le cas en Afrique du Sud, il peut s'agir d'un système rigide de la stratification ethnique et raciale. Ou bien, comme l'on voit dans certains pays de l'Amérique Latine, le groupe conquéreur peut se mêler avec la population indigène et tendre à créer une culture nationale syncrétique, bien qu'en fait le système de stratification ethnique continue à exister (comme au Mexique, au Pérou, au Guatemala, en Bolivie, etc...) En fin de compte, la situation coloniale peut terminer par l'indépendance, mais la société nouvelle porte les marques du colonialisme et les relations entre les groupes ethniques ne peuvent pas être comprises sans tenir compte de l'époque du colonialisme. (Stavenhagen, 1990). Dans les années 60', Stavenhagen avait appliqué le concept du « Colonialisme Interne » à la place des indiens de l'Amérique du Sud, mais il était conscient du fait que ce terme ne peut pas s'appliquer aux sociétés modernes, à la différence de Hechter. Stavenhagen était plutôt concerné par l'oppression des certains groupes raciaux qui ont une cohérence géographique (Orridge, 1981). En 1990, il a développé la notion de « l'Ethno-développement ».

⁸⁶ Mehmet Ali Aslan (1996), lui aussi, s'oppose à la théorie du colonialisme. L'un des arguments qu'il avance est le fait que la moitié des Kurdes vit dans les villes de l'Ouest. Ainsi, Ekinci mentionne l'intégrité territoriale comme l'un des arguments du statut minoritaires, alors qu'Aslan se base sur la dispersion démographique en tant qu'argument contre le statut de colonie. Cela montre l'emploi différent de l'argument démographique pour les mêmes fins.

- 90 % des Kurdes est pour l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Il est manifeste qu'un peuple en faveur de l'Union Européenne (laquelle, à son tour, défend le principe de l'intangibilité des frontières) n'aspirent pas la séparation. (l'argument de l'UE et la volonté populaire)

- La région kurde est la région la moins développée de la Turquie. L'industrie n'existe pas, la vie économique se base sur l'agriculture. A cause des conflits armés qui y perdurent depuis 20 ans, l'élevage et l'agriculture sont paralysés. Le fossé entre les niveaux du développement entre l'Est et l'Ouest est comparable à celui entre la Belgique et le Bangladesh. La famine est répandue, la privation et la pauvreté sont devenues la mode de vie. C'est une utopie de penser qu'une société autant arriérée peut indépendamment survivre.

- La capacité de la main d'œuvre qualifiée est extrêmement inadéquate. La plupart des intellectuels et des hommes d'affaires kurdes proéminents ont été assassinés. Pour les Kurdes de la Turquie qui sont dépourvus des cadres, les conditions de s'organiser en Etat et de survivre n'existent plus.

- Les Kurdes sont conscients du fait que les conditions de vie vont empirer au cas de la séparation.

- Il n'existe pas les conditions de la séparation entre les Kurdes et les Turcs à l'égard des relations historiques, religieuses, sociales, culturelles et économiques.

- La conjoncture internationale et régionale n'est pas appropriée pour la séparation des Kurdes de la Turquie. » (Ekinçi, 2009) Quant à la demande de fédération, il s'y oppose aussi, car :

« - La plupart des Kurdes sont dispersés partout de la Turquie.⁸⁷ Car, en raison de l'immigration, la région kurde a perdu son exclusivité géographique. La situation de fédération rendrait la plupart des kurdes « minorité de minorité » et leur laisserait aucun choix autre que l'assimilation.

⁸⁷ Comme l'on avait montré, dans son article écrit en 2008 où il défendait le statut minoritaire, il avançait un argument inverse, que les Kurdes ne sont pas dispersés dans le pays comme les Circassiens ou les Bosniaques. Il n'est pas réaliste de penser que la situation démographique a changé en un an. La raison de ce changement doit être le fait que les tenants du fédéralisme font recours au même argument afin de revendiquer la représentation politique sur la base territoriale.

La séparation sur la base de fédération n'est possible que par le consentement des sociétés qui coexistent. Premièrement, il faut que les Kurdes s'approprient cette revendication, et puis il faut avoir le consentement des Turcs. En outre, étant donné que dans une structure féodale qui exige l'autonomie économique la bourgeoisie kurde serait privée de soutien économique, elle n'accepterait pas cette solution.

Les Kurdes n'acceptent pas la séparation soit par l'indépendance soit pas la fédération, en raison des relations économiques et sociales et les mariages mixtes qui perdurent depuis des siècles. » (Ekinci, 2009)

3) La solution d'Ekinci : La Décentralisation et l'Autonomie Culturelle

La solution qu'Ekinci propose, c'est la décentralisation territoriale qui facilite la participation et la réalisation de la volonté populaire, mais qui tient en compte des revendications culturelles des kurdes. Les collectivités locales doivent s'organiser d'une telle manière qu'elles fonctionnent au service de tous les citoyens, pas seulement des kurdes. Car, un Etat central ne peut pas servir au bien-être de toute la population qui compte 70 millions. Les collectivités territoriales ne vont pas s'organiser qu'en fonction des exigences des kurdes, mais de tous les citoyens de la Turquie.

Chaque collectivité locale doit avoir son propre assemblée. Les assemblées et les administrations locales doivent se doter de certains pouvoirs constitutionnels. A part de l'autonomie financière et administrative, les assemblées locales doivent avoir les compétences législatives dans certaines matières et légiférer en harmonie avec le gouvernement central. Par exemple, les pouvoirs tels que la construction des écoles primaires, la fixation du nombre et des lieux des écoles, la nomination des instituteurs, la préparation du programme d'enseignement avec l'approbation du gouvernement central, la conduite de l'organisation policière locale, la préparation des plans de développement régional peuvent se déléguer aux assemblées locales. Ce système va assurer la délégation du pouvoir exécutif, la gouvernance rationnelle, la participation des citoyens à l'administration et le contrôle citoyen sur l'administration. Les questions linguistique, culturelle, et d'éducation vont se régler par les collectivités locales conformément aux propriétés de la population.

Grâce à ce système, il serait possible de réaliser les revendications des kurdes qui vivent dans les zones où ils sont minoritaires. Par exemple, avec les résolutions prises

au sein des assemblées locales qui tiennent en compte des revendications d'un certain nombre de kurdes dans une ville de l'Ouest, les enfants kurdes peuvent avoir l'enseignement en kurde, apprendre leur culture et leur histoire dans certains écoles primaires et lycées. (Ekinci, 2009)

Il convient de noter le changement des solutions proposées par Ekinci. Même si l'essentiel de ses idées restent le même, les voies pour les réaliser changent selon la conjoncture nationale, régionale et internationale. L'idée directrice, c'est de préparer les conditions susceptibles grâce auxquelles les kurdes jouissent de leurs droits nationaux démocratiques. Ces derniers consistent des droits culturels, y compris la suppression des entraves devant l'enseignement en langue maternelle de l'histoire et de la culture kurde. La territorialité n'occupe pas le premier rang de sa formulation. Car, tant qu'on jouit des droits culturels et, ainsi, tant qu'on participe à la vie politique comme citoyen, l'intégrité territoriale n'est pas un préalable. On peut remarquer la place secondaire (instrumentale) de la territorialité comme suit : Dans l'époque où il défendait le droit minoritaire comme la solution, il estimait que l'intégrité territoriale est une condition de jouir de ce droit, même si les documents de l'UE et de l'ONU ne font pas référence à un tel critère. Il avançait ce critère pour des raisons pragmatiques, car il pensait que cela ne serait pas facile pour une minorité jouissent de leurs droits garantis par le droit internationale, sans intégrité territoriale. Par exemple : les Turcs chypriotes avant 1974 étaient dispersés partout dans l'île en tant que petits groupuscules, cette situation leur empêchait de profiter de leurs droits minoritaires. Donc, selon Ekinci, l'intégrité territoriale renforcerait la solidarité communautaire et faciliterait l'accès des particuliers aux instances internationales, non en tant que particuliers, mais les membres d'une communauté minoritaire. Ekinci pensait que les Kurdes remplissent le critère d'intégrité territoriale. En 2009 où la perspective pour l'Union Européenne était en déclin et où le gouvernement du Parti de Justice et de Développement (PJD-AKP) ont déclenché une politique de démocratisation « l'Ouverture Kurde », Ekinci s'est mis à proposer la décentralisation et l'autonomie culturelle pour les kurdes, donc il s'agit du glissement de l'accent sur les instances juridiques transnationales au celui sur les dynamiques intérieures de la Turquie. Dans cette nouvelle proposition, l'argument démographique, c'était le manque de l'intégrité territoriale des Kurdes.

Ainsi dans le discours d'Ekinci, la territorialité apparaît comme un critère auxiliaire de la thèse principale, laquelle change selon les exigences conjoncturelles de

l'époque. Cela nous montre que la territorialité ne fait pas partie intégrante de l'identité kurde, comme c'est le cas chez les nationalistes kurdes qui considèrent le territoire comme le dépositaire des pouvoirs matériels et émotionnels.

Pourtant, pour que les kurdes jouissent pleinement de leurs droits nationaux démocratiques, le point de départ n'est pas la mise en vigueur du droit minoritaire, car devant cette initiative se trouvent les instances politiques nationales qui évitent de signer les traités et les protocoles de l'Union Européenne. C'est pour cette raison qu'Ekinci perçoit le destin des kurdes lié à la démocratisation de la Turquie. Il incite les kurdes de faire l'alliance avec les forces démocratiques de la Turquie. En fait, ils critiquent à la fois les intellectuels kurdes et turcs : les premiers d'être utopiques et les deuxièmes d'assimiler à tort le nationalisme des opprimés avec celui des oppresseurs. Il met l'accent sur le manque de confiance entre les parties, et il faut surmonter l'état divisé des forces démocratiques, à l'avantage de tous. Car, en Turquie la question kurde est l'antagonisme principal de l'époque (contre l'argument du primat de conflit entre le travail et le capital comme point de départ) et les autres questions ne vont être résolues qu'après la question kurde est tranchée. C'est un argument qui vise à convaincre les démocrates turcs.

Afin de convaincre les kurdes, il affirme que leur objective de séparation est utopique. Ce qui est réalisable à court-terme, c'est de recevoir la protection juridique internationale, d'où le droit minoritaire qui consiste d'une série de document de l'Union Européenne, de l'Organisation des Nations Unies, du Conseil de l'Europe, du Conseil de Coopération Economique et de Développement.⁸⁸ Il résume les droits dont il s'agit comme suit : La reconnaissance de l'identité, de la langue et de la culture des minorités nationales, l'enseignement dans leurs langues maternelles, la protection de leur identité ethnique, linguistique et religieuse, l'emploi officiel de leur langue maternelle, l'enseignement de leur culture et de leur histoire, la formation des collectivités locales

⁸⁸ Ekinci énumère un certain nombre de document juridique qui compose le droit minoritaire (2004): Le Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politique de l'ONU ; Le Pacte International Relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels de l'ONU; La Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement; La Convention Relative aux Droits de l'Enfant de l'ONU ; La Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales (le Conseil de l'Europe) ; La Convention-Cadre pour la Protection des Minorités Nationales (Le Conseil de l'Europe) ; La Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires (le Conseil de l'Europe) ; Les Critères de Copenhague adoptés en 1993 (l'Union Européenne) ; L'Acte Final d'Helsinki ; La Charte de Paris ; La Convention de Genève (La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) ; Les Documents de Copenhague de 1990 et de Moscou de 1991 concernant la dimension humaine de l'OSCE ; le Document du Partenariat pour l'Adhésion à l'UE signé en 1999 ; les rapports annuels d'évolution publié par l'UE.

ou régionales toute en tenant en compte des spécificités historiques régionales, la participation politique de ces minorités en leur procurant les conditions de s'organiser.(Ekinci, 2004).

Il faut mettre l'accent sur la distinction entre « la décentralisation en fonction de l'ethnicité » et « la décentralisation en tenant en compte des caractéristiques ethniques». Dans le premier, l'organisation politique et territoriale se réalise sur la base de l'ethnicité, l'idée directrice de l'organisation politique. La délimitation territoriale s'effectue à partir des distinctions ethniques. Par contre, la décentralisation qui tient en compte des spécificités identitaires (les distinctions ethniques, religieux, linguistiques) vise à faciliter la participation des citoyens à la vie politique, d'où le lien direct entre la volonté populaire et les droits culturels.

Ekinci prêche aux intellectuels kurdes et turcs de faire la coopération sur la base de la démocratie. Mais, pour que cela se réalise, les parties doivent surmonter la méfiance mutuelle. A ce point-là, il s'agit l'accent sur l'aspect socio-psychologique des relations entre les peuples dans la solution de la question nationale.⁸⁹

4) L'Autonomie Culturelle et le Principe de la Personnalité

La proposition de solution d'Ekinci nous incite à réfléchir sur le concept de territorialité, son lien avec l'Etat-nation et la nation, avec la modernité et sur les modèles d'autonomie culturelle nationale (*National Cultural Autonomy-NCA*). Ce modèle est développé au début du 20^e siècle par les austro-marxistes, Karl Renner et Otto Bauer afin de surmonter les clivages entre les communautés nationales qui constituaient l'Empire Autriche-Hongrois. Les socialistes autrichiens adoptent en 1898 une structure fédérale pour leur parti qui comprend six groupes nationaux (allemand, ukrainien, polonais, italien, tchèque, slave du Sud) qui étaient coiffées par un organe fédératif formé des comités des différents partis sociaux-démocrates. Puis lors du congrès de Brünn en 1899, est adopté un programme qui veut désamorcer la dimension politique de la lutte nationale⁹⁰ (Colas, 2002).

⁸⁹ Cet accent chez Ekinci nous évoque les paroles de Lénine qui affirme que les membres des nations dominantes doivent défendre le droit de la séparation des nations opprimées, tandis que ces dernières doivent défendre la coexistence. Les positions ainsi formulées peuvent surmonter la méfiance réciproque, donc contribuent à la coexistence des peuples et à l'apaisement des tendances nationalistes.

⁹⁰ Il s'agissait d'une résolution appelle à la transformation de l'Autriche en un « Etat démocratique fédératif des nationalités » : les « pays historiques » seraient remplacés par des « corporations nationales

Dans son ouvrage intitulé « La Question de Nationalité et la Démocratie Sociale » imprimé en 1907, Otto Bauer donnera son armature théorique à ce programme, en définissant la nation non en termes économiques, mais en tant que « communauté de caractère issue d'une communauté de destin » et avançant le thème de « l'autonomie culturelle » qui sera, en 1912-1913, au cœur du conflit entre sociaux- démocrates russes. Bauer définit le combat du prolétariat comme un combat pour l'auto-détermination, pour l'autonomie. Appuyé sur un fond philosophique néo-kantien, Bauer présente une théorie de nationalité qui pourrait sembler idéaliste et issue du romantisme mais il refuse ce type de problématique (celle de l'âme des peuples) qui pour lui est une élucubration : si la société est un ensemble d'individus obéissant à une loi, à un principe extérieur, la communauté est un ensemble d'individus dont chacun est le produit de ses interactions avec les autres. La définition de la communauté est empruntée à Kant : la communauté est une interaction réciproque profonde. Inutile de supposer une « âme de la France » qui donnerait à chaque Français un caractère national français, mais en chaque Français sont présents les effets des ses interactions qui font que son aperception du monde est différente de celle d'un Anglais. Les individus de chaque nation perçoivent le monde à travers des codes de représentation différents. La communauté nationale est historique. Le mécanisme de la transmission n'est pas bien clair chez Bauer car le darwinisme des intellectuels marxistes de la période le pousse à penser en termes d'hérédité, alors qu'il veut montrer que la transmission d'une génération à l'autre est un héritage, par lequel se transmettent des caractères acquis. Ce stock, transmis de génération en génération, fonctionne comme des habitudes intériorisées. Chaque nationalité est spécifiée par son passé même si certaines nations de l'Empire autrichien sont « des nations sans histoire » ou plutôt l'histoire s'est comme arrêtée pour reprendre avec le développement du capitalisme (les Tchèques, les Slovènes) et qui ne disposent pas de structure politique (Colas, 2002). Il s'agit de concept de « nation en devenir », contrairement au destin de disparition prévu par Engels pour les « nations sans histoire ».

Ainsi, selon Bauer, la définition de nation n'inclut pas le critère du territoire. La question nationale est neutralisée comme question directement politique, touchant

d'auto-administration dont la législation et l'administration seront l'œuvre des Chambres nationales élues au suffrage universel et direct » : « Toutes les territoires auto-administrés d'une seule et même nation forment ensemble une union homogène et autonome ; des lois étatiques votées par le Parlement de l'empire garantissent les droits des minorités nationales ; il n'existe pas de langues nationales ». (Colas, 2002)

l'organisation de l'Etat. Les ouvriers dans un Etat multi-nationalitaire n'auraient pas à se battre pour le droit des nations. « Le pouvoir de satisfaire leurs besoins culturels doit être garanti juridiquement aux nations, pour que la population ne soit plus obligée de se diviser en partis nationaux, pour que querelles nationales ne rendent pas la lutte de classes impossible. »⁹¹ (Cité par Colas, 2002)

L'autonomie, telle que l'imaginent les socialistes autrichiens a la forme d'une autonomie des nationalités et non d'une autonomie territoriale : autonomie non de la Bohême ou de la Pologne, mais des Tchèques ou des Polonais. L'Autriche ainsi imaginée ne serait pas un Etat composé des nations (territoriales) mais un Etat composé des nationalités (culturelles) : Les Tchèques ou les Allemandes vivent comme des personnes distinctes, des individus séparés mais formant une nationalité. Les institutions spécifiques de ces différentes nationalités auraient à traiter des problèmes culturels, tandis que les questions politiques seraient traitées dans le Parlement de l'Etat autrichien. (Colas, 2002).

La difficulté d'une articulation entre luttes des classes et luttes nationales trouve donc chez Bauer une solution par une analyse de la question nationale en termes essentiellement culturels qui sont distingués des revendications politiques. Même s'il analyse l'histoire des nationalités comme une histoire matérielle, sociale, et économique, il ne considère pas que les nationalités qui ont débuté tardivement leur essor capitaliste, voire même qui ne l'ont jamais commencé, seraient des « petites nations » qui devraient disparaître. Il ne hiérarchise pas les nationalités mais il les déterritorialise. La territorialisation des nations ne peut qu'entraîner une limitation du nombre des nations, puisque l'espace est nécessairement fini. Le système de Bauer permet l'existence simultanée d'un nombre quelconque de nations dans un même espace, ce qui n'oblige pas à en sacrifier pour faire de la place. L'espace politico-culturel imaginé par Bauer perd de sa substance au profit d'une intrication de groupes autonomes dont le support n'est pas la continuité spatiale mais la possession d'un même code de représentation. Selon Bauer, un Allemand d'Amérique qui reste influencé par la culture allemande et qui éduque son enfant dans la culture allemande reste un Allemand en dépit de la séparation géographique ; ainsi la communauté du sol n'est une condition de culture que si elle est une condition d'existence de la nation. A l'heure du livre

⁹¹ Ultérieurement Bauer abandonna ses positions sur la question nationale pour accepter le lien nation-territoire (Colas, 2002).

imprimé et du télégraphe la communauté territoriale n'est qu'un moyen utile, mais non indispensables, pour l'existence d'une communauté culturelle. On pourrait parler d'une communauté symbolique au sens où elle repose sur la circulation des signifiants : Interactions mutuelles de compatriotes et non partage d'un même espace, ou encore la langue comme condition de possibilité de la communauté plutôt que le sol comme fondation de la nation (Colas, 2002). Quant à Karl Renner, il élabore son modèle d'autonomie culturelle dans son article intitulé « L'Etat et la Nation » daté 1899.

Les débats sur le modèle de l'Autonomie Culturelle Nationale (ACN) sont très récents, car l'article de Renner a été traduit en anglais qu'en 2005 et le livre de Bauer en 2000. Dans la période de son lancement au début du 20^e siècle, ce modèle visait à contenir le nationalisme sécessionniste et traiter les conflits ethno-nationaux dans le cadre d'un Etat multinational démocratique. Ce modèle avait pour but d'empêcher la sécession en accordant aux minorités nationales les droits collectives constitutionnellement garantis, l'autonomie culturelle et l'auto-détermination culturelle (non-territoriale). Le modèle d'ACN se base sur le principe de la personnalité (*personality principle*), qui suggère que les communautés autonomes sont organisées en tant que collectivités souveraines sans tenir en compte de leur location de résidence au sein d'un Etat multinational. Renner oppose ce principe à celui de la territorialité, qui est la caractéristique de l'Etat-nation moderne. Renner définit le principe de la territorialité comme suit : « Si vous vivez sur mon territoire, vous êtes soumis à ma domination, ma loi et ma langue ». Cette mentalité favorise la domination d'une majorité ethnique sur la minorité ethnique. (Nimni, 2007).

Renner compare le conflit ethnique avec les guerres de religion qui régnait l'Europe pendant les décennies. Ici le principe de base « cuius regio illus religio » (ce qui gouverne le territoire décide sa religion) était la raison des guerres. Ce problème était traité quand la religion était séparée de la souveraineté territoriale et, ainsi la coexistence des groupes religieux est devenue possible. D'après Renner, dans l'Etat-nation moderne, le principe de base est « cuius regio illus lingua » (ce qui gouverne le territoire décide la langue). Le principe de la personnalité, par contre, séparerait la question de gouvernance de celles des identités nationales et culturelles (Nimni, 2007).

Le modèle d'ACN exige que tous les citoyens déclarent leur nationalité quand ils atteignent l'âge de voter. Les membres de chaque communauté nationale, quelque soit leur territoire de résidence, formeraient un corps public unique ou une association dotée

des droits collectives faisant partie intégrante de la constitution, d'une personne et de la souveraineté légale à traiter les affaires nationales-culturelles. Par exemple, ces entités organiseraient le système d'éducation de leurs membres, le système légale et toutes les autres affaires ayant de caractère national. Une partie des compétences administratives doit être déléguée à l'unité de niveau le plus bas, un canton (Nimni, 2007).

Geneviève Nootens (2006) met l'accent sur le fait que chez Renner, la territorialité n'est pas totalement exclue. Renner affirme que « *Bien sûr qu'aucun peuple n'existe sans territoire, et la reconstruction interne ne peut pas être indépendant de la stratification géographique de la population. Si le principe de la personnalité forme le principe constitutif provoque la séparation des nationalités et puis l'union des individus, le principe de la territorialité va jouer un rôle important en tant que principe organisationnel* » (Cité par Nootens, 2006). Comme Sahlins le remarque, « *le développement crucial n'était pas l'établissement de la territorialité dans la société, mais l'établissement de la société en tant que territoire.* » (Cité par Paasi, 2003). Le but des théoriciens du modèle d'Autonomie Culturelle Nationale était d'éviter l'établissement de la société *en tant que* territoire. En ce qui concerne notre sujet, Tarik Ziya Ekinci propose la décentralisation mais ce règlement territorial ne se base pas sur les différences ethno-nationales. De manière semblable à Renner, chez Ekinci la territorialité n'est pas un concept constitutif de la nation, mais plutôt un principe organisationnel. A la différence des tenants du fédéralisme, Ekinci considère que la démarcation territoriale et la délégation des compétences doivent viser à faciliter la participation politique du peuple en tenant compte de propriétés ethniques locales. Mais la démarcation territoriale ne doit pas se baser sur l'identité ethnique, car cela risquerait l'exclusion d'une partie de la population dans les régions où ils ont des caractéristiques différentes de celles de la majorité. Car, les frontières territoriales nationales créent toujours les minorités et les tendances pour la discrimination.

CONCLUSION

Tarik Ziya Ekinci est l'un des intellectuels qui ont réussi à rester dans une position ambiguë pendant toute sa vie : par rapport à la gauche turque dans une période où la question nationale était sous-estimée sous le motif que sa solution allait être *après* une révolution socialiste et par rapport à la gauche kurde qui considère que la solution de cette question sera *après* l'indépendance. De manière semblable à Mehmet Ali Aybar qui était adversaire des tenants de la Révolution Démocratique Nationale, Ekinci était, à son tour, adversaire de leurs homologues kurdes. Il se distingue de la plupart des intellectuels kurdes par le fait qu'il s'oppose à ce que John Agnew appelle « le piège territorial », la perception que l'Etat et la nation coïncident par l'intermédiaire du principe de la territorialité. Il est l'un des rares intellectuels kurdes qui ont rendu compte que la territorialité, en tant que principe constitutif de l'Etat-nation, est la raison primordiale des conflits ethniques et dans sa quête de voie pacifique pour traiter la question kurde, il avance les propositions qui formulent la territorialité en tant que principe organisationnel et dissocient le territoire de la nation en introduisant le principe de la personnalité.

Même si Ekinci défend la lutte démocratique dans l'organisation commune des intellectuels kurdes et turcs contre toutes les oppressions dont le primordial est à propos de la question kurde, il critique l'attitude cosmopolite qui ne fait pas une distinction entre les nationalismes des nations dominantes et dominées. Il constate que l'Etat-nation turc, dès sa fondation, n'était pas ethniquement neutre, ce qui a causé les pratiques assimilationnistes. D'après Ekinci, les injustices résultant de la balance des pouvoirs inégale entre les nations dominantes et dominées doivent être redressées, et sous cet angle, le nationalisme des opprimés qui revendique la justice n'a pas de caractère réactionnaire. Par contre, la plupart des nationalistes kurdes, même s'ils font partie de ce qu'on appelle le nationalisme des opprimés, ne peuvent pas échapper aux critiques d'Ekinci, non plus. Il reproche à ces nationalistes kurdes qui ne tiennent pas en compte des relations de pouvoirs au sein de la société kurde qui fonctionnent à la dépense des paysans kurdes. A la différence des sécessionnistes qui pensent que l'émancipation se réalisera après l'indépendance gagnée avec un front uni des forces patriotiques, y compris une partie de la classe dominante kurde, Tarik Ziya Ekinci suit une logique inverse. En termes de Yael Tamir (1993) qui fait la distinction entre l'auto-détermination (*self-determination*), le principe nationaliste, et l'autonomie (*self-rule*) le

principe démocratique qui signifie la participation politique dans les institutions politiques, Ekinci pense que l'auto-détermination n'est pas nécessairement le préalable de l'autonomie (*self-rule*). Ainsi, il faut que les masses kurdes doivent être mentalement se moderniser et s'émanciper des entraves socio-économiques ainsi que religieux. Cependant, la structure interne de la société kurde telle qu'elle existe pour l'instant est loin de réaliser la modernisation et l'émancipation des masses kurdes.

Un autre point sur lequel il faut mettre l'accent, c'est qu'Ekinci découpe la relation entre la modernité et la consolidation territoriale et étatique. Selon le paradigme de l'Etat-nation, le principe de la territorialité est intimement associé avec la modernité. Quant au principe de personnalité, il est souvent associé avec les conceptions ethniques, avec les systèmes non-libéraux (le système ottoman de millet) et les systèmes institutionnalisés de discrimination (comme l'apartheid). Par contre, Ekinci associe le principe de la personnalité avec l'autonomie et la participation politique tant que ce principe élabore les conditions de l'épanouissement individuel par l'intermédiaire de sa propre culture.

Staline et Lénine critiquaient le principe de la personnalité, car ils pensaient que ce principe découpait la culture de la base matérielle (le territoire) de sa formation. Cette rupture entre la culture et le territoire résulterait en la fétichisation de la culture. Le dynamisme de la culture nationale, donc sa capacité de s'adapter aux nouvelles conditions, provient du fait que cette culture est le résultat de la vie elle-même, des interactions humaines. Etant donné que l'interaction n'est possible que sur le même espace selon Staline, la culture découpée de la territorialité avancée par le principe de la personnalité perd de sa capacité de se reproduire, donc devient la source des conflits. Par contre, dans une époque où le territoire n'est pas qu'une seule base d'assurer la communauté entre les individus, où les moyens de communication et de transport sont très développés et où on assiste aux flux d'immigration internationale et à la formation des diasporas partout dans le monde, où les conflits ethniques s'éclatent en raison de la rareté des ressources territoriales, on se met à s'interroger sur la territorialité, ses liens avec la souveraineté étatique et l'identité nationale. On s'oriente de plus en plus vers le principe de la personnalité pour voir s'il peut apaiser les conflits ethniques.

Le point sur lequel il faut mettre l'accent, c'est que le discours du développement inégal régional et le discours du colonialisme sont affiliés, mais en même temps ils sont rivaux. Cela est remarquable qu'Ekinci soit l'un des protagonistes qui ont introduit « le

développement inégal régional » dans le lexique politique, alors qu'il s'avère opposant à la thèse du colonialisme. L'analyse spatiale du mouvement du capital et des relations de classes se glisse de plus en plus vers la responsabilité de l'Etat dans la création de ces inégalités. En plus, surtout dans les derniers temps du P.O.T., l'aspect ethno-politique de la question kurde, à part des inégalités socio-économiques, était reconnu et prononcé par le P.O.T. Mais ce n'était pas suffisant pour les jeunes kurdes qui imaginaient le Kurdistan en tant que pays partagé et colonisé et qui ne le considéraient plus comme une région de la Turquie. C'est là où se rencontre l'imaginaire nationaliste et l'argumentation marxiste pour donner naissance à la thèse du colonialisme.

Comme Erica Benner (2001) l'établit, le point commun de tous les nationalismes, c'est qu'à la base toutes les formes de nationalisme s'intéressent à la question de savoir comment construire une communauté viable au sein des relations internationales où règnent les Etats territoriaux et le jeu de Réalpolitik. Ekinci préfère traiter la question kurde comme une question intérieure de la Turquie. Apparemment, il ne fait pas confiance sur la viabilité d'un Kurdistan possible dans les relations internationales de notre époque. Ses constats sur le caractère fragmenté de la société kurde, le lien de la bourgeoisie kurde avec la bourgeoisie turque, la mauvaise location d'un Kurdistan future (le manque d'accès à la mer et les Etats voisins hostiles), le manque d'un leadership démocratique kurde dans tous le Moyen-Orient et les masses soumises à la mentalité féodale et religieuse sont les facteurs importants qui ont l'impact sur son imaginaire géopolitique (le fait qu'il reste dans le cadre de la Turquie). En plus, les différences de l'interprétation de l'histoire, de la conception de la nation et du nationalisme, de la démocratie, de l'Etat, le primat de l'autonomie individuelle sont aussi importants. Dernièrement, le fait qu'il ne fait pas référence aux propriétés « d'une nation accomplie », mais qu'il parle « d'une nation en devenir » nous montre qu'il évite toute fétichisation culturelle, donc la démarcation des frontières mentales ou physiques entre les communautés. Stavenhagen (1993) affirme que ce qui est important, c'est que de garder leur culture comme un moyen créatif en vue de la solution des problèmes collectifs et la satisfaction de leurs nécessités matérielles et spirituelles. On peut adapter cette affirmation à Ekinci : Chez lui, la culture nationale n'est pas un but en soi, mais un domaine dans lequel et un moyen par lequel la participation politique se réalise plus facilement, ce qui se trouve toute à la base de la démocratie.

Bibliographie

Articles:

Benner Erica, “Is there a core national doctrine”, **Nations and Nationalism**, 7 (2), 2001, p. 155-174

Bourdieu Pierre, “Identity and Representation: Elements for a Critical Reflection on the Idea of Region”, **Language and Symbolic Power**, ed. John B. Thompson, çev. Gina Raymond ve Matthew Adamson, Cornwall: Polity Pres, 1994, p. 220-228

Bozarslan Hamit, “Türkiye’de Kürt Sol Hareketi”, dans **Modern Türkiye’de Siyasî Düşünce: Sol**, ed.: Murat Gültekingil, Vol: 8, İstanbul: İletişim, 2007, p. 1169-1201

Bozarslan Hamit, “Kürt Milliyetçiliği ve Kürt Hareketi (1898-2000)”, dans **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: Milliyetçilik**, ed.: Tanıl Bora, Vol: 4, İstanbul: İletişim, 2002, p. 841-867

Brubaker Rogers, “ Au-dela de l’Identité”, **Actes de la recherches en science sociales**, Vol. 139, No: 1, 2001, p. 66-85

Ekinci Tarık Ziya, “Türkiye İşçi Partisi ve Kürt Sorunu”, dans **Resmi Tarih Tartışmaları-6: Resmi Tarihte Kürtler**, ed. İsmail Beşikçi, İstanbul: Özgür Üniversite Kitaplığı, 2009, p. 141-220

Ekinci Tarık Ziya, “Kürtlerde Sosyal Değişim Süreçleri ve TİP’in Katkısı”, l’article non-publié, 2008

Güçlü İbrahim, “DDKO: Türkiye’de Kürtlerin Siyasete Doğrudan Katılma Aracı ve Yeni Kürt Baharı’nın İlk Legal-Açık Kürt Örgütlenmesi Kürt Ocakları”, dans **Resmi Tarih Tartışmaları-6: Resmi Tarihte Kürtler**, ed. İsmail Beşikçi, İstanbul: Özgür Üniversite Kitaplığı, 2009, p. 221-262

Hobsbawm Eric, “Inventing Traditions”, dans **The Invention of Tradition**, ed.: Eric Hobsbawm et Terence Ranger, Cambridge: Cambridge University Press, 2000, p. 1-14.

Karaömerlioğlu M. Asım, “Bir Tepeden Reform Denemesi: Çiftçiyi Topraklandırma Kanunu’nun Hikâyesi”, **Birikim**, no: 107, Mart 1998, p. 31-47

Klein Janet, “Kurdish Nationalists and non-nationalist Kurds: rethinking minority nationalism and the dissolution of Ottoman Empire”, **Nations and Nationalism**, 13 (1), 2007, p. 135-153

Nimni Ephraim, “National-Cultural Autonomy as an Alternative to Minority Territorial Nationalism”, **Ethnopolitics**, Vol. 6, No. 3, Septembre 2007, p. 345-364

Nootens Geneviève, “Liberal Nationalism and the Sovereign Territorial Ideal”, **Nations and Nationalism**, 12 (1), 2006, p. 35-50

Nootens Geneviève, “Nations, States and The Sovereign Territorial Ideal”, dans **National Cultural Autonomy and its Contemporary Critics**, ed.: Ephraim Nimni, New York: Routledge, 2005, p. 51-63

Orridge Andrew W., “Uneven Development and Nationalism- I”, **Political Studies**, Vol.29, No: 1, 1981, p. 1-15

Paasi Anssi, “Territory”, dans **A Companion to Political Geography**, ed: John Agnew, Katharyn Mitchell, Gerard Toal, Cornwall: Blackwell Publishing, 2003, p. 109-123

Penrose Jan, “Nations, states and homelands: Territory and Territoriality in Nationalist Thought”, **Nations and Nationalism**, 8 (3), 2002, p. 277-297

Wodak Ruth, “The discourse-historical approach”, dans *Methods of Critical Discourse Analysis*, ed: Ruth Wodak et Michael Meyer, Surrey: SAGE publications, 2001, p. 63-95

Yüksel Metin, “A ‘Revolutionary’ Kurdish Mullah from Turkey: Mehmed Emin Bozarslan and His Intellectual Evolution”, **The Muslim World**, Vol. 99, Avril 2009, p. 356-380

Zimmer Oliver, “Boundary Mechanisms and symbolic resources: towards a process-oriented approach to national identity”, **Nations and Nationalism**, 9(2), 2003, p. 173-193

Livres:

Aslan Mehmet Ali, **Sabancı’ya Mektup**, Ankara: 1996

Atılgan Gökhan, **Kemalizm ile Marksizm Arasında Geleneksel Aydınlar Yöndevrim Hareketi**, İstanbul: TÜSTAV, 2002

Ballı Rafet, **Kürt Dosyası**, İstanbul: Cem, 2001

Brown David, **Contemporary Nationalisms**, London: Routledge, 2000

Bozarslan Mehmet Emin, **Doğu’nun Sorunları**, İkinci Baskı, İstanbul: Avesta, 2002

Chaliand Gérard, **Les Kurdes et Le Kurdistan**, Paris: Librairie François Maspero, 1978

Colas Dominique, **Sociologie Politique**, Paris: PUF, 2002

Çamlıbel Yavuz, **49’lar Davası- Bir Garip Ülkenin İdamlık Kürtleri**, Ankara: Algıyayın, 2007

DDKO Dava dosyası, Ankara: Komal, 1975

Ekinci Tarık Ziya, **Yayınlanmamış Anıları**, İstanbul, 2009

Ekinci Tarık Ziya, **Demokrasi, Çokkültürlülük ve Bir Yargısal Serüven**, İstanbul: Küyerel, 1999

Ekinci Tarık Ziya, **Vatandaşlık Açısından Kürt Sorunu ve Bir Çözüm Önerisi**, İstanbul: Küyerel, 2000

Ekinci Tarık Ziya, **Millet, Milliyetçilik, Devlet ve Anayasa Sorunları**, İstanbul: Cem, 2004

Ekinci Tarık Ziya, **Türkiye’de Demokrasi ve İnsan Hakları Sorunları**, İstanbul: Cem, 2004

Ekinci Tarık Ziya, **Sol Siyaset Sorunları- Türkiye İşçi Partisi ve Kürt Aydınlanması**, İstanbul: Cem, 2004

Ekinci Tarık Ziya, **Türkiye’nin Kürt Siyasetine Eleştirel Yaklaşımlar**, İstanbul: Cem, 2004

Ekinci Tarık Ziya, **Devlet ve Ben**, İstanbul: Sarmal, 1995

Ekinci Tarık Ziya, **Doğu’nun Dramı-Türkiye İşçi Partisi Mecliste:5**, Ankara: Ankara Basım ve Ciltevi, 1967

Ekinci Tarık Ziya, **Türkiye’nin Çağdaşlaşması ve Kürtler**, ed. Ahmet Önal, İstanbul: Pêrî Yay., 2006.

Epözdemir Şakir, **Türkiye Kürdistan Demokrat Partisi**, İstanbul: Pêrî, 2005

Eriksen Thomas Hylland, **Ethnicity and Nationalism**, London: Pluto Presse, 1993

Gündoğan Cemil, **Kawa Davası Savunması ve Kürtlerde Siyasi Savunma Geleneği**, İstanbul: Vate, 2007

Hadjimichalis Costis, **Uneven Development and Regionalism- State, Territory and Class in Southern Europe**, Kent: Croom Helm Ltd, 1987

İkinci Beş Yıllık Kalkınma Planı (1968-1972), <http://ekutup.dpt.gov.tr/plan/plan2.pdf>

İnsel Ahmet, **Düzen ve Kalkınma Kıskaçında Türkiye**, çev: Ayşegül Sönmezay, İstanbul: Ayrıntı, 1996

Kolakowski Leszek, **Main Currents of Marxism**, çev: P.S. Falla, Oxford: Clarendon Pres, Vol:II, 1978

Kotan Mümtaz, **Tarihin Karatılması Eylemi Üzerine Somut Bir Örnek- DDKO'lar**, [http://www.gelawej.net/pdf/Mumtaz-Kotan-DDKO\[1\].pdf](http://www.gelawej.net/pdf/Mumtaz-Kotan-DDKO[1].pdf)

Kutlay Naci, **Anılarım**, İstanbul: Avesta,1998

Kymlicka Will, **Multicultural Citizenship**, Oxford: Clarendon Pres, 1995

Lenin V. I.,**Ulusal ve Sömürge Ulusal Sorun Üzerine**, çev: İsmail Yarkın, Süheyla Kaya, Saliha Kaya, İstanbul: İnter, 1998

Natali Denise, **Kürtler ve Devlet- Irak, Türkiye ve İran'da Ulusal Kimliğin Gelişmesi**, çev: İbrahim Bingöl, İstanbul: Avesta, 2009

O'Shea Maria T., **Trapped Between Map and Reality- Geography and Perceptions of Kurdistan**, New York: Routledge, 2004

Özoğlu Hakan, **The Kurdish Notables and the Ottoman State**, Albany: State University of New York Press, 2004

Stalin Joseph, **Marxizm ve Ulusal Sorun ve Sömürge Sorunu**, Ankara, çev: Muzaffer Erdost: Sol, 1994

Stalin Joseph, **Le Marxisme et La Question Nationale**, Paris: Ed. Sociales, 1946

Stavenhagen Rodolfo, **The Ethnic Question- Conflicts, Development and Human Rights**, Tokyo: United Nations University Presse, 1990

Tamir Yael, **Liberal Nationalism**, Princeton: Princeton University Press, 1993

Yeğen Mesut, **Devlet Söyleminde Kürt Sorunu**, İstanbul: İletişim, 2009

TEZ ONAY SAYFASI

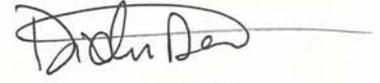
Üniversite Galatasaray Üniversitesi
Enstitü Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı Mürüvvet Deniz ULUSOY
Tez Başlığı Un Intellectuel en Turquie: Tark Ziya Ekinci et son parcours politique en matière de l'identité ethnique
Savunma Tarihi 23/03/2010
Danışmanı Prof. Dr. Füsun ÜSTEL

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Öpr. Gör. Dr. Didem DANIŞ



Yardı. Doç. Dr. Özgür ADAĞAĞ



Prof. Dr. Füsun Üstel



Enstitü Müdürü

Prof. Dr. V. Mehmet Bolak

